

Un entretien avec le chancelier Helmut Schmidt

Lire page 19
Les déclarations accordées à « Europa »

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F.

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,30 DM; Belgique, 1,30 BF.; Espagne, 165 P.; France, 2 F.; Grèce, 340 dr.; Italie, 1,20 L.; Japon, 240 ¥.; Pays-Bas, 1,20 f.; Portugal, 200 esc.; Royaume-Uni, 100 s.; Suède, 1,20 kr.; Suisse, 1,20 fr.; Turquie, 1,20 TL; Venezuela, 20 bs.

Tarif des abonnements Page 28
5, rue des Écoles, 75001 Paris
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 01 69 57 12
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Sauver le peuple cambodgien

Trois mois après la conférence de Genève sur les « boat people », sous les auspices des Nations unies et à l'initiative de la France, une conférence internationale pour l'aide à la population cambodgienne. Il faut espérer qu'elle aura plus de résultats que la précédente : en effet, si le nombre des « boat people » s'est réduit, en partie à cause de la monsoon, ils n'en continuent pas moins de fuir au rythme de plusieurs milliers par mois, tandis que les « départs légaux » que Hanoi avait promis d'organiser ne touchent guère qu'une infime fraction de ceux qui souhaitent émigrer ou rejoindre leur famille.

Rarement une aide d'urgence concertée au niveau international aura été plus indispensable que celle dont a besoin la population cambodgienne, menacée tout simplement d'être effacée de la surface de la terre. La conférence devrait décider d'accroître considérablement les programmes d'assistance, qui pourraient atteindre en un an, plus de 300 millions de dollars.

Le paradoxe est toutefois qu'il y a actuellement plus d'aide disponible pour les populations affamées et ces cadavres vivants qui franchissent, par centaines de milliers, la frontière thaïlandaise qu'il n'est possible d'en accueillir. La responsabilité d'une telle situation repose avant tout sur Hanoi. Personne ne croit, en effet, que les autorités arrivées à Phnom-Penh en janvier dans les fourgons de l'armée vietnamienne disposent de la moindre liberté de manœuvre par rapport aux forces d'occupation. Pendant des mois, par des manœuvres dilatoires visant à faire reconnaître leur partisans par la communauté internationale en échange de l'acceptation d'aide, les Vietnamiens ont soigneusement contribué à affaiblir leurs nouveaux alliés. Qui plus est, dans la guerre qui les oppose aux Khmers rouges — qui ont une responsabilité écrasante, eux aussi, — et à d'autres mouvements de résistance, ils n'ont pas hésité à employer l'arme de la faim, allant même jusqu'à détruire des cultures pour qu'elles ne puissent être utilisées par l'ennemi.

Après avoir affirmé, à de multiples reprises, « qu'il n'y a pas de famine au Cambodge », mais qu'on y manque seulement de nourriture, Hanoi et Phnom-Penh ont finalement accepté l'aide internationale. Mais les restrictions à leur arrivée par route, le refus d'accepter un contrôle effectif et même l'envoi d'équipes médicales étrangères, les menaces et les attaques contre les « médias desels » de cet « impérialisme » qui est pourtant prêt à fournir le plus gros de l'assistance, ne laissent pas d'inquiéter.

Aussi grave est la responsabilité de l'Union soviétique, qui n'a rien fait pour inciter le Vietnam à se montrer plus conciliant et à accepter que tous les moyens soient utilisés pour sauver la population cambodgienne. Le Kremlin, tout à sa politique dans le Sud-Est asiatique et à sa stratégie d'enfermement de la Chine, s'en tient — comme de coutume — à une fourniture massive d'armes, aggravant le drame et menaçant la stabilité de la région.

Quant aux pays occidentaux, auxquels il faut joindre la Chine, leur agitation actuelle ne saurait cacher que, pendant des mois, nul ne s'est soucié d'une famine que bien des observateurs — journalistes ou diplomates — annonçaient comme imminente. Il aura fallu la stratégie actuelle pour que les bonnes volontés se mobilisent, bien tardivement. Souhaitons que les pays réunis lundi et mardi aux Nations unies aient assez de courage pour mettre clairement, fermement, et normalement, en demeure les pays responsables d'accepter totalement et immédiatement un programme d'urgence permettant de sauver ceux qui peuvent encore l'être. Sinon, la Communauté internationale aura fait, une fois de plus, la preuve de son impuissance.

(Lire nos informations page 3.)

Les tensions en Iran

L'occupation de l'ambassade américaine semble viser M. Bazargan
accusé de complaisances à l'égard des États-Unis

Les étudiants iraniens qui occupent l'ambassade des États-Unis à Téhéran ont fait savoir ce lundi matin 5 novembre, qu'ils pourraient venir leur action tant que Washington n'aurait pas tiré le chah. Un porte-parole des étudiants a déclaré que les occupants ne négocieraient qu'avec le Conseil de la révolution iranienne, et non avec le gouvernement de M. Bazargan, accusé de plus en plus dans les milieux islamiques de complaisance à l'égard des États-Unis.

A Washington, le porte-parole du département d'État a estimé que les cinquante-neuf Américains détenus à l'intérieur de l'ambassade étaient bien traités. Le gouvernement, manifestement embarrassé, observe une attitude prudente. Il s'est refusé notamment à tout commentaire au sujet de la demande iranienne d'extradition du chah.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La journée du dimanche 4 novembre n'annonce-t-elle pas un changement radical en Iran tant sur le plan intérieur que dans le domaine des affaires étrangères ?

Pour la première fois depuis l'effondrement de la monarchie, en février, des millions d'Iraniens à travers le pays ont conçu le seul impérialisme américain. L'occupation par des étudiants de l'ambassade des États-Unis, la prise en otages de son personnel, ont été saluées avec une belle unanimité comme une mesure salutaire, puisque les deux événements n'ont pu se produire qu'avec l'assentiment et l'encouragement des partisans de l'imam Khomeiny.

Il est vrai aussi que la vague d'anti-américanisme qui déferle sur l'Iran ces dernières semaines reflète la colère d'un peuple à l'égard d'une puissance qui a offert l'hospitalité à un homme honni. L'ancien chah est assimilé ici à Hitler, à un tyran sanguinaire responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes. C'est dire que, pas plus sa maladie que « les raisons évoliutives humanitaires » qui ont incité ses anciens protecteurs américains à l'accueillir n'émouvent les foules encore traumatisées par les massacres de l'automne et de l'hiver derniers. Le sentiment que les Ira-

niens témoignent à leur ancien souverain a trouvé son symbole en une potence grandeur nature que les manifestants brandissaient dimanche à bout de bras.

Une explosion prévisible

On ne peut plus sous-estimer l'explosion populaire qui se prépare à l'égard du gouvernement américain. Personne n'oublie ici que c'est par un coup d'État fomenté par la G.I.A. que l'ancien chah avait été rétabli sur le trône en 1953, que les États-Unis ont consolidé la monarchie des Pahlévi par un soutien multiforme, en fournissant notamment une aide « technique » à la redoutable SAVAK. « Yankee go home ! », « Mort à Carter et à son invité ! », « L'ennemi, c'est l'Amérique ! », scandent les manifestants, qui, par centaines de milliers — plus de 1 million, selon l'A.F.P. — défilent par vagues successives dans les artères de Téhéran.

L'explosion populaire n'était pas imprévisible. Depuis trois semaines environ, l'imam Khomeiny réservait ses flèches à l'impérialisme occidental d'une manière générale et aux États-Unis en particulier.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 7.)

Les suites de la mort de Robert Boulin

Le R.P.R. se défend d'être à l'origine des fuites de l'instruction

Les suites du suicide de Robert Boulin on pris ce lundi matin un caractère éminemment politique. En réponse à des rumeurs selon lesquelles le R.P.R. serait à l'origine des « fuites » mettant en cause le ministre du travail, le secrétaire général du mouvement gaulliste s'est déclaré « scandalisé par l'odieuse exploitation politique de la mort tragique de son compagnon Robert Boulin ». Le R.P.R. « repousse avec indignation les insinuations répandues contre lui » et assigne en diffamation M. Philippe Alexandre « pour les fausses informations diffusées dans sa chronique de R.T.L. du samedi 3 novembre 1979 ». (Voir page 10.)

On apprend également, lundi, que M. Giscard d'Estaing s'était rendu dimanche après-midi dans sa propriété de Chamonix pour quarante-huit heures.

L'affaire Boulin, puisqu'il faut bien l'appeler ainsi désormais, est entrée ce lundi 5 novembre dans sa phase politique aiguë. La publication, mercredi dernier, de la lettre posthume du ministre du travail avait enclenché ce processus en déformant de la presse les accusations qui se concentraient sur elle et en jetant le trouble dans les milieux gouvernementaux et les partis. Les événements, les rumeurs, les écrits qui, depuis cinq jours se sont ajoutés les uns aux autres font qu'en ce début de semaine tout semble réuni pour donner à l'affaire les dimensions d'une crise. Rien ne man-

que : ni l'atmosphère, ni les « complots », ni le mystère. Les journaux du matin donnent le ton dans leurs titres : « atmosphère empoisonnée », « imbroglio » ; l'organe officiel du R.P.R., la Lettre de la Nation parle du « climat délétère ». A cela s'ajoutent les articles des hebdomadaires qui, pour la plupart, cherchent dans les causes du décès de Robert Boulin des implications politiques précises ; sans parler de l'annonce démentie par la suite d'une réunion d'urgence des dirigeants du R.P.R.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Lors des obsèques de Jean de Broglie, il y avait si peu de monde autour du cercueil du député qu'on pouvait penser que ce dernier n'avait jamais compté un seul ami dans la majorité. Lors des obsèques de Robert Boulin, en revanche, il y avait une telle affluence autour de la tombe du ministre du travail

Le vide et l'affluence

qu'on pouvait penser que ce dernier n'avait compté que des amis dans la même majorité. Il n'y a aucune conclusion à tirer, sinon peut-être que, dans un cas comme dans l'autre, ce vide et cette affluence en disent moins sur les morts que sur les vivants.

BERNARD CHAPUIS.

LA MODERNISATION DES ARMES NUCLÉAIRES DE L'OTAN

Une campagne soviétique qui vise surtout Bonn

Moscou. — La campagne contre l'installation en Europe occidentale des nouvelles armes nucléaires « de théâtre » se poursuit en Union soviétique. Depuis le discours de Berlin de M. Brejnev, il ne se passe pas de jour sans qu'une nouvelle vague de haut rang rappelle l'importance du choix que feront les Occidentaux et sans qu'un article de presse ne retrace les positions en présence en faisant évidemment porter toute la responsabilité d'une relance de la course aux armements aux seuls pays de l'OTAN. Comme au moment de la campagne contre la bombe à neutrons, les oragions de masse liées au P.C. soviétique et l'Eglise orthodoxe, ont exprimé leur soutien sans réserve aux propositions officielles. La presse publie des lettres de lecteurs indignés par les plans de l'OTAN et appelant leur appui à la « politique de paix du parti communiste soviétique ».

Avec son discours, M. Brejnev a marqué au moins deux points. Il a placé l'U.R.S.S. dans la position psychologique favorable du pays auquel revient toujours la mission d'avancer des propositions de désarmement. Il a ensuite mis les Occidentaux dans une situation telle qu'une décision militaire qui aurait pu être presque banale paraît devoir sceller le sort de la détente, voire trancher la question de la guerre ou de la paix. Il y a là quelque exagération de la part des Soviétiques. Il n'en reste pas moins qu'ils sont parvenus ainsi à troubler certains gouvernements d'Europe occidentale, notamment celui de Bonn qui est devenu l'objet principal des pressions de Moscou. On peut d'ail-

leurs se demander si, au-delà du problème concret de l'équilibre militaire en Europe, tel n'était pas l'objectif principal de cette campagne.

Les commentateurs soviétiques peuvent être analysés sous trois aspects complémentaires. D'une part, ils répètent des thèmes bien connus. Ainsi M. Zamiatine, chef de la section d'informations internationales du comité central, a redit dimanche 4 novembre, à la télévision, que l'installation d'armes nucléaires créait « une situation fonctionnelle nouvelle dans le rapport des forces européennes, ce qui conduirait à une nouvelle spirale de la course aux armements ».

L'U.R.S.S. serait obligée de prendre des contre-mesures pour renforcer sa sécurité, a-t-il poursuivi car il s'agit d'armes qualitativement nouvelles, non point défensives mais offensives.

Quant à l'Union soviétique, selon la thèse du Kremlin, elle ne possède pas d'armes de ce type pouvant menacer les États-Unis ; elle n'installe pas de telles armes dans les pays étrangers ; et le nombre de rampes de lancement de fusées à moyenne portée a sensiblement diminué au cours des dernières années dans la partie occidentale du pays. Les commentateurs apportent ensuite quelques précisions sur les propositions de M. Brejnev, comme si les dirigeants soviétiques étaient soucieux de répondre à un certain nombre d'objections soulevées en Occident. Le mar-

chal Oustinov, ministre de la défense, qui s'est exprimé récemment dans la Pravda à la suite de plusieurs officiers généraux, a indiqué que, pour le cas où l'OTAN renoncera au déploiement dans la Praga à la suite de la réduction de la puissance d'armes à moyenne portée concernée, « aussi bien la diminution quantitative de ces armes que la réduction de la puissance de leur charge nucléaire ». Autrement dit, les Soviétiques paraissent disposés à envisager l'aspect qualitatif du problème.

A propos du retrait unilatéral de vingt mille hommes et d'un millier de chars de R.D.A. dans les jours prochains, M. Oustinov a précisé que ces effectifs seront « ramenés en Union soviétique ».

(Lire la suite page 8.)

DEUX MOIS DE FESTIVAL A LILLE

De Haydn à Xénakis

Comme Paris a son Festival d'automne, Lille tient son Festival d'automne, et celui-ci n'a rien à envier à son aîné tant pour la durée que pour le nombre et la qualité des représentations : du 12 octobre au 14 décembre, cent neuf manifestations multidisciplinaires s'étalent dans dix villes de la région et à Lille même en seize lieux différents.

Vingt-quatre spectacles de marionnettes avec des troupes de neuf pays, dix-neuf pièces de théâtre, un cycle Haydn de vingt et une manifestations, quatorze concerts de musique contemporaine, etc., c'est un appel à la curiosité, à l'esprit de découverte (et non à la consommation béate) que lancent, avec le soutien de toute la région et de la ville de Lille, Jacques Buffin et Maurice Fleuret. Appel d'ores et

déjà entendu, puisque au cours du Festival plus de vingt mille spectateurs y ont déjà répondu. En s'en tenant au domaine musical, les trois derniers jours ont bien reflété l'intérêt et la diversité de cette manifestation. Alfred Brendel, d'abord, donnait vendredi dans le temple de l'opéra, le Théâtre Sébastopol, un récital au programme assez inhabituel pour lui. Festival Haydn obligeait, il a joué les Sonates en ut mineur n° 33 et en ut majeur n° 56 avec la grandeur et la simplicité méditative qu'il met dans Beethoven et Mozart, en faisant un hymne très prenant envahir l'écriture fine et pudique, sans jamais le majorer. Un modèle d'interprétation.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 25.)

Consultez votre libraire

J. VOULET
BAUX D'HABITATION
ET PROFESSIONNELS

tous les rapports
entre locataires
et propriétaires

J. DELMAS et Cie
DROIT DE LA
CONSUMMATION

toute l'information
qui protège
le consommateur

R. ROUEFF
DROIT
ADMINISTRATIF

procédure et
recours devant
les tribunaux
administratifs

J. DELMAS et Cie
PRIX EN NOS MAGASINS
J. DELMAS

12 RUE DE L'ODÉON - 75001 PARIS - 246-03-22

La recherche médicale est en danger

estiment deux mille scientifiques

La recherche médicale est mise en danger par l'application à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale des nouvelles directives gouvernementales sur l'emploi scientifique, affirmant, dans une lettre ouverte au premier ministre, deux mille chercheurs des milieux de la biologie et de la médecine.

(Lire page 16.)

مكتبة الأمل

Le Monde

idées

UNIVERSITÉ

La grève du zèle

par MARIE-CLAIRE PASQUIER (*)

Sous la rubrique « Soutenances de thèse », le Monde du 13 octobre indiquait, pour la seule journée du samedi 13 octobre, dix soutenances de thèses de doctorat d'Etat : à peu près le double de ce qui est habituel à pareille époque de l'année. Dix mille pages pour ce samedi midi qui, d'habitude, dès le lundi suivant, commence la ronde des éditeurs. Deux interprétations possibles, qui ne sont contradictoires qu'en apparence. La première : les universitaires sentant venir le vent, ils se hâtent de franchir le cap. La deuxième : la grève du zèle a commencé.

La motivation change, mais le fait est là : il faut être docteur. Ce qui semble se dégager d'une première lecture des récents décrets concernant l'Université est déjà assez clair. Les textes disent : il faut désormais qu'un assistant agrégé des lettres soit docteur en deux ans pour devenir maître-assistant titulaire. Sinon ? Eh bien, sinon, il risque soit de perdre son poste, soit de se voir pénalisé par un service lourd se rapprochant des heures de service exigées dans les lycées. Vu de l'extérieur, cette mesure peut paraître raisonnable : après tout les enseignants du « supérieur », comme on dit, réclament le statut d'enseignants-chercheurs, qu'ils le prouvent, qu'ils sont chercheurs. De l'intérieur, on commence déjà à voir que ce qui se dessine est bien autre chose.

Apparemment, on cherche par ces mesures à rejoindre le système universitaire américain, où nul n'entre à l'Université, sans dans des emplois ouvertement subalternes, s'il n'a acquis le grade de Ph.D. Philosophie Doctor, qui permet d'inscrire désormais le prestigieux titre de « docteur » sur sa carte de visite. Mais ce Ph.D. on le passe, une fois que l'on a le M.A. (I), qui est l'équivalent de notre maîtrise, en deux ou trois ans : il s'agit de faire la preuve de ses aptitudes à la recherche dans une « dissertation » qui est à peu près l'équivalent de notre thèse de troisième cycle. C'est à partir de là, de ce droit d'entrée dans la carrière, que commence la véritable qualification, sous la règle du fameux « publish or perish ». Le mode de recrutement des universitaires français était jusqu'ici fort différent. Une sélection sévère par des concours nationaux de recrutement, en partie inadaptes sans doute mais qui prouvaient l'aptitude à franchir l'obstacle d'une compétition fortement sélective. Une formation sur le tas dans un lycée, souvent pendant plusieurs années. Finalement, un choix sur dossier présentait déjà une spécialité, des orientations de recherches, souvent des publications. Nous entrions à l'Université enseignants de métier déjà.

C'est si vrai que, dans la plupart des départements (dits U.E.R.), dans tous ceux que je connais en tout cas, les tâches ont toujours été distribuées en fonction des compétences individuelles sans tenir compte des hiérarchies administratives. Assistants et maîtres-assistants non docteurs ont leur large part des enseignements magistraux de littérature, linguistique ou civilisation, au niveau du DEUG, de la licence, de la maîtrise, de la préparation au CAPES ou à

l'agrégation. Ils ont aussi leur large part dans toutes les tâches administratives, dans la création, l'organisation, la responsabilité de nouvelles unités d'enseignement, les délibérations, la coordination entre les enseignants, les divers conseils et commissions. On ne peut, dans un tel contexte, faire son métier convenablement qu'en s'y employant à plein temps, de même qu'on ne peut assurer la qualité de ses cours que par un recyclage permanent.

Que, dans nos carrières, la promotion soit liée à la fois au zèle apporté dans le service du département et à la qualité de nos travaux de recherche, cela

paraît juste et raisonnable, et c'est ainsi que jusqu'ici les choses fonctionnaient. Certains parvenaient rapidement, d'autres jamais, au rang de collègue A (les « patrons »). Mais la sécurité de nos emplois n'était pas en jeu ni les conditions d'exercice de notre métier. Le nouveau, c'est d'instituer un nouveau parcours d'obstacles qui passe par le titre de docteur obligatoire. On dira : il y a ambigüité sur le terme de « docteur », il peut s'agir d'une thèse de troisième cycle. Si c'est vrai, je réponds : cela n'a aucun sens d'imposer cet exercice d'école, cette super-dissertation à valeur plus rhétorique que scientifique à quelqu'un qui a déjà fait ses preuves autrement, et qui continue à les faire, ne serait-ce que par ses publications.

Un coup de frein

Lorsqu'il s'agit de quelqu'un qui a en train une thèse de doctorat d'Etat, c'est un retard supplémentaire, un coup de frein, une surcharge inutile, cela revient à réinstaurer la thèse complémentaire qui avait, pour d'excellentes raisons, été abandonnée. Ajoutons un détail : comme à l'accoutumée, cette contrainte formaliste pèsera plus lourdement sur les femmes. Une assistance agrégée qui n'annulera pas le bébé prévu cette année-là et qui renoncera par là à être docteur dans les temps se verra lourdement pénalisée par des conditions de travail qui lui interdiront de devenir docteur un peu plus tard.

Depuis dix ans, tout le monde a pu le constater, l'Université avait su s'ouvrir au monde extérieur, participer activement à la vie intellectuelle du pays, intervenir dans le monde des médias, de l'édition, du journalisme : se faire entendre hors des amphithéâtres. On exige aujourd'hui des universitaires qu'ils retombent dans la scolastique, qu'ils dissertent entre eux, se lisant les uns les autres, en rond, faisant sempiternellement le « état-de-la-question » à petits coups de soutenances de thèse. S'efforcer de produire le plus vite possible le nombre de pages réglementaires, en jargon universitaire, cela s'appelle gratter. Nous allons tous gratter.

Quels seront les résultats ? Eh bien, pour commencer, pour notre seule U.E.R. de Paris-VI, quelque trente mille pages d'ici à deux ou trois ans à raison de 300 pages en moyenne par an et par personne, car nous sommes un peu plus de quarante non-docteurs. Seront-elles bonnes, seront-elles mauvaises, ces pages ? Ce sera, en dernière instance, aux éditeurs de juger puisqu'on ne saurait, sans eux, se soumettre au jugement des lecteurs. Quant aux résultats dans les U.E.R. mêmes, là on peut l'affirmer : catastrophiques. Un membre de l'un des jurys disait samedi au candidat, son collègue : « Nous nous réjouissons de voir ce travail terminé car cela signifie que nous allons vous revoir parmi nous ».

Quelqu'un qui boucle sa thèse, c'est un lourd sacrifice pour une U.E.R., cela veut dire quelqu'un qui assure son service minimum

(*) Maître-assistant, université de Paris-X-Nanterre.

Le nouveau public des universités littéraires

par CLAUDE BURGELIN (*)

Qui donc peut bien encore aujourd'hui s'inscrire dans les U.E.R. de lettres et sciences humaines des universités ? Les responsables ministériels, les médias l'ont pourtant dit sur tous les tons que l'enseignement n'offrait à peu près plus aucun débouché et que c'était folie d'entreprendre actuellement ces études littéraires « qui ne mènent à rien ».

Il faut cependant bien le constater, il y a des obstacles qui s'accrochent. Ce n'est qu'à rythme assez lent que certaines U.E.R. littéraires voient diminuer leurs effectifs. Et d'autres se maintiennent bon dans l'emploi, voire ont vu leur nombre augmenter pour cette année 18 % d'augmentation en première année de lettres modernes.

Qui donc compose cette population étudiante qui, malgré les pressions ambiantes, demande à être confrontée aux idées, aux livres, à la recherche culturelle — et ce en toute lucidité : oui, ils savent que leur licence ou leur maîtrise ne vaudra pas cher sur le marché et qu'après les années d'université viendront ou se poursuivront de très dures années de vaches maigres. C'est un public bien sûr disparaté. Avec, c'est vrai, une bonne proportion de gens en attente, et ce n'est en fait, venus là « pour voir » : c'est souvent le cas de ceux qui viennent de sortir du lycée en pleine indécision — et souvent confusion — personnelle. Mais parmi ces nouveaux bacheliers, il y a aussi ceux qui sont venus vers les lettres moins parce qu'ils sont des rejetés de la section C que parce qu'ils ont, eux, choisi de rejeter un certain type de formation et de sélection.

Enfin, il y a ce public de plus en plus important, numériquement comme qualitativement, d'étudiants-travailleurs, d'adultes qui ont entre une vingtaine d'années et l'âge largement dépassé de la retraite, venus ici tout en continuant à travailler à temps plein ou à se débrouiller avec des jobs — en fonction d'itinéraires incroyablement variés et hétéroclites : travailleurs sociaux venant chercher des compléments de formation, enseignants soucieux de se choisir par et pour eux-mêmes les voies de leur formation permanente, jeunes employés qui, au bout de quelques années d'expérience professionnelle, veulent sortir de la sclérose intellectuelle qu'imposent le bureau ou l'entreprise, femmes que des mutations dans la vie personnelle contraignent à des reconversions, anciens bacheliers de C ou du technique les des études scientifiques, marquant sortie de leurs marges pour un tour ou pour toujours. Signe distinctif commun de ce public hétérogène : entre le lycée et leur venue dans une université littéraire, il y a eu une rupture, de quelques mois ou de quelques années. Et tous paraissent à la même demande de renouveau personnel, d'acquisition de moyens de réflexion, d'analyse et de savoir.

On s'efforce on se gaussa des « face-parkings ». Mais c'est justement le parking qu'ils sont venus chercher : un endroit où s'arrêter, où ne plus faire tourner certains moteurs, où prendre du temps pour soi, sa réflexion et sa culture personnelles, la rencontre avec d'autres qui, au terme d'un trajet chaque fois différent, ressentent aussi la nécessité de cet arrêt. Bénéfice paradoxal d'une situation par ailleurs angoissante : le contexte de chômage rendant illusoire la course vers certains types de carrières, avant prendre du temps, un vrai temps pour sa formation.

Est-il besoin de dire qu'il s'agit là d'un public particulièrement attentif — et attachant, par la diversité de ses motivations — travaillant dans des conditions difficiles, il est en droit d'être exigeant. De certains savoir-faire universitaires traditionnels — l'art de bien discuter, le raisonnement d'une certaine érudition, — il n'a que faire. Ce que ces étudiants veulent, ce sont des moyens de répondre aux questions qu'ils se posent, aussi bien par l'acquisition d'instruments méthodologiques nouveaux (sémiologie, linguistique, etc.) que de possibilités neuves d'expression et d'approfondissement personnel. Ils veulent, enfin, que l'Université soit autant un lieu où ils écoutent qu'un lieu où ils se fassent entendre, où leur expérience sociale et culturelle soit

prise en compte, où ils puissent se confronter avec d'autres dans un esprit de recherche et d'engagement.

Au fond, beaucoup d'entre eux souhaitent que les universités de lettres et de sciences humaines

deviennent ce qu'elles auraient dû toujours être, les véritables maisons des (plus ou moins) jeunes et de la culture : à la fois lieu d'échange culturel et endroit où obtenir une formation sanctionnée par des diplômes. Et ce dans l'acceptation de règles de travail rigoureuses : car c'est cela aussi que la plupart sont venus chercher à l'Université.

Que d'obstacles !

Mais à cette évolution, que d'obstacles ! On ne cesse, en haut lieu, de proclamer l'excellence des filières à visée uniquement professionnelle : ce serait, pourtant, à court terme, la mort de l'Université de ne miser que sur celles-ci. On veut remettre en selle le cours magistral et des pratiques pédagogiques, qui avaient fait que ce public, aujourd'hui assis à l'Université, ne pouvait auparavant s'y sentir accueilli et entendu. Autre barrière : la définition par trop rigide des diplômes nationaux ; combien de licences sont encore définies dans leurs contenus uniquement en fonction des concours traditionnels de recrutement des enseignants ! Sans parler, enfin, des menaces de non-titularisation dont sont victimes ceux-là mêmes qui ont été les meilleurs artisans de ce changement : les assistants, qui ont su explorer de nouveaux savoirs tout en construisant de nouveaux types de relations avec les étudiants.

Si on veut s'attacher durablement ce public, cela exige que l'Université poursuive hardiment ses mutations scientifiques et pédagogiques, ce qu'on pourrait appeler sa « vinemination ».

(*) Maître-assistant à l'université Lyon-II (U.E.R. Lettres/U.E.R. Sciences du langage).

Ce dont l'enseignement supérieur a besoin

par MARCEL BRISSAUD (*)

Les décrets du 9 août 1979 ne menacent pas seulement les enseignants-chercheurs dans leur vie professionnelle en introduisant de nouveaux obstacles à la titularisation des non-titulaires, et en renforçant les barrières existant entre les différents échelons de la carrière universitaire. Avec la « réforme » du C.N.R.S., intervenue également à la faveur des vacances, ils compromettent gravement l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ils témoignent de la crainte qu'éprouve le gouvernement vis-à-vis de toute structure démocratique de participation des représentants élus des personnels à la politique universitaire et scientifique. Ils marquent son souci de renforcer sa tutelle bureaucratique et centralisatrice, de se donner des moyens nouveaux pour contrôler les recrutements et les promotions, ils montrent son refus de laisser s'exercer le pluralisme des idées, les initiatives pédagogiques, la liberté de travail scientifique. Ils manifestent sa volonté d'enfermer, de « piloter » autoritairement les filières de formation et les activités de recherche, pour les soumettre aux exigences économiques et idéologiques de la société de profit.

Avec les « concours » ouverts dès la rentrée, le ministère des universités tente d'utiliser les nouveaux décrets pour mettre en œuvre, de façon rampante, la carte universitaire qu'il n'ose faire discuter au grand jour, en redistribuant les emplois en fonction de critères définis secrètement, au mépris des besoins exprimés par les établissements. En même temps, à l'occasion du renouvellement de leurs habilitations, il s'efforce d'imposer des regroupements des formations de 3^e cycle et l'adaptation étroite de leurs contenus aux offres d'insertion professionnelle du patronat, voire de les orienter de façon privilégiée vers la formation complémentaire de cadres salariés au détriment de la formation par et à la recherche des jeunes scientifiques dont le pays a besoin.

Pour faire passer ses mesures

de régression, le gouvernement présente comme la médication qui serait nécessaire pour remédier aux inadéquations et au dysfonctionnement de l'institution universitaire. Mais ce qu'il programme en fait, c'est une aggravation considérable d'une situation déjà inacceptable. Avec le SNE-Sup, la majorité des collègues aspirent au changement de l'Université, ils demandent des réformes profondes permettant la rénovation des formations et leur accès plus large aux diverses couches de la population, l'essor de la recherche et sa liberté, le fonctionnement plus démocratique des établissements et des équipes de travail, l'insertion réelle mais sans subordination de l'enseignement supérieur dans la société.

Une préoccupation d'intérêt national

Ce dont le pays a besoin, c'est d'un tissu universitaire de qualité, d'un réseau cohérent dont tous les maillons concourent au développement conjugué des formations supérieures et de la recherche, en réponse aux besoins nationaux et régionaux.

Ce dont l'Université a besoin, c'est de mesures de titularisation, d'intégration et de simplification des carrières et d'une démocratisation de ses structures, permettant l'épanouissement des compétences, la reconnaissance des qualifications, la collégialité des décisions, la participation de tous les intéressés à l'élaboration de la politique universitaire scientifique.

Refuser l'asservissement de l'enseignement supérieur, exiger les mesures budgétaires et les transformations qui sont nécessaires à son développement, c'est une préoccupation d'intérêt national. C'est l'objet des luttes que les universitaires engagent sans attendre dans leurs établissements, pour construire rapidement un grand mouvement national, à l'appel du SNE-Sup.

(*) Maître-assistant à l'université Lyon-I, secrétaire général adjoint du SNE-Sup.

Les destins du plaisir

Par Pierre Aulagnier

L'AUTRE dans la passion amoureuse, le temps de la rencontre — de fuir le conflit pulsionnel, de croire au fol espoir d'avoir aboli tout danger de souffrance psychique. Espoir d'autant plus fou que l'objet qui prête corps à une telle illusion porte en lui un risque de mort effectif. Telle est la prime exorbitante payée à Thanatos afin que « du plaisir » reste possible.

Comment l'analyse, cette expérience qui se veut et peut être au service de la désaliénation, réussit-elle à faire basculer les deux partenaires dans une relation aliénante, à faciliter la tâche de ces deux manifestations de la pulsion de mort que sont le désir d'aliéner et le désir d'auto-aliéner ?

Collection Le Fil rouge

puf

Aliénation, amour, passion.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هكذا من الأصل

La conférence internationale sur l'aide à la population khmère s'ouvre à New-York

montant de l'aide qui devrait être débloquée en faveur du Cambodge. Selon l'UNICEF et la C.I.C.-R., le programme d'assistance est évalué à 113 515 000 dollars pour les prochains six mois, et à au moins 250 millions de dollars pour l'année 1979. En outre, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) va dépenser environ 80 millions de dollars pour les Khmers qui se sont réfugiés récemment en Thaïlande. La C.E.E. devrait participer à ce programme pour 50 millions de dollars. La France en versera 10 ; elle envisage en outre une assistance bilatérale de 5 millions de dollars.

Enfin, on a annoncé conjointement à Hanoï et à Phnom-Penh l'ouverture du Mékong pour l'échémissement des secours internationaux au Cambodge.

Les autorités du gouvernement vietnamite ont assuré la transportée et ont aidé dans l'importation de la région du pays, y compris dans les zones bordant le Thaïlande. — (A.F.P., A.P.)

De notre correspondant

[illegible][illegible]

l'équipe de fonctionnaires internationaux chargés de la réception des aides ?

Il est facile de déduire de tout cela que Hanôï ne veut pas de témoins de sa politique sur le terrain. Dans une position difficile, les organisations internationales font les efforts désespérés et pas mal de concessions — pour conserver une présence au Kampuché et étendre leur rayon d'action.

L'UNICER et le C.I.C.R. paraissent pris au piège de cette dialectique mortelle qui veut que les politiques et les militaires, les uns et les autres, par souci de leur image publique plutôt que par respect des principes, aient entrepris de se faire des ennemis. Les deux organisations humanitaires du deuxième monde poursuivent le jeu de massacre. Ecartelées entre leurs obligations d'assistance impartielle et leurs engagements politiques des gouvernements qui les mandatent et qui les influencent, ces organisations, paralysées, sont hors d'état de résoudre les crises et à peine sur les effets.

Entre l'impulsance et la complicité, la marge est réduite. « Si la situation ne s'améliore pas très vite, je crains qu'un jour nous ne soyons accusés par l'histoire de complicité de génocide », remarque, d'ailleurs, en privé un fonctionnaire international.

Lorsqu'il sera irrémédiablement trop tard pour sauver, ne fut-ce que la minorité ethnique khmère, il faudra affirmer : « Je ne savais pas ».

Si Hande ne veut pas céder, si les gouvernements et les organisations internationales ne veulent pas en peuvent faire plus que ce qu'ils ne fait jusqu'à présent et qui reste très insuffisant, et s'il ne se trouve personne pour ouvrir, pacifiquement, les frontières du Cambodge à une aide massive, il est à craindre que le « homo kampucheans » ne soit plus bientôt qu'une espèce anéantie.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

PAKISTAN

Amnesty International dénonce les violations des droits de l'homme par le régime du général Zia

« Le gouvernement pakistanais a jusqu'à présent été au garde à vue, au harcèlement, à la torture, à l'arrestation sans appels internationaux. Les dernières mesures qu'il a prises et le traitement brutal et injuste des prisonniers qui en ont résulté ont provoqué l'indignation de l'homme du commun, et ont même été violemment violés au Pakistan », a déclaré, dimanche 4 novembre, l'organisation humanitaire Amnesty International. Elle ajoute : « Au cours de ces vingt dernières années, j'ai eu au moins trois cents arrestations d'opposants politiques et un accroissement sensible du nombre de châtiments corporels cruels, inhumains et dégradants infligés par les tribunaux militaires. »

Depuis le 18 octobre, date à laquelle le gouvernement a décidé de reporter les élections et d'arrêter les opposants politiques, selon la presse pakistanaise, au moins quatre-vingts personnes ont été flagellées; certaines ont été condamnées par des tribunaux militaires volant qui se sont réunis dans des endroits secrets du supplice. Mais, ajoute Amnesty, « des observateurs dignes de foi estiment qu'au cours seulement des deux semaines suivant le 18 octobre au moins deux cents personnes ont été flagellées en public et que des centaines de prisonniers ont perdu conscience sous les coups et ont dû être emmenés sur des civières. (...) A Sam-

ghar, dans le Sind, la protection traditionnelle placée au bas du dos pour éviter d'endommager de manière permanente les reins des suppliciés n'a pas été utilisée ».

Amnesty demande la « libération immédiate » des personnes arrêtées, qui s'ajoutent aux quelques milliers de prisonniers politiques déjà détenus en vertu de la loi maritime; ces derniers ont été, par exemple, jugés par les tribunaux militaires d'appel, sans possibilité d'appeler devant les tribunaux militaires. Amnesty proteste aussi contre l'amendement à la Constitution promulgué le 16 octobre 1964, qui donne aux tribunaux de réviser les jugements des tribunaux militaires. Elle rappelle que la Cour suprême n'avait pas l'intention de la loi maritime, et elle conclut qu'il faut pour une période temporaire et pour un but spécifique, la restauration d'un état de droit et d'ordre dans lequel l'usage de la force est possible, d'élections libres et honnêtes ». En novembre de la même année, la Cour suprême avait décidé que la loi maritime n'était pas valide, que les tribunaux militaires n'ont pas le droit de juger la validité de toute décision ou action des autorités chargées d'appliquer la loi maritime ». Ces textes sont en contradiction avec les principes de la démocratie et du régime militaire du général Zia.

M. Cyrus Vance se déclare « rassuré » par l'attitude loyale de l'armée

Le nouveau gouvernement sud-coréen peut obtenir « le soutien du peuple coréen et du monde entier », a déclaré samedi 3 novembre, à Séoul, M. Vance, secrétaire d'Etat américain, dans un communiqué publié après des entretiens avec le président par intérim, M. Choi Kyu-bah. « La décision du gouvernement d'agir selon la Constitution et d'établir une autorité civile est prometteuse pour l'avenir », a ajouté

M. Vance, qui s'est déclaré « rassuré » par les indications du gouvernement selon lequel l'armée soutient le pouvoir civil.

Le secrétaire d'Etat a indiqué que son pays maintiendrait ses crédits destinés à l'achat de centrales nucléaires qui seront construites en Corée du Sud avec l'aide des Etats-Unis. Une délégation économique arrivera à Séoul vendredi pour entamer des discussions.

De notre envoyé spécial

politique de ses funérailles achevées, les Coréens se demandent, une semaine après son assassinat, quel va être leur avenir.

« Le Park est gouverné ce pays, comme un maître son domaine. Les choses doivent changer, sinon on court à de nouveaux troubles », dit-il, d'un ton d'homme politique de l'opposition qui, comme la plupart de nos interlocuteurs, demande à ne pas être cité nominalement. Cette réserve de langage n'est qu'un habile moyen de prouver que, derrière une apparence de calme, la situation est peut-être loin d'être stabilisée. Il faut donc attendre que les choses aient commencé à changer pour oser à penser que les choses ont été trop loin pour que le mécontentement populaire de ces derniers mois ne soit le résultat d'un long loup. Les dirigeants doivent compter.

Séoul. Cet élément nouveau, l'information se confirme, ne fait qu'épaissir le mystère. Que s'est-il vraiment passé dans les heures qui ont suivi l'assassinat, au ministère de la défense où se trouvaient l'état-major et M. Kim Jae-kyu ?

Si l'on fait abstraction de l'attente pour le pouvoir qui est le plus grand des obstacles à la mise en coulisse des militaires sous le régime alternatif, on se trouve devant l'alternative suivante : ou bien abolir la « Constitution de 1958 » et passer à la « République » vers un régime plus démocratique, supposant, notamment, l'élection du président au suffrage direct, ou bien maintenir la « Constitution de 1958 » et mettre à la tête du pays un homme qui gouvernerait avec des méthodes similaires à celles du président de la République.

M. Chai, président par intérim, a trois mois pour faire désigner un nouveau chef de l'Etat par la Conférence nationale, ou pour organiser une conférence nationale d'unification, collègue non élu, remis en place et manipulé dans le passé par l'ancien président pour assurer son maintien en

On dit à Séoul que l'armement tendrait à modifier la Constitution, mais, pour l'instant, aucune indication dans un sens ou dans l'autre. Les réactions des Américains n'est perceptible. Le Législatif, l'amendement de la Constitution peut être fait de deux façons: soit l'Assemblée nationale propose une loi, soit le président propose une loi, soit le président par intérim soumet le projet au référendum.

Les Coréens, qui pensent que l'Assemblée nationale est d'une autre, les Américains ou au moins indirectement encourage le complot, s'attendent qu'il y ait une loi de l'Assemblée sur Séoul dans le sens d'une démocratisation du régime. Les Etats-Unis qui, pour le moment ont une responsabilité morale, ne veulent pas que le régime, l'été, loin de ménager Park qui, savaient en difficulté, ils ont plutôt aggravé les choses par leurs indignes. Les Américains ne s'attendent à agir pour l'instant. Ils ignore une source américaine.

M. Vance, venue pour les funérailles, a simplement affirmé : « Les forces armées de la République de Corée apportent leur soutien au gouvernement civil actuel », laissant entendre que l'armée ne tenait pas à prendre le pas sur les civils. Le secrétaire d'Etat s'est d'autre part déclaré confiant en « l'esprit de conciliation et de modération du peuple coréen ».

Dans une déclaration qu'il a fait parvenir au *New York Times*, M. Kim Dae-jung (ancien chef de l'opposition, assigné à résidence par le régime Park et qui n'a toujours pas le droit de rencontrer les journalistes étrangers) affirme notamment : « Les États-Unis doivent faire tout leur possible pour obtenir la neutralité de l'armée. Si celle-ci entre dans l'arène politique, cela ne pourra qu'affaiblir la sécurité de la Corée. »

Un autre élément entre en jeu : l'atmosphère d'attente mêlée d'une certaine inquiétude d'une partie de la population. Les cérémonies des funérailles et les foules qui ont défilé devant les autels à la mémoire du président, ou se sont massées pour voir passer le cortège, ne doivent pas faire oublier le mécontentement réel de certains.


Les étudiants, dont les universités sont fermées, paraissent les plus déterminés à ne pas laisser passer « cette occasion » de changer la Constitution et d'abroger les lois de décrets. Ils se réunissent par petits groupes dans les cafés. « Les plans de manifestations prévus pour la fin octobre, quand nous existions toujours, nous dit l'un d'eux, ont changé nous descendrions dans les rues. » Apparemment ils ne seront pas seuls : dans les milieux de la jeunesse, il y a une atmosphère ment prêt à agir. Les difficultés économiques, le chômage et l'inflation ont regroupé les mécontents. C'est sur cette toile de fond que le Parti Communiste a disparu, les problèmes et l'état d'esprit qui existait il y a deux semaines contre son régime demeurent.

PHILIPPE PONS.

Jean-Edern Hallier

Lettre ouverte au colin froid

Un chef d'œuvre polémique
Jean-Michel Royer | Le Point



« Comme je me promenais à pas lents avec mes vieux parents sur les planches de Deauville, où ils se sont retirés, mon père m'avertit : Cette fois-ci, tu vas te faire avoir. On n'attaque pas le Président de la République. Toutes tes frasques, où je t'ai repêché par la culotte ... Mais là, tu vas te noyer ... »

Et ma mère soupira :
Contente toi de te faire élire à l'Académie française avant
notre mort. Mais s'en prendre à Valéry Giscard d'Estaing ?
Tu es fou, mon pauvre enfant.»

Collection Lettre ouverte

ALBIN MICHEL.

(1) Boîte postale 9, 92235 Gennevilliers; compte bancaire B. N. P. 092 212 40, 10^e, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

هكذا من الأعمال

ASIE

Chine

Une revue officielle conteste l'utilité du « mur de la démocratie »

Pékin (A.F.P.). — La presse officielle chinoise a condamné dimanche, samedi 4 novembre, les contestataires ainsi que le « mur de la démocratie » de Pékin. Dans un long commentaire rappelant ceux de mars et avril, lors de la répression du printemps de Pékin, le Journal Jeunesse chinoise a rappelé qu'il n'y avait pas d'avenir pour ceux qui s'éloignent des principes fondateurs de la République populaire de Chine, dont l'adhérence

à la voie socialiste et à la direction du parti. Le journal a estimé qu'il fallait tirer une leçon « sur la manière dont Wei Jingsheng a dissimulé pendant le mois dernier à quinze ans de prison » a glissé dans la voie contre-révolutionnaire. Jeunesse chinoise accuse « une petite poignée d'anarchistes », dont certains « ont autrefois fait l'éloge de la bande des quatre », d'utiliser « d'anciennes méthodes

d'agitation avec de nouveaux slogans » afin « de s'opposer à la direction du parti ». Le journal leur reproche d'avoir « trompé des jeunes gens naïfs » afin de gagner « une influence politique ». Le journal, à propos de l'effacement de la revue, écrit ensuite : « Il est impossible d'étudier sérieusement et en profondeur un problème à partir d'affiches en grands caractères apposées dans les rues, parce que les lecteurs qui ne connaissent pas les faits auxquels elles font allusion peuvent difficilement distinguer le vrai du faux. Les faits montrent que de telles affiches peuvent être utilisées par ceux qui ont des motifs cachés pour créer la confusion dans la production, le travail et la société en général. »

D'autre part, la revue parallèle Explorations, dont le directeur était M. Wei Jingsheng, ne paraîtra plus, et son comité de rédaction est passé dans la clandestinité. A-t-on appris, dimanche, de source proche des milieux contestataires de la capitale. De même source, on indique que le rédacteur en chef d'une autre revue parallèle, le Printemps de Pékin, M. Wang Jundao, a été convoqué le 25 octobre par M. Han Ying, premier secrétaire de la Ligue de la jeunesse communiste, qui lui aurait demandé d'arrêter la publication de sa revue. M. Wang Jundao, également membre du comité central de la Ligue de la jeunesse, aurait jusqu'à présent refusé d'obtempérer aux ordres de son supérieur.

M. HUA GUOFENG EN ITALIE

Le premier ministre dénonce l'« expansion globale » de l'« hégémonie »

De notre correspondant

Rome. — Arrivé le 3 novembre à Rome, M. Hua Guofeng ne passe que quatre jours en Italie, alors qu'il avait consacré une semaine environ à chacune de ses précédentes étapes. Les Italiens n'ont guère été surpris par son bref séjour, mais ils ont été surpris, au contraire, de le savoir au premier ministre chinois de n'avoir pas « oublié » l'école romaine, comme l'ont fait plus d'une fois des chefs d'Etat qui n'étaient pas venus au Vatican.

N'ayant pas de politique étrangère bien définie cherchant à être bien avec tout le monde, l'Italie était un peu inquiète de cette visite. M. Hua Guofeng répétait-il ses attaques les plus virulentes contre l'Union soviétique ? Mettrait-il dans l'embarras le plus grand parti communiste d'Europe occidentale, qui se trouve être associé de fait au pouvoir malgré son retour dans l'opposition ? Viendrait-il en somme perturber les laborieuses équilibres que l'Italie cherche à préserver aussi bien chez elle que dans ses rapports avec l'étranger ?

Les déclarations politiques de M. Hua Guofeng sont attendues pour mardi. Quelques heures après son arrivée, le dirigeant chinois en donnera cependant un avant-goût. Lors de son entretien avec le président du conseil, M. Cossiga, et au cours d'un échange de toasts, l'Union soviétique n'a pas été nommée une seule fois, mais son ombre se profilait derrière chaque phrase. « Nous avons besoin d'une longue période de paix pour construire notre pays », a dit M. Hua Guofeng, soulignant que l'Italie est dans le même cas. « Malheureusement, une perturbation croissante dans la situation internationale constitue un facteur inquiétant. L'aggravation progressive des conflits et ceux des troubles dans nombre de régions, de l'Atlantique à l'Océan indien et au Pacifique, L'Europe non pacifiée, la situation en Chine, la grave crise des forces en train de subir des changements dévastateurs, la paix, l'Europe occidentale est confrontée à une pression et à des menaces militaires croissantes aussi bien sur son flanc méridional que septentrional. »

Dans la ville de Marco Polo

Selon le dirigeant chinois, « une Europe forte et unie est un facteur important dans la défense de la paix mondiale ». Et l'Italie, « qui se trouve dans une position stratégique importante en Europe méridionale et en Méditerranée, est certainement plus consciente de l'importance internationale des conflits ». Elle ne se trouve pas dans la même situation que la Chine, « mais, aujourd'hui, alors que l'aggravation des conflits internationaux est une expansion globale, l'indépendance et la sécurité des uns et des autres sont strictement liées. »

Rome et Pékin doivent donc renforcer leur coopération et leur coordination « en tenant compte de leurs positions respectives ». L'Italie devrait d'autre part « s'engager à améliorer et à développer ses relations avec des pays méditerranéens ».

actuel développement
votre regard
sur le Tiers Monde

GEMOIS-CI
"On va l'argent de la Coopération?"
Un document exceptionnel
que vous recevrez gratuitement
chez vous en retournant
le bon ci-contre.

Veuillez me faire parvenir gratuitement cet exemplaire d'ACTUEL DEVELOPPEMENT pour consulter chez moi cet article.
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Prof. : _____
Couper à découper et renvoyer à :
ACTUEL DEVELOPPEMENT
18, rue de Valenciennes
75007 Paris
Tél. : 544.86.30

AFRIQUE

Centrafrique

APRÈS L'ARRESTATION DE M. PATASSE

Toute opposition paraît réduite au silence à Bangui

Bangui. — Chef de l'opposition au régime centrafricain, M. Ange Patasse a été arrêté samedi 3 novembre près de Kabo, dernier poste avant la frontière tchadienne. En fuite depuis cinq jours, l'ancien premier ministre avait, auparavant, été aperçu près de Damara, ville où il possédait une propriété. Il avait ensuite tenté de gagner le Tchad en voiture. Le sud de ce pays est actuellement contrôlé par les troupes du lieutenant El Amoung. Une vaste opération de recherche, à laquelle participaient des hélicoptères, avait été lancée vendredi. M. Patasse a, semble-t-il, été reconnu par un gendarme.

Bien qu'elle n'ait pas été jusqu'à présent annoncée par les autorités, la nouvelle de cette arrestation s'est répandue comme une traînée de poudre dans les quartiers populaires de

Bangui. Toujours soumise au couvre-feu, la capitale est restée calme. Que va-t-il advenir de M. Patasse ? Les autorités lui reprocheraient une tentative de subversion. Sera-t-il inculpé ? Rien n'est moins sûr, car le gouvernement ne semble guère désireux pour l'instant d'intenter au leader du M.L.P.C. un procès public et de lui fournir ainsi une tribune d'où il pourrait, à son tour, mettre en cause le comportement passé et présent des dirigeants en place. Sera-t-il remis en résidence surveillée ? Se verra-t-il proposer à nouveau une solution politique amiable ? Des témoins affirment avoir vu M. Patasse, quelques heures après son arrestation, arriver samedi au palais présidentiel en compagnie de deux ministres. Il pourrait avoir été reçu par M. Doko. Une chose est sûre : libre ou détenu, M. Patasse demeure pour le pouvoir un rival encombrant.

De notre envoyé spécial

Un mois et demi après la chute de l'empire, la République Centrafricaine a pris des allures d'autocratie. Premier grave défaut : l'absence de démocratie. Les manifestations lycéennes du 23 octobre (Le Monde du 31 octobre) ont été la métamorphose du régime. Lorsque vient le crépuscule, puis le couvre-feu du côté du « kilomètre 5 », un ordre musclé s'installe pour la nuit dans les quartiers populaires de la capitale. Les plus turbulents de Bangui, l'opposition, réside à Quia, fait le gros dos. Dans les allées du pouvoir, le président David Doko a choisi de faire valoir sa seule arme : la force. Les membres de sa famille seraient détenus à la prison de Ngaragba.

Cette thèse officielle mérite, pour le moins, d'être nuancée. En effet, selon le récit d'un témoin direct et digne de foi, les événements de Bangui se déroulent différemment. Après l'entretien qu'il eut, le 25 octobre, avec le président Doko et une dizaine de ministres, M. Patasse, loin de s'effrayer de la haine, prêcha l'apaisement. La foule qui l'attendait devant son domicile.

A tel point que sa modération suscita l'indignité des réactions de mécontentement. On peut donc, à cette occasion, lui reprocher un écart de conduite. Il est vraisemblable en revanche que le chef du Mouvement pour la libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.), en dépit de sa prudence apparente, s'est efforcé d'exploiter, à son profit des manifestations dont il n'était pas le principal initiateur. Une

chose est sûre : certains manifestants étaient armés. Les trente blessés — dont cinq grièvement — admis à l'hôpital de Bangui, avaient, le plus souvent, été atteints par balles. Parmi eux figuraient une dizaine d'« éléments de la force publique ». Le fait n'est guère surprenant dans un pays où les nouvelles autorités ont pu être à même de récupérer toutes les armes, notamment lyonnaises, en stock ou en circulation. Cela n'implique pas forcément que M. Patasse ait « introduit des armes de guerre en Centrafrique », comme l'en accuse un communiqué gouvernemental. En réalité, dans toute cette affaire, l'ancien premier ministre semble avoir été « débordé » par un petit groupe d'« éléments radicaux » auxquels se sont joints, comme toujours en pareil cas, quelques centaines de chômeurs décidés à en découdre. Présentant l'échec de la manifestation et son arrestation immédiate, M. Patasse avait préféré prendre la fuite. Les membres de sa famille seraient détenus à la prison de Ngaragba.

La déception de la jeunesse Les jeunes opposants au régime ont-ils agi de leur propre chef ? Sont-ils, au contraire, « manipulés » par des groupes politiques clandestins ? Nul n'est à même, pour l'instant, de répondre avec certitude à cette question. Il est évident que la jeunesse de Bangui n'est pas sans raison, représenter une force politique essentielle. Elle a payé un lourd tribut à l'empire. La chute de Bokassa n'a pas débouché sur les changements politiques profonds que ses secteurs les plus conscients appellent de leurs vœux. Sa déception est à la mesure de ses sacrifices. A cet égard, il est remarquable de voir le discours-programme prononcé cinq jours avant les manifestations, et dans lequel le président Doko rendait un hommage appuyé à « la jeunesse qui, dans un passé récent et douloureux, qu'elle était capable de coloniser politique et à l'ensemble de la population centrafricaine ». Le chef de l'Etat est-il prêt à prendre en compte cette « colonisation politique » ? La réponse est dans le second degré à bien ce lundi 5 novembre et les enseignants ont « promis » d'être à leur poste.

Les partisans du M.L.P.C. sont, pour leur part, en plein désarroi. Certains étudiants, venus de France avec M. Patasse, s'apprêtent à quitter le pays. Ils ont en effet, que nous avons appris, des enseignants et des manifestations lycéennes, dont le gouvernement était d'abord prévenu par les syndicats, ont fourni un alibi pour justifier la répression. Ils évoquent le comportement de M. Doko tout en manifestant par ailleurs leur déception. Au lendemain de l'indépendance, rappelle-t-il, l'actuel chef de l'Etat, déjà considéré comme le « homme des Français », avait instauré le parti unique, mis en place une assemblée croupion et encouragé toute opposition. Il le soupçonne de céder à nouveau à son goût pour le pouvoir personnel.

Les récentes initiatives de M. Doko donnent du poids à ces critiques. Le chef de l'Etat a, sans conteste, pour mettre hors jeu tous ceux qui ne s'étaient pas ralliés au gouvernement de saint public. Si M. Patasse reste son ennemi principal, il a également jeté le sur le Front patriotique gabonais (F.P.G.), dont les responsables sont accusés de ne pas « jouer le jeu de la démocratie ». Tout en exprimant avec netteté leurs vues au chef de l'Etat lors de la table ronde à laquelle ils ont participé, les leaders du F.P.G. ne se sont pas départis d'une grande prudence. Ni le président du Front, M. Abel Gombani, ni son adjoint, M. Idi Lala, ne peuvent être, raisonnablement, assimilés à des « perturbateurs ». En fait, le comportement politique de M. Gombani suscite une certaine surprise à Bangui. Certains observateurs s'étonnent qu'il n'ait pas regagné son pays dès la chute de l'empire. D'autres le soupçonnent d'attendre son

Le correspondant de l'agence Reuter mis en cause

Le chef du bureau de l'agence Reuter à Pékin, M. Jan Mackenzie, est accusé depuis samedi par voie d'affiches, d'être le mystérieux « étranger » auquel M. Wei Jingsheng aurait livré des « secrets militaires » sur la guerre du Vietnam en février dernier.

Les comptes rendus de la presse sur la « trahison » de M. Wei Jingsheng n'avaient pas identifié l'« étranger » mis en cause au cours de son procès. Selon une « transcription » des débats, en tant que « des affiches apposées samedi sur le mur de la démocratie », dont l'utilité est contestée par Jeunesse chinoise, le journaliste britannique aurait d'autre part proposé une somme de 800 livres de son argent personnel, à M. Wei Jingsheng pour soutenir sa publication, selon le témoignage de ce dernier au procès.

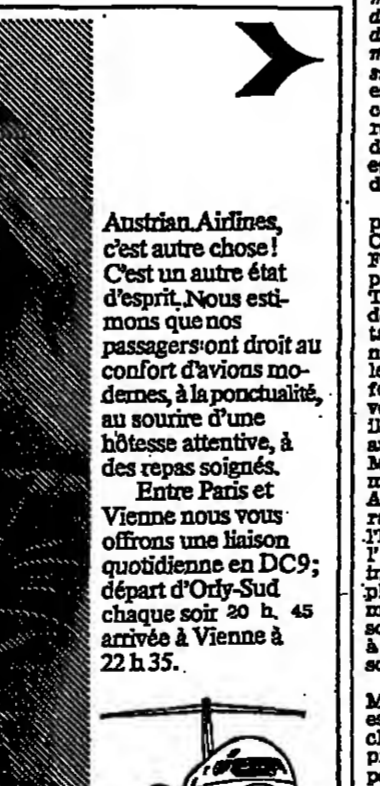
M. Mackenzie, en vacances en Grande-Bretagne, a apporté ces derniers jours un démenti à ces allégations à la suite de la circulation dans les cercles journalistiques étrangers à Pékin, de cette transcription des débats depuis une semaine.

Un autre officiel était prévu ce lundi au Quirinal. Le chef de l'Etat y avait convié le « Tout-Rouge politique ». Parmi les invités : M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, qui devait se rendre, d'autre part, à une réception à l'ambassade de Chine.

On assiste depuis quelque temps à un dégel entre Pékin et le P.C.I. Cette année, l'ambassadeur chinois à Rome s'est rendu successivement au quinzième congrès du parti communiste italien puis au festival de l'Unité. Pour la première fois, la presse de Pékin a rendu compte d'un message adressé par le secrétaire italien à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution. Un voyage en Chine d'une importance personnelle pour le communiste italien serait sérieusement envisagé.

ROBERT SOLÉ.

(1) Les deux capitaines-régents, qui détiennent actuellement le pouvoir à Saint-Martin, sont M. Giuseppe Amato (communiste) et Germano de Sisti (socialiste). Le P.C. de Saint-Martin est indépendant du P.C. Italien, mais a la même orientation.



Un sourire raccourcit les distances

AUSTRIAN AIRLINES
Lignes Aéronautiques d'Autriche
12 rue Aubert, Paris - Réservations : 366.34.66 ou votre agent de voyages.
Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 073.91.82.

L'Ethiopie

UN PAYS

ACHETONS

PROFITEZ D'UNE BAISSE

LES CARIERS DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

« Repères et Dialogues »

est paru il a pour thème :

ARGENT et SOCIÉTÉ

Prix du numéro : 20 F
en plus des frais de port : 20 F
Rapport des derniers numéros (disponibles) :

N° 6 Décembre 1978 : « CRISE (3) »

N° 7 mars 1979 : LE TRAVAIL DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

N° 8 juin 1979 : AUJOURD'HUI L'EUROPE

Les Cahiers STS
6, av. Léon-Henry, 75015 PARIS
Tél. : 238-23-49 - 234-10-72

AFRIQUE

L'Éthiopie reprise en main

I. — UN POUVOIR CENTRAL RESTAURÉ

De notre envoyé spécial
JEAN-CLAUDE POMONTI

Face aux guerres d'Erythrée et d'Ogaden, auxquelles le Derg a pu échapper à Addis-Abeba n'a pas encore mis fin en dépit d'une forte aide militaire soviétique et cubaine, un pou-

voir central a été restauré, qui s'appuie sur l'une des armées les plus fortes du continent africain.

De retour d'un séjour en Éthiopie, notre envoyé spécial raconte, dans une série de deux articles, comme le rétablissement s'est opéré et les formidables obstacles auxquels il continue de se heurter.

Un président obéi

À Addis-Abeba même, l'atmosphère a changé de façon saisissante depuis notre dernier passage en 1977. Plus de rafales la nuit : si un couvre-feu y est maintenant, c'est surtout pour empêcher les délinquances et la prostitution. Le souvenir des terribles « rouges » et « blancs » régnant à l'époque est moins obéissant. On n'y parle plus des sanglants règlements de compte entre le P.R.P.S. (Parti révolutionnaire du peuple) et le M.E.S. (Parti socialiste par-éthiopien). Le premier, dont l'opposition au Derg était totale, a été victime d'une répression implacable. Après avoir fourni au régime militaire les thèmes de son socialisme — notamment avec la « Révolution nationale démocratique » proclamée en avril 1976 — le second a été écarté du pouvoir, autant par ses excès que par ses velléités de reprendre le pouvoir aux officiers au moment où l'intégrité territoriale était la plus menacée.

Révoqué également le temps des « marches rouges » sur l'Erythrée — qui avaient si lamentablement échoué — ou des « campagnes » expédiant de force les étudiants en province. Si les militaires demeurent encore dans le Nord, la chair à canon des premières lignes éthiopiennes, ils sont passés sous l'autorité militaire. Les directions des syndicats ouvriers et les associations paysannes ont également été réorganisées : elles sont maintenant dans le rang. L'Éthiopie chaotique des hiérarchies parallèles s'est effacée devant un pouvoir militaire et une armée considérablement renforcées par l'U.R.S.S. et Cuba. Le matériel militaire soviétique lourd est partout présent. Quatre mille experts soviétiques — en grande majorité des militaires — et une quinzaine de milliers de soldats cubains ont fait de l'Éthiopie l'une des premières puissances militaires du continent.

Sur le plan politique, l'effet produit est celui d'une gigantesque mise au pas. On ignore encore qui, au sein du Conseil militaire administratif provisoire (le Derg), tire vraiment les ficelles du pouvoir. Sont-ils dix, vingt, ou trente, à assister le lieutenant Mengistu ? Après les éliminations successives des généraux Andom et Tefari Bente, puis du lieutenant-colonel Alnaitu Abate, le président Mengistu semble le principal maître à bord. Mais on ignore toujours avec quelles forces il doit composer — comme ce fut le cas encore, en juin, lors de ce séminaire houleux réuni à Addis-Abeba, à huis clos, comme d'habitude, pour faire le bilan de la campagne militaire en Erythrée.

La véritable intronisation du

giste dans le sud du pays, l'Éthiopie semble mettre en place les bases d'une agriculture plus entreprenante que celle de l'empire. Efficacité et socialisme : entre les deux termes, les partisans du Derg paraissent voir une com-

plémentarité, même dans le secteur rural. En juin, ils ont jugé qu'il était temps de passer — sous forme d'une « directive », il est vrai assez souple — l'idée de coopératives agricoles de production.

inspire à tous. Certes, les ordres sont enfin exécutés — sans doute pour la première fois depuis de nombreuses années — mais les initiatives locales sont aussi encouragées. Dans un climat de démobilisation — concevable après tant de souffrances et de bouleversements — celui qui fait de plus en plus figure de « Négus rouge » a restauré l'autorité du pouvoir central. « Cela étant, nous dit un diplomate, pour peu qu'un fonctionnaire se tienne tranquille dans son coin, personne n'a le droit de le déranger ». L'Éthiopie, après des années d'anarchie, n'en est pas moins gouvernée à nouveau.

Certains des résultats obtenus

Des résultats positifs

Des projecteurs fabriqués avec des boîtes de conserve ont été utilisés pour la première fois en Éthiopie. Les cours ne sont pas obligatoires mais l'intérêt manifesté par les autorités à l'égard de l'éducation, au contraire, est remarquable. On a vu, par exemple, un officier de petite extraction, il n'a jamais légué sur les moyens des lors qu'il s'agit de défendre de l'intégrité territoriale et de sa vision égalitaire de la société. Il n'a pas non plus encouragé les excès du Nelson ou d'Alnaitu Abate, ancien numéro deux du régime — tué en 1977 — lequel restera sans doute le « boucher » de la révolution éthiopienne.

Il reste que, depuis un an, une sorte de ombre de la personnalité s'ébauche autour d'un dirigeant pour lequel l'éducation reprend ses droits. Plus on se rapproche d'Addis-Abeba et des arcanes du pouvoir central et plus le lieutenant-colonel semble à la fois source d'inspiration et de paralysie du fait de la crainte révérencielle qu'il

nit par son souci de nivellement social, est en voie de formation. Mais, faute de structures, de communications et de consensus, la peur y demeure le plus sûr moyen de gouverner. L'armée semble peu décidée à partager avec des civils le pouvoir qu'elle a pris voilà cinq ans. Annoncée peut-être pour satisfaire l'allié soviétique, la formation d'un Parti des travailleurs dominé par l'armée (le Monde du 21 septembre) ne signifie pas nécessairement qu'une nouvelle courtoisie de transmission va se mettre en place. Toujours aux prises avec de graves problèmes — surtout en Erythrée — les militaires ne semblent pas songer à partager un pouvoir qu'ils viennent à peine d'établir.

Prochain article :

« NOTRE MARCHÉ EST LONGUE »



Contraintes

STATION DE M. PATASSE est réduite au silence à Bangui

Le régime militaire éthiopien a été, en septembre, son cinquième anniversaire, et le président Mengistu a annoncé que, à cette occasion, la création d'un Parti des travailleurs était à l'étude. Il confirmait ainsi que la révolution dans l'ancien empire d'Abyssinie était entrée dans une nouvelle phase, celle de la stabilisation après des années sanglantes de déchirements internes et d'insurrections armées à la périphérie.

Dikis (province de l'Arusi). — En bordure de la vallée du Rift, à 215 kilomètres au sud-est d'Addis-Abeba, les champs de blé de tef et de maïs s'intercalent entre des plantations de mûres. La terre noire de ce plateau ondulé est d'une fertilité remarquable. Au passage, des villages bâtis sur les lignes d'irrigation et parsemés d'eucalyptus offrent l'image traditionnelle de la campagne éthiopienne, à laquelle les grandes pluies ont donné une parure verte ondoyante.

Dikis se situe au cœur de l'« Arusi rouge », dont les paysans étaient révoltés, au début de 1974, quelques années après avoir été victimes d'expropriations massives. Selon l'ancien Addis Alemayehou, à l'époque, dans les cahiers de doléances, les paysans, véritables serfs, disaient qu'il était « préférable de se faire tuer que de décevoir le seigneur ». La réplique du « Seigneur bini » était : « Les serfs n'ont rien pour les familles. Si nos bras sont forts, vous pouvez les tuer jusqu'à ce que votre pot à lait déborde. Ils peuvent faire les fiers quand ils ont affaire à des paysans. Mais ils peuvent être vaincus, car ils ne rencontrent qu'un de courageux et de déterminé. En

servé à cet effet quelque six cents hectares, « de quoi faire vivre six cents familles ».

La ferme de Dikis fait partie d'un ensemble de cinq fermes d'État gérées par la Corporation de développement agricole de l'Arusi et du Bale. Le fonctionnement de ces fermes est loin d'être parfait. A Dikis, le parc de tracteurs fournis par l'Allemagne de l'Est — contre du café, que les acheteurs auraient d'ailleurs revendu à l'Ouest — semble à moitié hors d'usage : les tracteurs livrés ne conviennent pas aux sols éthiopiens et les pièces de rechange se font attendre au moins six mois. Dix-huit mois après sa construction, le piste a besoin d'être réparée. Mais, avec l'appui de la campagne de développement lancée en février et la suite des tombées du lieutenant-colonel Men-

L'endroit de la médaille

On se sent bien loin ici de l'Éthiopie des terroirs « rouges » et « blancs » ou des guerres qui ensanglantent encore l'Erythrée et, à un bien moindre degré, l'Ogaden. Dikis, c'est un petit endroit de la médaille. Pour les deux cent quatre-vingt-cinq familles qui menaient auparavant, sur ce territoire, une existence semi-nomade, il était un maigre bétail, un centre a été créé. L'État y a mis en route 480 hectares de cultures afin d'attirer les paysans les plus réfractaires à l'expropriation. La moitié des familles seulement ont, en effet, accepté le déplacement. « Nous sommes persuadés que les autres, qui sont partis parfois à 150 kilomètres, reviennent lorsqu'ils auront compris que c'est leur intérêt », nous dit M. Geliefa Gemechu, administrateur adjoint de la province. Le gouvernement, poursuit-il, a ré-

servé à cet effet quelque six cents hectares, « de quoi faire vivre six cents familles ».

La ferme de Dikis fait partie d'un ensemble de cinq fermes d'État gérées par la Corporation de développement agricole de l'Arusi et du Bale. Le fonctionnement de ces fermes est loin d'être parfait. A Dikis, le parc de tracteurs fournis par l'Allemagne de l'Est — contre du café, que les acheteurs auraient d'ailleurs revendu à l'Ouest — semble à moitié hors d'usage : les tracteurs livrés ne conviennent pas aux sols éthiopiens et les pièces de rechange se font attendre au moins six mois. Dix-huit mois après sa construction, le piste a besoin d'être réparée. Mais, avec l'appui de la campagne de développement lancée en février et la suite des tombées du lieutenant-colonel Men-

Achetons
Bijoux anciens et modernes.
Objets en or et en argent.

Nous achetons bagues, bracelets, broches, boucles d'oreilles, colliers, montres, objets d'or et d'argent, ainsi que services à café, argenterie, plateaux, etc.

Nous payons au comptant ou plus haut cours.

F. Pourny
5, rue du Helder, 75009 PARIS - Tél. 247.13.41 (ouvert le lundi)

Israël... 1600F l'aller et retour en Israël... 1600F

PROFITEZ DE LA BAISSÉ SUR LE CORAIL.

En réalité, ce n'est pas le prix du corail qui a baissé depuis l'été dernier, mais Israël 1600 F Paris/Tel Aviv/Paris, par vols directs et réguliers. Air France et El Al. 1600 F de Nice, Lyon, Marseille. C'est le moment de vous offrir les eaux de corail de la Mer Rouge. Même sans faire de plongée, sous-marin, vous pourrez, à dix mètres de fond, admirer un des plus beaux paysages sous-marins du monde : à travers les hublots de la tour observatoire d'El Al.

Et la Mer Rouge étant aux portes du désert, quittez quelques jours ses coraux et ses plages superbes, et découvrez les paysages insolites du désert, Jérusalem, les vestiges de millénaires d'histoire, et partout, l'accueil chaleureux des hommes.

Tourisme, découverte, randonnée, histoire : en Israël.

ISRAËL, le pays de tous les dépaysements.
* A partir du 1^{er} novembre 1979 sous réserve de housses ultérieures de carburants.

Pour partir en Israël, au départ de Paris, Nice, Lyon, Marseille, adressez-vous à votre agence de voyages ou renvoyez ce bon à l'Office National Israélien de Tourisme, 14 rue de la Paix, 75002 Paris, qui vous adressera une documentation complète sur Israël.

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Office National
Israélien de Tourisme

EL AL
AIR FRANCE

LES CAHIERS DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

• Supplément n° 1

ARGENT ET SOUS

مكتبة الأصيل

de l'1.10.1979

AMÉRIQUES

Bolivie

Le nouveau gouvernement militaire affronte une opposition interne généralisée

Aucun pays n'a encore reconnu le régime

La situation demeure confuse et tendue ce lundi 5 novembre, en Bolivie, où le colonel Natusch Busch, auteur du coup d'État du 21 octobre contre le gouvernement constitutionnel de M. Guevara, a décrété la loi martiale, le couvre-feu et la censure de presse.

Ce durcissement du régime militaire a été décidé après les violentes fusillades ayant éclaté à La Paz samedi soir et qui auraient fait une vingtaine de morts et de nombreux blessés. Dans une allocution télévisée, le colonel Busch a dénoncé dimanche la présence à La Paz de groupes extrémistes et de saboteurs, tout en précisant que le régime militaire serait d'une « durée relativement brève ». De son côté, la radio d'État a lancé une violente campagne contre les « extrémistes interventionnistes » du sein de la brigade Camilo Cienfuegos, qui se sont infiltrés en Bolivie pour conduire, avec la collaboration de la centrale ouvrière, une entreprise antidémocratique.

Bien que le nouveau commandant en chef des forces armées, le général Eden Castillo, ait renoué dimanche soir son soutien au nouveau régime et ait affirmé que ce régime « bénéficiait d'un large appui populaire », il apparaît que le colonel Busch, retranché dans le palais présidentiel, n'a pas réussi à obtenir le soutien des forces politiques et syndicales. Aucune formation n'a approuvé le coup d'État contre le gouvernement Guevara, et le mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) a désavoué ceux de ses membres qui ont accepté des postes ministériels dans le nouveau gouvernement. M. Guillermo Bedregal, nouveau ministre des Affaires étrangères, a admis, dimanche, que le gouvernement du colonel « ne disposait pas d'appui politique interne et subissait en outre de

fortes pressions internationales ». L'opposition latente au coup de force regroupe les syndicats, les partis politiques, l'Église et les représentants de l'entreprise privée. Certains officiers généraux ont également exprimé leur hostilité. C'est le cas du général en retraite Juan Ayroza, sollicité pour un poste de ministre, et qui a décliné l'invitation en déclarant vouloir rester « fidèle à ses convictions démocratiques ». C'est le cas également du général David Padilla, commandant en chef de l'armée au moment du coup d'État, qui a demandé au colonel Busch de se retirer afin d'éviter « une guerre civile dans le pays ». De source proche du nouveau gouvernement, on affirmait lundi matin que tous les officiers contestataires avaient été placés en résidence surveillée.

À l'issue d'un entretien avec le nouveau chef d'État au palais présidentiel, M. Juan Lechin, dirigeant de la Centrale ouvrière bolivienne, a affirmé qu'il n'était pas question de collaborer avec les autorités militaires et que la grève générale, qui paralyse le pays, se poursuivait. M. Siles Salinas, ancien président de la République, a déclaré de son côté qu'il entamait une grève de la faim si le colonel ne quittait pas le pouvoir. Le président déposé, M. Guevara, a renoué, depuis un quartier général clandestin à La Paz, ses appels à la population pour qu'elle fasse échec au coup de force.

Quatre jours après le coup d'État, aucun pays n'a encore reconnu le nouveau régime militaire. Cette absence préoccupe vivement les nouveaux dirigeants après la décision des États-Unis de suspendre leur aide militaire à la Bolivie, manifestant ainsi leur réprobation face à un coup de force qui remet en cause le processus difficile de démocratisation de ce pays andin. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Cuba

Les dirigeants semblent résolus à engager la lutte contre la bureaucratie envahissante et les privilèges

La Havane (A.F.P.). — Vingt ans après le triomphe de la révolution, Cuba semble décidée à engager la lutte au plus haut niveau contre la bureaucratie et les privilèges du régime, la suite des « déficiences » du socialisme dénoncées par les dirigeants. La campagne d'investiture lancée dimanche 4 novembre par le M. Raul Castro, ministre des forces armées et numéro deux du régime, contre les dirigeants « plus occupés à conserver leur poste qu'à servir le peuple » a fait l'objet de commentaires passionnés et paraît avoir donné le coup d'envoi à une remise en cause de nombreux cadres « détalants » tant sur le plan administratif que politique.

Aucune décision n'a été annoncée, mais M. Raul Castro a laissé entendre, après avoir prononcé avec dureté « l'irresponsabilité, la tolérance, l'indiscipline, la maladresse, le copinage et la démolition de certains syndicats », que des mesures « en vue de l'étude pour affronter les problèmes dépendant d'une gestion plus efficace du parti, des organismes étatiques, du mouvement ouvrier et de la jeunesse communiste ».

Se refusant à attribuer aux seules causes « objectives » — crise économique mondiale, embargo commercial imposé par les États-Unis et intempéries — les problèmes rencontrés par Cuba cette année dans la réalisation du plan, M. Fidel Castro avait déjà manifesté son agacement en juillet dernier, devant l'Assemblée nationale, face aux carences dans le secteur des services. L'absentéisme important dans les entreprises, le déclin des restaurants pour le public (contraints d'immenses queues quand la plupart des tables sont vides), le passage épisodique des autobus, les faiblesses du chemin de fer, « plus efficace sous le capitalisme », et l'excès de bureaucratie jusque dans l'agriculture (où certaines fermes accueillent plus de cols blancs que de travailleurs) ont été critiqués tant par les dirigeants que dans la presse.

« Nous ne pouvons nous permettre le luxe de considérer comme insurmontables de telles déficiences », a souligné M. Raul Castro. La loi contre la paresse, édictée il y a une dizaine d'années, n'a toujours pas eu l'effet escompté et l'on se réfère aux critiques du frère du chef de l'État contre ceux qui ont « interprété la libération de l'exploitation comme une libération du travail, et incriminant à leurs enfants l'appât pour les produits superflus des sociétés de consommation ». Dans le but d'améliorer le niveau productif, Cuba a tenté

Allemagne fédérale

UN « PARTI VERT » SERA FONDÉ, le 13 janvier, dans la République fédérale, en vue des élections législatives de l'automne 1981. Cette décision a été prise au congrès du « rassemblement des verts » à Offenbach. Les deux dissidents est-allemands, l'économiste Rudolf Bahro et le philosophe Wolfgang Harig, ont assisté au congrès. M. Bahro a insisté à la constitution d'un « mouvement pour aller au-delà tout socialisme de gauche ou d'ailleurs ». — (A.F.P.)

Argentine

LE NOMBRE DE PERSONNES DISPARUES depuis quatre ans se situe « au minimum » entre six mille et dix mille, a affirmé samedi 3 novembre le quotidien de langue anglaise Buenos Aires Herald. « C'est une question de conscience pour ceux qui ont été en Argentine pendant les « Buenos Aires Herald », il faut agir pour mettre fin à cette tragédie. — (A.F.P.)

Berlin-Ouest

UNE VOITURE DE PATROUILLE SOVIÉTIQUE, venant de Berlin-Est, a bloqué, le 3 novembre, un autobus descendant le Palais des congrès, où se tenait le congrès de la C.D.U. de Berlin-Ouest. L'apparition d'une patrouille militaire britannique l'a amenée à

États-Unis

Quatre militants antiracistes sont tués par le Ku Klux Klan au cours d'une manifestation

De notre correspondante

New-York. — L'un des plus graves incidents survenus depuis les grandes manifestations des années 60 pour les droits civiques a fait, samedi 3 novembre, quatre morts et huit blessés à Greensboro, en Caroline du Nord. Douze membres du Ku Klux Klan ont été inculpés de meurtre dimanche dans cette ville.

L'affaire a éclaté alors qu'une manifestation, organisée contre le K.K.K. par un petit mouvement gauchiste de la région, connu sous le nom de Workers Viewpoint Organization (Organisation du point de vue des travailleurs), se mettait en marche à travers Greensboro. Au moment où le petit groupe de manifestants blancs et noirs s'ébranlait aux cris de « Mort au Klan », une douzaine d'hommes, sortis de deux voitures, ont tiré sur le cortège. Plusieurs manifestants ripostèrent. Quand la police arriva, elle releva quatre morts parmi les manifestants — trois blancs et une femme noire — et

huit blessés, dont deux sont sérieusement atteints. Douze personnes ont été arrêtées, mais, selon des témoins, plusieurs des assaillants ont réussi à prendre la fuite. Greensboro — cent soixante mille habitants, dont un quart de noirs — a été l'un des hauts lieux des manifestations antiracistes des années 60, mais, depuis une dizaine d'années, les incidents y étaient rares. Le Workers Viewpoint Organization, fondée au début des années 70, ne joue qu'un rôle local et compte peu de militants. Il y a deux mois, il avait organisé une marche de boycott proche de Greensboro. Une autre manifestation contre le Klan qui s'était déroulée sans affrontements. Mais, il y a quelques jours, l'un des dirigeants du mouvement avait déclaré à la presse : « Le Klan n'est qu'un remède de frousse qu'il faut détruire, car actif ou pas, le Klan continue à répandre son poison ». Un autre dirigeant du mouvement avait récemment mis le Klan au défi d'« affronter la colère populaire ».

Samedi, à Dallas (Texas), une cinquantaine de militants du Klan, arborant la traditionnelle robe blanche et protégés par plus de trois cents policiers, ont défilé sous les huées de la foule en scandant : « Pouvoir blanc ! ». Le Ku Klux Klan n'est plus une force très organisée dans le Sud des États-Unis, mais il peut réunir encore des dizaines de milliers de membres. Les incidents, au début de l'été, une série d'affrontements entre le Klan et des militants des droits civiques avaient fait plusieurs blessés dans diverses petites villes du Sud. — N. B.

LE K. K. K.

Fondé en 1865 par des officiers démocrates de l'armée confédérée vaincue, le Ku-Klux-Klan est une organisation secrète dont le but avoué est d'empêcher les noirs de participer à la vie politique et sociale des États-Unis. À l'apogée de sa puissance, vers 1920, le Klan avait compté des millions de membres ou sympathisants.

La « philosophie » de l'organisation se résume, outre la haine des noirs, à l'antisémitisme et, de façon générale, à la xénophobie.

L'influence du K.K.K. et le nombre de ses adhérents ont très fortement baissé depuis une dizaine d'années. L'organisation radicale se réunit plus, en fait, que des mille militants de base et environ cinquante mille sympathisants.

Selon « Time »

L'ÉCART DE POPULARITÉ ENTRE MM. CARTER ET KENNEDY DIMINUE

L'avance du sénateur Kennedy sur le président Carter dans les sondages de popularité s'est poursuivie. Dans son édition du dimanche 4 novembre, l'hebdomadaire Time publie une enquête réalisée du 28 au 30 octobre. Elle indique que 49 % des Américains font confiance au sénateur du Massachusetts, contre 39 % au président en exercice. Durant l'été, l'écart entre les deux hommes allait du simple au double en faveur du sénateur.

Du sondage publié, il ressort cependant que le président bénéficie d'un coefficient de confiance triple de celui du président Carter dans trois domaines : l'économie, l'énergie, les affaires étrangères. Quant au troisième candidat à l'investiture démocrate, le gouverneur californien Brown, son retard sur le président Carter s'aggrave (24 % contre 32 %). Enfin, dans la course à l'investiture républicaine, M. Reagan est en tête (42 %), suivi de M. Condliffe (17 %), du sénateur Howard Baker (9 %) et de M. George Bush (6 %).

EUROPE

Danemark

Le premier ministre bloque les prix, les salaires, les taxes et les loyers jusqu'à la fin de 1979

De notre correspondante

Copenhague. — M. Joergensen, chef du cabinet minoritaire social-démocrate constitué le 26 octobre, a convoqué le dimanche 4 novembre les chefs des partis de l'opposition et les représentants des grandes organisations du marché du travail pour leur annoncer qu'il avait décidé de bloquer jusqu'au 31 décembre les prix, les salaires, les taxes, les loyers et toute autre source de revenus. Ce blocage devrait permettre au gouvernement de disposer d'un laps de temps suffisant pour faire adopter d'urgence par le Parlement un plan de redressement à long terme.

Sont également entrées en vigueur le 4 novembre à minuit deux autres mesures qui devront, elles, être adoptées rétroactivement par le Folketing : l'interdiction de vendre par appartements les immeubles d'habitation dont la construction est antérieure à 1966 ainsi que l'interdiction d'enregistrer et de lancer sur le marché certains effets hypothécaires servant essentiellement de garanties à des prêts à la consommation.

Après avoir informé les chefs de l'opposition, M. Joergensen a tenu une conférence de presse à Christiansborg, puis s'est adressé à la nation à la télévision — Initiative inhabituelle. Il est apparu à tous préoccupé et accablé. En effet, il ignore s'il lui sera possible de trouver dans l'hémicycle une majorité suffisante

pour soutenir son plan à long terme, dont il ne dévoilera l'essentiel que le 6 novembre, lors de la réunion du Parlement issu des élections du 23 octobre.

Il lui faudra ensuite négocier avec les différentes formations du Parlement et les grandes organisations (patronat, syndicats, conseil de l'agriculture, etc.). Or ces pourparlers ne seront pas faciles car ses futurs interlocuteurs estiment qu'ils ont été traités avec dédain. M. Joergensen et ses amis ont refusé, durant la campagne électorale et après le scrutin, de laisser entendre leurs intentions à court et à long terme. Une seule exception cependant : les dirigeants de la puissante centrale L.O. ont, bien qu'ils le nient, certainement été mis au courant. Vraisemblablement, ce sont ces dirigeants de L.O. qui ont donné le feu vert à M. Joergensen.

D'autre part, le décompte minutieux des bulletins de vote ne laisse, en fin de compte, aux sociaux-démocrates que soixante-huit sièges au Folketing. Le siège qu'ils doivent céder est attribué aux socialistes du peuple (dissidents communistes), qui auront ainsi onze députés. Au Groenland ont été élus un député du ténacité socialiste populaire ; aux Îles Féroé, un libéral et un social-démocrate.

CAMILLE OLSEN.

Tchécoslovaquie

La police continue son enquête sur le « complot terroriste » mais relâche cinq des neuf personnes arrêtées

Prague (A.F.P.). — Sur les neuf signataires de la Charte 77 (et non sept comme on le croyait) arrêtés le vendredi 3 novembre, cinq ont été relâchés dimanche soir après avoir été entendus dans les locaux de la police rue Bartolomejska à Prague (le Monde des 4-5 novembre). Ils ont été relâchés sur la base d'une lettre anonyme accusant des « troupes de terrorisme », au sujet d'un prétendu complot visant à détruire un édifice public à Prague. Les cinq relâchés sont le poète Gottwald, et à tuer le chef du parti et de l'État, M. Husak. Toutes les personnes interrogées ont déclaré ne pas être au courant d'un tel « complot ».

Quatre d'entre elles ont eu les cheveux coupés ras. L'un des militants arrêtés, Ivan Kyncl, a été passé à tabac, dit-on dans les heures précédant son arrestation. Il n'avait pas été relâché dimanche soir, de même que Miroslav Tyl, un ingénieur de trente ans, Jiri Bednar (l'un des deux fils de la journaliste d'Alger. Les quatre personnes injustement poursuivies) et Ivan Ruml, fils d'un ancien journaliste. De plus, dimanche matin, la police a arrêté et relâché Mlle Marketa Nemcova.

filles aînée de Mme Dana Nemcova, qui vient d'être condamnée à deux ans de prison avec sursis dans l'affaire du VONS.

Il y a deux ans, une tentative pour démanteler la préparation d'un acte de terrorisme dénoncée par une « lettre anonyme », avait tourné court. Cette « missive » avait été découverte, alors, dans des conditions « compliquées », après de mystérieux « coups de téléphone » reçus par la police. Les réactions à cette découverte furent tellement limitées que l'on n'entendit plus jamais parler de cette histoire.

Italie

● Huit personnes ont été tuées dans un restaurant de la banlieue de Milan dans la nuit du 2 au 3 novembre au cours d'un règlement de compte. Parmi elles figurent deux clients étrangers. Selon la police, quatre victimes semblaient être liées. Les quatre autres ont été éliminées en tant que témoins gênants. L'affaire serait à l'organisation des affaires d'enlèvements. — (A.F.P.)

Libéria

M. WILLIAM TOLBERT, chef de l'État libérien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, est arrivé samedi 3 novembre à Rabat, capitale d'Algérie. Les questions du Sahara à été au centre des conversations qu'il a eues avec le roi Hassan II. — (Reuter.)

Nicaragua

MILLE DEUX CENTES INSTITUTIONS CUBAINES sélectionnées pour participer à la campagne d'alphabétisation du Nicaragua étaient attendus à Managua le lundi 5 novembre. — (A.F.P.)

Pérou

LE GOUVERNEMENT a proposé, le samedi 3 novembre, pour le onzième mois consécutif, la suspension de la garantie constitutionnelle sur la liberté individuelle en raison de la poursuite de l'agitation sociale. — (A.F.P.)

Venezuela

LE QUÉBEC va ouvrir prochainement sa propre représentation à Caracas, à-t-on appris dimanche 4 novembre dans la capitale vénézuélienne. Il s'agira du premier bureau en Amérique latine représentant le Québec. — (A.F.P.)

Zaire

LE ZAIRE POURRAIT CONNAÎTRE UNE NOUVELLE OFFENSIVE soutenue par l'Union soviétique, estime M. Savimbi, chef des maquisards de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) dans l'hebdomadaire américain Newsweek. Le plan soviétique englobe le Zaïre, la Zambie, la Rhodésie et la Namibie. Ils ont déjà infiltré à nouveau plusieurs centaines de maquisards au Shaba afin d'installer des dépôts d'armes. — (Reuter.)

Zimbabwe-Rhodésie

ATTAQUE RHODÉSIENNE en Zambie. Soixante maquisards du Front patriotique et trois civils zambiens ont été tués en Zambie lors d'opérations des forces armées rhodésiennes contre les camps des partisans de M. Nkomo, a précisé samedi l'état-major de Salisbury. D'autre part, le Mozambique a déclaré samedi 3 novembre avoir tué une centaine de soldats de Zimbabwe-Rhodésie le mois dernier et fait de nombreux blessés dans leur rang. Les combats se sont déroulés du 10 au 18 octobre, affirme un communiqué militaire publié à Maputo. Vingt-deux soldats rhodésiens ont été capturés et les forces rhodésiennes, qui se sont repliées, ont laissé derrière elles une importante quantité d'armes, ajoute le communiqué. — (Reuter.)

PROCHE-ORIENT

Israël

En conseil des ministres

M. Burg a été vivement critiqué pour avoir évoqué une possible reconnaissance de l'O.L.P.

De notre correspondant

Jérusalem. — Non, la position du gouvernement israélien à l'égard de l'O.L.P. n'a pas changé. « Pour le moment on ne peut pas négocier avec une organisation qui prône la violence », a déclaré M. Yossef Burg, ministre de l'Intérieur, à la séance du conseil des ministres du 5 novembre. Cette attitude a été vivement critiquée par certains ministres, notamment par M. Begin, le chef du parti national religieux. L'avis de M. Burg était d'autant plus singulier que cette formation, depuis plusieurs mois, adopte une position dure et parfois extrême au sein de la coalition gouvernementale en exigeant la reconnaissance officielle de l'O.L.P. et la reconnaissance de la colonisation en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza.

Après quelques lapsus sur le même sujet — M. Dayan en avait fait l'expérience quelques mois plus tôt — le faux pas de M. Burg aura au moins montré que l'attitude intransigente d'Israël est difficile à défendre, alors qu'il est de plus en plus question en Europe comme aux Etats-Unis de reconnaître officiellement l'O.L.P. A Jérusalem, de nombreux membres de l'opposition, mais aussi certaines personnes de la majorité, estiment qu'une reconnaissance aux « conditions » évoquées par M. Burg est, à terme, inévitable.

FRANCIS CORNU.

● Une chaire de recherches sur le désert, portant le nom de M. Alain Fohrer, président du Sénat, a été inaugurée le 1^{er} novembre à l'université Ben-Gourion de Beer-Sheva. Le cérémonial d'inauguration s'est déroulée en présence de M. Fohrer, arrivé la veille en Israël, accompagné de sa femme, de M. Shamir, président de la Knesset, de M. Marc Bonnerfous, ambassadeur de France en Israël, et de M. Meir Rosenne, ambassadeur d'Israël en France.

Iran

L'occupation de l'ambassade américaine semble viser M. Bazargan

(Suite de la première page.)

Ses exposés — dont le contenu et les accents passionnés, les allusions à l'islam en moins, rappellent d'une manière frappante les discours enflammés de Nasser dans les années 50 et 60 — développent inlassablement l'argument désormais classique dans la révolution sociale selon lequel l'impérialisme, que celui-ci soit de nature économique, politique ou culturelle. Lui emboîtant le pas, plusieurs hauts dignitaires du clergé, dont certains, comme l'ayatollah Behabadi, passent jusqu'à pour d'authentiques conservateurs, ont adopté une rhétorique digne des « églises marxistes ». Après l'imam Khomeiny, certains religieux ont couramment recours, par exemple, aux termes de « classe ouvrière », naguère considérée comme contraire à l'idéologie islamique. M. Bani Sadr, qui ne porte pourtant pas les Soviets dans son cœur, a publié dans son journal, *Intikhab Islami*, le 20 octobre dernier, un article retentissant pour démontrer que la révolution islamique a nul d'avantage à l'U.R.S.S. qu'aux Etats-Unis, ce qui lui paraît proprement scandaleux. « Nous avons indirectement fait le jeu des Américains, tant en Iran que dans les pays voisins, comme l'Afghanistan », écrit-il avec indignation. Il visait ainsi le gouvernement de M. Bazargan, qu'il a souvent accusé de vouloir restaurer le « régime du chah sans le chah », opinion largement partagée par des membres du haut et surtout du bas clergé, ainsi que par des partis de gauche.

On comprend dès lors que, dans ce climat antiaméricain enfiévré, la rencontre, la semaine dernière à Alger, de M. Bazargan avec M. Brzezinski ait été ressentie par l'opinion comme une provocation. Le premier ministre iranien était accompagné par deux personnalités considérées, à tort ou à raison, comme proaméricaines : MM. Yazdi et Tchamran, respectivement ministres des affaires étrangères et de la défense. Imprudence supplémentaire : non seulement M. Bazargan n'a pas exigé l'extradition du chah, mais il s'est contenté de rapporter, sans commentaire, les assurances qu'il avait reçues du conseil de M. Carter selon lequel l'empereur d'Irak n'avait pas l'intention de se livrer aux Etats-Unis à des activités politiques. Ne se doutant apparemment de rien, M. Bazargan a déclaré, ravi, que la conversation avait été « cordiale », tandis que M. Brzezinski renchérissait en la qualifiant de « constructive ».

« Une superpuissance satanique »

Le premier ministre iranien s'exposait ainsi ingénument aux coups fatals — que ses adversaires s'apprêtent à lui assener depuis deux ou trois semaines. Dimanche, le quotidien *Keyhan* se déclarait « attristé » de voir le chef du gouvernement « s'asseoir face à l'un des personnages les plus répugnants de la Maison Blanche ». Le même jour, l'organe du parti républicain islamique qui se réclame de l'imam Khomeiny publiait un communiqué de cette formation exigeant que M. Bazargan « rende compte au Conseil de la révolution de la superpuissance satanique ».

En fin de matinée, le même jour, quelques quatre cents étudiants prenant d'assaut l'ambassade américaine aux cris de : « La ilah illallah ! » (Dieu est unique). Armés de gourdes, la poitrine bardée de portraits de l'imam Khomeiny, les jeunes gens — soutenus par des étudiants la tête couverte du tissu traditionnel — secouaient les murs élevés qui entourent l'enceinte de l'ambassade, envahissant les pelouses et se heurtant à un barrage de « marines ».

Une pelambre courtoise mais ferme qui devait durer deux bonnes heures s'engage. Une fumée épaisse s'échappe d'une fenêtre. « Ils brûlent des documents ! », hurle un étudiant. « Occupons tout de suite ce nid d'espions ! », crie un autre. Les militaires américains lancent des grenades lacrymogènes. Des mouchoirs plaqués sur le visage, les étudiants se ruent sur les bâtiments, dans lesquels ils s'introduisent en brisant les fenêtres closes, neutralisant le personnel, à l'exception du chargé d'affaires, M. Bruce Laingen, qui avait réussi, on ne sait comment, à prendre la fuite.

Aussitôt la nouvelle annoncée à la radio, les messages de soutien affluèrent à l'ambassade occupée : le bureau de l'imam Khomeiny, l'influent ayatollah Montazeri, l'Assemblée constituante unanime, les Moudjahidins du peuple (musulmans progressistes), une multitude d'associations politiques ou culturelles, entre autres, félicitant les étudiants de s'être fait les interprètes de la volonté populaire. L'organe du P.C. Toudesh, *Mardom*, partage l'enthousiasme du clergé. « La bête des Américains est insondable », nous déclare en français avec jubilation le secrétaire général du parti, M. Kianouri, avant d'ajouter : « On ne comprendrait pas autrement l'assaut qu'ils viennent d'accomplir au chah ».

Cependant, la plupart des observateurs sont persuadés que l'opération est essentiellement dirigée contre le gouvernement de M. Bazargan. Recevant la presse dimanche soir, le porte-parole des occupants de l'ambassade américaine, qui ont pris pour l'occasion le nom d'« étudiants musulmans partisans de l'imam Khomeiny », a déclaré : « L'islam est l'école de l'anti-impérialisme. La révolution iranienne a été et devrait demeurer d'essence anti-impérialiste. Mais le gouvernement de M. Bazargan n'a cessé d'agir en faveur de l'impérialisme américain, se dressant ainsi contre

la politique claire de l'imam Khomeiny. C'est l'une des principales raisons qui nous ont incités à occuper l'ambassade américaine ».

Un membre du comité d'occupation nous lance alors à la cantonnade : « Comprenez-nous bien : l'important pour nous n'est pas la personne de l'imam en soi, mais les idées libérales qu'il défend ».

Mutisme du gouvernement

Le porte-parole du groupe pousse le défi plus loin : « Nous ne dialoguerons jamais avec le gouvernement. Mais seulement avec le Conseil de la révolution. Si M. Bazargan s'engage à envoyer la gendarmerie pour nous déloger, les pasdarans (les milices islamiques) sont là pour nous défendre ».

Le premier ministre et les membres de son cabinet observaient encore lundi matin le mutisme le plus total. Jusqu'ici, M. Bazargan a su, grâce à une patience et une modestie exemplaires, faire abstraction de toutes les avances dont il a été l'objet. « Sera-t-il capable, cette fois-ci, d'évaluer une couleur supplémentaire ? », se demandait-on dans les divers milieux politiques où la rumeur de sa démission circulait dimanche soir avec insistance.

Le sort des otages à l'ambassade américaine est ainsi passé au second plan. Que deviendront-ils si Washington refusait de les échanger contre le chah ? Le porte-parole des étudiants musulmans a répondu avec un sourire énigmatique : « Nous verrons... ».

ERIC ROULEAU.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être l'APPARTEMENT que vous recherchez.

VILLARS Suisse

La station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m. d'alt., à 20 mn. de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arboré privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 4 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes.

Crédit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 43%.

Directement du constructeur :

IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.

Case postale 62 - CH-1894 VILLARS-sur-OLLON

Tél. 26/38 31 41 et 35 22 06

escp

école supérieure de commerce de paris

FORMATION PERMANENTE Marketing

L'Ecole Supérieure de Commerce de Paris offre aux cadres des entreprises, des administrations et des organisations de toute nature, une possibilité permanente d'actualiser ou d'approfondir leurs connaissances en Marketing.

- Marketing fondamental
- Marketing des produits industriels
- Les études de marché
- La gestion des produits
- L'animation des ventes
- Publicité et actions promotionnelles
- Psychologie et techniques de négociation commerciale
- Marketing des achats industriels
- Marketing pour ingénieurs de recherche et de développement
- Cycle de formation au Marketing
- Marketing des achats dans la distribution
- Les méthodes quantitatives en Marketing : bilan critique et perspectives nouvelles

M.

FONCTION

ENTREPRISE

ADRESSE

..... Tél. ()

déjà recevoir une documentation sur les stages ci-dessus.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

79, avenue de la République 75011 Paris

Tél. 355.39.08

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Centre Parisien de Management

Une grande première. Braniff lance des tarifs "Stand-by" pour les Etats-Unis.



Paris-Boston aller/retour pour seulement 1750F

Paris-Dallas/Fort Worth aller/retour pour seulement 2599F

Braniff a le plaisir d'annoncer les premiers tarifs "Stand by" de Paris pour les Etats-Unis.

Qu'est-ce que les tarifs "Stand by" ?

Les tarifs les plus bas de Braniff, pour un nombre de places limité, sur les vols sans escale pour les Etats-Unis. Ils s'appliquent aux places disponibles après l'embarquement des passagers ayant des places confirmées.

Comment obtenir un billet "Stand by" ?

On peut se le procurer auprès de son Agence de Voyage ou dans les Agences Braniff.

Les places "Stand by" sont délivrées selon l'ordre d'arrivée ; donc rendez-vous au comptoir Braniff à Paris Orly-Sud au moins 3 heures avant l'heure de départ. Si des places "Stand by" sont disponibles, vous en serez avertis 50 minutes avant l'heure de départ et vous aurez largement le temps de remplir les formalités d'enregistrement.

Pour plus d'informations, appelez votre Agence de Voyage ou Braniff au (1) 720 42 42.

BRANIFF

Etats-Unis • Hawaï • Mexique • Amérique du Sud • Europe • Extrême-Orient

مركز من الأهل

DIPLOMATIE

L'U.R.S.S. et les armes nucléaires de l'OTAN

(Suite de la première page.) Les commentateurs déclarent aussi très clairement que le potentiel des forces de frappe britannique et française doit être compté dans le potentiel des armes à moyenne portée de l'Occident, ce qui en dit long sur la confiance dans l'indépendance de la politique militaire de Paris tant vantée en d'autres temps par les Soviétiques.

Il semble enfin que ces précisions aient pour but d'affiner les propositions soviétiques en vue d'éventuelles négociations. Car, malgré le ton assez dur de la campagne, il ne fait pas de doute que l'U.R.S.S. se prépare pour des négociations, même si elle ne parvient pas à empêcher la décision de l'OTAN. Il serait malade de la part des autorités soviétiques de laisser paraître des réserves sur la validité de la décision de l'OTAN, mais elles pourraient se satisfaire d'une demi-mesure telle que l'envisagent, par exemple, certains sociaux-démocrates allemands. Compte tenu de la situation militaire en Europe et du déséquilibre existant actuellement entre

l'Est et l'Ouest (déséquilibre abondamment illustré par le « Livre blanc sur la défense » publié en R.F.A. le 20 septembre) et pour ne pas avoir l'air de céder au « chantage de Moscou », les pays de l'OTAN prendraient cette hypothèse une décision de principe sur la production de nouvelles armes à moyenne portée, mais il devrait y avoir, selon l'expression de M. Egon Bahr, secrétaire général du S.P.D., une « teneur de secours ». En effet, en même temps que la décision sur la production, les Occidentaux proposeraient des négociations aux Soviétiques. De l'issue de ces négociations dépendrait la décision sur le déploiement en Europe occidentale de ces armes. Les Soviétiques ne reprennent bien entendu pas à leur compte cette distinction entre production et déploiement mais les commentateurs n'en insistent pas moins sur le fait que c'est l'installation de fusées à moyenne portée et de missiles de croisière en Europe occidentale qui créerait une dangereuse foyer de tension.

DANIEL VERNET.

SELON UNE « SOURCE ATLANTIQUE »

Les ventes d'armes soviétiques croissent rapidement

Bruxelles (A.F.P.). — La croissance des ventes d'armes soviétiques dans le monde est « nettement plus rapide » que celle des pays occidentaux, révèle une source atlantique informée à Bruxelles. « En 1969, les ventes d'armes du bloc soviétique (pays de l'Est inclus) représentaient 30 % des ventes des pays de l'OTAN », en 1978, elles en représentaient environ 35 %. La part du bloc soviétique en 1978 représentait entre 25 et 30 % des ventes mondiales ; celle des États-Unis, le premier exportateur mondial avant l'U.R.S.S., représentait 45 % du total. En 1978, l'U.R.S.S. a livré pour plus de 4 milliards de dollars (un dollar vaut 430 F) d'armements dans le monde, les principaux clients étant la Syrie, l'Algérie, l'Éthiopie, la Libye et l'Inde, suivis par les pays de l'Afrique sub-saharienne. À l'exception de Cuba et du Pérou, l'Amérique latine reste « très marginale ». « Ainsi, dans le cas des pays occidentaux, commente l'informateur, les ventes d'armes s'accompagnent à la fois d'une aide financière pour les acquérir et d'une aide économique, tandis que dans le cas des pays du pacte de Varsovie, l'aide économique est réduite. » Ainsi, en 1978, le bloc soviétique a vendu pour plus de

La Yougoslavie et l'Albanie sont décidées à augmenter leurs échanges

De notre correspondant.

Belgrade. — Après plus de trois décennies de tension, les rapports albanais-yougoslaves vont-ils rentrer dans des eaux paisibles ? Le secrétaire au commerce extérieur yougoslave, M. Metohod Rotar, revient de Tirana avec une serviette, semble-t-il, bien remplie. Il a signé avec son collègue albanais un accord de commerce fixant les échanges entre les deux pays en 1980 à 80 millions de dollars, soit 30 % de plus que la valeur des échanges qui seront réalisés en 1979. En outre, les deux ministres pensent que les échanges dans la période de 1981 à 1985 pourraient atteindre de 800 à 900 millions de dollars, chiffre qui serait trois fois supérieur à celui du quinquennat précédent. On constate, par la même occasion, que M. Rotar est le premier membre du gouvernement fédéral qui se soit rendu en Albanie depuis la grande cassure de 1948 et qu'il fut l'objet d'un accueil « amical, voire cordial ».

Avec ses hôtes, le ministre a également mis au point l'accord de principe réalisé au début de l'année et portant sur la construction d'une ligne de chemin de fer devant relier les villes yougoslaves de Biograd et albanaise de Shkoder. Cette voie rattachera le

modeste réseau ferroviaire albanais à celui de l'Europe. L'Albanie a montré, au cours des négociations un vif intérêt pour l'utilisation du port de Bar tout proche de sa frontière et a obtenu l'autorisation d'installer à Rijeka un bureau de représentation pour faciliter le transit des marchandises qu'elle envisage de se procurer en Europe et dans des pays d'outre-mer.

D'autre part, selon des sources autorisées, les interlocuteurs ont aussi étudié les possibilités de coopération à long terme, notamment dans l'énergie, les communications, l'industrie minière, et celles de participation d'entreprises yougoslaves à la construction de certains ouvrages albanais, selon le principe clé en main. Cette participation, se fera sur des bases strictement commerciales, Tirana refusant, comme on le sait, toute aide extérieure qui ne proviendrait pas d'un « pays » authentiquement marxiste. Or la Yougoslavie était pour Tirana « révisionniste », une telle éventualité ne peut être envisagée.

Un discours de M. Hodja

Une certaine évolution du comportement albanais serait perceptible dans le discours prononcé il y a une dizaine de jours par M. Hodja. Lors de la remise de nouvelles lettres de créance aux ministres du tremblement de terre du 15 avril, il a fait preuve d'une courtoisie hors d'usage depuis longtemps à l'égard des Yougoslaves. Il les a exprimés ses « grands regrets » de leurs souffrances dues à la même calamité naturelle et évoqué la lutte commune des partisans albanais et yougoslaves pendant la guerre.

M. Hodja, dans le même discours, présente une classification pour le moins originale des États en trois groupes différents. Cette classification purement politique n'a, bien entendu, rien de commun avec la théorie chinoise des « trois mondes » qui, elle, est le produit d'une « révision idéologique ». Selon le dirigeant albanais, le premier groupe d'États est constitué par les États-Unis et l'Union soviétique, responsables de tous les maux de l'humanité, raison pour laquelle l'Albanie ne rétablira jamais « les relations diplomatiques avec eux. Aussi Washington et Moscou se trouvent-ils à l'ennemi de la Chine, à la suite de son différend avec la Chine, l'Albanie « courbera l'échine devant eux, leur tendra la main et deviendra leur colonie ».

Le deuxième groupe comprend les États qui refusent de restituer à l'Albanie les biens pillés pendant la guerre ou de lui verser les dommages de guerre auxquels elle a droit. Il s'agit de la Grande-Bretagne, qui conserve une certaine quantité de l'or qui fut remis par les autorités albanaises au moment de l'invasion italienne en 1939 et au sujet duquel aucun accord à ce jour n'a pu intervenir, et de l'Allemagne fédérale, qui, elle, fait avec obstination la sourde oreille aux demandes répétées de dédommagement de Tirana.

Le troisième groupe, enfin, est celui avec lequel l'Albanie est prête à développer la collaboration économique et culturelle. Il comprend « tous les autres pays », y compris, donc, la Chine, que M. Hodja n'a pas mentionnée expressément et avec laquelle l'Albanie est, certes, brouillée mais n'a pas rompu les relations diplomatiques. Bien au contraire, un nouvel ambassadeur albanais est arrivé à Pékin et un représentant chinois à Tirana. Certains observateurs n'excluent pas la possibilité qu'il pourrait s'agir d'un effort tacite entrepris des deux côtés pour arrêter une nouvelle dégradation des rapports entre les deux pays.

Situation économique difficile

Le fait est que la situation économique de l'Albanie empire depuis l'arrêt de l'aide chinoise. L'équipement des ouvrages d'infrastructure, de l'industrie et de l'armée est dans sa quasi-totalité de production chinoise. Les pièces de rechange font défaut. Pour trouver de nouveaux fournisseurs à long terme, il faudrait bien se décider un jour à lever le rideau qui, depuis la guerre, isole le plus petit pays balkanique du reste du monde. La Yougoslavie, en ce qui la concerne, est disposée à lever les critiques de « révisionnisme » qui parviennent sans cesse de Tirana la laissent indifférente. « Nous continuerons à ne pas répondre aux calomnies », a déclaré l'autre jour le président Tito à Pristina, ville principale de la région autonome de Kosovo, où la population de nationalité albanaise est majoritaire, mais nous nous efforçons de développer une collaboration dans tous les domaines où elle est possible ».

PAUL YANKOVITCH.

R.F.A. : la coalition socialiste-libérale en difficulté ?

De notre correspondant.

Bonn. — Les Soviétiques ne négligent aucune occasion de persister l'opinion ouest-allemande de la « neutralité » de leur proposition en matière de désarmement. L'hédocteur Der Spiegel publie une interview de M. Falke, qui fut ambassadeur de l'U.R.S.S. sur les bords du Rhin de 1971 à 1978, et les propos d'un autre expert du comité central dans le domaine de la politique étrangère, M. Zsigladine. L'ancien ambassadeur répond notamment à une question formulée du côté ouest-allemand lorsque M. Brejnev a annoncé qu'il retirerait vingt mille soldats soviétiques de la R.D.A. « Il ne s'agit nullement, souligne M. Falke, de troupes de soutien, mais d'unités complètes ».

Que l'offensive de propagande du Kremlin soit prise au sérieux à Bonn n'est guère douteux. M. Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, a éprouvé en tout cas le besoin de réagir sans perdre de temps. Dans une déclaration diffusée dimanche, il souligne que le recours aux « menaces » n'améliorera pas le climat pour des négociations sérieuses entre l'Est et l'Ouest. Le ministre estime que, s'il existe un problème, celui-ci résulte de l'absence d'un dialogue déjà l'Union soviétique en matière de fusées à moyenne portée, et non des efforts entrepris par les alliés atlantiques pour combler ce retard. Aussi invite-t-il, une fois de plus, les dirigeants du

Kremlin à suspendre leur production de fusées conçues pour le théâtre européen. Le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Bölling, a fait écho aux thèses du ministre des Affaires étrangères en s'élevant contre les propositions soviétiques. Le chancelier et le ministre seraient d'accord pour ne vouloir rien d'autre que l'équilibre militaire en Europe. Cela n'empêche que les dirigeants du S.P.D. paraissent manifestement assez peu de hâte à voter au secours de M. Genscher contre lequel Moscou concentre son feu.

Si, dans les milieux libéraux, on ne commente cette réserve des alliés sociaux-démocrates qu'à voix basse, la C.D.U. n'observe pas la même discrétion. L'un de ses experts dans le domaine du désarmement a même dénoncé comme un « scandale » le fait que le chancelier Schmidt n'ait pas encore rompu le silence alors que les Soviétiques se font de sembler la division dans les rangs de la coalition socialiste-libérale. Aussi, le sentiment subiste que le Kremlin ne néglige aucun effort pour tirer parti des difficultés auxquelles se heurte M. Schmidt. Celui-ci, en effet, doit manager l'alle gauche S.P.D. qui reste plus sensible aux appels et aux « offres » de Moscou que ne le sont le chancelier lui-même et ses collègues de l'OTAN.

JEAN WETZ.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Méthode TELEC

Lecture Rapide

Amélioration visuelle de lecture et concentration intellectuelle. Stages intensifs (2 jours + 1) : a) mardi 9, 16, 23 Oct. et 29 Nov. ou b) jeudi 5, 12, 19 Nov. et 26 Dec.

Stages prolongés (10 séances de 3h15 hebdom. + 1) : a) jeudi de 9h à 12h15 du 4 Oct. au 13 Dec. et le 29 Avril ou b) mercredi de 9h à 12h15 du 14 Nov. au 30 Janv. (sauf congé scolaire) et le 13 Juin.

Organisation du temps de travail du Personnel Cadre

Application de méthodes pour ALLÉGER LE TRAVAIL, professionnel et personnel. 3 jours : 10 - 11 - 12 OCTOBRE. CALENDRIER ANNUEL SUR DEMANDE.

CPM CENTRE MALESHERBES 105 Bd Malesherbes PARIS 75017 Tel. 766.51.34

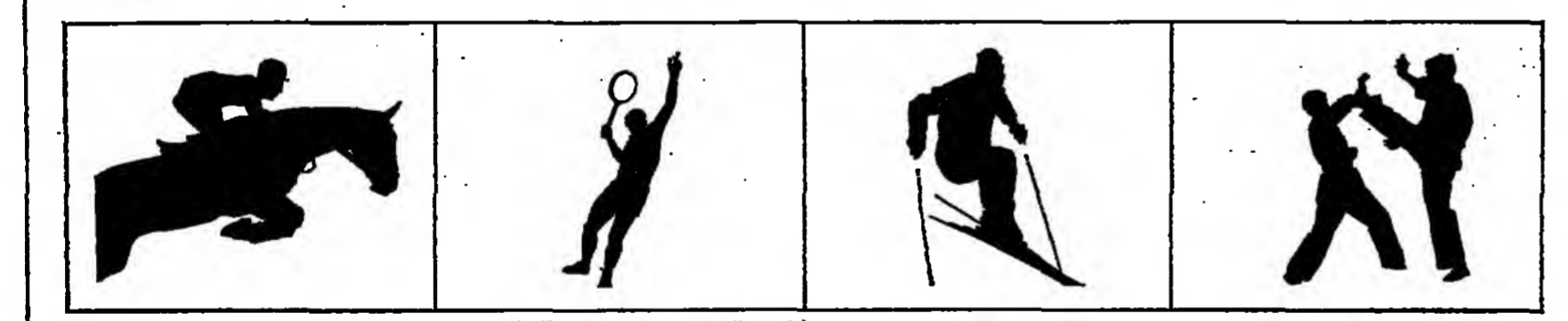
Si vous voulez inviter 2 ou 3 000 amis à prendre un verre, ne vous gênez pas.



Pour recevoir vos invités, qu'ils soient 10 ou 3000, le PLM dispose du plus grand complexe de salles de réception de tous les grands hôtels parisiens.

Quand vous montez à Paris, descendez au PLM Saint Jacques 17, bd Saint-Jacques. Tél. : 589.89.80. Tél. 270.740. PLM

Publicité



Au Forum... Un nouveau Fnac-Sport (à partir du mardi 6 novembre)

Fnac-Sport, lui aussi, s'installe au Forum des Halles

ANCIENNE adresse : boulevard de Sébastopol. Nouvelle adresse : Place basse du Forum des Halles... Fnac-Sport, lui aussi, vient de s'installer au pied de Saint-Eustache. Et avec une surface d'accueil deux fois plus importante que celle qu'il offrait jusqu'alors. Ce qui lui permet d'aborder de nouvelles disciplines. Désormais, en effet, on trouvera à Fnac-Sport tout sur le tennis, le tennis de table, le badminton, le squash, le ski (piste, randonnée, fond), le patinage sur glace, la randonnée (équestre et pédestre), les sports d'équipes (football, rugby, volley, basket), la chasse, le tir (épaule et poing), le ball-trap, l'archerie, les arts martiaux, la danse, le ski nautique, la planche à voile, la plongée, la pêche en mer, l'équipement moto et vélo, l'équipement et les vêtements de sports d'hiver. Avec aussi la cartographie de randonnée.

Bientôt la cartographie de marine. Et (en mars) le vélo de cross. Mais Fnac-Sport tient compte du fait que l'évolution du sport crée une demande toujours accrue de services et de conseils. Le nouveau Fnac-Sport est donc aussi un centre d'information sur la pratique et les techniques du sport. Et dans un contexte de loisirs et de voyages (organisation de stages, raids, croisières et randonnées). On trouve ainsi à Fnac-Sport des interlocuteurs ouverts à tous les dialogues. Des rencontres avec des « pros » et des champions. Une information permanente sur tous les sports (quel équipement ? où pratiquer ? etc.). Des tableaux comparatifs qui, à partir de tests réalisés en laboratoire, permettent à chacun de choisir à coup sûr le matériel le mieux adapté. Un centre spécialisé dans les randonnées et le tourisme sportif.

Des ateliers de montage et de réparation fournissant par ailleurs d'autres points d'échange et de rencontre. Pour l'armurerie, l'archerie, la plongée, le tennis et le tennis de table, le ski de piste et de fond. A noter aussi... Une exposition permanente (la première étant consacrée au ski d'hiver à aujourd'hui). Et une exposition exceptionnelle (réalisée par le Musée du Sport à partir des archives de l'Ina et de la Cinémathèque de Gaumont) et qui, des manuscrits de Pierre de Coubertin aux médailles d'or de Killy, fait revivre 150 ans de sport en images, objets, souvenirs et documents.

Fnac-Sport Niveau Place basse du Forum des Halles Du mardi au samedi, de 10 à 20 heures ; le lundi de 13 à 20 heures.

LE SUICIDE DE ROBERT BOULIN ET SES PROLONGEMENTS

Responsabilités

(Suite de la première page.)

En réduisant le nombre des agents de décision et en les éloignant des citoyens, la centralisation accroît encore le secret. Tous les journalistes savent combien il leur est difficile d'être exactement informés. Bouches closes ou portes fermées. On a même vu un ministre refuser de communiquer des informations les plus officielles ou les réserver à ses fidèles. Qu'on ne s'étonne pas que, las ou inquiets de ne pas être entendus, des informateurs jettent parfois des documents dans la boîte aux lettres des journaux.

La stabilité, condition nécessaire mais non suffisante de l'efficacité, aggrave l'usage du pouvoir et fait vivre ses responsables comme en vase clos dans un univers irréel. Rêves et illusions.

Enfin, la personnalisation excessive du pouvoir rend intouchable celui qui l'exerce et, fussent-ils compétents et consciencieux, fait trop souvent de ceux qui le servent des courtisans.

Mais l'argument, parfois avancé, selon lequel la démocratie et la société française sont trop fragiles pour être exposées aux grands vents de la liberté de la presse, ou même à ses excès, est fallacieux. La réalité est rigoureusement inverse. La démocratie est fragile parce qu'elle est la seule à ne pas être la proie de la tyrannie. La société française est fragile parce qu'elle refuse les vérités qui blessent ou tout simplement qui gênent. En temps de guerre, étrangère ou coloniale, le bourgeois de crête a atteint chez nous un degré qui a toujours séduit les Anglo-Saxons. Et en temps de paix ?

Alors qu'il n'était que ministre des finances, M. Giscard d'Estaing avait défini la presse comme un anti-pouvoir nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie. La tension entre le groupe qui gouverne et le groupe qui informe est donc inévitable, mais utile.

Devenu chef de l'Etat, M. Giscard d'Estaing est naturellement plus soucieux des règles et des limites de ce pouvoir-là. « Ne pas atteindre un homme dans sa dignité, dans sa famille, dans sa vie privée (2). »

La vie privée d'un homme ne peut être complètement dissociée de sa vie publique. Les historiens en témoignent. Le pouvoir expose à des facilités, à des tentations. Ni l'hérédité ni l'élection ne font d'un homme un saint ou un héros. Pourquoi donc les Américains exigent-ils qu'un président, qui dispose nécessairement d'informations secrètes, ne fasse aucune opération en Bourse pendant la durée de son mandat ?

En revanche, sauf preuves ou présomptions graves, un homme public ne doit pas être atteint dans sa famille, et ce fut une erreur de l'avoir fait, ici même, dans l'affaire des diamants.

Mais cette affaire n'aurait jamais eu autant d'écho en France et à l'étranger si elle ne s'était inscrite en une longue série d'épisodes peu glorieux ou même scandaleux qui, pour ne pas remonter plus haut, vont de la commande du sacre au démantèlement de dossiers, en passant par le massacre des enfants. Personne ne peut sou-

tenir qu'en ces circonstances la dignité a toujours été sauve.

A cette occasion, un ministre avait parlé, il y a trois semaines, d'un « complot » entre des journaux et le parti socialiste. Ce n'était pas seulement faux, c'était absurde.

Si tel était le but de ce complot imaginaire, conduire le président de la République à se remettre en cause ne serait-ce pas, dans l'état actuel de la gauche (et de la majorité), lui assurer une réélection plus nette que son élection de 1974 ?

Dans l'affaire de Ramatuelle, il a parlé d'une « campagne » de « déniement ». Si les mots ont encore un sens, aucun de ceux-là ne s'applique à cette affaire-là.

Falloit-il ne publier que les explications livrées de son propre chef aux journalistes par l'ancien ministre soucieux de se justifier et ne pas les compléter par d'autres informations puisées ou vérifiées à l'aveugle, alors que de tous côtés ?

Falloit-il ne rien écrire avant que l'instruction soit achevée alors que de tous côtés et pour toutes les affaires importantes ou significatives les journaux ont procédé à leurs propres enquêtes et que plus d'une fois des ministres eux-mêmes ont dit leur mot ?

Faut-il aujourd'hui, alors que tous les témoignages confirment la bonne santé psychique de l'ancien ministre, ne tenir aucun compte de sa longue lettre, qui, elle, affecte la majorité ?

Deux reproches peuvent être adressés aux journaux, plus nombreux qu'on veut bien le dire, qui ont fait leur métier en procédant à une enquête parallèle ; ils n'ont pu déceler, faute de temps ou de certitudes, la dimension politique de l'affaire, bien dissimulée, il est vrai, jusqu'au dénouement et révélée par la lettre de l'ancien ministre ; ils n'ont pu ou voulu, en dépit de rumeurs, connaître le drame humain, et d'autant moins perceptible qu'il n'y a jamais eu de « campagne harcèlement ». C'est la seule part de responsabilité de la presse, la nôtre.

Le pouvoir, on peut en être assuré, ne reconnaît pas la sienne, en dépit de la lettre de l'ancien ministre. Pourtant, si le drame final doit faire réfléchir la presse sur ses devoirs et ses droits et les limites de sa liberté, il devrait conduire le pouvoir à méditer sur ses faiblesses, ses déviations et les limites du secret de l'information.

L'Amérique est assez souvent donnée en exemple, notamment à la presse, pour qu'on retienne celui qu'elle donne lorsqu'elle condamne les comportements ambigus des hommes politiques et recherche la transparence de l'Etat. En démocratie, ce dernier n'est pas sa propre finalité. Et le silence a trop souvent été exigé de la presse et même du Parlement au nom de la raison d'Etat, alors qu'elle ne servait qu'à couvrir des erreurs et des fautes. Longtemps après, l'histoire en témoigne.

Ce n'est pas la presse qui est désormais interpellée par l'événement ; c'est le pouvoir, et c'est l'Etat.

J. F.

Une habitante de Dunkerque revendique la propriété des terrains de Ramatuelle depuis 1964

Déjà passablement embrouillée, l'affaire des terrains de Ramatuelle (Var), connaît un nouveau rebondissement. On a en effet appris à la fin de la semaine dernière que, le 31 octobre dernier, une habitante de Dunkerque (Nord), Mme Rolande Rachez-Stromberg, avait déposé une plainte auprès du procureur général de Douai. Elle estime en effet être — par héritage de sa mère — la seule propriétaire des terrains ayant fait l'objet, depuis 1973, d'une série de transactions dont l'enchaînement continue de poser de nombreuses questions.

Mme Suzanne Rachez, mère de la plaignante, avait, selon cette dernière, fait la connaissance de M. Henri Tournet, directeur des terrains, en 1963. Elle était alors P.-D.G. du casino de Saint-Amand-les-Bains (Nord), au conseil d'administration duquel M. Tournet devait figurer de 1964 à 1968. Mme Rolande Rachez-Stromberg affirme que sa mère avait chargé, en janvier 1964, M. Tournet d'acheter par procuration, des terrains à Ramatuelle et à Tibba. Il repart à cette fin successivement deux chèques, l'un de 150 000 francs, l'autre de 750 000 francs avec mission de faire établir les actes devant un notaire de la région.

Or il semble que Mme Rachez ne soit jamais entrée en possession de ses titres de propriété. Pourtant, dit aujourd'hui sa fille, « en 1964, ma mère ne chargea de lui rendre compte de la situation des placements qu'elle avait faits, et, en compagnie de Henri Tournet, je me rendis sur les lieux où, je dois le reconnaître, j'ai vu M. Tournet. Je l'ai revu en 1965 ». Huit ans plus tard, à la mort de Mme Rachez, les terrains furent recherchés en vain. Mais il faudra encore attendre près de sept ans avant que son héritière ne prenne connaissance, le 31 octobre dernier, par la presse, de l'affaire de Ramatuelle et qu'elle porte plainte.

Mme Rachez-Stromberg a été entendue, samedi 3 novembre, pendant cinq heures, par des fonctionnaires du service régional de police judiciaire de Lille à qui elle a remis des documents appuyant ses déclarations.

Fort discrets depuis le début de l'affaire, deux des acquéreurs normands des terrains — en janvier et septembre 1973 — M.M. Maurice et Auguste Coustin, ont été entendus, dimanche 4 octobre, par des fonctionnaires de l'Agence France-Presses, et la revue de presse a été faite par M. Tournet, qui a écrit au ministre de l'Intérieur, le 11 octobre, que l'achat de ces

terrains par les Normands puis leur revente l'année suivante « à un prix minoré » à la société suisse Holitour « recouvrait une tentative de fraude fiscale ». Les frères Coustin rétorquent : « Pour nous l'affaire était d'une indiscutable clarté. Nous avons acheté un terrain par actes authentiques en 1973, nous l'avons entièrement payé. »

Au sujet de la non-transcription de leur acquisition au registre des hypothèques, les frères Coustin déclarent qu'ils n'ont jamais pu l'obtenir, car leur « vendeur », Tournet, a refusé de leur remettre le titre. Tournet est le principal, sinon le seul, actionnaire, qui en a rendu une partie en 1976 à M. Boulin. « Nous n'avons jamais rencontré M. Boulin, nous n'avons jamais traité avec lui, affirmant encore les frères Coustin. S'il a acquis un terrain d'une société qui n'avait aucune qualité pour le vendre, sa propre acquisition étant entachée de nullité, nous y sommes totalement étrangers. Les « combines » et « escroqueries », c'est nous qui en sommes les premières et principales victimes. »

M. Henri Tournet a également réagi aux termes de la lettre de Robert Boulin, estimant qu'on veut faire de lui « un bouc émissaire malhonnête et un instigateur d'une opération politique ». Il affirme que sa dernière lettre à M. Boulin, en date du 26 juillet 1979, n'est pas celle d'un « escroc paranoïaque, mythomane, pervers, maître chanteur », mais « celle d'un ami et d'un autre ami ». M. Tournet, alors détenteur après son inculpation de faux en écritures publiques, sollicitant le témoignage de M. Boulin en sa faveur, « Robert Boulin n'a même pas accusé réception, dit M. Tournet, et a ensuite menti constamment et publiquement. J'en ai les preuves écrites. »

Notons enfin que la société Holitour — qui a acheté les terrains contestés en avril 1974 — a été créée à Genève en octobre 1968 et que le nom de Henri Tournet apparaît pour la première fois le 3 mai 1969 parmi ses administrateurs. Il est démissionnaire en novembre 1971, tout en possédant quatre cent quatre-vingt-dix-huit des cinq cents actions composant le capital. Le plus surprenant est que le registre du commerce de Genève ne contient aucune indication sur la vie de Holitour entre 1971 et 1977. Or l'achat par cette société des terrains de Ramatuelle a eu lieu en avril 1974 et la revente d'une partie d'entre eux à M. Boulin en juillet de la même année.

Le R.P.R. se défend d'être à l'origine des fuites de l'instruction

(Suite de la première page.)

C'est là qu'apparaît la thèse du complot. Ou plutôt des complots. Le ministre du travail a-t-il été victime d'une opération visant à le discréditer afin de lui ôter toute chance d'être un jour chef du gouvernement ? Ses amis R.P.R. s'appellent-ils le « lâcher » ? Paul-Henri Tournaud, un des événements un nouvel épisode de la lutte entre giscardiens et gaullistes ? L'objectif étant d'atteindre le président de la République soit directement, par les révélations sur les cadeaux de Bokassa, soit indirectement, par les « fuites » d'éléments du dossier de Ramatuelle ? Alors, bien sûr, rassembler les noms de ceux à qui, traditionnellement et périodiquement, on prête des rôles d'émancipés grises ou de tireurs de la V République, qu'il s'agisse de M. Jacques Foccart pour ce qui concerne les événements de Bangui, ou de Mme Marie-France Gaspard ou de M. Pierre Juillet, à propos des intrigues prêtées au R.P.R. Tout cela est complexe, confus, alambiqué et contradictoire, mais il n'en demeure pas moins qu'un mécanisme s'est mis en mouvement dont il est bien difficile de dire quand il s'arrêtera.

Retraite à Chamonix

En fin de journée, dimanche, on faisait état d'une convocation extraordinaire des dirigeants du R.P.R., démentant cette rumeur, ont fait savoir que la réunion prévue lundi matin rue de Valenciennes n'aurait pas lieu. Les dirigeants du R.P.R. ont décidé de passer la semaine à Chamonix, qu'il était impossible de laisser sans réponse les accusations tendant à faire porter au R.P.R. la responsabilité d'insinuations ayant visé Robert Boulin, et une action en diffamation était annoncée contre Philippe Alexandre, journaliste à R.T.I. Reste le mystère.

L'Élysée avait annoncé, vendredi, lors de la réunion d'information destinée à présenter l'emploi du temps du chef de l'Etat, que celui-ci consacrerait quarante-huit heures, lundi et mardi, à une réflexion approfondie sur les questions européennes et de défense. Ce qui ne fut pas précisé, c'était que M. Giscard d'Estaing irait se livrer à cette « réflexion » en Auvergne, dans son château de Chamonix.

Le parallèle vient aussitôt à l'esprit entre cette retraite et celle du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises en mai 1968 ; entre ce retour à l'Auvergne et le voyage du même général à la fin de l'année 1967, à l'occasion de la visite de l'Etat à l'annexion de Chamallières (Puy-de-Dôme), sa candidature à la succession de Georges Pompidou.

Ainsi les spéculations suscitées par l'affaire Boulin vont-elles bien au-delà du remanement ministériel rendu nécessaire par le décès du ministre du Travail. L'interrogation, lundi matin, ne portait plus sur la question de savoir si le remanement serait limité ou élargi, ou même si l'on pourrait s'agir d'un changement de gouvernement. On était passé au degré supérieur : qu'allait faire le président de la République lui-même ?

On ne peut que demander à M. Giscard d'Estaing ne récupérerait-il pas à son bénéfice l'ébranlement ainsi créé. Se demandant le temps de la réflexion en s'élevant au-dessus des misères, pourquoi d'ailleurs ne saisisait-il pas l'occasion de « faire justice » à la fois des accusations

dont il est la cible et du discrédit qui touche aujourd'hui le régime dont il est le premier magistrat ? Cela, en provoquant une élection présidentielle anticipée. Après tout, son porte-parole n'avait-il pas prononcé le mercredi 17 octobre, au sujet de l'affaire des diamants, cette phrase sibylline : « Le président de la République fera justice de ce sujet le moment venu et dans des conditions qui répondent à la confiance que lui font les Français. » Après tout, le chef de l'Etat ne prendrait-il pas aussi de court les socialistes qui n'ont pas encore choisi leur candidat. Bref, ne serait-il pas réélu à coup sûr en se dégageant à temps de l'embourgeoisement qui menace le politique ?

Spéculations ? Sans doute. Il n'est pas tout à fait dans le marbre du chef de l'Etat d'agir ainsi hors de ce qu'il a méticuleusement prévu et calculé. M. Giscard d'Estaing s'est aussi toujours montré orthodoxe en matière de durée des mandats (en 1976, il avait refusé la dissolution de l'Assemblée nationale que lui avait proposée M. Jacques Chirac) et, pour tout dire, s'il aime surprendre son monde, il n'en est pas pour autant un partisan de l'improvisation. Or une campagne présidentielle serait aujourd'hui nécessairement improvisée, même si la sienne est déjà largement amorcée.

Spéculations, certes. Mais significatives d'un régime et révélatrices d'une crise : sans cette République, l'Etat personneliste et la concentration de l'autorité font qu'une absence inattendue à l'Élysée devient un passage de coup de théâtre, même si le chef de l'Etat a seulement ressenti le besoin d'un peu d'air pur.

Il doit bien y avoir quelque chose de cassé quelque part, si l'on en juge par la succession d'impulsions, de fausses manœuvres, d'erreurs d'appréhension à laquelle on assiste depuis quelques semaines, à l'ion en juge par la désorganisation qui atteint même la pratique institutionnelle et par l'évanescence, qui en définitive, semble être en ce moment la principale caractéristique du pouvoir.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

UNE MISE AU POINT DE M. MAURICE PLANTIER

Dans une mise au point, M. Maurice Plantier a indiqué, lundi matin à novembre, n'avoir fait aucune déclaration à la suite de la tragique disparition de Robert Boulin, autre que son communiqué du mardi 30 octobre par lequel il rendait hommage à la mémoire de son ancien compagnon de résistance. Le secrétaire d'Etat estime contraire à tout dignité de se prêter à quelconque commentaire public que ce soit et il « dément formellement nourrir personnellement une suspicion quelconque à l'égard de la majorité et, notamment, du R.P.R. auquel il appartient », a ajouté son service de presse.

(Lire page 10 les mises en cause du R.P.R.)

● M. Gérard César (app. R.P.R.), député de la Gironde, ancien suppléant de l'ancien ministre du travail et de la participation, a annoncé, vendredi 2 novembre, la création à Lézignan, en collaboration avec la municipalité d'une association des amis de Robert Boulin.

Nous avons une liaison directe avec toutes les grandes villes de Province : via Orly Ouest.

ORLY

Le bus pour Orly s'arrête devant le P.L.M. Et si vous venez en voiture, nous pouvons l'accueillir sans problème.

Quand vous montez à Paris, descendez au PLM Saint Jacques

17, bd Saint-Jacques. Tél : 589.89.80. Telex 270.740. **PLM**

ECOLE D'INTERPRETES DE ZURICH DOZ

ECOLE PROFESSIONNELLE SUPERIEURE, RECONNUE ET SUBVENTIONNEE PAR L'ETAT

SCHUECHZSTR. 68, 8006 ZURICH, TEL. 01/28 81 58

Traducteurs et interprètes de conférence

La formation menant à ces deux professions comprend un programme d'études complètes de niveau universitaire (durée : 3 ans). Conditions d'admission : Maturité baccalauréat ; à défaut, un cours spécial d'un an prépare à l'examen d'admission.

Le corps enseignant compte 50 professeurs de 12 nationalités différentes. 280 étudiants dans deux sections principales, 80 élèves au cours préparatoire (le jour ou le soir). Les épreuves du Diplôme sont placées sous l'autorité du Département de l'Instruction publique du Canton de Zurich.

Début des cours : mars et octobre.

Si vous n'êtes pas superstitieux, nous vous offrons votre 13^{ème} nuit chez nous.

Pour douze nuits passées dans un PLM, nous vous offrons la treizième. Quant à nos prix, ce sont les plus séduisants de Paris.

Quand vous montez à Paris, descendez au PLM Saint Jacques

17, bd Saint-Jacques. Tél : 589.89.80. Telex 270.740. **PLM**

Les débilites mentales

sous la direction de RENÉ ZAZO

Un ouvrage qui bouscule les idées reçues, éclairant d'un jour nouveau ce qu'on appelle jusqu'à nouvel ordre la débilité. 3^e édition, très largement refondue, tenant compte des recherches menées à l'Hôpital Henri Rousselle, et de champs d'investigation à l'échelle internationale.

ARMAND COLIN

مكتبة الامم المتحدة

Le MAN se prononce pour l'amélioration de la loi sur l'interruption de grossesse

De notre correspondant

Orléans. — Lors de son sixième congrès, tenu du 1^{er} au 4 novembre à Orléans, en présence d'une centaine de députés, le Mouvement pour une alternative non violente (MAN) s'est prononcé « pour une juste reconnaissance » de l'interruption volontaire de grossesse. Cette position « constitue une réponse sociale, mais non philosophique ou religieuse à la question », a précisé M. Jean-Marie Muller, l'un des animateurs du MAN.

« Nous refusons la banalisation de l'avortement comme nous refusons sa criminalisation », affirme la motion adoptée par le congrès. Le refus de toute reconnaissance légale, en contraignant une femme à interrompre une grossesse dans la clandestinité, aboutit à une situation de violence, à laquelle nous ne saurions nous résigner sous couvert de la morale ou de l'intérêt social. La MAN demande la reconnaissance de la loi Veil, avec deux améliorations : la suppression des conditions imposées aux mineures et aux femmes étrangères, et la création

effective de centres d'orthogénie, permettant une information sur la contraception et la sexualité, ce qui reviendrait à abroger, de fait, la loi de 1969.

Le mouvement a également fait le point sur les actions dans lesquelles il est engagé : la lutte contre le nucléaire, contre l'apartheid en Afrique du Sud, et contre la « militarisation de la société ». L'écho recueilli auprès des parlementaires, dans la campagne que le MAN mène pour une modification du statut des objecteurs de conscience, est jugé positif, non seulement à gauche, mais aussi à droite, et en particulier au C.D.S. Toutefois, M. Muller a regretté « un certain consensus » à gauche pour la course aux armements. Il a présenté, d'autre part, M. Roger Geraudy comme un « compagnon de route », sans se prononcer sur un éventuel soutien du mouvement à sa candidature à l'élection présidentielle.

R. G.

Trois personnes se plaignent d'avoir subi des violences au commissariat de Strasbourg

Une bavure dans une « ville policière » ?

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Tout commence le jeudi 18 octobre dans la soirée. Un restaurant, La Baleine, au 4, rue Sainte-Catherine, dans le vieux quartier de la Krutenau, qui abrite aujourd'hui un grand nombre de travailleurs immigrés. Des policiers en civil — ils diront plus tard avoir agi « sur renseignements » — surveillent l'établissement. Une automobile avec quatre passagers à bord s'arrête. En descendant deux hommes, mais les deux autres (ont-ils flairé quelque chose ?) démarrent en trombe. M. Abdelouahab Benachar, Algérien, vingt-sept ans, et M. Larbi Ben Labidi, un Tunisien, n'ont pas fait trois pas vers La Baleine qu'ils sont interpellés. Dans la salle, derrière la vitre, M. Mohammed Chakour, Marocain, trente ans, qui a vu la scène, tourne les talons et grimpe l'escalier menant vers les toilettes. Il n'aura pas le temps de s'y enfermer : un inspecteur lui met la main au collet et le conduit dehors.

Les trois hommes sont emmenés au commissariat central, rue de la Nuée-Bleue. Là, on va leur présenter une enveloppe contenant 35 grammes d'héroïne, en priant son propriétaire de se faire connaître. Les trois Maghrébins nient avoir jamais transporté quelque drogue que ce soit. Et, d'ailleurs, cette enveloppe n'a pas été trouvée sur l'un d'entre eux, mais, à en

croire les policiers, « à côté s'est arrêtée la voiture ».

On transfère les trois hommes au siège de la police judiciaire, cité administrative, où ils sont immédiatement séparés et isolés. Et leur interrogatoire commence, qui va continuer jusqu'à 2 heures du matin, comme les mauvais traitements que des inspecteurs, se relayant sans cesse, vont leur faire subir.

En se constituant partie civile après leur garde à vue, M. Benachar, qui a choisi M^{re} Six pour avocat, et M. Chakour, qu'assiste M^{re} Joseph Renemann, font état des sévices qu'ils ont endurés. Après avoir été dépouillé de tous ses vêtements, M. Mohammed Chakour est enchaîné par les poignets, à l'aide de menottes, à une colonne de chauffage central, puis battu méthodiquement, notamment dans la région des organes génitaux. Souffrant chroniquement de troubles pulmonaires, il étouffe sous les coups, et lorsqu'il réclamera un verre d'eau on le lui jettera au visage. À bout de souffle, il tombe à quatre pattes, toujours enchaîné

à la tuyauterie. L'un des policiers lui marche à plusieurs reprises sur les doigts, peu avant qu'on ne lui introduise dans l'anus un bâton ou une matraque. M. Benachar se plaindra, lui aussi, d'avoir été brutalisé tout au long de la nuit. Seul, M. Larbi Ben Labidi ne fera état d'aucun mauvais traitement. Sous les coups, les trois Maghrébins auraient probablement avoué avoir transporté de la drogue ; et l'un d'eux aurait dit connaître un trafiquant, un Turc, un certain « Mustapha ». Le lendemain, 19 octobre, M. Mustapha Arkligil, un étudiant en sociologie de nationalité turque, boit un verre avec des amis à la cafétéria de la place de l'Université lorsqu'il est appréhendé. Conduit à la P.J., et bien que niant farouchement être pour quelque chose dans cette affaire — des dizaines de ses compatriotes se prénoient comme lui, — il va subir à son tour des brutalités tout au long d'un interrogatoire qui débutera vers 14 h. 30 pour s'achever le 20, aux environs de 4 heures.

Avec l'Assemblée européenne

A son tour, M. Arkligil se constituera partie civile, choisissant M^{re} Vialle pour défenseur. Durant leur séjour au commissariat, deux médecins, Mme Chantal Bricks et M. Pelascini, ont examiné les plaignants et conclu que « leur état de santé est compatible avec une prolongation de la garde à vue ». Toutefois, peu satisfait par un diagnostic qu'ils jugent sommaire et hâtif (les patients auraient été examinés au travers de leurs vêtements, en quelques courtes minutes), les avocats demanderont plus tard une contre-expertise, qui sera faite par le professeur Mehl. Le pro-

tiocien constatera sur le corps des plaignants de nombreux hématomes et ecchymoses. Présentés à Mme Christine Jamain, juge d'instruction de permanence, le samedi 20, les quatre hommes sont incriminés d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Le dossier est ensuite transmis à M. Marc Samson.

Le mercredi 31 octobre, les trois hommes qui ont subi des sévices sont vintés à identifier les policiers — il y en a près de trente dans la salle — qu'ils accusent de brutalités. Les inspecteurs, tantôt

ricanants, tantôt menaçants, rendent la séance si peu compatible avec la gravité des circonstances que l'un des avocats, M^{re} Vialle, va demander au procureur de venir en personne y assister. Finalement, c'est le procureur adjoint qui viendra remettre les choses en ordre. Confrontés séparément avec leurs tortionnaires, chacun des trois plaignants reconnaîtra formellement les sept mêmes policiers : un commissaire principal, un commissaire et cinq inspecteurs.

Les choses en sont là. Une confrontation est prévue pour le vendredi 9 novembre entre les quatre prévenus, dont la mise en liberté provisoire a été refusée, le juge estimant qu'ils n'ont pas de garanties de représentation suffisantes, ce à quoi leurs défenseurs rétorquent que tous sont des salariés ayant un domicile fixe, et rappellent que, de surcroît, rien de ce qui constitue l'inculpation, c'est-à-dire de la drogue, n'a été trouvé sur eux.

Une information a été ouverte par le parquet de Strasbourg, et le dossier transmis au parquet général de Colmar. Reste encore à la chambre criminelle de la Cour de cassation à désigner un magistrat instructeur. L'émotion se fait vive dans la population strasbourgeoise. « Dégoûtée », « abject », « immonde », « pire que les méthodes de la Gestapo », c'est de la sorte qu'on qualifie les façons de procéder de certains policiers dans cette affaire. L'émotion, mais peut-être pas vraiment la surprise : « Depuis que l'Assemblée européenne est en place, nous confie un Strasbourgeois, notre ville est devenue une ville policière, avec rondes, patrouilles, filles en civil partout et jour et nuit... Alors, vous comprenez, à Strasbourg, les bavures... »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e



DIRECTEUR COMMERCIAL

220.000 F

Une société française fabriquant et commercialisant des biens d'équipement faisant appel à une technologie avancée dans le domaine électrique et électronique recherche un Directeur Commercial pour son siège à Paris. Rendant compte au Directeur Général, il devra définir la stratégie marketing de la société en l'adaptant à la recherche de marchés pour des produits nouveaux sophistiqués et performants et en développant la vente des produits existants sur les marchés existants. Il aura également à réorganiser et à dynamiser une équipe commerciale d'une cinquantaine de personnes. Ce poste s'adresse à un candidat de premier plan diplômé d'une grande école d'ingénieur (de préférence d'électricité ou d'électronique) et âgé d'au moins 35 ans. Il devra justifier d'une expérience réussie de la fonction commerciale acquise à un poste d'encadrement au sein d'une société d'équipements industriels évolués (machines-outils, matériel informatique...). Une parfaite maîtrise du développement des ventes de petites séries, une solide approche marketing du positionnement des produits industriels ainsi que la pratique courante de l'anglais sont exigées. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 220.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris.

Réf. A/2858M

DIRECTEUR DES VENTES

180.000 F

Strasbourg. — Une société internationale de grande notoriété, leader de son marché sur le plan européen, recherche, pour sa filiale française (150 millions de francs de chiffre d'affaires), un Directeur des Ventes. Rendant compte au Directeur Général, il sera responsable sur le plan national des ventes d'articles de marque auprès de la clientèle détail. Il dirigera et motivera une équipe de 5 Chefs de Vente qui assureront un important réseau de représentants exclusifs. À l'intérieur de l'entreprise, il coordonnera son action avec le service d'administration commerciale et, au niveau du groupe, il participera aux travaux de la cellule Marketing Europe. Le candidat qui sera recruté est âgé de plus de 30 ans et a un excellent niveau de formation générale (commerciale et de gestion). L'expérience de la vente et de l'animation des ventes acquise dans le secteur des produits de consommation (non-alimentaire) de qualité et distribués en circuit traditionnel est indispensable. La connaissance de l'allemand peut contribuer à la réussite dans la fonction et à la progression ultérieure. Le poste est basé à proximité immédiate de Strasbourg et une disponibilité importante pour les déplacements est nécessaire (voiture de fonction fournie). Le niveau de rémunération offert ne sera pas inférieur à 180.000 francs annuels pour un candidat répondant aux critères définis. Ecrire à R. SPIELER à Strasbourg.

Réf. A/6021M

DIRECTEUR D'USINE

180.000 F

Une entreprise, leader sur ses marchés, fabriquant et commercialisant des outils compacts et autres outils spéciaux ou de petite série, recherche le Directeur de son unité de production. Rendant compte au Directeur Général, dans le cadre d'une large autonomie de gestion, en étroite liaison avec la direction commerciale et à la direction administrative et financière, il sera responsable de la gestion d'une unité de production employant plus de 100 personnes. Dans un premier temps, il devra notamment assurer la mise en place d'un système d'ordonnancement/lancement susceptible d'améliorer les délais compte tenu des besoins du client. Il aura en outre le souci constant d'une meilleure productivité. Ce poste doit motiver un praticien de la gestion de la production doté de solides qualités de meneur d'hommes. Agé de 35 ans, il devra se référer à une expérience réussie de gestion et d'animation des hommes dans une entreprise mécanique ayant au moins une taille comparable. Une formation technique supérieure et une bonne pratique de la langue allemande seront des atouts importants. De réelles perspectives d'avenir seront offertes. Le poste est situé dans la région Rhône-Alpes. Ecrire à H. ZEBROWSKI à Lyon.

Réf. A/3506M

GESTION DE PRODUCTION INFORMATISÉE

PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS est un des premiers groupes multinationaux de Consultants de Direction (1.000 Consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la Gestion des entreprises. PA en France — 100 Consultants opérant également de façon très diversifiée — cherche pour faire face à son expansion, plusieurs consultants pour concevoir et adapter des systèmes de Gestion de Production sur ordinateur, assurer leur mise en place, ainsi que la formation des utilisateurs. Une réelle expérience de la Production liée à de bonnes notions de l'informatique est indispensable. Une formation complémentaire sera assurée, anglais souhaités. Ecrire à J. WAUQUIER à Paris.

Réf. A/062PM

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cédex 16 - Tél. 605-14-30

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 62-90-63

3, quai Kléber, 67055 STRASBOURG - Cédex - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Stockholm - Strasbourg - Zurich

MEMBRE DU SERVICE

Dans la banlieue lilloise

SUICIDE D'UN CHOMEUR

M. Gaston Bourgois, âgé de cinquante-quatre ans, marié, père de quatre enfants, a mis fin à ses jours en s'immolant par le feu samedi 3 novembre à Roubaix, dans la banlieue lilloise. Il se trouvait seul, dans la matinée, quand il aperçut ses vêtements d'essence, les enflamma dans sa chambre située au premier étage avant de se jeter dans le jardinier de la maison.

Transporté très vite par le SAMU au C.H.R. de Lille, il devait succomber peu après des suites de ses brûlures. M. Bourgois était depuis six mois sans emploi. Il avait été licencié d'une petite entreprise de la commune. Il était dans un état dépressif et très affecté de ne pas retrouver du travail après de très nombreuses démarches. Selon un de ses voisins, il lui aurait dit, la veille du drame : « Je ne suis plus bon à rien... » (Corresp.)

LENTILLES DE CONTACT

Souples • Ultra-minces
BAUSCH et LOMB
Premier fabricant américain.
Douceur exceptionnelle.
Adaptation par spécialistes.

796 F jusqu'au 30 NOV.
Laboratoires OPTIS
21, avenue de Friedland (9^e).
Tél. : 563-35-99

Nouvelles brèves

● **Drame de la dépression à Nemours : trois morts.** On a découvert, au cours d'une perquisition, trois corps, tous par balles de pistolet 22 long rifle, les trois membres d'une même famille de Nemours, à leur domicile, 4 rue Victor-Hugo. Il s'agit de M. Alain-Augustin Meyer, 42 ans, mécanicien, de son épouse, Minnie, âgée de vingt-huit ans, et de leur fille, Estelle, dix ans. Une lettre trouvée dans la pièce et signée Alain-Augustin explique les circonstances de ce qui paraît être un drame brutal de la dépression. M. Augrain explique qu'il a abattu sa femme puis sa fille et s'est donné la mort ; il avait des soucis d'ordre financier qu'il n'avait pas pu supporter, semble-t-il.

● **Un violent tremblement de terre**, de magnitude 6,4, a été ressenti le 3 novembre, dans l'ouest de l'île indonésienne de Java. Il y aurait une vingtaine de morts et plus d'une centaine de blessés. Dans la petite ville de Garut (située à 150 kilomètres au sud-est de Djakarta) et dans les villages des environs, mille sept cents maisons au moins auraient été détruites. — (A.P., U.P.I.)

SCRABBLE

● **Les championnats du monde francophone de scrabble.** — Le Français Benjamin Hannun est champion du monde francophone de scrabble. Les autres vainqueurs sont : 2. Labbé ; 3. Delac ; 4. Lahmi ; 5. Saintjean ; 6. Duval (Belgique) ; 7. Piat ; 8. Reidel ; 9. Lavigne (Bel.) ; 10. Vieux. Les championnats se sont déroulés à Vichy du 1^{er} au 4 novembre.

Le Monde

Numéro de novembre

LE MAGHREB LA POPULATION DANS LE MONDE

Le numéro : 3,50 F
Abonnement un an (10 numéros) : 35 F

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection

hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

JUSTICE

A SON CONGRÈS DE TOULOUSE

Le Syndicat des avocats de France s'inquiète de l'évolution de la justice pénale

Toulouse. — Le sixième congrès du Syndicat des avocats de France (SAF) s'est achevé dimanche 4 novembre à Toulouse, après quatre jours de débats. Les cent vingt participants, représentant une trentaine de barreaux, s'occupaient de l'évolution de la justice pénale et de la prochaine réforme du code de 1810, qui élargit de manière préoccupante le pouvoir des magistrats. Cette réforme, estime le SAF, accentue le contrôle de la société sur les individus.

Les trente-trois membres du nouveau conseil syndical, élus au terme du congrès, se réuniront le 17 novembre pour élire le bureau et le nouveau président, en remplacement de M^{re} Claude Michel, dont le mandat arrive à expiration. Sans préjuger de ce vote, la composition du nouveau conseil semble refléter l'échec de ceux qui veulent éviter l'accès à la présidence d'un communiste. Les participants ont reporté au prochain congrès l'examen d'une réforme des statuts qui aurait permis le renouvellement, au-delà de trois ans, du mandat des membres du conseil syndical (« Le Monde » du 3 novembre).

De notre envoyé spécial

L'avant-projet de réforme du code pénal dont s'empare le SAF est encore en discussion. Il y a peu de chances, cependant, que les grandes lignes soient modifiées, car les réformes qu'il suggère sont déjà entrées dans les faits. Sous l'Ancien Régime, le juge pouvait prononcer n'importe quelle peine, pourvu qu'elle fût partie des sanctions en vigueur dans le royaume de France. On était en plein arbitraire. La Révolution tomba dans l'excès inverse : à chaque infraction correspondait une peine fixe. Cette individualisation de la peine était un progrès. Mais elle ne permettait pas au juge d'apprécier les circonstances particulières du délit.

Le régime en vigueur aujourd'hui date du code pénal de 1810. Celui-ci prévoit pour chaque infraction une peine maximum et une peine minimum qui laissent une grande liberté d'appréciation aux juges. Par le jeu des circonstances atténuantes, celui-ci peut même descendre au-dessous du seuil minimum. Sa liberté de choix est totale, sauf en matière criminelle où il existe une sanction minimum qui varie selon la peine encourue.

On ne considère plus le délinquant comme un coupable au sens traditionnel du terme, mais comme un inadapté, à expliquer. M^{re} Odile Dhavernas, du barreau de Paris, la vingt-troisième chambre correctionnelle condamnant l'une des manifestantes du 23 mars, après Latham, à six mois d'emprisonnement avec sursis, assortis de l'obligation de se soumettre à un traitement psychiatrique. Bien que la cour d'appel n'ait pas suivi le tribunal (le Monde du 3 novembre), le prix de ce verdict, relativement clément si on le compare aux autres condamnations qui ont suivi le 23 mars, paraît très lourd.

Ce grignotage insidieux des libertés met dans une situation embarrassante les avocats qui, dans l'intérêt de leurs clients, plaident les circonstances atténuantes, le passé familial ou l'irresponsabilité. Ce faisant, ils accélèrent l'évolution du droit pénal que, par ailleurs, ils condamnent. Cette contradiction, relevée par M^{re} Blanche Grumbach, du barreau de Versailles, est restée sans réponse.

Tout se tient. La tentative d'assassiner le délinquant à un mineur pénal et le souci de faire de l'avocat un « auxiliaire des affaires », au détriment de la défense individuelle. En même temps qu'elle unifiait les professions d'avocat et d'avoué, la loi du 31 décembre 1971 a prévu la fusion dans les cinq ans de ces deux professions avec celle de conseils juridiques qui existent sous forme de sociétés commerciales. Cette réforme a été mise sous le boisseau parce qu'aucune des parties n'en veut. Mais le souci de voir les avocats améliorer les connaissances juridiques et techniques, pour pouvoir « mieux servir le monde des affaires », selon M^{re} Michel, demeure. C'est l'objectif que poursuit notamment la prochaine réforme de l'accès à la profession (le Monde du 15 octobre).

Tout incite l'avocat à renoncer à la défense individuelle, peu rentable, au profit d'affaires commerciales mieux rémunérées. Une étude réalisée en 1977 à Marseille par la CEGOS, et dont a fait état M^{re} Berte Ugolini, du barreau de cette ville, montre que si un avocat veut gagner 11 000 francs par mois en travaillant quarante-huit heures par semaine, il doit demander 720 francs pour une défense simple devant le tribunal de police, 785 francs devant une commission d'expulsion et 824 francs pour l'affaire d'assises la plus banale. Comme il est impossible d'exiger de tels honoraires, les avocats perçoivent une rémunération inférieure de 30 à 50 % à ce barème. Les seuls qui parviennent à tirer leur épingle du jeu sont les cabinets qui traitent presque exclusivement des affaires de droit commercial et de responsabilité civile.

En réalité, les avocats vivent mal, même si quelques-uns ont des revenus confortables. Une étude réalisée l'année dernière montre que 21 % d'entre eux gagnent moins de 50 000 francs par an, 54 % entre 50 000 francs et 100 000 francs, et 25 % seulement plus de 100 000 francs. La situation économique de l'avocat, conclut le SAF, « est en fait peu conforme à celle que l'opinion publique imagine ».

Une proposition de loi Un grand nombre d'entre eux se sont émus d'une affaire de divorce par consentement mutuel dont la presse s'est récemment l'écho. Soutenus par un membre du barreau qui avait accepté de signer leur requête pour le prix d'une vacation de quelques 200 F, deux époux avaient résolu de passer des services d'un avocat (le Monde du 4 octobre). Le SAF voit dans la généralisation de cette pratique un danger : « M^{re} le barreau de France a fait fermer les yeux devant les rapports de domination (...) qui traversent si souvent, et si souvent au préjudice de la femme, un couple qui se délite ».

En réalité, cette affaire embarrasse le SAF. Chacun sait que les avocats les plus détestés, qui consacrent une grande partie de leur temps à la défense des libertés individuelles et à celle des salariés devant les prud'hommes, font « tourner » leurs cabinets grâce aux divorces et aux accidents de la route qui donnent lieu à des indemnités substantielles. C'est ainsi qu'un divorce qui revient à 1 000 ou 1 500 francs est couramment facturé 4 000 francs.

La SAF critique cette « compensation » entre affaires rentables et non rentables, même s'il n'en peut mais, et demande une réforme de l'aide judiciaire. Celle-ci est actuellement, à ses yeux, la fois difficile à obtenir et un montant trop faible. D'où la nécessité de « faire de l'argent » sur le dos de clients plus solvables ou contraints de payer. La proposition de loi élaborée par le syndicat prévoit l'élargissement de l'aide judiciaire et son extension, à titre préventif, à la phase précédant le conflit, sous forme d'aide juridique. Elle suggère la multiplication des consultations gratuites et une rémunération normale des avocats pour les services rendus au titre de l'aide judiciaire. Cette aide serait accordée automatiquement lorsque sont en cause « la liberté des personnes, l'emploi des travailleurs et le sort des familles ». Il y voit un moyen de mettre fin au système de la « compensation » et de faciliter l'accès de tous à la justice.

BERTRAND LE GENDRE.

AU CONSEIL NATIONAL DE SAINT-ÉTIENNE

La JOC et la J.O.C.F. prônent la « mixité dans l'action »

De notre correspondant

Saint-Étienne. — La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (J.O.C.F.) ont réuni du 1^{er} au 4 novembre, à Saint-Étienne, leur conseil national. Pour la première fois de leur histoire, ils ont eu des séances de travail communes sur des points d'orientation définies ensemble pour les deux années à venir.

Les jocistes veulent permettre aux jeunes de la classe ouvrière d'agir personnellement et collectivement pour transformer leurs conditions de travail, d'études, de vie, « pour changer la société capitaliste et découvrir les organisations ouvrières et de s'y engager ». Avec tout le mouvement ouvrier, la JOC et la J.O.C.F. veulent « une société sans classe, une société socialiste ».

C'est sans doute dans cet esprit que les congressistes ont entonné l'Internationale le premier jour, quand le maître communiste de Saint-Étienne, M. Joseph Sangue-dol, est venu les saluer. Et si nombre d'entre eux ont participé le lendemain, à une célébration eucharistique, peu fréquente dans une Bourse du travail, c'est que les jocistes se réclament de « Jésus-Christ vivant », et souhaitent donner « la possibilité à la masse des jeunes de la classe ouvrière de faire l'expérience per-

sonnelle et collective de sa rencontre ». « Nous voulons », a dit M^{re} Marie-Claude Angelewin, que la jeunesse ouvrière adhère au projet d'amour de celui qui est libération totale.

Pour les deux organisations, ce dynamisme « donne sens à la vie ». Le mouvement est un « chemin privilégié de rencontre avec Jésus-Christ, signe de ce monde d'amour, à la construction duquel Dieu nous appelle ».

La JOC et la J.O.C.F. veulent constituer un seul et même mouvement d'Eglise et de masse, tout en demeurant deux organisations distinctes. D'autant, constatent les militants, qu'aujourd'hui « peu de femmes ont des responsabilités dans le mouvement ouvrier et dans l'Eglise ». Pour combler ce retard, « un changement profond des structures et des mentalités sera nécessaire, sans pour autant être suffisant ». Les deux organisations n'en sont pas moins d'accord pour qu'il y ait mixité dans l'action. « Apprendre à des gens et des filles à vivre ensemble, c'est les aider à devenir des hommes et des femmes responsables dans le respect de chacun ».

Les jocistes se préoccupent d'accroître leur audience dans les grandes villes et veulent faire appel à des adultes « engagés dans le mouvement ouvrier » pour qu'ils puissent leur apporter leur expérience « tout en respectant le libre engagement des jeunes dans l'organisation de leur choix ».

Mlle Francine Des a été élue pour deux ans présidente de la J.O.C.F., dont elle était jusqu'à présent permanente, après avoir été laborantine. Agée de vingt-sept ans, elle est originaire de Reims.

PAUL CHAPPEL.

PATRIMOINE

CINQUANTE-SEPT SITES DÉJÀ RETENUS PAR L'UNESCO

Après la réunion du comité du patrimoine mondial qui s'est tenue à Louxor, à l'invitation du gouvernement égyptien, du 23 au 27 octobre, l'UNESCO a publié la liste de 45 nouveaux sites naturels et culturels qui seront protégés au titre de la convention de 1972. Cette « convention concernant la protection du patrimoine mondial de culture et de nature » avait déjà permis d'établir une première liste de 12 sites en 1978 (le Monde du 19 septembre).

Les 45 sites retenus dans l'immédiat sont les suivants : l'église de Boyana, les églises d'Yvanovo ; la tombe thurée de Kazanlak en Bulgarie ; le Dinosaur Park d'Alberta, au Canada ; le parc national de Kluane (Yukon, au Canada) et le monument national de Wrangell-St-Elias (Alaska), aux U.S.A. ; ces deux sites étant associés ; Memphis et ses nécropoles ; les pyramides de Gizeh à Dashour ; l'ancienne Thèbes et sa nécropole ; les temples de Karnak et Louxor ; les monuments nubiens d'Abu-Simbel à Louxor ; la ville islamique du Caire et Abu-Mena, près d'Alexandrie, en Egypte ; les palais et fortifications de Gondar, en Ethiopie ; le mont Saint-Michel et sa baie ; la cathédrale de Chartres ; le palais et le parc de Versailles ; l'église et la colline de Vézelay ; les grottes peintes de la vallée de la Vézère, y compris la grotte de Lascaux, en France ; les forts et châteaux de la Voûte, au Ghana ; le parc national de Tikal, y compris l'ancienne ville maya et l'ancien Guatemala, au Guatemala ; la ville sainte de Tehoga-Zanbil, Persopolis, Meidan-e Shah, à Ispahan, en Iran ; les gravures rupestres de Valamand, près de Brescia, en Italie ; le parc national de Sagarmatha, y compris le mont Everest et la vallée de Katmandou, au Népal ; l'église d'Ormes Slave et Bryggan, en Norvège ; le camp de concentration d'Auschwitz et le parc national de Bielewicz, en Pologne ; la vieille ville de Damas, en Syrie ; la zone du Ngongoro, en Tanzanie ; le Grand Canyon, le parc national d'Everglades (Floride), le hall de l'indépendance à Philadelphie, aux U.S.A. ; la vieille ville de Dubrovnik, à Raguse et le monastère de Sopocani, la ville historique de Split et le palais de Dioclétien, le parc national des lacs de Plitvice, le lac Ohrid, la ville de Kotor et ses environs, en Yougoslavie ; le parc national de Virunga, au Zaïre.

Cette liste reste provisoire. Il ne faut donc pas s'attendre de la cursive représentation de l'Italie qui, province par province, prend le temps d'établir ses dossiers. On y remarque la présence du camp de concentration d'Auschwitz, dont l'inscription posait quelques problèmes, ainsi que d'autres lieux symboliques qui montrent que la notion de patrimoine culturel ne s'arrête pas seulement à des considérations esthétiques. — F.E.

(1) La cathédrale d'Aix-la-Chapelle, en République fédérale d'Allemagne ; le parc national de Yankou aux Mascareignes et le parc national Nahari, au Canada ; la ville de Quito et les lacs Galapagos, en Equateur ; le parc national de la Mesa Verde et celui de Yellowstone, aux Etats-Unis ; les églises de La-Labela et le parc national du Simien, en Ethiopie ; Cracovie et les mines de sel de Wieliczka, en Pologne ; l'île de Gorée, au Sénégal.

Le nouveau Braun micron 2000. Son secret est dans le peigne.

Il est petit et discret, ce peigne incorporé à la grille du Micron 2000, et pourtant il est fort ingénieux. C'est en effet un peigne-guide qui permet de raser avec la plus grande facilité les poils longs et souples du cou, ceux qui sont le plus difficile à attraper.

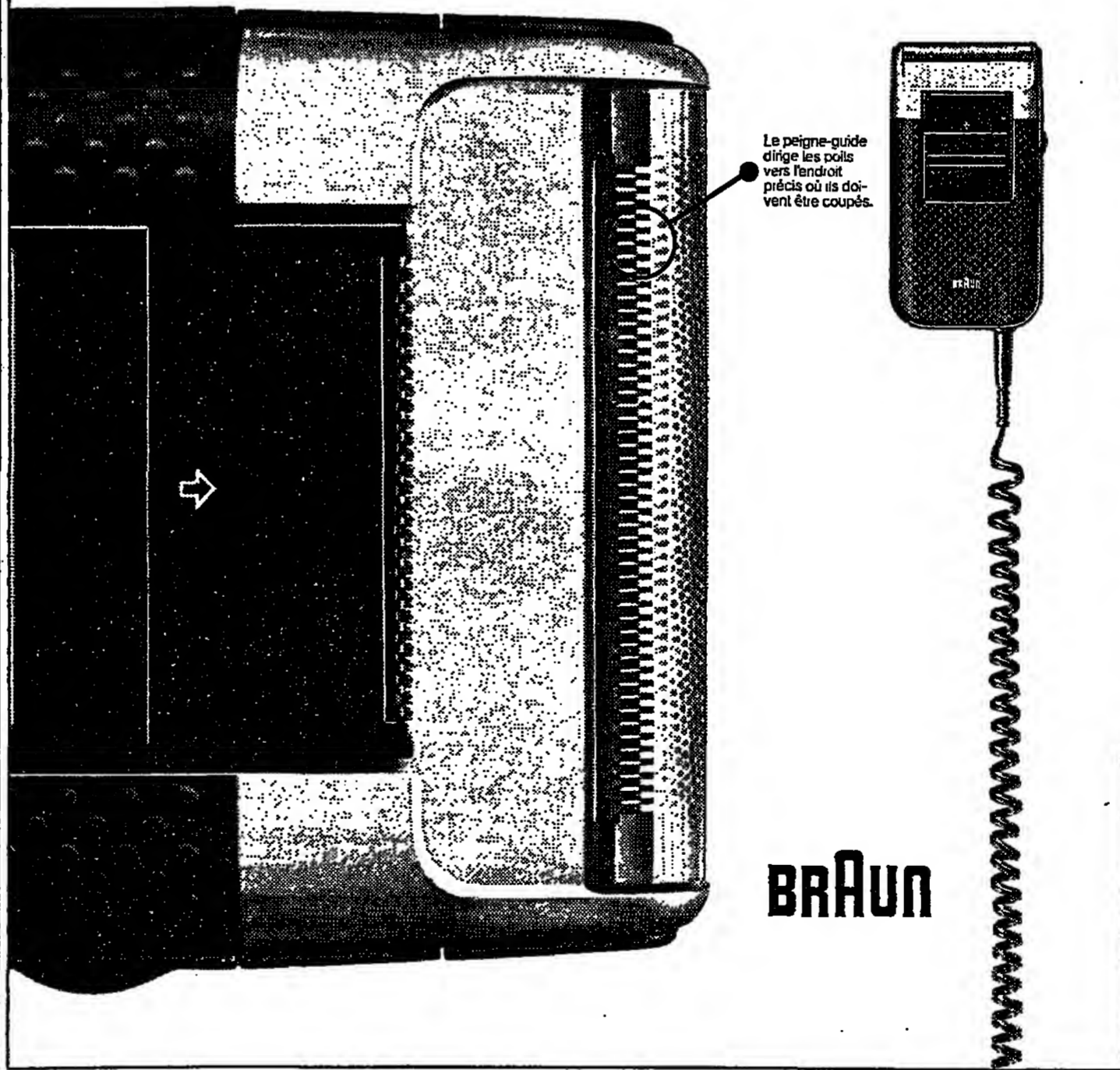
Ces poils se glissent entre les

dents du peigne-guide qui les redresse. Puis ils sont dirigés vers une rangée d'alvéoles conçues spécialement pour eux dans la grille Micron, cette grille souple qui fait l'efficacité du rasage Braun.

Les 30 lames en acier suédois doublement trempé font le reste. Pas un poil n'en réchappe.

Enfin, de nouveaux perfectionnements rendent le rasage encore plus agréable et plus sûr : un cordon téléphonique et un boîtier avec des nœuds antidérapants qui assurent une excellente prise en main.

Indiscutablement, de tous les rasoirs que Braun ait jamais conçus, le Micron 2000 est le meilleur.



محلات الأمل

Strasbourg la ville policière ?

Les policiers de Strasbourg ont été confrontés à une situation inédite. Ils ont dû faire face à une vague de délits et de crimes qui a touché la ville de Strasbourg. Les autorités ont pris des mesures pour renforcer la sécurité et prévenir de nouvelles attaques. Les habitants ont été informés de la situation et ont été encouragés à rester vigilants. Les services de police ont travaillé dur pour résoudre les affaires et assurer la sécurité de la ville.

Nouvelles brèves

Les nouvelles brèves de la semaine. On a vu des nouvelles de la région de Strasbourg, de la France et du monde. Les nouvelles de la région de Strasbourg mentionnent des événements locaux, des projets de développement et des actualités de la communauté. Les nouvelles de la France couvrent des sujets nationaux, y compris la politique, l'économie et la culture. Les nouvelles du monde abordent des questions internationales et des événements globaux.

SCRABBLE

Le Monde présente une collection de mots pour le jeu de Scrabble. Cette collection est conçue pour aider les joueurs à trouver des mots plus facilement. Elle contient des mots de différentes longueurs et difficultés, ainsi que des conseils pour améliorer ses compétences en Scrabble.

Le Monde

Le Monde présente une collection de mots pour le jeu de Scrabble. Cette collection est conçue pour aider les joueurs à trouver des mots plus facilement. Elle contient des mots de différentes longueurs et difficultés, ainsi que des conseils pour améliorer ses compétences en Scrabble.

JUSTICE

UNE RÉFORME RÉVOLUTIONNAIRE

FAUT-IL SUPPRIMER LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ?

par FRANÇOIS LUCHAIRE (*)

Le peuple français ne croit à la justice rendue en son nom que lorsque le gouvernement ne s'en occupe plus.

Entre justice et politique l'antagonisme apparaît trop fort pour que soient maintenus au profit du gouvernement français des pouvoirs qui paraissent exorbitants lorsqu'on les compare à ceux des autres gouvernements des démocraties occidentales.

1) Nominations et promotions se font sur proposition du ministre de la Justice ; certes intervient une commission d'avancement, mais cette commission comprend parmi ses membres les directeurs du ministère de la Justice ainsi que des magistrats titulaires de fonctions qu'ils n'ont pu occuper qu'avec l'accord du gouvernement. Sans doute le Conseil supérieur de la magistrature est consulté, mais son avis ne

compte qu'à partir des nominations du premier président de la cour d'appel, et le choix de ses membres dépend en grande partie du gouvernement. Certes l'avancement n'est pas, comme on le croit trop souvent, la préoccupation principale du magistrat ; certes encore la très grande majorité des affaires jugées n'intéressent par le gouvernement, mais il suffit des quelques affaires à résonance politique (ce sont d'ailleurs celles-ci qui frappent l'opinion publique) et de quelques ambulations pour que soit suspectée la justice tout entière.

« Non, non, ne le croyez pas que la justice habite jamais dans les âmes où l'ambition domine », tonait Bossuet du haut de sa chaire (1).

La première réforme nécessaire est donc la disparition totale du gouvernement et de ses représentants des organismes qui assurent la

nominations et les nominations des magistrats ; que ces nominations ne comprennent pas que des magistrats, ou, pour éviter trop de corporatisme, mais que les personnes extérieures à la justice ne dépendent en aucun cas du gouvernement, voilà l'objectif.

2) Un parquet, procureurs et substituts placés sous la dépendance hiérarchique du ministre de la Justice, voilà qui n'est plus admissible aujourd'hui. Par les instructions qu'il donne au parquet, le gouvernement est maître de l'opportunité des poursuites ; il n'est pas tolérable que la mise en jeu de l'appareil judiciaire et que la répression des infractions dépendent d'une volonté politique, que pour le même délit (atteinte au monopole de la radio-

télévision par exemple) des personnes politiques soient poursuivies et d'autres ne le soient pas.

Par ces mêmes instructions et en raison des pouvoirs dont dispose le parquet dans chaque affaire, le gouvernement peut obtenir communication de tout dossier, accélérer une procédure ou au contraire la ralentir jusqu'à l'étouffer, requérir une détention provisoire, s'opposer à une mise en liberté (ou l'inverse), et il n'est pas facile pour un juge d'instruction (parfois jeune) de méconnaître la régulation d'un procureur de la République, surtout s'il a pour lui l'autorité de l'ancienneté. Il y a encore plus grave : le gou-

vernement dispose de bien des procédés pour retirer une affaire à un magistrat du parquet dans lequel il n'a pas confiance ; il dispose aussi d'autres moyens pour s'assurer même que tel ou tel juge du siège n'en règle pas une autre (ne serait-ce qu'en faisant traîner l'affaire jusqu'à ce que le magistrat soit affecté ailleurs). Le simple fait que le ministre de la Justice possède pareils pouvoirs fait croire qu'il intervient dans les affaires à conséquence politique même lorsque ce n'est pas vrai.

Tout cela n'est pas admissible : une réforme — révolutionnaire dans l'état actuel de notre droit — consisterait donc à supprimer cette dépendance hiérarchique des magistrats du parquet par rapport au ministre de la Justice ; le parquet disposerait alors du même statut que le siège, tant pour la nomination que pour la promotion et l'affectation. Si l'on veut

maintenir le principe de l'opportunité des poursuites, que cette opportunité soit alors remise ainsi à des magistrats ne recevant d'ordres que de leur conscience ou que de l'échelon supérieur d'un parquet ne recevant plus d'ordres du gouvernement.

3) La police judiciaire, bien qu'elle exécute les mandats de justice, est par son recrutement et ses règles d'avancement aux ordres du gouvernement ; il y a eu trop d'exemples de perquisitions irrégulières ou d'arrestations préventives inconstitutionnelles attachées à un mandat de justice pour que cela puisse durer. La police judiciaire doit dépendre entièrement de l'autorité judiciaire.

4) La justice est souvent impuissante à assurer l'exécution de ses propres décisions ; un homme politique fait l'objet d'un mandat d'arrêt ; pendant plus de trois ans celui-ci n'est pas exécuté ; puis il l'est un beau jour ; comment ne pas croire que ce sont des considérations politiques qui ont amené d'abord à différer cette exécution et ensuite à l'assurer ?

Un juge d'instruction ne peut interroger des fonctionnaires de la D.S.T. ou même des ministres parce que le gouvernement ne leur permet pas de répondre à la convocation. Il y a, d'ailleurs, trop d'exemples de décisions juridictionnelles laissées de côté par le gouvernement ; qu'il s'agisse de la justice internationale lorsque l'Etat se refuse à exécuter les arrêts de la Cour de justice de la Communauté européenne ; qu'il s'agisse du Conseil constitutionnel lorsque — contrairement à la décision de celui-ci — le gouvernement continue à définir par décret (au lieu de solliciter le Parlement) des infractions réprimées par des peines privatives de liberté ; qu'il s'agisse des juridictions administratives lorsque le gouvernement permet à Radio-Montecarlo d'utiliser sur le territoire français une concession pourtant annulée par le tribunal administratif pour attente au monopole. L'exemple est d'ailleurs venu de haut puisque l'annulation d'une de ses ordonnances par le Conseil d'Etat a paru au général de Gaulle une « intolérable usurpation » et qu'il s'empresse de réformer par décret le Conseil d'Etat pour que les affaires les plus délicates puissent être confiées à une formation dans laquelle les magistrats de la section du contentieux sont en minorité.

Tout cela fait que, pour l'opinion publique, et évidemment pour les affaires qui attirent son attention, l'aspect politique finit par effacer l'aspect judiciaire.

La encore, une réforme est indispensable : elle consiste à reconnaître à l'autorité judiciaire le droit d'engager d'office la responsabilité personnelle de tout agent public qui, ayant le devoir d'exécuter une décision de justice, ne l'accomplit pas, même si son attention lui est commandée par ses supérieurs ; des procédures de ce genre existent dans bien des pays (Etats-Unis, Italie, par exemple).

L'ensemble de ces mesures paraît sans doute révolutionnaire (le mot a déjà été employé) par rapport à des traditions dont beaucoup remontent à Napoléon. Elles ont pourtant un avantage : elles ne colorent pas un sou. Elles tendent toutes vers un seul but : faire de l'autorité judiciaire un véritable pouvoir disposant de tous ses bras ; au moment où le législatif et exécutif tendent à se confondre par le jeu du principe majoritaire, l'indépendance du pouvoir judiciaire est la seule garantie des libertés.

Personne alors ne pourra se croire lui-même au-dessus de la loi.

Sans doute est-ce à tort que l'on suspecte le magistrat français, dont les uns disent qu'il est un « bourgeois », et les autres que c'est un « rouge », car, dans la très grande majorité des cas, la justice est bien rendue et, si dans quelques-uns elle ne l'est pas, ce n'est pas la faute du magistrat, mais des conditions dans lesquelles il travaille.

Sans cependant la restauration du pouvoir judiciaire peut redonner confiance, si c'est aussi l'une des conditions indispensables pour que la nausée qui s'empare du citoyen devant certaines compromissions ne devienne plus qu'un mauvais souvenir.

Or il est évident que l'existence et l'indépendance du pouvoir judiciaire supposent que le gouvernement ne s'occupe plus de la justice, et qu'en conséquence il n'y ait plus de ministre de la Justice.

(1) Aujourd'hui la réalisation des ambitions est d'ailleurs facilitée par le manque d'alternance politique ; l'alternance du pouvoir politique rend plus hasardeuse la récompense de la servilité, mais l'alternance dépend du suffrage universel et non de la loi.

les rendez-vous de décembre

Découpez cette annonce, c'est un memento pratique des circuits et séjours HORIZONS LOINTAINS et de nos voyages de fin d'année. C'est dans les jours qui viennent que vous allez choisir vos futures vacances. Ce tableau peut vous y aider. Venez

ensuite nous voir dans l'une de nos 11 agences à Paris ou demandez nous l'envoi de nos brochures.

VOYAGES DE FIN D'ANNÉE

DÉPARTS HORIZONS LOINTAINS				DÉPARTS HORIZONS LOINTAINS			
AFRIQUE	17/12	22 J.	12.350 F	ATHÈNES	29/12	4 J.	3.390 F
LA ROUTE DU CAP	19/12	16 J.	5.385 F	BUDAPEST	29/12	5 J.	2.550 F
MAROC/SUD MAROCAIN	30/12	8 J.	4.170 F	BRUXELLES	29/12	3 J.	1.445 F
KASBAHS ET PALMERIES				COPENHAGUE	29/12	4 J.	2.590 F
AMÉRIQUE CENTRALE	20/12	22 J.	13.650 F	DUBLIN	29/12	4 J.	2.635 F
MEXIQUE YUCATAN GUATEMALA	20/12	18 J.	13.380 F	ISTAMBUL	29/12	4 J.	2.850 F
EMPIRES DU SOLEIL				LÉNINGRAD	29/12	4 J.	2.250 F
AMÉRIQUE DU SUD	18/12	22 J.	13.370 F	LISBONNE	29/12	4 J.	2.350 F
CORDELLÈRE DES ANDES	18/12	19 J.	19.980 F	LONDRES	29/12	4 J.	2.085 F
CHILI ARGENTINE				MARRAKECH	29/12	5 J.	2.450 F
ASIE	15 ET	17 J.	9.950 F	MOSCOU	29/12	4 J.	2.400 F
THAÏLANDE BRIMANE	22/12	17 J.	10.650 F	TANGER	30/12	4 J.	2.400 F
PANORAMA D'ASE	18/12	11 J.	6.440 F	VARSOVIE	29/12	4 J.	3.850 F
PAYSAGES DE CEYLAN	18/12	18 J.	7.840 F	VIENNE			
PAYSAGES DE CEYLAN + SÉJOUR	19/12	18 J.	11.580 F				
ROSE MYSTÈREUSE	21/12	24 J.	5.655 F				
TOUR DE CEYLAN	21/12	10 J.	6.780 F				
CROCIER + SÉJOUR CEYLAN	21/12	17 J.	7.700 F				
RAJASTHAN							
MOYEN-ORIENT	17/12	12 J.	5.900 F				
CROISIÈRE NIL (NEPERTAR)			4.650 F				
CROISIÈRE NIL (TUT)	16/12	10 J.	5.990 F				
ÉGYPTE	21/12	10 J.	4.730 F				
ÉGYPTE	22/12	13 J.	6.450 F				

Ne pas oublier : Demander la brochure.

Paris (9^e) : 96, rue de la Victoire. Tél. 280.67.80
Paris (9^e) : 59, rue Saint-Lazare. Tél. 280.10.87
Paris (17^e) : 275-277, boulevard Voltaire. Tél. 373.77.07
Paris (13^e) : 107, rue de la Glacière. Tél. 588.92.41
Paris (14^e) : 177, rue d'Alsée. Tél. 542.47.03
Paris (15^e) : 32, avenue Félix-Faure. Tél. 250.88.74

Paris (15^e) : chez la Société Générale
Tour Maine-Montparnasse. Tél. 538.71.18
Paris (17^e) : 14, avenue de Villiers. Tél. 227.62.18
Paris (18^e) : 147, rue Ordener. Tél. 264.52.42
Levallois : 5, rue Louise-Michel. Tél. 757.06.70
St-Ouen : 122, avenue Gabriel-Péri. Tél. 280.67.80 (p. 280)

le tourisme français

هكذا من الأصل

Bureaux

LA JUSTICE ?

Le droit de la justice est un domaine très vaste et complexe. Il concerne tous les aspects de la vie sociale et économique. La justice est le fondement de toute société civilisée. Elle assure l'ordre et la paix sociale. Elle protège les droits de chacun et garantit l'équité. La justice est une valeur universelle. Elle est le pilier de toute démocratie. Elle est le garant de la liberté et de la justice sociale. La justice est le droit de tous. Elle est le droit de la justice.

La justice est un domaine très vaste et complexe. Elle concerne tous les aspects de la vie sociale et économique. La justice est le fondement de toute société civilisée. Elle assure l'ordre et la paix sociale. Elle protège les droits de chacun et garantit l'équité. La justice est une valeur universelle. Elle est le pilier de toute démocratie. Elle est le garant de la liberté et de la justice sociale. La justice est le droit de tous. Elle est le droit de la justice.

re

Le droit de la justice est un domaine très vaste et complexe. Il concerne tous les aspects de la vie sociale et économique. La justice est le fondement de toute société civilisée. Elle assure l'ordre et la paix sociale. Elle protège les droits de chacun et garantit l'équité. La justice est une valeur universelle. Elle est le pilier de toute démocratie. Elle est le garant de la liberté et de la justice sociale. La justice est le droit de tous. Elle est le droit de la justice.

Une bonne implantation d'entreprise est une implantation bien préparée. Consultez la Sari.

Une implantation d'entreprise est un problème complexe.

Sa préparation est cruciale pour sa réussite. C'est une affaire de spécialistes et de techniciens conseils. C'est l'affaire de la Sari.

Sari réunit un ensemble de structures, d'hommes et de moyens qui dans tous les cas, permet de prendre la responsabilité totale d'une implantation réussie.

Sari ne se contente pas de proposer un choix étendu de m2 de bureaux.

Sari recherche pour ses clients, les bureaux dont la conception correspond exactement aux impératifs

d'utilisation de l'entreprise. Et, Sari peut le faire, car Sari fait partie d'un groupe qui est aussi constructeur.

Sari étudie avec ses clients les moyens de financement les mieux adaptés à la structure financière de l'entreprise.

Sari peut prendre en charge pour ses clients tous les travaux d'aménagement, depuis les simples cloisonnements jusqu'à l'installation d'ordinateurs et tout ce que compte la bureautique.

Sari assiste ses clients dans toutes les démarches administratives nécessaires dans le cadre d'une nouvelle implantation.

Sari, filiale d'un grand groupe qui construit, étudie et finance, est à côté de ses clients à toutes les étapes de l'implantation.

Sari dépasse son rôle d'agent immobilier, il va plus loin.

SARI S

Conseil en Immobilier d'Entreprises
32, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Téléphone : 720.14.15.

Groupe SEERI, filiale des Compagnies d'Assurances du Groupe Drouot et du Groupe Worms.

مركز من الأصل

CARNET

NEUILLY-SUR-SEINE
SALLE DE VENTE, 135, avenue Charles-de-Gaulle - 745-55-55
de 9 h à 12 h, de 13 h à 18 h, de 19 h à 21 h
DU LUNDI 5 AU VENDREDI 9 NOVEMBRE INCLUS

TAPIS D'ORIENT ET CHINOIS
VENTE - Salle 2
ART CHINE, JAPON
Ivories, pierres dures,
bronzes

UN LOT TAPIS
PAKISTAN ET CHINOIS
1,90 x 1,25 environ
Rabais 30 %

Restauration - Achat - Vente - Expertise

Remerciements

« Soyons en paix entre
vous...
Soyez patients envers
tous... » (L. Thiers, V. 14)

13, rue F. Fabry, Montpellier.
33 C. faubourg Saint-Jacques,
Montpellier.

10, avenue Florian, Marly-le-Roi.
Oust-le-Château, Rodez.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du
décès de
docteur Pierre BLANCHON,
une messe sera célébrée le mercredi
7 novembre 1979, à 19 heures, en
l'église Saint-Pierre des Termes,
27, rue d'Armaille, Paris (17^e).

LES MOUVEMENTS POUR LA VIE

appellent les familles et tous les Français qui
respectent la vie à se rassembler :

LE SAMEDI 17 NOVEMBRE 1979 à 14 h 30

A Paris, place du 18-Juin-1940 (au pied de la tour
Montparnasse)

pour un

GRAND DÉFILÉ

au cours duquel ils exprimeront publiquement et
solemnellement leur conviction et leur résolution de
protéger la vie de tout enfant dès sa conception, de
soutenir la future mère et de substituer à la loi sur
l'avortement une politique de justice pour les familles.

Tous renseignements :

U.P.N. - B.P. 53 - 92502 Neuilly-Malmaison Cedex.

Compte bancaire : C.C.F. 065-540-0841

Mariages

— M. et Mme Henri Fernand
Lucien FORTÉ.
M. et Mme Philippe BAUCHARD,
sont heureux de faire part du ma-
riage de leurs enfants.
Suzanne et Pascal.
le 3 novembre 1979.
Mulhouse, Paris, Strasbourg.

Adoptions

— M. André ESNAULT est heureux
d'annoncer qu'il a adopté à titre
plénier
Olivier,
né le 8 mars 1961.
8, rue de l'Amiral-de-La-Ronde-
Le Noury, Paris (12^e).

— M. Bertrand JACQUILLAT et
Mme. née Franchon, sont heureux
d'annoncer la naissance de
Carla et Marie.
48, rue Copernic, 75115 Paris.

Décès

— Mme Gaston Arbonville, son
épouse.
Ses enfants.
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Gaston ARBONVILLE,
ancien directeur adjoint industriel
de la compagnie aérienne U.T.A.,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national
du Mérite.

survenu subitement le jeudi 1^{er}
novembre 1979, à Maisons-Laffitte.
La cérémonie religieuse aura lieu
le mardi 6 novembre 1979, à 10 h. 30,
en l'église Saint-Urbain, place de la
Liberté, à La Garenne-Colombes.
25, rue Médéric,
92530 La Garenne-Colombes.

— La présidente, la direction gé-
nérale, la direction industrielle et tout
le personnel de la compagnie
aérienne U.T.A. ont la douleur de
faire part du décès de

M. Gaston ARBONVILLE,
ancien directeur adjoint industriel
de l'U.T.A.,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national
du Mérite.

survenu subitement le jeudi 1^{er}
novembre 1979, à Maisons-Laffitte.
La cérémonie religieuse aura lieu
le mardi 6 novembre 1979, à 10 h. 30,
en l'église Saint-Urbain, place de la
Liberté, à La Garenne-Colombes.
25, rue Médéric,
92530 La Garenne-Colombes.

— Mme Jacques Beaumont, son
épouse.
Mme Dominique Beaumont et ses
enfants.
M. et Mme Jacques Lichnerowicz
et leurs enfants.
M. et Mme François Beaumont,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Jacques BEAUMONT,
commissaire-priseur,
survenu le samedi 3 novembre 1979,
dans sa soixante-septième année, muni
des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse aura lieu
à la cathédrale Saint-Spire à Cor-
beil (91), le mardi 6 novembre 1979,
à 14 h. 30, et sera suivie de l'inhumation
dans la plus stricte intimité
familiale à Etampes.
91100 Corbeil-Essonnes.

— M. Dominique Ernoul.
Les collaborateurs de la S.C.P. Jacques
Beaumont-Dominique Ernoul,
La président et les membres de la
chambre de discipline des commis-
saires-priseurs de la région parisi-
enne,
ont la tristesse de faire part du
décès de

M. Jacques BEAUMONT,
commissaire-priseur à Corbeil,
survenu le samedi 3 novembre 1979,
21, rue du Docteur-Vignes,
91100 Corbeil-Essonnes.

— Mme Jean Castelan, son épouse,
Catherine, Marc Devade et Julien,
Elizabeth Castelan,
Pierre Dominique Castelan et
Marthe,
Anne, Jacky Olivier, Marc et
Charlotte,
Agnes Castelan, ses enfants et
petits-enfants.
Mme Henri Castelan, sa mère,
M. et Mme Pierre Castelan et leurs
enfants,

ont la douleur de faire part du
décès de

M. Jean CASTELAN,
ingénieur civil des Mines
et ingénieur en chef
à la Société Caillard,
survenu le 1^{er} novembre 1979, à l'âge
de cinquante-neuf ans.
La cérémonie religieuse sera célé-
brée mardi 6 novembre, à 10 h. 30,
en l'église Saint-Vincent du Havre.
Les condoléances seront reçues sur
un registre à signature.
Cet avis tient lieu de faire-part.
75600 Le Havre.

— Mme Louis Collin,
Mlle Paulette Collin.
M. et Mme Jean-Pierre Collin,
Philippe et Catherine,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du
décès, dans sa quatre-vingt-quatrième
année, de

M. Louis COLLIN,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
officier de l'Instruction publique,
du conseil de surveillance
et ancien directeur général adjoint
de l'Union des coopérateurs
de Lorraine,
président de l'association
des Amis de Louis Pergaud.
La cérémonie religieuse a été célé-
brée le dimanche 4 novembre 1979,
à 10 h. 30, en l'église Saint-Genès, le 23 octobre
1979, suivie de l'inhumation au
cimetière de Laxou.
43, rue Ernest-Albert, 54520 Laxou.
5, chemin du Prieuré,
18300 Clarmont-Montreux (C.H.).
42, rue Champ-la-Grande,
78000 Versailles.

— Mme Adrien Dufour, ses enfants,
petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Adrien DUFOUR,
maître principal honoraire
de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
survenu le 30 octobre 1979.
La cérémonie religieuse a été célé-
brée le dimanche 4 novembre 1979,
à 10 h. 30, en l'église de la Madeleine (8^e arr.).
Tous messes à sa mémoire sera dite
ultérieurement à Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, avenue Mac-Mahon, 75017 Paris.

— Mme Guy Fougeol,
M. et Mme Edmond Fougeol et
leurs enfants.
M. et Mme Jean-Pierre Fougeol
et leurs enfants.
M. et Mme Olivier Fougeol et
leurs enfants.
Mlle Claire Fougeol,
Mlle Françoise Bernard et Claude
Fougeol,
Mlle Annette Fougeol,
Mme Ella Klischer,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Guy FOUGEOL,
conseiller général honoraire
de l'arrondissement de
Saint-Laurent-du-Pape,
maître honoraire
de l'Archdiocèse,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 1^{er} novembre 1979, dans
sa soixante-septième année.
Les obsèques ont été célébrées le
samedi 3 novembre, à 15 heures, au
temple protestant de Saint-Laurent-
du-Pape.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« Dieu est amour. »
Jean, IV, 8.

— Mme Paul Fribourg,
M. et Mme Adrien Bréger et leurs
enfants.
M. Pierre Fribourg,
Les familles Levy et Eberhard,
ont la douleur d'annoncer la mort
subite de

M. Paul FRIBOURG,
qui dirigeait pendant de longues
années la Société Félix Fribourg et
Fils.
Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nancy, Chloé-sur-Même.
M. Georges Gatteau,
M. et Mme Philippe Gatteau et
leurs enfants,

ont la douleur de faire part du
décès de

M. et Mme Jean-Claude Gatteau
et leur fille,
Mlle Marie-Madeleine Gatteau.
Les familles Benedetti, Bonelli et
Poli,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du
décès de

Mme Georges GATTEAU,
née Marie-Catherine Poli,
survenue dans sa soixante-troisième
année.
Ses obsèques auront lieu mardi
6 novembre, à 15 h. 45, en la chapelle
de l'hôpital de Strabois, à Vandœuvre-
Nancy.
15, avenue du Général-Leclerc,
54000 Nancy.

— On nous prie d'annoncer le
décès de
Mme Roger MONVERT,
née Ghislaine Couve,
survenue le 23 octobre, dans sa
soixante et onzième année, après une
longue maladie.
Le service religieux a été célébré
dans l'intimité, suivi de l'inhumation
au cimetière des Batignolles, le
30 octobre 1979.
M. et Mme Paul Belminger et
leurs enfants,
M. Edmond de Billy et ses enfants,
M. Edmond de Billy et ses enfants,
M. et Mme Philippe Couve et leurs
enfants,
ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-
sœurs, neveux et nièces.
« Notre espérance est dans
la miséricorde du Seigneur. »
3, rue des Juifs, 91500 Brieauville.
Le Campet, 30480 Lasailla.
Courcouronnes, 91420 Gouillon.

— Mme Louis Raynal, sa mère,
Mme Claude Cor-Raynal, sa sœur,
Mlle Albin Raynal-Joques,
Mlle Martine Campion,
ont le regret de faire part du
décès de

Jean RAYNAL,
ingénieur agronome,
maître de conférences,
au Laboratoire de phytogéométrie
du Muséum national
d'histoire naturelle,
survenu accidentellement, dans sa
quarante-septième année, au cours
d'une mission scientifique au Niger.
Ses obsèques seront célébrées le
8 novembre 1979, à 15 h. 45,
en l'église Saint-Médard, à Paris.

— Mme Henry Revel, son épouse,
M. et Mme El Kheasat,
Lella et Nicolas,
Mlle Sabine Revel,
Mlle Denise, Xavier et Philippe
Revel,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Jean Revel, sa mère,
Ses sœurs, frères, beaux-frères et
belles-sœurs, neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du
décès de

مكتبة الامن الاصل

L'INGENIEUR AU FUTUR. NOUVEAUX DEFIS NOUVELLES DIMENSIONS.

EXPOSITION EXCEPTIONNELLE
60 ENTREPRISES FACE A L'AVENIR

150^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ECOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES

Cette manifestation exceptionnelle
est placée sous la présidence effective de
Monsieur Valéry Giscard d'Estaing.

15, 16, 17, 18
Novembre

GRANDE EXPOSITION : 60 ENTREPRISES FACE A L'AVENIR.

Sur le thème "les laboratoires du Futur", 60 entreprises françaises
présentent, en un panorama unique, les réalisations de pointe
qui feront la France de Demain.
Tous les grands secteurs de la vie économique sont représentés :

informatique, énergie, transports, ingénierie, mécanique,
travaux publics, télécommunications, services,
chimie, automobile, aviation, électronique, recherche,
métallurgie.

COLLOQUE : ORGANISER LE PROGRÈS. MAÎTRISER L'ENVIRONNEMENT.

Deux journées de colloque sont organisées, où ces thèmes
seront abordés. Deux grands débats et huit tables rondes

animés par des personnalités de la vie économique
directement engagées dans ces domaines.

Vendredi
16 Novembre

14 h 30-17 h

4 tables rondes simultanées.

- l'industrie et la crise de l'énergie. Président: M. Jean-François Pintat, Sénateur, avec MM. Boiteux, Gaussens, Hibon, Pecqueur, Poncet, Sarkis, Sarre, De Wissocq.
- le secteur des transports face à l'avenir. Président: M. Xavier Karcher, Directeur général de Citroën, avec MM. Beteille, Fève, Marcq, Martin, Portnoy, Tiberghien, Walrave.
- techniques de l'ingénieur et sciences de la vie. Président: M. Paul Laurens, Docteur en Médecine, avec MM. Bazile, Collin, Coursaget, Fauconneau, Kolin, Lepâtre, Sautier.
- télématique. Président: M. Patrick Nollet, Président de la CISI, avec MM. Bourin, Chavanée, Clarke, Lagasse, Lemonnier, Moutier, Pelissolo, Thery.

17 h 30-19 h 30.

- grand débat sur la formation "polyvalence, recherche et formation permanente". Réunissant Mme Alice Saunier-Seïté, Ministre des Universités et MM. Aigrain, Maisonrouge, Gourisse, Pintat, Karcher, Laurens, Nollet.

Samedi
17 Novembre

10 h-12 h 30.

4 tables rondes simultanées.

- l'internationalisation de l'industrie. Président: M. Robert Galley, Ministre de la Coopération, avec MM. Audibert, Barbieux, Bouyssou, D'Herbes, Schlumberger, Schultz, Vernay.
- la responsabilité sociale de l'ingénieur. Président: M. Jean Fourastié, Membre de l'Institut, avec MM. Bidermann, Boursier, Delors, Gandois, Neuschwander, Remillon, Thomas.
- l'ingénieur et le cadre de vie. Président: M. Maurice Pérouse, Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, avec MM. Ampe, Antoine, Besson, Ginocchio, Girault, De La Rochefoucauld, Thomas.
- l'initiative dans l'entreprise. Président: M. Yvon Gattaz, Président-Directeur général de Radial, avec MM. Bossard, Essel, Lattes, Line, Raufast, Temkine.

15 h-17 h 30.

- grand débat sur l'industrie: "Comment assurer la compétitivité des entreprises françaises?". Réunissant M. André Giraud, Ministre de l'Industrie et MM. Ceyrac, Maisonrouge, Galley, Fourastié, Pérouse, Gattaz, De Laage De Meux.

PALAIS DES CONGRES

Porte Maillot, Paris. 15, 16, 17, 18 Novembre.

Entrée libre.

Manifestation organisée par l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Centrale.

Je suis prêt à rendre
au chef de l'Etat
de la

Un futur

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

« Je suis prêt à rendre le premier une visite au chef de l'État est-allemand » nous déclare M. Helmut Schmidt

Négociations américano-soviétiques, réarmement européen, rapports avec la République démocratique allemande, le chancelier Helmut Schmidt aborde ces sujets dans un entretien avec deux représentants d'« Europa » avant de donner son sentiment sur l'économie internationale, le Marché commun et la manière dont il est « vécu » par ses partenaires.

Deux points forts marquent cette interview : la manière dont M. Helmut Schmidt ouvre la voie à une rencontre avec M. Honnecker, chef de l'État est-allemand, et l'insistance avec laquelle il souligne l'importance d'une politique commune de l'énergie en Europe.

« Monsieur le chancelier, en Amérique, depuis peu, une inquiétude se manifeste, selon laquelle les Européens risquent de faire dépendre leur destin de réarmement de la ratification de SALT II.

— L'équilibre des forces est une condition indispensable pour une politique de paix efficace, continue et sûre. Cela veut dire, pour le secteur militaire, que, au cas où l'équilibre serait troublé quelque part, il doit être rétabli. Lorsque l'équilibre existe, il faut essayer de le transporter à un niveau inférieur, dans un accord réciproque, si possible dans un accord garantissant conventionnellement et, mieux encore, dans un accord conventionnellement contrôlé.

— Il faut mener la politique d'équilibre et simultanément mener une politique de paix. Si

on établit une parité dans le domaine de la stratégie intercontinentale, on ne peut alors dans d'autres domaines, tels que la stratégie européenne, laisser subsister des déséquilibres dangereux. L'équilibre est également une catégorie de la politique régionale, ce n'est pas seulement une conception attachée à des armes spécifiques.

— Partant de cette conception d'équilibre, qui est pour moi la condition d'une politique de paix couronnée de succès, j'ai couru pour SALT I comme pour SALT II et je le ferai pour SALT III et pour les M.B.F.R. (1). Soutenu par le progrès obtenu dans ce domaine jusqu'à présent, je travaille en même temps pour une politique de coopération avec les États de l'Europe de l'Est, en premier lieu avec l'Union soviétique.

L'Europe dans les négociations sur les armements

— Est-ce que l'offre faite à Moscou d'un système de contrôle de l'armement comporte une condition de résolution : en cas de succès des négociations, l'implantation en Europe d'armes de théâtre (2) sera-t-elle entièrement ou partiellement abandonnée ?

— Je l'ai dit au Bundestag au mois de juillet : en réponse à la politique d'armement poursuivie depuis des années avec le pacte de Varsovie, des mesures concrètes pour le réarmement peuvent être d'autant plus limitées qu'il est possible d'obtenir une limitation efficace des systèmes stratégiques existants. À l'Est comme à l'Ouest, dans des négociations du contrôle de l'armement, par exemple dans SALT III.

— L'Union soviétique ne pourrait-elle pas retarder le réarmement par des négociations et, peut-être, les rendre ainsi inefficaces ?

— Les négociations ne seront certainement pas simples. En Asie existe une deuxième force nucléaire. En Europe, en dehors des Américains, il y a encore deux autres puissances nucléaires. Mais les négociations ne sont menées qu'entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Elles ne peuvent être terminées.

(1) Conférence de Vienne sur la limitation des armements en Europe.
(2) Expression américaine pour désigner les armes nucléaires d'armement, mais aux théâtres d'opérations extérieurs, notamment européenne.

en trois mois. Dans les conditions actuelles, nous disposons d'environ quatre années.

— Voyez-vous la participation des Européens seulement à titre consultatif ?

— Pas davantage. Je ne pense pas que les Français veulent eux-mêmes participer sous une forme quelconque aux négociations. Le chef de l'État français l'a clairement refusé. La République fédérale d'Allemagne n'y participe pas davantage. Nous ne sommes pas une puissance nucléaire, nous ne souhaitons pas l'être, et nous ne voulons donner la possibilité à quiconque de nous soupçonner d'avoir de telles intentions.

— SALT III deviendrait-il donc une nouvelle négociation exclusivement américano-soviétique ?

— Je le pense volontiers. Mais je suis persuadé que les SALT III permettront la prise en considération des intérêts européens de façon appropriée.

— Est-ce seulement avec d'autres partenaires européens de l'OTAN, non atomiques, que Bonn entend mettre en place des « armes de théâtre », mais alors sans les faire servir par ses propres soldats ?

— De l'autre côté de nos frontières, et non seulement en Europe de l'Est, il faut éviter toute apparence, selon laquelle les Allemands aspireraient, ne serait-ce que de loin, à un pouvoir-cle sur les armes nucléaires. Réaliser cette condition ne crée aucune difficulté dans l'alliance occidentale et personne ne s'en est formalisé.

— Si notre importance a augmenté au cours des dernières années, c'est essentiellement à cause du succès du processus de détente en Europe, engagé par les traités négociés par Brandt et Scheel avec Brejnev, avec Gomulka, ensuite par Genscher et moi-même avec Giersek, comme nous l'avons fait avec la R.D.A. Parce que l'accord des quatre puissances sur Berlin, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont le point culminant était jusqu'à présent Helsinki en 1975, ont élargi la liberté d'action, les possibilités de la politique étrangère allemande. Et nous n'avons pas laissé cette possibilité sans nous en servir.

— Il faut s'attendre que la propagande soviétique essaie d'influencer les décisions de l'alliance occidentale et celles des États-Unis. Je ne vois aucune objection à formuler, dans la mesure où elle le fait par des engagements et annonces unilatérales, comme par exemple le

retrait allant jusqu'à vingt mille soldats et mille tanks. Mais ce que j'ai lu dans l'« Observer » au sujet d'une prochaine offre soviétique de réunir l'Allemagne, de la neutraliser, n'est qu'une tentative pour tromper le public allemand. La source qui en est à l'origine considère les Allemands comme plus naïfs qu'ils ne le sont. De telles intentions ne font pas partie de la stratégie soviétique.

— La France refuse aux Américains un rôle de direction ? Et vous-même ?

— Il y a deux puissances mondiales de la stratégie nucléaire, qui appartiennent aux plus grandes puissances économiques du monde et qui font également partie des États dont les peuples sont les plus riches du monde. Par comparaison, tous les autres États de l'Occident ont une moindre importance. Le Royaume-Uni et la France, comme les États-Unis, font partie de la catégorie des quatre puissances qui ont vaincu la coalition anti-hitlérienne et appartiennent donc à la catégorie des puissances de garantie pour Berlin. L'Allemagne se trouve encore dans une autre catégorie que le Canada, l'Italie ou d'autres États de l'Europe occidentale, parce que le peuple allemand est divisé, parce que la nation allemande ne s'est pas accommodée de sa division et à cause de la situation particulière de Berlin-Ouest.

— Si notre importance a augmenté au cours des dernières années, c'est essentiellement à cause du succès du processus de détente en Europe, engagé par les traités négociés par Brandt et Scheel avec Brejnev, avec Gomulka, ensuite par Genscher et moi-même avec Giersek, comme nous l'avons fait avec la R.D.A. Parce que l'accord des quatre puissances sur Berlin, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont le point culminant était jusqu'à présent Helsinki en 1975, ont élargi la liberté d'action, les possibilités de la politique étrangère allemande. Et nous n'avons pas laissé cette possibilité sans nous en servir.

— Aujourd'hui, le démon resurgit, la tendance est inversée, la productivité croît plus vite que le PIB en volume (respectivement de 2,2 % par an contre 2 % par an dans la période 1973-1978). Ce qui, par définition même de la productivité n'a pu se faire qu'en déplaçant de l'emploi (la durée du travail restant presque inchangée). Par conséquent, s'il est vrai que les formidables gains de productivité dans la période de forte croissance économique des années 60 se sont accompagnés d'un quasi plein emploi, il est tout aussi vrai que malgré la chute de la produc-

Propos recueillis par
FRIEDHELM KEMNA
et DAVID SPANIER.

Non au doublement du chômage d'ici à 1985 !

UNE croissance double de celle d'aujourd'hui, un chômage trois à quatre fois moins élevé, une inflation de quelques pour cent. Telle est l'image du « paradis des années 80 » que nous avons quitté pour aborder une terre inconnue des économistes, où l'essoufflement de la productivité n'em-

peche pas l'emploi de se dégrader et où le chômage élevé n'enraye pas l'inflation.

Le tableau s'assombrirait encore. Il faut faire face à un nouveau renchérissement du prix du pétrole et à un regain de l'inflation qui pousse certains pays du Sud et de l'Est à développer et à abandonner, comme l'Allemagne, Comment sortir du cercle infernal « récession - inflation - chômage » ? Comment relever les défis (économiques, technologiques et industriels) auxquels l'Europe se trouve confrontée ?

À ces deux questions, le discours dominant fournit une réponse, que l'on peut résumer ainsi :

— L'exportation est le moteur de la croissance et, par conséquent, la source des créations d'emploi. D'ailleurs, l'Europe doit exporter des produits manufacturés pour payer la facture obli-

gée et de plus en plus lourde des matières premières qui lui font défaut. Cette ouverture à l'extérieur, exigée par la croissance et la contrainte de balances de paiements, rend nécessaire la compétitivité et contribue à la lutte contre l'inflation intérieure.

Le maintien de la compétitivité de l'industrie européenne passe par l'amélioration de la productivité et des choix de spécialisation industrielle (activités à développer et à abandonner). Sinon, l'Europe pourrait être à la fois devancée par les États-Unis et le Japon et rattrapée par certains pays du Sud et de l'Est.

Les autres avantages comparatifs (bas salaires, matières premières) n'étant pas en sa possession, l'Europe est condamnée à développer les secteurs à haute technologie qui sont le plus souvent économiquement de travail et à organiser la régression de nombreux secteurs où la main-d'œuvre est importante (chantiers navals, textiles, sidérurgie, etc.).

En bref, il faut créer le chômage aujourd'hui au nom de l'emploi futur car protéger certains secteurs artificiellement reviendrait à les condamner totalement demain. En d'autres termes, gagnée ou non, la course à l'exportation — compétitivité — productivité — est d'abord perdue du côté de l'emploi.

Productivité contre emploi ?

À ces deux questions, le discours dominant fournit une réponse, que l'on peut résumer ainsi :

— L'exportation est le moteur de la croissance et, par conséquent, la source des créations d'emploi. D'ailleurs, l'Europe doit exporter des produits manufacturés pour payer la facture obli-

gée et de plus en plus lourde des matières premières qui lui font défaut. Cette ouverture à l'extérieur, exigée par la croissance et la contrainte de balances de paiements, rend nécessaire la compétitivité et contribue à la lutte contre l'inflation intérieure.

Le maintien de la compétitivité de l'industrie européenne passe par l'amélioration de la productivité et des choix de spécialisation industrielle (activités à développer et à abandonner). Sinon, l'Europe pourrait être à la fois devancée par les États-Unis et le Japon et rattrapée par certains pays du Sud et de l'Est.

Les autres avantages comparatifs (bas salaires, matières premières) n'étant pas en sa possession, l'Europe est condamnée à développer les secteurs à haute technologie qui sont le plus souvent économiquement de travail et à organiser la régression de nombreux secteurs où la main-d'œuvre est importante (chantiers navals, textiles, sidérurgie, etc.).

En bref, il faut créer le chômage aujourd'hui au nom de l'emploi futur car protéger certains secteurs artificiellement reviendrait à les condamner totalement demain. En d'autres termes, gagnée ou non, la course à l'exportation — compétitivité — productivité — est d'abord perdue du côté de l'emploi.

Productivité contre emploi ?

À ces deux questions, le discours dominant fournit une réponse, que l'on peut résumer ainsi :

— L'exportation est le moteur de la croissance et, par conséquent, la source des créations d'emploi. D'ailleurs, l'Europe doit exporter des produits manufacturés pour payer la facture obli-

gée et de plus en plus lourde des matières premières qui lui font défaut. Cette ouverture à l'extérieur, exigée par la croissance et la contrainte de balances de paiements, rend nécessaire la compétitivité et contribue à la lutte contre l'inflation intérieure.

Le maintien de la compétitivité de l'industrie européenne passe par l'amélioration de la productivité et des choix de spécialisation industrielle (activités à développer et à abandonner). Sinon, l'Europe pourrait être à la fois devancée par les États-Unis et le Japon et rattrapée par certains pays du Sud et de l'Est.

Les autres avantages comparatifs (bas salaires, matières premières) n'étant pas en sa possession, l'Europe est condamnée à développer les secteurs à haute technologie qui sont le plus souvent économiquement de travail et à organiser la régression de nombreux secteurs où la main-d'œuvre est importante (chantiers navals, textiles, sidérurgie, etc.).

En bref, il faut créer le chômage aujourd'hui au nom de l'emploi futur car protéger certains secteurs artificiellement reviendrait à les condamner totalement demain. En d'autres termes, gagnée ou non, la course à l'exportation — compétitivité — productivité — est d'abord perdue du côté de l'emploi.

Productivité contre emploi ?

À ces deux questions, le discours dominant fournit une réponse, que l'on peut résumer ainsi :

— L'exportation est le moteur de la croissance et, par conséquent, la source des créations d'emploi. D'ailleurs, l'Europe doit exporter des produits manufacturés pour payer la facture obli-

gée et de plus en plus lourde des matières premières qui lui font défaut. Cette ouverture à l'extérieur, exigée par la croissance et la contrainte de balances de paiements, rend nécessaire la compétitivité et contribue à la lutte contre l'inflation intérieure.

Le maintien de la compétitivité de l'industrie européenne passe par l'amélioration de la productivité et des choix de spécialisation industrielle (activités à développer et à abandonner). Sinon, l'Europe pourrait être à la fois devancée par les États-Unis et le Japon et rattrapée par certains pays du Sud et de l'Est.

Les autres avantages comparatifs (bas salaires, matières premières) n'étant pas en sa possession, l'Europe est condamnée à développer les secteurs à haute technologie qui sont le plus souvent économiquement de travail et à organiser la régression de nombreux secteurs où la main-d'œuvre est importante (chantiers navals, textiles, sidérurgie, etc.).

En bref, il faut créer le chômage aujourd'hui au nom de l'emploi futur car protéger certains secteurs artificiellement reviendrait à les condamner totalement demain. En d'autres termes, gagnée ou non, la course à l'exportation — compétitivité — productivité — est d'abord perdue du côté de l'emploi.

Productivité contre emploi ?

À ces deux questions, le discours dominant fournit une réponse, que l'on peut résumer ainsi :

— L'exportation est le moteur de la croissance et, par conséquent, la source des créations d'emploi. D'ailleurs, l'Europe doit exporter des produits manufacturés pour payer la facture obli-

gée et de plus en plus lourde des matières premières qui lui font défaut. Cette ouverture à l'extérieur, exigée par la croissance et la contrainte de balances de paiements, rend nécessaire la compétitivité et contribue à la lutte contre l'inflation intérieure.

Le maintien de la compétitivité de l'industrie européenne passe par l'amélioration de la productivité et des choix de spécialisation industrielle (activités à développer et à abandonner). Sinon, l'Europe pourrait être à la fois devancée par les États-Unis et le Japon et rattrapée par certains pays du Sud et de l'Est.

Les autres avantages comparatifs (bas salaires, matières premières) n'étant pas en sa possession, l'Europe est condamnée à développer les secteurs à haute technologie qui sont le plus souvent économiquement de travail et à organiser la régression de nombreux secteurs où la main-d'œuvre est importante (chantiers navals, textiles, sidérurgie, etc.).

En bref, il faut créer le chômage aujourd'hui au nom de l'emploi futur car protéger certains secteurs artificiellement reviendrait à les condamner totalement demain. En d'autres termes, gagnée ou non, la course à l'exportation — compétitivité — productivité — est d'abord perdue du côté de l'emploi.

Productivité contre emploi ?

À ces deux questions, le discours dominant fournit une réponse, que l'on peut résumer ainsi :

— L'exportation est le moteur de la croissance et, par conséquent, la source des créations d'emploi. D'ailleurs, l'Europe doit exporter des produits manufacturés pour payer la facture obli-

gée et de plus en plus lourde des matières premières qui lui font défaut. Cette ouverture à l'extérieur, exigée par la croissance et la contrainte de balances de paiements, rend nécessaire la compétitivité et contribue à la lutte contre l'inflation intérieure.

Le maintien de la compétitivité de l'industrie européenne passe par l'amélioration de la productivité et des choix de spécialisation industrielle (activités à développer et à abandonner). Sinon, l'Europe pourrait être à la fois devancée par les États-Unis et le Japon et rattrapée par certains pays du Sud et de l'Est.

Les autres avantages comparatifs (bas salaires, matières premières) n'étant pas en sa possession, l'Europe est condamnée à développer les secteurs à haute technologie qui sont le plus souvent économiquement de travail et à organiser la régression de nombreux secteurs où la main-d'œuvre est importante (chantiers navals, textiles, sidérurgie, etc.).

En bref, il faut créer le chômage aujourd'hui au nom de l'emploi futur car protéger certains secteurs artificiellement reviendrait à les condamner totalement demain. En d'autres termes, gagnée ou non, la course à l'exportation — compétitivité — productivité — est d'abord perdue du côté de l'emploi.

LA PROSPECTIVE EUROPÉENNE

Un futur conditionnel

UN début ? Un tournant ? Ou le commencement de la fin ? On s'interroge sur le futur de l'Europe. A moyen terme, les données de l'avenir des États-Unis, du Japon, de l'Union soviétique, sont connues et relativement précises, surtout dans le domaine économique. C'est l'Europe qui laisse les prospectivistes du monde entier le plus perplexes. Le pire pessimisme, comme le plus grand optimisme, ne sont pas interdits en ce qui la concerne. Car de grandes incertitudes régissent l'accomplissement de son destin dans les années qui viennent. Quelle sera l'issue de la lutte engagée, à tort ou à raison, entre les souverainetés nationales et une autre forme de souveraineté qui serait supranationale ? Quelles seront, au moins, les modalités de leur coexistence ? Si l'Europe a neuf, qui a du mal à organiser sa « communauté », s'annonce à double pour 1985, combien comprendrait-elle de membres en 1990 et à la fin du siècle ? Quinze, dix-huit ? Ou, au contraire dix et, peut-être moins dans un embryon resserré ? Quels seront alors ses rapports avec l'Europe de l'Est, dans un statu quo permanent ou au contraire, modifié ? A ces questions cruciales, chacun peut apporter des réponses différentes, en fonction de multiples facteurs dont seul l'avenir dira quelle aura été leur pondération réelle.

Mais au-delà des points d'interrogation, certaines réalités sont là pour imposer au futur immédiat des contours relativement précis. « Dans un monde

inégalitaire et conflictuel par essence, l'avenir n'est que la résultante de la confrontation de forces inégales corrigées par les tendances lourdes et les contraintes », affirment les responsables du programme FAST de la Commission des Communautés européennes, une équipe de « prospectivistes » réunis pour trois ans avec un budget destiné à tracer le portrait de l'Europe possible et souhaitable à la fin du siècle. Alors que cette équipe internationale jette actuellement les bases de son futur séminaire, d'autres livrent déjà le produit de leurs réflexions. C'est le cas de l'équipe d'« Interfuturs » de l'O.C.D.E., dont les travaux donnent une image de l'Europe par résultante : tout ce qui n'est pas le reste du monde industrialisé. Dans ses prévisions à l'horizon de l'an 2000, s'inscrit le cadre de l'action européenne pour les vingt années à venir. En France, un groupe de prospective européenne a été constitué au commissariat général du Plan, et son volumineux rapport est sur le point d'être publié.

Dans la plupart des pays d'Europe, des équipes publiques ou privées étudient, sur des points précis, les perspectives d'avenir de l'Europe. Les plus importants organismes de prospective se sont réunis en septembre dernier à Arc-et-Senans

sur l'initiative de l'association internationale Futuribles pour confronter leurs conclusions et leurs projets au cours d'un troisième colloque européen de prospective. Ils envisagent de fonder en commun une association permanente de l'Europe. C'est à l'ensemble de ces tra-

Convergences dans le marasme

Si les divergences entre Européens sont nombreuses, on observe au moins ce qui, à l'instar des responsables du programme FAST, on peut appeler des « convergences dans le marasme » : la croissance se tasse, le chômage s'aggrave, l'inflation persiste, et les contributions internationales s'accroissent. Le taux de croissance européen moyen pour 1978 a été de 3,6 %, contre 1,8 % par an entre 1974 et 1977, mais 4,8 % l'an entre 1960 et 1970. M. Emilio Fontela indique (page 7) les perspectives pour les années 80, d'après le modèle économique de l'Institut Battelle, en constatant qu'elles sont moins bonnes que celles des États-Unis et du Japon. Le Vieux Monde a actuellement 6 millions de chômeurs, contre 2 millions dans les années 60. Combien en aura-t-il en 1990 ? Dans toute la région, les ratios de l'investissement par rapport au produit national brut sont tombés à moins de 3 % depuis le début des années 70, alors qu'ils avaient dépassé 5 % en 1964. Même si l'Europe fait globalement preuve d'un relatif

dynamisme, puisque la productivité du travail y a augmenté récemment de 2,2 % contre 0,1 % dans la période allant de 1974 à 1978, soit un gain largement supérieur à celui des États-Unis (qui sont distancés, par ailleurs, par le Japon), la rentabilité du capital y diminue, et la productivité elle-même s'y essouffle.

Le fardeau des dépenses publiques est de plus en plus lourd, et, si l'on en croit les experts de la C.E.R.E., il a toutes les chances de peser encore davantage d'ici à 1990. Entre 1960 et 1977, le poids des dépenses publiques dans la production intérieure brute, en prix courants, est passé de 32,3 % à 45,3 % pour l'ensemble des pays de la Communauté. Les deux tiers de cette augmentation sont imputables aux transferts sociaux (santé, allocations chômage, etc.), et presque un tiers à la demande des administrations (salaires des fonctionnaires et autres).

(Lire la suite page 22.)
JACQUELINE GRAPIN.

Avis financiers des sociétés

Emprunt CAECL
Automne 1979
11,70 %
800 millions
taux actuariel brut
11,77 %

Vous pouvez souscrire dans votre banque, chez les comptables du Trésor (trésorier, receveur, percepteur), dans les Caisses d'épargne ou tout simplement dans votre bureau de poste.

les emprunts CAECL des collectivités locales

Clôture sans préavis

Faites un bon placement et aidez votre ville

محکمات الاموال

صك: امن الاصل

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Entre le frein et l'accélérateur

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gonflement de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) Croissance la plus forte possible ; b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

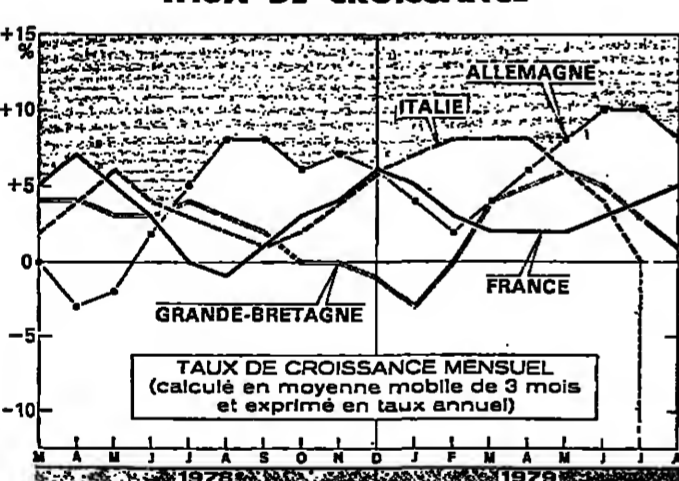
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (i) internationale
ALLEMAGNE	++	—	—	++	+	++
FRANCE	+	—	—	—	—	+
ITALIE	—	—	—	—	+	+
GRANDE-BRETAGNE	—	—	—	—	—	—

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — mauvais — très mauvais + tendance précédente

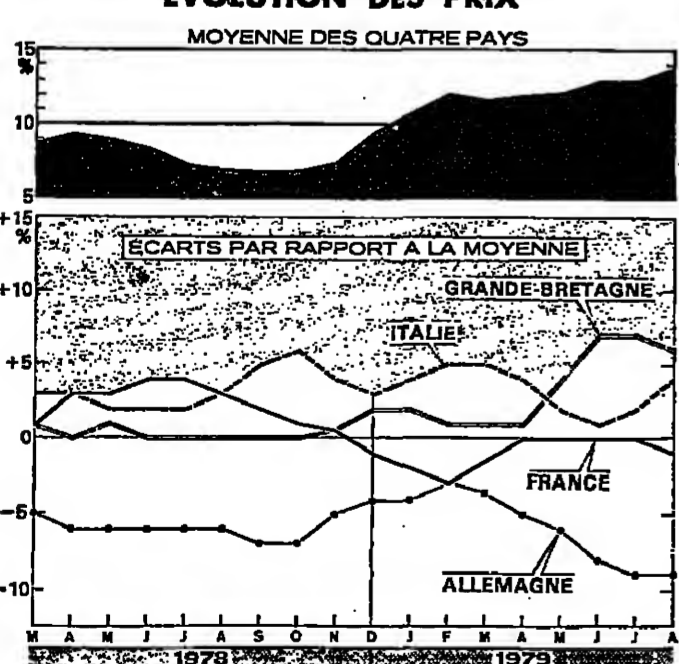
(i) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

TAUX DE CROISSANCE



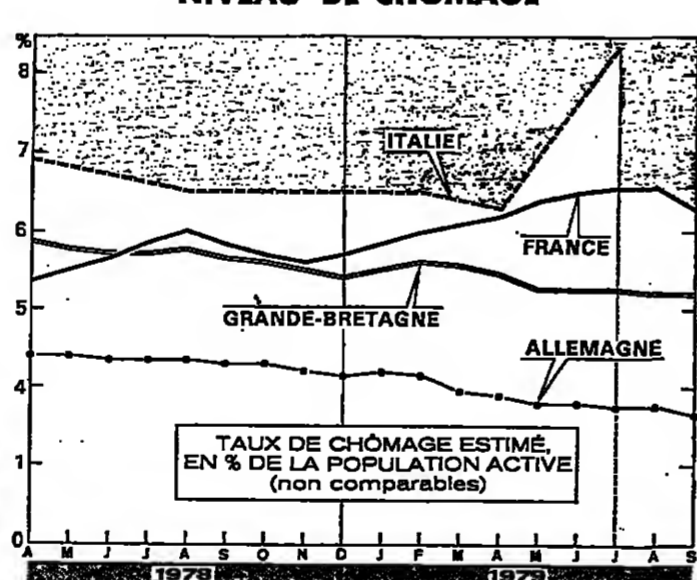
Entre juillet et août la croissance industrielle s'est maintenue à un niveau élevé en Allemagne (8 %) et s'est légèrement redressée en France (5 %). Elle a, en revanche, fortement ralenti en Grande-Bretagne (1 %), après le vigoureux rattrapage des mois précédents, ainsi qu'en Italie (0 %).

ÉVOLUTION DES PRIX



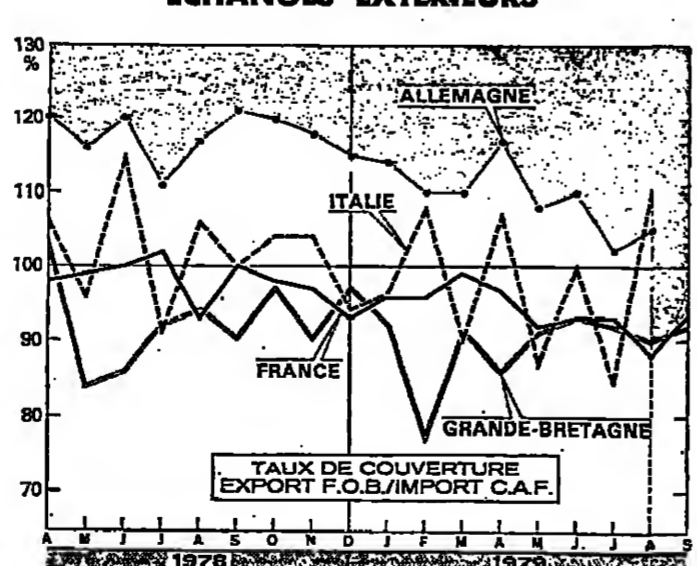
Entre août et septembre, l'inflation moyenne des quatre grands pays européens a continué à augmenter de 13 à 13,75 %. Cette accélération est due surtout à l'Italie, où le rythme des prix est passé de 15 à 18 %, soit presque le même niveau que la Grande-Bretagne (24 %). En France, il est resté à 13 % (septembre a été meilleur avec 9,9 %). En Allemagne, la décélération à 4 % observée en août s'est confirmée avec le bon chiffre de septembre. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois. Évalués sur douze mois, ils sont de 5,3 % en Allemagne, 11 % en France, 15,7 % en Italie et 16,5 % en Grande-Bretagne.

NIVEAU DE CHOMAGE



Entre août et septembre, le taux de chômage par rapport à la population active (corrigé des variations saisonnières) a reculé encore une fois en Allemagne de 3,75 % à 3,65 %, et aussi — pour la première fois depuis onze mois — en France de 6,35 % à 6,25 %. Il est resté stable à 5,25 % en Grande-Bretagne, mais a augmenté de 1,30 % au deuxième trimestre à 6,50 % au troisième trimestre en Italie.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations par les exportations (calculé FOB-CAB et corrigé des variations saisonnières) de l'Allemagne est resté, entre juillet et août, un peu au-dessus de 100 %. Celui de la France a légèrement augmenté entre août et septembre de 85 à 86 %, et celui de la Grande-Bretagne de 91 à 92 %. Le taux italien a chuté de 100 % en juin à 85 % en juillet, pour remonter fortement à 110 % en août.

à l'unanimité) et obligation pour les banques de constituer des réserves représentant 8 % des nouveaux emprunts, les eurodollars étant eux aussi visés. M. Volcker voudrait absolument, une bonne fois pour toutes, casser les rejets aux anticipations inflationnistes. Désormais l'argent sera non seulement cher, mais aussi rare. Ce coup de frein a commencé par effrayer nombre de responsables financiers, comme le contrôleur de la monnaie, M. Helmann, qui a parlé d'un « étranglement par le crédit ». Si les propos des autorités sont plus rassurants, il n'en reste pas moins que celles-ci doivent garder un pied sur l'accélérateur, prêtes à appuyer le cas échéant. Ainsi M. Carter, en contradiction avec la manœuvre du FED, vient de parler d'allègements fiscaux à venir, promesses dont les considérations électorales ne sont pas absentes.

Les mêmes hésitations entre l'usage du frein et de l'accélérateur se retrouvent chez plusieurs gouvernements européens, d'autant plus grandes qu'ils évaluent mal les effets possibles de la nouvelle escalade des prix du pétrole et de la nouvelle politique monétaire américaine. La crainte de la récession est vive, bien que la réalité ne la justifie pas. Comme le montrent nos courbes, l'activité industrielle, si elle a parfois décliné, n'a reculé nulle part. Elle reste toujours élevée en République fédérale (8 %), et le léger recul des commandes en août ne doit pas changer cette situation, que M. Vol von Arnim, le président des chambres de commerce allemandes a analysée en constatant que les affaires vont bien dans pratiquement tous les secteurs. D'après M. Jens von Bandern elles sont même exceptionnellement bonnes dans l'industrie mécanique, où le taux d'utilisation des capacités a atteint un niveau record de 88 %, le plus élevé depuis 1974. Plein emploi, aussi, ce qui est exceptionnel dans les pays indus-

En Grande-Bretagne, contrairement à ce qui se passe en France, on constate une nette décélération de l'activité, d'ailleurs prévisible puisque la bonne croissance des mois précédents ne constituait qu'un rattrapage des retards entraînés par les grèves, encore accentué par les achats anticipés des fortes hausses de la T.V.A. Ainsi en septembre les ventes au détail ont baissé de 0,6 % et en particulier celles des automobiles anglaises ont été doublement pénalisées par le mauvais climat conjoncturel et la concurrence grandissante des importations. Pourtant, malgré cette menace de stagnation et le pessimisme des chefs d'entreprise mis en relief dans les dernières enquêtes du C.B.I. (le patronat) et du Financial Times, le gouvernement anglais continue à appuyer sur le frein. Politique déflationniste vivement critiquée par le N.I.E.S.R. (National Economic and Social Research), qui prévoit en 1980 une forte montée

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

CROISSANCE	+	Contrairement aux prévisions, le P.N.B. n'a pas diminué au troisième trimestre, mais a même augmenté sensiblement de 2,4 % (après un recul de 2,3 % au deuxième trimestre). Sont aussi en hausse les ventes au détail (+ 2,1 % en août et + 2,2 % en septembre), la production industrielle (+ 4,5 % en septembre) et les mises en chantier de logements (+ 4,2 % en septembre).
PRIX	—	L'accélération des prix de gros se poursuit et est même devenue brutale en septembre (+ 1,4 %) amenant le rythme des trois derniers mois à 12,8 %. Les hausses de l'énergie (6,8 %) et des produits alimentaires (1,8 %). Mauvais augure pour les prix de détail dont le rythme de 12 % sur juin-août ne peut dès lors que s'aggraver.
CHOMAGE	—	Le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, après avoir augmenté de 5,7 % en juillet à 6 % en août, est retombé à 5,8 % en septembre. Cette amélioration constitue une surprise et est due à un recul du nombre de chômeurs (de 6,1 à 6 millions) et à une augmentation de la population active (de 96,3 à 97,5 millions).
CAPACITÉ	—	Le taux d'utilisation des capacités productives, après avoir reculé de 86,3 % en mai à 84,8 % en août, est remonté à 85,1 % en septembre.
ECHANGES	—	Le déficit de la balance commerciale (calculé Fob-Fob) qui s'était régulièrement réduit au cours des derniers mois, jusqu'à n'être plus que de 11 milliards de dollars en juillet, a de nouveau fortement augmenté à 2,2 milliards en août, et à 2,8 milliards en septembre, sous l'effet des hausses pétrolières et des importations de petites voitures. C'est là une grosse déception pour les autorités.
MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE	—	Les taux d'intérêt américains s'accroissent encore plus et dépassent maintenant largement leurs records de 1974 : le taux d'escompte est à 12 % et le prime rate à 15,25 %. Dans les quatre grands pays européens les taux suivent plus ou moins : en France le taux de base bancaire a été relevé de 10,75 % à 11,25 %, et en Italie le taux d'escompte de 10,5 % à 12 %.
ECONOMIQUE	—	C'est finalement moins l'activité américaine qui influera sur la croissance des pays européens que l'escalade de leurs taux d'intérêt (entraînant par leur inflation et la faiblesse du dollar) qui pèsent sur leurs investissements et renforcent les pressions déflationnistes des hausses pétrolières.

triels. A 3,2 % en chiffres bruts, le taux de chômage est le plus bas enregistré depuis cinq ans. Pourtant en dépit de ces bons résultats la crainte reste vive dans certains milieux politiques qu'en 1980 les affaires aillent nettement plus mal, et déjà quelques-uns réclament des allègements fiscaux. Mais le chancelier Schmidt, appuyé avec la Bundesbank, et même avec le patronat et les syndicats, qui pour la première fois depuis deux ans se sont à nouveau réunis autour de la même table, garde plutôt le pied sur le frein.

Tenir le franc

Le gouvernement français est plus limité dans ses choix. Le rythme d'activité est médiocre. Néanmoins, comme le montrent nos courbes, la tendance loin de fléchir comme on le craignait s'est même légèrement redressée (5 %). Le taux de chômage, qui augmentait sans discontinuer depuis onze mois, jusqu'à se rapprocher de leur niveau, a descendu en septembre sous l'effet probable du troisième pacte pour l'emploi. Cependant, ces résultats ne sont pas suffisants pour une bonne part aux anticipations inflationnistes tout comme aux États-Unis, restent fragiles. Le gouvernement français ne peut, comme son homologue allemand, lâcher l'accélérateur, tout en étant obligé par ailleurs, pour tenir le franc, de jouer fortement du frein monétaire. On peut se demander comment il pourra arriver à concilier les deux manœuvres, et faire en 1980 un déficit budgétaire dépassant les 40 milliards de francs, tout en limitant la croissance monétaire à un taux de 11,8 %, sensiblement inférieur au taux d'augmentation en valeur attendu du P.N.B. Il est probable que la rigueur sera quelque peu sacrifiée au maintien d'une activité suffisante.

du nombre de chômeurs à 1,6 million.

En Italie, où le rythme de croissance industrielle a très nettement décliné jusqu'à se rapprocher de la stagnation, alors que l'inflation a explosé à 2,5 % sur le seul mois de septembre, le gouvernement de M. Cossiga a vivement appuyé sur le frein monétaire : ainsi le taux d'escompte vient d'être relevé d'un seul coup de 10,5 % à 12 %, suscitant l'appréhension du patronat. Cependant les autorités redoutent comme en France un déficit important dans le budget de 1980 qu'elles viennent de présenter : 49 000 milliards de lire (contre 40 000 dans le précédent) sur un total de dépenses de 125 000 milliards, avec des allègements fiscaux, et une forte contribution de l'État aux charges sociales des entreprises.

MAURICE BOMMENSATH.

Voix et Expression

DIRIGEANTS - CADRES

VENDEURS, vous devez

Parler, avec aisance

Motiver, votre

Conscience

Décider

ces del VOTRE FORMATION

24, rue H. Barbusse, 75005 PARIS

Tél. : 335-10-10 - 335-15-42

POUR COMPRENDRE

LA MONNAIE

lire

MECANIQUE

DES

MONNAIES

Jacques RIBOUD

préface H. Guitton

Éditions de la RPP

17 Avenue Bourgaud 75017 Paris 267 05 43

Diffusion : Armand Colin

Conseil de rédaction : Pierre Drouin,

Jacqueline Gropin (« Le Monde »), Piero

de Garzanti, Mario Fasanotti (« la

Stampa »), John Greig, David Spenser

(« The Times »), Ingeborg Schewohl,

Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline

Gropin.

Publicité : Daniel Bertheloni (« la

Monde »), Riccardo di Corato (« la

Stampa »), Bryan Todd (« The Times »),

Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Coordonnateur : Eric Wolfson.

Copyright « Le Monde ».

EUROPE
CUR
ROB
PO
EUROPA

LA CO

L'indépendance dans
la politique économique

SFENA

LA COMMUNAUTÉ DEVANT LA CRISE

L'interdépendance tient parfois lieu de politique économique commune

Il n'existe pas de politique conjoncturelle commune ni de programme antérieur, qui seraient conçus, puis mis en œuvre à l'échelle de la Communauté. Cela n'est pas près de changer.

Pour des raisons politiques d'abord, puis pour des raisons techniques, il n'est pas possible, en admettant qu'il soit possible, d'élaborer un programme communautaire qui n'est pas antérieur. Mais aussi pour des raisons économiques : les situations des différents pays ne sont pas homogènes. L'Allemagne, par exemple, n'est pas en crise ; elle connaît une croissance de l'ordre de 4 %, le chômage y a sérieusement diminué, l'inflation y est peut-être un peu plus vive que jadis, mais elle demeure modérée. Bref, toutes les nations du Marché commun ne relèvent pas de la même thérapeutique.

Cela dit, l'existence de la Communauté et les contraintes qu'elle impose pour les gouvernements membres ont, une influence importante, voire déterminante, sur la conduite des politiques nationales. Il y a même tout lieu de croire, surtout si le système monétaire européen (S.M.E.) parvient à résister aux tensions internes et externes auxquelles il ne peut manquer d'être confronté, que cette influence ira croissant.

La destruction de la Communauté, c'est-à-dire la remise en cause du libre-échange et le rétablissement des barrières douanières internes, aurait peu de sens le contester, un effet déstabilisateur très grave sur la totalité des pays membres, y compris sur les plus prospères. Pour cette raison, les gouvernements, par simple intérêt égoïste, doivent veiller à maintenir un maximum de cohérence à l'intérieur de la C.E.E. et à empêcher sans perdre le moindre temps,

l'apparition, ou au moins la persistance, d'une situation susceptible d'engendrer un processus mettant en péril l'union douanière. Les États membres sont tellement liés les uns aux autres (même si, pour diverses raisons, c'est un peu moins vrai pour le Royaume-Uni) qu'ils se trouvent dans l'obligation de prendre en compte les effets de leur politique sur les économies de leurs partenaires. « En juillet 1978, commente à titre d'exemple, un expert bruxellois, les Allemands, qui venaient d'engranger un nombre considérable de dollars, avec les effets inflationnistes qu'une telle politique d'intervention sur le marché des changes impliquait, pouvaient, en se plaçant sur un plan purement national, voir surtout des inconvénients à une relance supplémentaire de leur activité économique et préférer terminer l'année avec un taux de croissance de 3 % au lieu de 4 %.

Mais cette relance allemande, étant considérée comme nécessaire par les pays partenaires, devenait nécessaire pour la République fédérale. »

Cette indiscutable interdépendance est le vrai levier de « l'action concertée » et de ce qui l'a précédée, à savoir l'effort collectif entrepris par les Neuf pour définir une esquisse de stratégie commune. Il est difficile d'évaluer les résultats concrets des efforts accomplis depuis plusieurs années pour mieux coordonner les politiques économiques. C'est là un domaine où il n'y a pas d'évidence, et où il n'y a pas de preuve disponible. Pourtant, la réflexion collective qui se déroule à tous les niveaux (ministres, banquiers, experts) aboutit au moins à une analyse commune de la situation, et à un accord sur les grandes lignes des orientations à donner aux politiques économiques des gouvernements.

Une amorce de stratégie

Cette amorce de stratégie concernant les années à venir, née de la réflexion commune, se trouve décrite dans un rapport rédigé par un « Groupe d'études des perspectives à moyen terme », ou encore dans le rapport économique annuel que vient de soumettre la commission aux gouvernements membres. On y trouve non pas les éléments précis de l'action conjoncturelle à conduire au jour le jour sur le terrain, mais quelques données importantes acceptées par tous, et dont il y a donc tout lieu de penser qu'elles sous-tendent la politique développée dans chacune des capitales.

L'idée de base est sans doute que la Communauté ne peut se satisfaire, pour des raisons évidentes d'emploi, d'une croissance lente. Comme 1980, une politique de relance (politique budgétaire active, baisse des taux d'intérêt) serait souhaitable. On est d'accord aussi sur les conditions à remplir pour que cette politique de relance puisse être déclenchée. Il s'agit, d'une part, de la maîtrise de l'inflation, malgré la hausse permanente, considérée comme inévitable, de l'énergie importée, ce qui suppose un ralentissement voire un gel des revenus réels des ménages. D'autre part, une réduction

du rapport entre les besoins en énergie et le niveau d'activité économique est indispensable. Un tel programme, même tracé à gros traits, exige au moment de l'exécution, une coordination continue et étroite des actions entreprises. Les mesures de relance qui seront bientôt nécessaires ne seront efficaces, lit-on dans le premier des rapports cités, que si elles se poursuivent simultanément, de sorte que chacun bénéficie des efforts des autres en même temps que des siens. Des précisions sur l'opportunité d'une politique budgétaire plus active courant 1980 et sur les ajustements possibles de la politique à suivre devraient faire l'objet d'une action étroitement concertée, souligne la Commission dans son rapport économique annuel.

Plus nouvelle, l'idée qu'il est souhaitable, pour modérer le comportement et la nature de la croissance, de pratiquer progressivement une politique d'énergie chère réclame plus encore une action commune. « L'équilibre entre États membres de façon à éviter que des tendances divergentes ne se développent en ce qui concerne l'évolution des coûts », souligne un expert des Neuf, et déjà (mais l'idée, pour être séduisante, comporte des inconvénients : comment réajuster l'instabilité d'un droit de douane sur le pétrole, qui permettrait de rattraper le prix de l'énergie (avec l'objectif de diminuer la consommation par rapport au P.N.B.) ? Cela permettrait aussi d'acquiescer les ressources propres à la Communauté, dont on sait qu'elles sont en voie d'épuisement.

Par ailleurs, comme le souligne la Commission dans son rapport économique annuel, le S.M.E. et ce n'est pas son moindre avantage, « fournit un cadre pour l'élaboration d'un ensemble de politiques à court et à moyen terme ». Il a pour objet de restaurer à l'intérieur de la C.E.E. des taux de change plus stables. Mais la défense de ce système exige sur bien des points, comme la politique des taux d'intérêt ou du crédit, une coordination accrue entre les États membres. C'est dire que le S.M.E. au-delà de ses objectifs propres, devrait logiquement devenir un facteur essentiel d'intégration des politiques économiques.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un entretien avec le chancelier Schmidt

(Suite de la page 19.)

« Mais du point de vue d'un Allemand, le rôle important des États-Unis d'Amérique résulte de tout ce que je viens d'expliquer. Peu importe que vous l'appelliez rôle de direction ou centre de gravité ou encore autrement, ce ne sont pas les mots qui comptent. La direction est exercée par une union d'États, qui ont entre eux des rapports d'association.

— Est-ce qu'une rencontre entre vous et M. Honnecker, chef de l'État est-allemand, avant la fin de la discussion sur la politique de sécurité à l'Ouest est après tout possible ?

— De telles visites ne doivent pas être liées à des conditions préalables. Je suis prêt à rendre le premier une visite à M. Honnecker, et de ce fait, tout naturellement, ensuite, il me rendra visite. Actuellement, la date ne peut en être fixée. Nous n'en sommes pas encore là.

— Nous entrons, je crois, dans une période de récession. Quelle en sera, selon vous, la gravité et quelle politique l'Allemagne fédérale adoptera-t-elle à cet égard ?

— La République fédérale ne connaît pas de récession. Je crois d'ailleurs qu'il en est de même

pour l'Occident dans son ensemble. Il y a en revanche un danger beaucoup plus grave pour l'économie mondiale, celui que font courir les hausses imprévisibles et peut-être un jour insurmontables du prix du pétrole. Cependant l'Allemagne n'envisage, dans l'état actuel des choses, aucune modification de sa politique économique, financière et monétaire. Je ne vois pas les raisons qui pourraient l'y pousser.

— Nous savons que d'autres augmentations du prix du pétrole interviendront. Quelle doit être, selon vous, la réponse de l'Occident ?

— L'Occident doit répondre. — et c'est d'ailleurs ce qu'il fait depuis cinq ans et devra continuer de faire au cours des quinze ou vingt années qui viennent — par la réduction de sa dépendance pétrolière vis-à-vis de l'étranger. Nous y travaillons dans mon pays. Il y a, il est vrai, une certaine méfiance à l'égard de l'énergie nucléaire utilisée pour la production d'électricité. Il n'est pas non plus facile d'augmenter l'extraction de charbon d'un pays. Cela pour diverses raisons. La main-d'œuvre est une l'importance de l'investissement en est une autre. La situation dans laquelle nous nous trouvons ne nous permet pas de renoncer à l'option nucléaire.

Priorité à une politique commune de l'énergie

— Vous avez dit que les États-Unis, en tant que premier consommateur d'énergie, devaient donner l'exemple. Que pensez-vous des efforts américains dans ce domaine ?

— Je crois que l'on ne peut pas ne pas souligner le fait que les importations américaines de pétrole ont, depuis le début de la crise, c'est-à-dire depuis la fin de 1973, augmenté des deux tiers. En dépit de tous les efforts du président et de son administration, cette tendance n'a pas véritablement été modifiée.

— Toutefois, pour autant que je puisse le comprendre, le président Carter me semble extrêmement actif dans ce domaine. Il n'est, certes, pas facile de transformer une économie et une société qui ont connu pendant des générations l'abondance en matière de pétrole et d'énergie sous toutes ses formes, ni de

faire prendre conscience aux gens de la nécessité d'économiser.

— Il y a, me semble-t-il, une mesure simple à prendre, celle qui consiste à augmenter les prix du fuel domestique.

— Je ne préconiserai pas un blocage des prix. Il est évident que les gens économiseront une marchandise — et précieuse parce qu'elle est chère. Il ne faut pas attendre que les gens réduisent leurs dépenses d'énergie si cette dernière reste à bas prix. C'est vouloir la quadrature du cercle.

— Qu'attendez-vous pour se réaliser au sein du Marché commun au cours de l'année 1980 ?

— En premier lieu, l'élaboration d'une politique commune

dans le domaine de l'énergie. En second, une restructuration de la politique agricole commune. Enfin, une plus grande convergence des politiques économiques. Le mot de convergence est aujourd'hui utilisé dans la C.E.E., avec un sens assez curieusement restreint, comme s'il n'avait de rapport qu'avec la contribution au budget commun. Cela, de mon point de vue, n'est pas une question primordiale.

— L'Allemagne, en tant que membre le plus puissant de la C.E.E., va-t-elle prendre des initiatives nouvelles au cours des années 80 ?

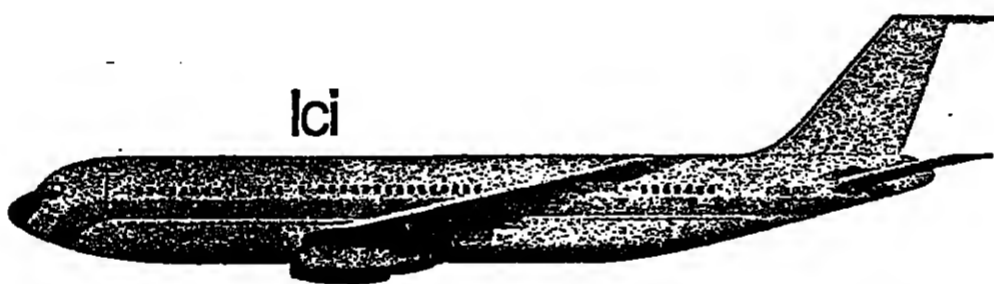
Les plus grands sceptiques

— Dans l'immédiat, c'est d'avantage, dirais-je, à la Grande-Bretagne de modifier son attitude, plutôt qu'à la C.E.E. La Communauté. Les Britanniques, même parmi ceux qui apparaissent comme relativement favorables à la participation de leur pays au Marché commun, sont les plus grands sceptiques que comptent les neuf ou les dix États membres. J'en comprends d'ailleurs très bien les raisons.

« La Grande-Bretagne a adhéré à la Communauté quinze ans après l'Italie, la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et la République. Elle a une expérience communautaire moindre. Par ailleurs, je conçois tout à fait les réserves de certains Britanniques pragmatiques devant la bureaucratie bruxelloise. Sur le plan économique, cependant, le Royaume-Uni connaît, depuis deux ans, une situation difficile et a tendance à faire porter à la C.E.E. la responsabilité de problèmes auxquelles celle-ci est totalement étrangère. Je comprends tout cela, mais je ne l'approuve pas.

« J'ai toujours été persuadé que le bon sens des Britanniques, leur expérience internationale — expérience historique, politique, commerciale — devaient avoir une influence tout à fait nécessaire au sein de la Communauté, qui a besoin d'être stimulée sur ce plan. C'est en tout cas ce que j'espère depuis 1971 ; et je continue aujourd'hui de croire que la Grande-Bretagne pourra jouer ce rôle. »

Propos recueillis par
FRIEDHELM KEMMEL
et DAVID SPANIER.



Ici
le traitement de l'information
ne supporte
pas l'à-peu-près.

SFENA l'a compris depuis trente ans.

La SFENA, société française, exerce depuis trente ans, une spécialité que l'on pourrait nommer "le traitement de l'information à fiabilité obligatoire". Elle s'applique en particulier à l'aéronautique, et aboutit à la création de gyromètres à laser, de pilotes automatiques, comme celui de l'Airbus.

Les systèmes conçus et produits par la SFENA sont en service dans 150 compagnies et équipent les forces aériennes de plus de 30 pays.

Ils ont conduit au développement à Villacoublay d'un puissant complexe technique regroupant plus de 450 ingénieurs pluridisciplinaires. Cet énorme potentiel de recherche permet à la SFENA de diversifier ses activités et d'être présente dans des domaines de pointe tels que le test automatique, le matériel médical et l'informatique.

La plupart de ces applications relèvent de l'informatique distribuée, c'est-à-dire du traitement des données par des unités diverses, connectées entre elles, qui pratiquent une certaine division de travail. La Division des Systèmes Informatiques (DSI) bénéficie de cette richesse conceptuelle et de compétences nombreuses et de haut niveau dans la plupart des technologies avancées. Elle peut ainsi construire sur des bases solides des systèmes originaux destinés aux différents aspects de la gestion : ses ordinateurs innoveront hardiment, mais en toute sécurité.

SFENA - Aérodrome de Villacoublay - 78140 Vélizy-Villacoublay - tél. 630.23.85
SFENA DSI - 10 bis, rue Paul Dautier - 78140 Vélizy-Villacoublay - tél. 946.96.36



محکمات من الأصول

L'EUROPE SERA PLUS VULNÉRABLE QUE SES CONCURRENTS

Une croissance ligotée

Dans le scénario le plus optimiste d'« Interfuturs », celui d'une croissance mondiale forte et d'une coopération entre pays développés et sous-développés, la Communauté, dont le produit intérieur brut représentait 19,6 % du total mondial en 1970, verrait son pourcentage tomber à 16 % en l'an 2000. Dans le même temps, les États-Unis tomberaient de 31,2 % à 18,7 %, tandis qu'au contraire le Japon passerait de 6,3 % à 10,5 % et les pays en voie de développement de 17,7 % à 30,5 %. Cependant, dans ces trente années, le revenu par habitant serait passé de 2 450 dollars par tête à 7 962 pour les Européens, de 4 780 à 9 870 pour les Américains, et de 1 803 à 10 263 pour les Japonais.

Ces prévisions sont le résultat d'un scénario parmi d'autres. M. Emilio Fontela, professeur à l'université de Genève, et conseiller économique de l'Institut Battelle, explique ici, comme il l'a fait au cours du colloque de prospective européenne d'Arc-et-Senans, pourquoi l'Europe risque en tout cas de se trouver handicapée par rapport à ses grands concurrents industrialisés, de telle sorte que sa croissance risque d'être moins forte que la leur.

L'ORDRE des taux de croissance, caractéristique des années 60 (d'abord le Japon, ensuite l'Europe et, en dernier lieu, les États-Unis), s'est modifié au cours des années 70 : aujourd'hui le Japon passe d'abord, en dernier lieu l'Europe. Et c'est l'Europe qui risque d'être la plus

de la société postindustrielle. Parmi les facteurs qui peuvent entraîner une baisse du rythme de croissance au cours des dix prochaines années, cinq paraissent particulièrement importants.

● LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

L'augmentation du prix du pétrole a posé pour l'Europe dans son ensemble un problème de transfert réel de ressources à l'extérieur, provoquant une lutte silencieuse entre pays européens, lutte qui a contribué à une décomposition progressive du processus d'intégration en créant une séparation malheureuse entre pays « forts » et pays « faibles ». En évaluant une intervention militaire au Moyen-Orient, et compte tenu du coût actuel des combustibles liquides de substitution qui est de l'ordre de 30 dollars le baril, le prix moyen du pétrole pourrait bien augmenter d'au moins 50 % en termes

réels au cours des dix prochaines années (et, si l'OPEP poursuit la stratégie qui maintient son revenu à long terme, les augmentations ne seront pas progressives mais soudaines et fortes).

Même si une politique européenne orientée vers l'énergie nucléaire et les économies d'énergie permettrait de réduire la demande de pétrole, il est très probable qu'au cours des années 80 le transfert réel de ressources requis pour l'Europe par ses besoins énergétiques augmentera encore renforçant ainsi les effets négatifs sur la croissance qu'il a exercés depuis 1974. La situation américaine, à moyen et surtout à long terme, est sur ce plan nettement plus favorable, malgré les doutes qui peuvent subsister quant à sa rentabilité économique à court terme.

● L'INSTABILITÉ MONÉTAIRE

L'adoption des taux de change flottants, avec sa contrepartie d'une (apparente) plus grande indépendance des politiques monétaires nationales est probablement à l'origine (plus encore que le problème pétrolier) de la coupure européenne entre pays « forts » et pays « faibles ». Sur le plan intérieur, ce n'est pas sans un certain fatalisme que la montée des prix est observée partout en Europe, et le climat psychologique qui l'entoure n'est pas très favorable pour l'endiguement.

● L'INADAPTATION

DE L'ÉPARGNE À L'INVESTISSEMENT

Les études de la commission économique pour l'Europe des

Nations unies ont mis en évidence le fait que la constante diminution de la productivité du capital des économies européennes est provoquée à la fois par l'évolution de la structure productive du secteur secondaire (lutte contre la pollution, décentralisation des unités de production, ...) et par le développement du secteur tertiaire. Alors que le besoin d'investissement pour assurer une certaine croissance augmente, on assiste depuis 1973 en Europe à un ralentissement des investissements, et en particulier de ceux du secteur privé.

Outre l'instabilité monétaire et le manque de confiance qu'elle engendre, la hausse des taux d'intérêt, alors que l'élévation du niveau d'endettement interdit la relance des investissements, peut en être tenue pour responsable. L'épargne des ménages s'éloigne des marchés de capitaux à revenu variable et même du logement pour se concentrer, avec l'augmentation de l'incertitude, sur les valeurs à revenu fixe (et cela malgré le fait que l'inflation leur échappe généralement des taux d'intérêt réels négatifs). Le freinage des investissements est particulièrement sensible dans les domaines innovateurs qui requièrent une grande prise de risques : la recherche, le développement, les productions pilotes, sont sensiblement réduits, et de changement structurel des activités productives en est ralenti.

● LA MODIFICATION STRUCTURELLE DE LA DEMANDE

Dans la plupart des pays européens, la demande intérieure donne, dès la fin des années 60, des signes de ralentissement, voire même de saturation pour de nombreux produits manufacturés, et particulièrement pour des biens de consommation durables. Un mouvement en apparence inéluctable se poursuit vers la demande de services marchands et non marchands. Cette évolution, assez semblable à celle qui a caractérisé l'économie américaine de l'après-guerre, entraîne une diminution des effets multiplicateurs dynamiques ; dans l'approche des modèles d'échanges interindustriels de Leontief, on pourrait dire que la demande finale s'oriente vers des structures qui génèrent moins d'effets indirects au niveau de la production. Ce facteur risque d'effacer d'autant plus la croissance économique européenne que sont les secteurs qui souffrent de ralentissement de la demande sont aussi les plus fortement concurrentiels par les producteurs des pays en voie d'industrialisation du tiers-monde.

● LE DÉSORDRE CONCEPTUEL DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Les batailles dialectiques entre keynésiens et monétaristes, la confrontation systématique de

diagnostics d'inflation de demande et d'inflation de coût, n'ont contribué positivement ni à la création d'un climat de confiance dans l'efficacité de la politique économique ni, plus concrètement, à la relance de la production et de l'investissement et à la résorption du chômage. L'histoire économique établit d'ailleurs un jour avec clarté la responsabilité dans la crise actuelle des économistes qui ont systématiquement préconisé des mesures de politique économique à court terme pour traiter un problème d'évolution structurelle essentiellement de long terme. Tout ce qu'on peut demander aujourd'hui à la politique économique, c'est une garantie de continuité (stabilité des changes, régularité de la croissance de la masse monétaire, élimination du déficit du secteur public) qui cherche à redonner confiance dans la stabilité du système et favorise les producteurs au lieu d'encourager les spéculateurs, en d'autres termes, une politique économique qui crée des conditions favorables pour augmenter la souplesse et l'adaptabilité de l'offre dans des conditions de stabilité monétaire et de croissance à la possibilité de contrôler le système par des manipulations de la demande agrégée.

Ces cinq facteurs, issus de la crise des années 70, affectent différemment les pays européens : ainsi, l'Italie ou l'Espagne sont moins sensibles au ralentissement de la demande de biens durables ; la Grande-Bretagne est mieux placée sur le plan énergétique. Un scénario tendanciel simulé par l'Institut Battelle (Genève) à l'aide de ces modèles multisectoriels Explor et Forsys aboutit à des taux de croissance supérieurs à 4 % pour l'Italie et l'Espagne et de l'ordre de 3 % pour l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne pour la période 1980-1990. Est-il nécessaire de préciser que, avec ces systèmes de croissance et malgré le prolongement de la tendance passée à la diminution des heures de travail, le problème du chômage reste entier ?

Seuls signes encourageants, le S.M.E. et la prise de conscience de plus en plus générale de l'inefficacité des politiques de gestion de demande, et de la nécessité de privilégier une approche structurelle des problèmes de l'offre.

Il apparaît de plus en plus évident que les pays isolés seront incapables de retrouver un chemin de croissance assurant le plein emploi, et que l'industrialisation du processus d'intégration économique devient une nécessité inéluctable. Un projet énergétique européen, une véritable politique de solidarité transnationale, un mécanisme d'assistance à la reconversion industrielle, une politique extérieure et de défense commune, seraient quelques étapes susceptibles de redonner aux agents économiques européens confiance dans le futur.

Un futur conditionnel

(Suite de la page 19.)

« La prolongation des tendances actuelles pourrait amener les dépenses publiques à représenter 55 % du P.I.B. communautaire en 1990 », observe-t-on à Bruxelles. On remarque au même temps que les dépenses consacrées à la défense ont accusé une baisse sensible depuis 1960 (quatre-vingt-cinq milliards de 2 % du P.I.B. en 1975 contre plus de 3 % en 1960), ce qui ne saurait probablement durer, alors que les États-Unis et l'O.R.B. ont des taux plus que doubles. De même les dépenses d'investissements publics ont vu leur part dans le P.I.B. stagner depuis 1960 et même décroître dans certains pays comme la France et les Pays-Bas, ce qui pourrait changer devant la nécessité d'un plus grand soutien de l'activité économique. Pour l'Europe, la Communauté européenne en tant que telle consacre plus de 70 % de son budget à l'agriculture, qui ne représente que 11 % de la population active, et il y a de fortes chances que cela doive changer.

Les inégalités régionales, qui s'expriment par les différences de densité de la population, de revenus par tête, d'impact des restrictions industrielles (plus du cinquième de l'emploi dépend de secteurs menacés en Roussie, en Lorraine, au Val d'Aoste, etc.), du taux de chômage en général et de celui des jeunes en particulier, auront tendance à s'accroître dans l'avenir, car les régions dans lesquelles la population en âge de travailler est appelée à croître fortement (de plus de 10 % par an de 1975 à 1995) sont les plus pauvres : Irlande, Espagne, Portugal, Italie du sud, Sardaigne, Grèce, nord et ouest de la France. La liberté de circulation dans l'Europe des Douze se traduit donc vraisemblablement par des migrations importantes vers l'Allemagne, la région parisienne, la région de Londres, où la population active diminue

naturellement de 5 % par an dans la même période.

L'avenir économique de l'Europe dépendra, pour une large part, de sa capacité à maîtriser le progrès technologique. C'est l'un des domaines où l'action communautaire fait actuellement défaut, puisqu'elle assure que 0,8 % de l'ensemble des dépenses privées et publiques de recherche et de développement réalisées dans l'Europe des Neuf.

Dans un « diagnostic synthétique », les prospectivistes bruxellois comptent, au chapitre des forces de l'Europe, son héritage culturel et sa diversité, son capital de connaissances technologiques et d'éducation, sa puissance commerciale et monétaire, son marché de 250 millions de riches consommateurs, ses relations privilégiées avec le tiers-monde et son potentiel agricole. Au chapitre des faiblesses s'inscrivent la dépendance en énergie et en matières premières, une démographie déclinante, des conditions de sécurité incertaines, une vulnérabilité globale, une dépendance technologique croissante, l'absence d'industrie européenne intégrée, le manque de consensus sur le type de société souhaitable, de fortes inégalités sociales et régionales, l'hétérogénéité politique et l'instabilité dans certains pays, à quoi s'ajoutent des régimes de décisions communautaires complexes.

Toutes ces forces et ces faiblesses ne s'exercent pas au même titre, mais leur champ d'action est celui du possible, tant il est vrai que, comme le dit Jacques Lesourne, qui dirige les travaux d'« Interfuturs » pour l'O.C.D.E. : « Pour prévoir et maîtriser le futur, il faut à la fois savoir anticiper l'avenir, sembler et se préparer à gérer l'imprévisible. »

JACQUELINE GRAPH.



Londres: pourquoi ne pas choisir un vol deux fois moins cher?

Nous vous l'offrons tous les jours.

450 francs. C'est le prix de l'aller-retour Paris-Londres, au départ de Roissy*. Tous les jours de la semaine, à 21 h 30, British Airways vous conduit à Londres à ce prix exceptionnel, et vous pouvez revenir tous les jours par le 1^{er} vol du matin. À condition de passer deux nuits* en Angleterre et pas plus de trois mois. Consultez votre agent de voyages.

* Le séjour minimal ne s'applique pas pour un départ le samedi.

Renseignements : 91, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra. Tél. 778.14.14.

(Tarif sous réserve d'approbation gouvernementale)

**British
airways**

Nous prenons bien soin de vous.



هكذا من الأصل

D'ICI A LA FIN DU SIÈCLE

LES NOUVELLES FILIÈRES DE L'EMPLOI

Quels seront les nouveaux emplois de demain ? Les prospectivistes européens analysent plus facilement l'évolution économique en termes globaux que par secteurs, dans le détail. C'est là leur faiblesse. L'évolution actuelle est autre chose qu'une simple « crise ». Quelques-uns, toutefois, tentent, au-delà de la quasi-absence de méthodologie à laquelle ils se heurtent, de réfléchir plus avant.

KENETH PAVITT a tenté pour la Science Policy Research Unit de l'université de Sussex, en Grande-Bretagne, d'évaluer l'impact des changements technologiques s'annonçant pour les quelques années qui viennent dans les différents secteurs de l'industrie manufacturière (1). Il en ressort que de nombreux biens de consommation durables (notamment l'électroménager et l'automobile) déclineront, de même que les produits agricoles, les produits synthétiques et agricoles rudimentaires dans les biens

intermédiaires, l'industrie lourde et mécanique standard, et certains domaines de l'administration se livrant à des opérations simples. En revanche, l'avènement de techniques et de systèmes électroniques complexes rend l'industrie lourde plus sophistiquée là où elle survit, la chimie devient plus fine, l'agriculture plus technique et, dans les biens de consommation durables, le même processus se développe. On le sent déjà partout, et il s'agit moins de prospective que d'évolution en cours.

Priorités souhaitables

Partant de l'analyse des domaines en voie de développement rapide, ou sur le point de le devenir, M. André Dandieu a tenté de définir, pour la Communauté européenne, un tableau de critères et de secteurs permettant de choisir les priorités souhaitables dans le champ du possible. Parmi les secteurs en développement rapide, ceux qui touchent à l'utilisation du temps en dehors du travail et à toutes les activités liées à l'information émergent nettement et placent leurs ramifications dans des domaines qui semblent encore infiniment lointains, mais ne le sont probablement pas autant qu'on ne le croit (utilisation domestique de l'information, éducation permanente, etc., avec toutes les fabrications

et les services qui s'y rapportent). Surviennent aussi tous les développements liés au progrès technologique dans la production et l'utilisation d'énergie, l'exploitation des océans, l'espace, l'écologie et la préservation des ressources naturelles, la compréhension des phénomènes de la nature (climatologie, volcanologie, océanographie), les progrès des sciences de la vie (médecine, agronomie, etc.) et, surtout, se trouvent ceux de la biologie qui devrait avoir autant d'impact sur la transformation de la vie que la vie elle-même, celle que l'électronique du vingtième,

seaux indicateurs économiques et sociaux, etc.

Pour les prospectivistes d'Interfutur, l'ordre actuel d'évolution se présente comme suit. En tête, l'électronique, avec la révolution des microprocesseurs ; ensuite, l'exploitation des ressources énergétiques et minières des océans ; puis le développement des énergies nouvelles ; et, enfin, la biologie, avec ses applications dans les domaines de l'énergie (des biocombustibles), l'alimentation animale, l'agriculture, la chimie, la médecine, etc.

Jusqu'où ira-t-elle ? Lucien Gerardin, responsable de la recherche du groupe Thomson, s'interroge sur le groupe du développement de l'information, comme on peut le faire à propos de la biologie et de quelques autres domaines actuellement en évolution rapide : compte tenu du rythme de développement, tous les dix-huit mois, les mémoires collectives magnétiques vont, à la fin du siècle, dépasser en capacité les possibilités de stockage ultime dans un cerveau humain. L'émergence en cours des organisations télématiques, véritables « super-êtres » vivants organisés, représente une mutation décisive dans le développement de la vie et de l'intelligence sur notre Terre. Alors que la mutation de la mémoire génétique à la mémoire par apprentissage avait été très lente, la mutation actuelle de la mémoire individuelle à la mémoire collective artificielle va se produire si rapidement (en quelques décennies) qu'elle risque de bien de prendre une autre explication. L'humanité saura-

Quelques nouveautés pour demain

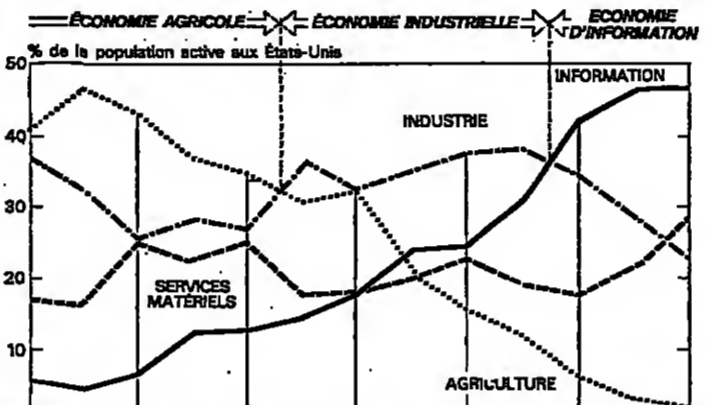
● La télévision à neutrons. — La transmission des images télévisées a une limite : les ondes hertziennes qui les portent se propagent en ligne droite et ne peuvent atteindre des récepteurs au-delà de l'horizon. Elles ont besoin de réflecteurs de surface pour suivre la courbe terrestre. Pour passer d'un continent à l'autre et d'un hémisphère à l'autre on doit avoir recours à des satellites de télécommunication géostationnaires.

Tout cela sera superflu dès qu'apparaîtront les télévisions à neutrons. Ces particules subatomiques pénétrant les obstacles en effet traversent la matière solide, à une vitesse très proche de celle de la lumière, sans subir la moindre altération. Elles peuvent donc atteindre les antennes en traversant le centre de la Terre. En modulant convenablement un faisceau de neutrons on peut transmettre sur toute la planète les sons et les lumières sans répétiteurs en surface ou dans l'espace.

● Nous conduirons par la voix l'automobile. — Dès que l'ordinateur sera en mesure de recevoir et de reconnaître sans erreur la voix humaine, nous pourrions conduire les automobiles de manière tout à fait dédoublée, c'est-à-dire sans garder continuellement les mains enroulées au volant et les pieds ancrés aux pédales. Il suffira de transmettre à l'ordinateur une série d'ordres essentiels : les autocommandes guidées par l'ordinateur feront le reste.

● Le médecin à la boutonnière. — Les expériences faites par les médecins des commandos pour suivre à longue distance leurs conditions biomédicales nous permettront un contrôle médical permanent. Chacun de nous pourra porter sur le thorax de légères brides à ventouses avec des appareils de mesure qui contrôleront le rythme cardiaque, le rythme respiratoire et circulaire, la tension, et la température corporelle. Un petit émetteur dans la ceinture ou dans la poche relèvera ces données en toute circonstance (sommeil, veille, repos, fatigue...) et les enverra selon un code individuel, sans confusion possible, à un grand ordinateur central (un par ville ou par région). L'ordinateur confrontera ces données avec la situation de normalité individuelle qu'il aura en mémoire. Dès qu'apparaîtra un symptôme préoccupant, il enverra un signal d'alarme au patient, par exemple une vibration sur sa poitrine, afin qu'il consulte au plus vite un médecin.

BRUNO GHIBAUDI.



LES MUTATIONS ÉCONOMIQUES. Source : tableau présenté par Lucien Gerardin au colloque de l'Association Futuribles d'Arc-et-Senans.

l'évolution prodigieuse des techniques de l'information (télécommunications, méthodes audiovisuelles, réseaux de circulation des données, etc.), la transformation des transports (nouveaux moteurs, déplacements sur consoles d'ordinateurs), l'utilisation des techniques d'organisation, de planification, de communication dans la vie sociale avec le progrès des sciences humaines : étude des organisations, analyse des systèmes, création de nou-

elle ou non maîtriser cette révolution ? Cette interrogation ne laisse-t-elle pas derrière elle la presque totalité des problèmes trop quidniens qui agitent les hommes ?

J. G.

(1) Rapport pour la septième conférence de la direction de prospective de l'Association européenne pour la recherche en marketing industriel. Publié dans « Futures », août 1978.

La lutte contre le chômage

(Suite de la page 19.)

— Loin de croître, l'emploi dans le tertiaire actuel pourrait même diminuer puisque pour la première fois depuis des décennies l'énergie technologique (microprocesseurs) va entraîner des gains de productivité dans un secteur (banques, assurances, travaux de bureau, etc.) qui en réalisait peu et créait beaucoup d'emplois.

— La montée en puissance de l'« activité » chômage sera soutenue au moins jusqu'en 1985 par l'évolution démographique, dans la mesure où d'ici là la population active de l'Europe croîtra à un rythme trois fois plus élevé que dans la période 1955-1975.

Dans ces conditions, seul le retour à la croissance économique très forte de l'ordre de 7 % à 8 % par an pourrait voir le chômage ne pas s'aggraver. Mais cette hypothèse déjà peu vraisemblable n'est pas souhaitable par les défenseurs de la monnaie.

Dès lors, il est tentant de ne pas attendre un doublement du chômage pour suggérer un ralentissement de la productivité plus fort que celui de la croissance, par exemple, en différant certaines innovations. Le remède serait sans doute pire que le mal ! Le recours à la technologie est une nécessité qui aggraverait le chômage, mais sans doute moins que si l'on se résignait à une pause dans ce domaine.

Si l'on refuse un doublement du chômage d'ici à 1985 (il y aurait alors plus de chômeurs que de fonctionnaires !), il faut revoir certains aspects de l'ouverture à l'extérieur, sans pour autant tomber dans l'écueil du protectionnisme et préparer une organisation socio-économique développant d'autres modes de vie. Dans cette optique, les voies à explorer sont multiples, et surtout socio-politiques.

— Mieux « compter sur ses propres forces » et développer des productions et des techniques de substitutions aux importations, par exemple, de soja ou

de bois de construction, ces derniers représentant le deuxième déficit de la Communauté, après le pétrole ;

— Rechercher une croissance plus créatrice d'emplois. L'ère de l'énergie devra annoncer le crépuscule des technologies « labour saving » (substituant de l'énergie à du travail humain) et l'ère des technologies économiques.

— Développer une économie mixte avec un secteur exposé à la concurrence et un secteur protégé axé notamment sur les secteurs non marchands et les besoins collectifs (culture, éducation, santé, entretien du patrimoine architectural et naturel, etc.).

Pour le secteur exposé, la concurrence devrait être plus internationale qu'euro-péenne. La grande différence avec les États-Unis et le Japon est que l'Europe n'a pas d'industrie à l'échelle de son marché intérieur et que nombre d'entreprises nationales se livrent à une concurrence extérieure sans merci qui les affaiblit toutes relativement ;

— Partager et vivre le travail différemment, c'est-à-dire de manière plus souple et moins contraignante à travail à temps partiel, retraite à la carte, travail chez soi... protection des activités informelles et hors marché, y compris le travail au noir, qui après tout, représente un emploi spontané répondant à un besoin humain adapté à la demande (prix, délais) que le service correspondant offre sur le marché et prouve que le système social trouve toujours les moyens de contourner ses propres rigidités. Vivre le travail différemment, c'est aussi ne plus faire de l'homme encombré, l'exemple de la réussite sociale et du chômage en exclu. En attendant, le temps où le non-travail, c'est-à-dire l'occupation socialement productive dans les loisirs, la culture, la relation avec les autres, sera le lot du plus grand nombre.

MICHEL GODET.

« Il s'agit moins d'économiser que d'utiliser rationnellement l'énergie »

nous déclare M. Jean Saint-Geours

M. Saint-Geours, président du groupe SEMA (Metra International), vient de présider, à la demande de la Commission de Bruxelles, un groupe de onze experts pour l'étude des modalités d'une croissance économique en énergie. Il commente ici les résultats de son rapport qui vient d'être rendu public.

— Monsieur le président, vous avez remis à la Commission des Communautés européennes de Bruxelles un rapport « Pour une croissance économique en énergie ». Au-delà même de ce rapport quel type de société développée vous paraît pouvoir vivre dans l'avenir en utilisant un minimum d'énergie ? Est-ce possible ? Est-ce probable ?

Il s'agit moins d'économiser l'énergie dans des conditions générales de gaspillage relatif que de promouvoir ce que nous appelons une « utilisation rationnelle de l'énergie ». Ainsi il est moins question de lever le pied de l'accélérateur d'une voiture fortement consommatrice d'essence que de concevoir des voitures faiblement consommatrices aux performances suffisantes, ou d'abaisser la manette du chauffage dans une maison qui transpire de la chaleur par de multiples ouvertures que de les boucher.

Une utilisation rationnelle de l'énergie devrait ainsi permettre de gagner 20 à 35 % de la consommation dans les transports, de 15 à 35 % dans l'industrie et l'agriculture, et jusqu'à 50 % dans les secteurs domestiques et le tertiaire en se contentant de développer et d'appliquer des techniques connues, par exemple les pompes à chaleur et des matériaux de construction.

Les réglementations électroniques de la circulation devraient permettre (selon des experts japonais) d'économiser jusqu'à 20 % de la consommation automobile en ville.

La Communauté européenne, qui vous a demandé ce rapport, entend-elle avoir

une politique volontariste en la matière ?

Certainement, mais il n'est pas facile de mettre tout le monde d'accord à Bruxelles. On procède surtout par recommandations. Il y a cependant des moyens indirects d'agir. Ainsi lorsque nous préconisons la mise en place de normes communes obligatoires pour l'automobile, l'électroménager et les appareils de chauffage, c'est un moyen à la fois de se protéger contre ceux qui ne les respectent pas et de s'obliger à les respecter. Les constructeurs automobiles européens commencent d'ailleurs à comprendre que c'est leur intérêt vis-à-vis de leur concurrents américains et japonais. En outre, même si les pays européens sont dans des situations différentes, ils peuvent au moins se mettre d'accord sur des règles de transparence, de vérité des consommations pour se rapprocher du prix de substitution des autres sources d'énergie au pétrole, ce dont nous sommes encore loin.

Si vous vous placez en l'an 2000, quel est-ce qui aura changé ?

On aura renouvelé des parcs de véhicules, de machines industrielles et, dans une certaine mesure, de logements. L'énergie solaire ne représentera qu'une petite part de la consommation, et la fusion nucléaire ne sera pas d'une utilisation immédiate.

Ainsi les rapports entre énergie et développement devraient-ils plus ambigus.

On a longtemps cru que la consommation d'énergie était un signe du développement. Nous affirmons maintenant que non seulement une forte consommation d'énergie n'entraîne pas forcément la croissance (on l'a vu longtemps aux États-Unis), mais encore pour obtenir la croissance économique dont nous avons

besoin, une utilisation plus rationnelle de l'énergie, est une condition impérative, sinon nous buterons sur des problèmes de prix ou d'approvisionnement.

— C'est ce que disent les Arabes ?

— Ils ont raison, en principe, mais ont tort de précipiter les choses.

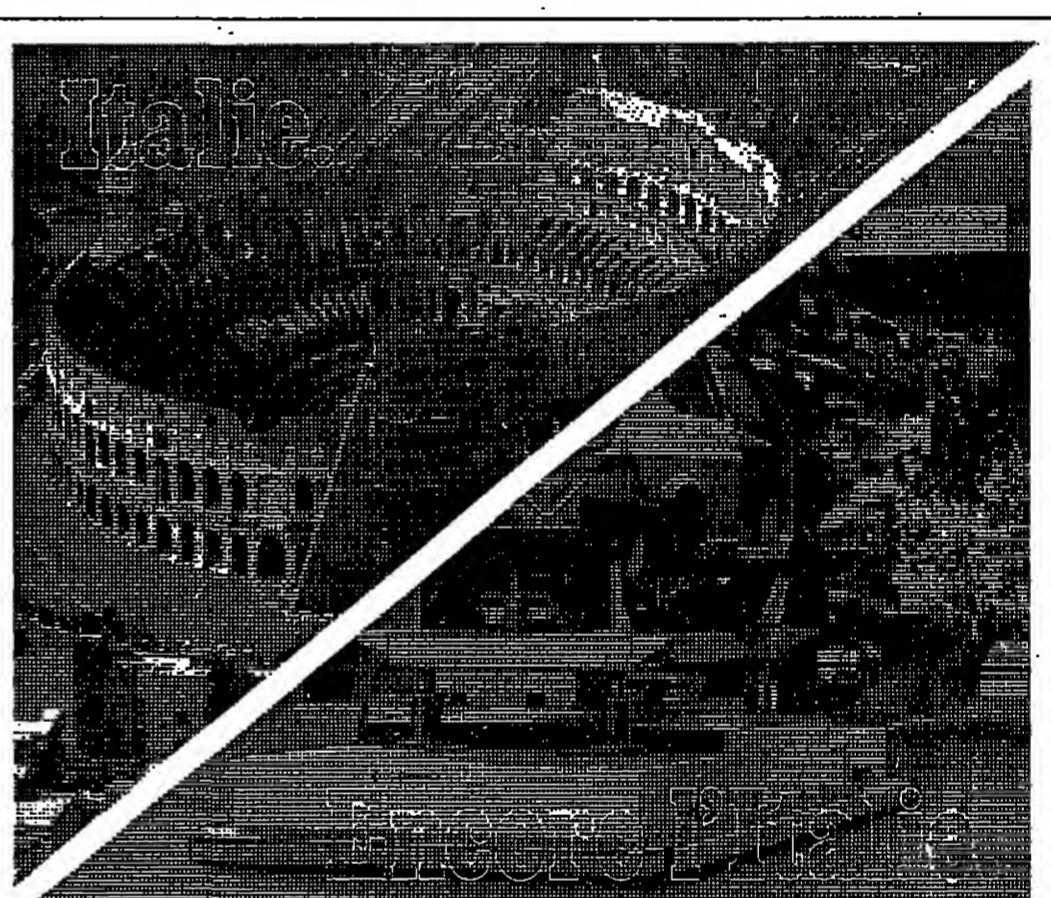
— Si les États-Unis continuent à vouloir utiliser un maximum d'énergie et considèrent qu'il est plus économique de payer le pétrole relativement cher que de faire les investissements nécessaires à une utilisation rationnelle de celle qu'ils ont, cela ne rend-elle pas l'Europe, même économiquement, dans une position de compétitivité inférieure ?

— Ils risquent de pousser à l'augmentation des prix. D'où la nécessité d'obtenir d'une coopération internationale plus grande. Mais l'Europe, qui est grande, mais l'Europe, qui est beaucoup plus dépendante de l'extérieur, n'a pas le choix. Il lui faut absolument rationaliser sa consommation, ne serait-ce que pour limiter les risques politiques auxquels elle s'expose vis-à-vis des pays producteurs.

— Quels sont les domaines vers lesquels vous encouragez de jeunes entrepreneurs à se lancer pour la fois créer une affaire et favoriser la nouvelle politique énergétique européenne ?

C'est assez difficile à dire. Dans des domaines importants comme la pompe à chaleur ou la régulation électronique de l'automobile, les gros investissements en recherche et développement ne sont à la portée que de grandes entreprises. Mais il y a, dans les matériaux de construction, dans les procédés de régulation (y compris dans l'industrie), tout ce qui est compteurs, thermostats, modulation, automatismes, etc., des places à prendre.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.



L'Italie est sans aucun doute un endroit merveilleux pour y passer des vacances. Au moindre détour, des siècles d'histoire, d'art et de culture s'offrent au regard.

Mais l'Italie c'est aussi autre chose. Un exemple : le « Robogate », cette installation industrielle totalement « made in Italy » et unique en son genre qui permet la soudure automatique des carrosseries des voitures.

L'Italie c'est aussi un marché ouvert, toujours prêt à entretenir avec les autres pays des relations commerciales importantes et d'intérêt mutuel.

Dans ce cas, la banque San Paolo de Turin est là pour vous aider grâce à : son Service Étranger efficace et spécialisé, ses siècles d'expérience du marché italien.

La banque San Paolo peut être votre intermédiaire le plus adapté et le plus sûr pour l'Italie comme pour tous les autres pays.

300 agences en Italie. Sièges à Turin, Bari, Bologne, Florence, Gênes, Milan, Naples et Rome.

Succursales de Crédit Foncier à Cagliari (Sardaigne), Catane (Sicile), Pescara et Reggio de Calabre.

Succursale à l'étranger : Francfort. Bureaux de Représentation à : Londres, Paris, Tokyo (A.I.C.I.) et Zurich.

Votre Banque de confiance depuis 400 ans

SANPAOLO

ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO

Banque de Crédit de Droit public fondée en 1563. Siège central : Turin, 156 piazza San Carlo. Fonds Patrimoniaux : 614 milliards de Lires italiennes.

Un futur conditionnel

Quel est le rôle de l'ordinateur ?

La prospective des technologies nouvelles permet d'anticiper les évolutions possibles de l'ordinateur. On peut ainsi se demander si l'ordinateur sera un jour capable de penser, de ressentir, de communiquer. Ces questions, qui semblent aujourd'hui appartenir au domaine de la science-fiction, sont en fait au cœur de la recherche scientifique. Les progrès réalisés dans le domaine de l'intelligence artificielle, de la robotique, de la génétique, etc., nous permettent de nous faire une idée plus précise de ce que l'ordinateur sera capable de faire dans le futur. Mais il est important de garder à l'esprit que ces évolutions ne sont que des possibilités, et que leur réalisation dépendra de nombreux facteurs, notamment politiques, économiques et éthiques.

Les technologies nouvelles, en effet, ne sont pas neutres. Elles peuvent être utilisées à des fins positives, pour améliorer la vie humaine, ou à des fins négatives, pour la détruire. C'est pourquoi il est essentiel de réfléchir à l'avenir et de prendre des décisions éclairées dès maintenant. L'ordinateur, en particulier, est un outil puissant qui peut nous aider à résoudre les problèmes les plus complexes, mais il peut aussi nous rendre dépendants de lui. Il est donc crucial de trouver un équilibre entre l'utilisation de ces technologies et la préservation de notre liberté et de notre dignité humaine.

مكتبة الأمل

LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Vers l'éclatement ?

LA NOUVELLE-ZÉLANDE ACCUSE LA C.E.E. DE PROTECTIONNISME ET DE « DUMPING »

La politique agricole commune (PAC) est soumise à des tensions internes de plus en plus fortes, qui se conjuguent avec les pressions exercées depuis longtemps par de nombreux pays tiers désireux de

par MICHEL PETIT (*)

développer davantage leurs exportations de produits agricoles vers un marché de plus de deux cent soixante millions de consommateurs.

Certes, les défenseurs de la PAC ont beau jeu de montrer que la Communauté est le plus grand importateur mondial de produits agricoles et que le volume de ses importations agricoles s'accroît constamment. Sur le plan interne, les performances de la PAC ne sont pas mauvaises si on les juge en fonction des objectifs figurant dans le traité de Rome (accroissement de la productivité, parité des revenus agricoles, stabilité des marchés, sécurité des approvisionnements, prix raisonnables). Tous n'ont pas été atteints également, mais, de toute façon, cela n'était pas possible puisqu'ils sont en partie contradictoires. Au total, il ne fait pas de doute que l'accrois-

sement de productivité a été considérable, que le degré de stabilité obtenu est très bon en regard au caractère aléatoire de la production agricole, que les approvisionnements sont assurés. Le revenu agricole moyen a beaucoup augmenté, mais il n'a pas en général atteint le niveau de parité espéré.

Plus grave sans doute, les disparités de revenus agricoles, que ce soit entre pays, entre régions, au sein d'un même pays ou entre types d'exploitation sont considérables et probablement pas en voie d'être réduites. Quant à savoir si le niveau des prix est raisonnable, tout dépend du point de vue où l'on se place. Pour le consommateur britannique, les prix des produits agricoles sont élevés, mais, en revanche, dans les pays du continent, probablement très attachés à la sécurité de leur approvisionnement alimentaire et à la stabilité des marchés, on sait qu'un prix néo-zélandais ruinerait de nombreux producteurs condamnés alors à venir grossir les rangs déjà trop garnis des chômeurs urbains, tout en accélérant l'abandon de régions entières menacées par une dépopulation qui a déjà été très rapide.

Bavures monétaires et excédents

Même si l'on reconnaît que le bilan économique de la politique agricole commune a été dans l'ensemble plutôt positif, au regard des objectifs qui lui ont été assignés, on ne peut pas ignorer que cette politique est aujourd'hui confrontée à des problèmes particulièrement difficiles. Tout d'abord, les perturbations monétaires ont entraîné la création des « monnaies fortes » et des « monnaies faibles », qui sont autant d'obstacles à la réalisation de l'unité des prix, caractéristique pourtant essentielle de tout marché commun.

Par ailleurs, pour plusieurs produits importants, des « excédents » sont apparus. Certes, le terme d'excédent ne peut pas être défini ici de façon simple, uniforme et rigoureuse. Mais il n'empêche que l'écoulement de nombreux stocks de produits laitiers est parfois presque impossible au-delà de ce que représentent déjà les exportations commerciales et l'aide alimentaire au tiers monde, que la vente des céréales sur le marché mondial n'est possible qu'à un prix nettement inférieur au prix fixé par la PAC pour le marché européen, et qu'il en est de même pour le sucre avec l'inconvénient supplémentaire que nos exporta-

tions sont accusées de perturber gravement un marché très important pour les pays en voie de développement produisant du sucre de canne.

En outre, le coût budgétaire de cette politique est élevé puisque c'est le budget communautaire qui finance l'écoulement des produits agricoles dans les pays tiers. Il en résulte que le financement de la PAC représente 75 % des dépenses de ce budget. Ce pourcentage élevé reflète certes l'absence ou la faible importance des autres politiques communautaires, mais il illustre aussi très clairement que le coût budgétaire de la PAC ne peut pas augmenter énormément si l'on ne trouve pas de nouvelles ressources pour ce budget. Or comme celles-ci proviennent d'une part, des prélèvements à l'importation des produits agricoles dans la Communauté, et d'autre part, des contributions des États membres, le maintien de la PAC, avec la poursuite probable de l'accumulation des excédents qui l'accompagnerait, exigerait un accroissement des contributions des États membres, ce qui n'est pas envisageable. Plusieurs gouvernements ont déjà indiqué qu'ils ne voulaient pas en entendre parler.

Un compromis fragile

Face à ces problèmes, les propositions de solution ne manquent pas : mise en place d'une politique cohérente résolvant l'exportation et donc de conquête des marchés, instauration de mesures visant à limiter la production (quotas, quantum), suppression des aides communautaires, mais aussi nationales, l'instauration d'investissements accroissant les productions excédentaires, baisse du prix relatif des produits agricoles et indemnités compensatoires pour les régions ou les

agriculteurs les plus pauvres.

Compte tenu des intérêts mis en jeu, il est clair que le choix de telle ou telle combinaison ne peut être que politique. Or la régulation des choix politiques dans le cadre des institutions communautaires est toujours difficile. L'instance supérieure, celle où se prennent les décisions les plus importantes, est le conseil des ministres. Bien souvent, il s'agit d'un lieu où s'affrontent les intérêts nationaux beaucoup plus qu'une institution où souffle un esprit communautaire.

La politique agricole commune est de nouveau sur la sellette. Depuis quelques semaines, les assauts redoublent : au Parlement européen, les députés britanniques ont argué de la vente de beurre à bas prix à l'U.R.S.S. pour repartir à l'attaque sur la participation anglaise au budget communautaire. Une guerre franco-anglaise du mouton s'est déclenchée à propos d'une condamnation par la Cour de justice des pratiques françaises de restrictions des importations de viande ovine en provenance du Royaume-Uni, dont le gouvernement de Paris ne veut pas tenir compte. A l'issue d'un entretien avec Mme Thatcher, le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Muldoon, avait déclaré fin septembre : « La politique agricole commune est un régime inique, un non-sens économique... la C.E.E. ne durera pas éternellement ».

Enfin, le 15 octobre à Luxembourg, les huit ministres des finances ont fait savoir à leur partenaire, Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier, qu'il n'était pas question d'accorder une réduction « substantielle » de la contribution britannique au budget européen de 1980.

Objet d'affrontements entre des intérêts nationaux, la PAC est forcément un compromis entre eux. Le compromis actuel est-il durable ?

Le moins que l'on puisse dire est que les points de vue nationaux sont très divergents. Les Italiens mettent l'accent sur les disparités de revenus au sein de l'agriculture européenne, particulièrement entre les régions et condamnent la PAC parce qu'elle ne les a pas réduites. L'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal accentuera ce problème. Les Britanniques soulignent qu'« une politique qui transfère en permanence des fonds d'une zone géographique à une autre zone géographique ne peut pas être durable ». Les Français, quant à eux, déclarent que la PAC « stimule dans les pays riches une production qui n'a pas de débouché ».

Le « point de vue français » reflète davantage les intérêts des agriculteurs et plus particulièrement les positions des organisations professionnelles agricoles. On comprend que celles-ci soient attachées aux principes fondamentaux de la PAC, qui leur assure des débouchés rémunérateurs, qu'elles demandent des prix aussi élevés que possible pour leurs produits et, également, la mise en place d'une politique plus résolument exportatrice.

Pour les Allemands, la fragmentation du marché résultant des montants compensatoires est une bénédiction puisqu'elle permet des prix internes élevés, qui sont jugés acceptables compte tenu de la répartition des revenus et de l'équilibre socio-politique à l'intérieur du pays sans l'accroissement des charges budgétaires qu'entraînerait l'allègement de tous les prix européens sur les prix allemands. Par ailleurs, en matière de commerce international, la priorité pour eux porte sur les exportations industrielles qu'il ne faut donc pas mettre en danger par une attitude agressive en matière d'exportations agricoles.

A ces tensions internes, qui sont, ou le vont, considérables, il faut ajouter les pressions exercées de l'extérieur par les pays désireux de retrouver, de maintenir ou même, si possible, d'accroître leur part du marché européen. Dans ces conditions, on imagine mal comment la PAC pourrait surmonter la crise de son financement, qui ne manquera pas de se produire prochainement.

Compte tenu de la diversité des points de vue nationaux, il sera très difficile de maintenir le caractère communautaire de la politique agricole.

La Nouvelle-Zélande est, pour l'Europe, bien davantage qu'une ferme un peu trop modeste, perdue à 20 000 kilomètres en mer. Laissons à part la seconde guerre mondiale, apportée à la libération de l'Europe, il n'est pas exagéré qu'une telle situation ne se présente plus dans le Pacifique sud, qui est en train de devenir une région stratégique, la Nouvelle-Zélande jouant le rôle d'un « pont » entre l'Australie — un rôle décisif. Pour l'heure, elle est excédée par la politique agricole commune dont l'effet sur son économie est véritablement néfaste.

Le désaccord anglo-franco-italien sur le marché français du mouton et de l'agneau éclaire une fois de plus les aspects délicats des relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Zélande. Lors d'un séjour dans ce pays, il y a quelques temps, M. Gundlach, commissaire européen à l'Agriculture, a affirmé au premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Muldoon, passer plus de temps sur les dossiers néo-zélandais qu'il n'en consacrerait à l'importation de produits néo-zélandais. Lors d'un autre séjour, en Nouvelle-Zélande au mois d'avril dernier, un collaborateur de M. Muldoon me confia alors être convaincu que les gouvernements européens seraient ainsi voir la Nouvelle-Zélande et ses trois millions d'habitants, ses neuf millions de bovins et ses soixante

Le problème de la viande d'agneau

Le second problème est celui de la viande d'agneau. Depuis 1980, l'agneau est en Grande-Bretagne, devenu un plat national — qu'il s'agisse de viande surgelée bon marché ou d'un produit frais plus cher. En Europe, en France en particulier, on son prix double par rapport à la Grande-Bretagne, l'agneau est une denrée de luxe. Si une réglementation sur cette viande d'intervention, comme semble le pressentir le traité de Rome, le Néo-Zélandais craignent que ce marché ne subisse le même sort que celui du beurre et que l'agneau ne devienne, au Royaume-Uni, un produit de luxe, onéreux, à la française, sous l'effet de la taxe communautaire. Le marché se resserrerait alors et les ventes néo-zélandaises diminueraient sans autre compensation pour le producteur.

Contrairement à ce qui se passe pour le beurre, cependant, l'Europe ne peut se suffire à elle-même dans le domaine de la viande d'agneau. Ainsi une source de riches protéines disparaîtrait-elle de l'alimentation des Britan-

millions d'ovins s'enfoncer dans la mer, entraînant avec eux leurs problèmes et leurs inconvénients déris à la politique agricole commune.

L'amertume est la même, d'un côté comme de l'autre. Car, pour un Anglo-Saxon, l'efficacité néo-zélandaise est un reproche permanent et une mise en accusation du système agricole et de l'économie paysanne des pays européens, à l'exception peut-être de la Grande-Bretagne. Pour un Européen, cependant, les méthodes et les structures néo-zélandaises ne peuvent être comparées en termes purement techniques aux besoins politiques, sociaux et écologiques d'un type d'agriculture — imbriquée dans toute une organisation industrielle moderne affirmant son droit de vivre et de prospérer conformément à ses propres valeurs — ne longtemps avant l'invention des bœufs frigorifiques et l'implacable conversion de la superbe forêt néo-zélandaise en des pâturages plus riches que nulle part ailleurs.

Le conflit qui se dessine ici dépasse celui du prix du beurre, du fromage et de la viande d'agneau. Les faits cependant sont là. Pour simplifier (l'équation est complexe), nous dirons que lorsqu'une demi-livre de beurre (danlois, irlandais, néo-zélandais, etc.) coûte à la ménagère britannique 3,50 francs, le prix de revient pour le producteur néo-zélandais peut ne pas dépasser 2,10 francs, ou, si l'on préfère, en termes plus réalistes, celui-ci, à 2,50 francs, fera un bon bénéfice. Avec la taxe communautaire, en revanche, au prix actuel de 3,50 francs et à celui de 4,30 francs la demi-livre prévu pour la fin de l'année, la Nouvelle-Zélande parvient à peine à réaliser un bénéfice sur son quota.

Tel est donc l'effet produit par la taxe communautaire qui a été acceptée en 1973 par le Parlement britannique lors de l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun et aux « usages européens », puis approuvée, en 1975, par l'électorat de ce même pays par la voie du référendum. Mais en 1979 la réalité du commerce appelle une autre façon de voir, qui se reflète dans les propos acides des ministres britanniques sur la Communauté et ses budgets.

En matière de fromage, cependant, les Néo-Zélandais se sont résignés à accepter des accords ou bien tournent encore pour peu de temps, ou bien ont fermé leurs portes quand les 70 000 tonnes de fromages qu'elles exportaient vers le Royaume-Uni ont été réduites, pour le quota de 1979, à 7 500 tonnes.

En matière de viande d'agneau, avec seulement des avances mineures pour l'élevage des ovins au Royaume-Uni, en France et en République d'Irlande, où ce secteur reste soumis à des contraintes écologiques et climatiques particulières. En revanche, une telle éventualité pourrait se solder par un désastre pour la Nouvelle-Zélande. Car l'industrie de la viande dépend de la production de viande d'agneau — tout comme, incidemment, lui sont liés une grande partie des investissements britanniques dans le commerce maritime, les assurances et les industries des dérivés de la viande. (La Nouvelle-Zélande ne possède pas des richesses aussi différenciées que l'Australie.)

En matière de fromage, cependant, les Néo-Zélandais se sont résignés à accepter des accords ou bien tournent encore pour peu de temps, ou bien ont fermé leurs portes quand les 70 000 tonnes de fromages qu'elles exportaient vers le Royaume-Uni ont été réduites, pour le quota de 1979, à 7 500 tonnes.

30 % du prix d'un beurre à 2 500 dollars la tonne (au 2 février 1979), cela représente 732 dollars, soit un chiffre inférieur, ou égal, au coût de production de la Nouvelle-Zélande, le plus bas du monde.

Quoi qu'en disent les autorités de Bruxelles, ce sont elles qui fixent ainsi les prix mondiaux et empêchent Wellington de se dédommager, ailleurs, de la réduction qui lui est imposée de son commerce avec l'Europe. La taxe communautaire que doit acquitter la Nouvelle-Zélande favorise tout à la fois les exportateurs et le dumping ; et la C.E.E. qui l'empêche de trouver de nouveaux clients, lui demande de surcroît : « Mais pourquoi donc n'êtes-vous pas parvenus à diversifier votre réseau commercial ? »

Le schéma ne peut être le même pour la viande d'agneau : mais la perspective de ne pas trouver des débouchés pour son beurre hors du Marché commun et d'y voir diminuer les ventes de sa viande ne peut, nous le savons, que conduire à la mort. La Nouvelle-Zélande, le pays est déjà à ce point déprimé que, terre traditionnelle d'immigration, il exporte aujourd'hui, plutôt que son beurre, son fromage et sa viande d'agneau, quelque vingt mille jeunes par an !

Des forces nouvelles

Il est rare, néanmoins, qu'une nation consente, sans résister, à son propre anéantissement. Des forces nouvelles, je crois, s'éveillent en Nouvelle-Zélande ; et des représentations sont à craindre pour la C.E.E. si celle-ci ne modifie pas sa politique agricole commune. La Nouvelle-Zélande est, je pense, déterminée à tranquillement réviser ses choix et se tourner notamment vers le tiers-monde.

Cependant, elle commencent, de toute évidence, par agir sur le consommateur britannique, déjà exaspéré de voir absorber par le budget communautaire les recettes du pétrole de la mer du Nord ; ainsi lui montrant-elle qu'il enrichit les paysans français, néerlandais et danois. Enfin, on a remarqué, à Wellington, que c'est le pays qui profite le plus de la politique agricole commune en Grande-Bretagne, à savoir la République d'Irlande, qui réclame une province du Royaume-Uni, s'estimant aujourd'hui suffisamment riche pour la gouverner.

On ne peut nier qu'à certains égards, la Nouvelle-Zélande soit elle-même son propre et pire ennemi. Sa politique dans le domaine des industries secondaires offre des parallèles frappants avec celle que mène l'Europe à l'égard de ses paysans. Son système de subventions est aussi complexe que celui de Bruxelles. Je partage, quant à moi, le point de vue de beaucoup d'économistes néo-zélandais (c'est cependant celui de M. Muldoon ni celui du chef de l'opposition, M. Rowling) selon lequel une dévaluation, la suppression des autorisations d'importation et la mise en place de droits de douane élevés s'étendant à tous les produits pourraient faire des merveilles.

Si de telles mesures permettaient d'aboutir à un accord définitif ouvrant le Marché commun aux produits néo-zélandais, une association nouvelle pourrait naître où chacune des deux parties trouverait son compte. Ni la Nouvelle-Zélande ne ses agriculteurs ne veulent d'aménagements provisoires, de marchés et de prix fluctuants ; ils exigent des garanties. C'est ce que réclament de leur côté, les paysans européens.

ROY LEWIS.

TITRES RESTAURANT
changement d'adresse
pour voir grand, il faut être au large,
alors nous avons déménagé
CHEQUE DE JEUNER CCR
46, rue des Acacias - B.P. 555
75831 Paris cedex 17 - Tél. 766.04.56

Je déclare recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation complète sur le chèque-jeuner.

N.° _____ Fonction _____

Raison sociale de l'entreprise _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Téléphone _____

Effectifs concernés _____

CHEQUE DE JEUNER No 79-11

ilingua
COURS INDIVIDUELS
de 30 à 60 minutes
FORMULES INTENSIVES
(4, 6 ou 8 leçons par jour)
STAGES LINGUISTIQUES
A L'ÉTRANGER (tous les ans)
toujours avec un professeur d'origine
ANGLAIS-ALLEMAND
ESPAGNOL-FRANÇAIS
HEBREU-ITALIEN
ILINGUA PARIS RIVE-GAUCHE
5, rue du Champ de l'Alouette 75013 Paris
Tél. 587.18.28

L'anglais d'urgence ?
C'est facile et il est encore temps
Notre cours "intensif" débute lundi 12 novembre
Téléphonez à nos hôtesses : 325.41.37
ILC International Language Centre
20, passage Dauphine 75006 Paris

Les excédents sont des concurrents
Des aménagements de transition, périodiquement révisés, régulent actuellement l'accès de la Nouvelle-Zélande au marché britannique. Le maintien de ces relations au-delà de 1980 dépendra des capacités de ce pays à diversifier ses exportations. La C.E.E. s'est engagée à ne pas se montrer insensible à ces tentatives. Malheureusement, elle fait exactement le contraire dans la pratique, ce qui irrite vivement les Néo-Zélandais. Bruxelles se débarrasse, en effet, des excédents de beurre qu'a produits la politique agricole commune, en les vendant sur tous les marchés extérieurs qu'elle peut trouver — elle a mis sur pied tout un réseau d'agences de vente —

Soyons sérieux
EXCLUSIVITÉ
« A LORS, monsieur le ministre, vous allez retrouver vos collègues prochainement au conseil européen de Dublin ? »
— C'est exact.
— Ce sera le deuxième « sommet » qui se tiendra à Dublin ?
— C'est exact.
— La dernière fois, en 1975, vous y avez réglé le problème des contributions britanniques au budget de l'Europe des Neuf ?
— C'est exact.
— Mais ce mois-ci vous allez rouvrir ce même dossier ?
— C'est exact.
— Parce que le Royaume-Uni, bien qu'il soit l'un des États membres les plus pauvres de la Communauté européenne,

risque d'en devenir le contributeur le plus important ?
— C'est exact.
— Malgré le mécanisme financier établi à Dublin en 1975 ?
— C'est exact.
— Mais si je comprends bien, monsieur le ministre, vous ne soutenez pas la plainte britannique ?
— C'est exact.
— Parce qu'il faut éviter toute notion de « juste retour » ?
— C'est exact.
— Connaissez-vous le dictionnaire de chaque pays ses possibilités, à chacun selon ses besoins ?
— Si vous vous imaginez que Mme Thatcher va me citer Karl Marx, bravo !
PANGLOSS.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Comment percevoir l'allocation logement ?

M. T. s'insurge. Son allocation logement a diminué. Pourtant, il a abandonné un logis peu salubre pour s'installer plus confortablement. Cette diminution lui est d'autant plus insupportable, que, auparavant, il percevait une allocation supérieure au montant de son loyer. Il est vrai que le mode de calcul de l'allocation logement favorise les très petits budgets. Son maximum était de 90 % du loyer, auquel s'ajoute une somme forfaitaire pour le chauffage, le tout excédant, sans difficulté, ledit loyer. Mais, entre-temps, la pension de M. T. a été révisée, et, ses ressources augmentant, la prestation a retrouvé un caractère plus habituel.

Pour percevoir l'allocation logement, il faut, comme M. T., être âgé de plus de soixante-cinq ans, retraité ou en activité, peu importe. Cependant, le nouveau système de garantie de ressources pour les salariés qui quittent leur emploi sans prendre leur retraite ne permet pas de prétendre à l'allocation. Les seuls cas où elle puisse être versée à partir du soixantième anniversaire concernent les travailleurs reconnus inaptes, les travailleurs manuels ou les ouvriers mères de famille admis à la retraite anticipée, les anciens déportés ou internés, les anciens combattants.

Dans un couple, il suffit que l'un des conjoints remplisse cette condition d'âge. M. T. a toujours été locataire. Mais l'allocation logement est versée versée aux occupants à la propriété. Elle est même attribuée aux personnes vivant en maison de retraite (avec des impôts en matière de superficie) ou en logements-foyers. Par contre, n'y ont pas droit les occupants de « villages-retraites » considérés comme n'étant ni occupants à la propriété ni locataires. De même, on oppose un refus à la personne âgée locataire de ses enfants. L'allocation logement est ensuite déterminée par un calcul qui fait jouer les ressources (celles de la déclaration d'impôts de l'année précédente), un « loyer minimum », celui que tout un chacun doit consacrer pour se loger en fonction de ses revenus. On la compare avec le loyer effectivement payé, majoré de l'indemnité de chauffage (dans la limite d'un loyer-plafond) et la différence, modifiée par un coefficient, donne l'allocation logement. Ainsi, quand

le loyer augmente, l'allocation augmente, à condition de ne pas dépasser le loyer plafonné.

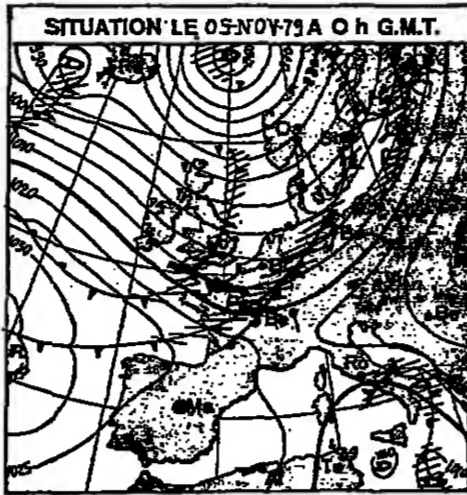
Depuis le 1^{er} juillet 1978, il est de 475 F par mois pour une personne seule et de 555 F pour un ménage. La majoration forfaitaire de chauffage est fixée à 67 F. En logements-foyers, ces sommes sont ramenées à 400 F par mois. Toute fraction de loyer supérieure à ces montants sera purement et simplement ignorée. Chaque augmentation des ressources tire l'allocation vers le bas. Et, comme les tranches de revenus ne sont pas révisées dans la même proportion que les pensions ou le minimum vieillesse, chaque année la prestation se dégrade un peu plus. De 20 F en 50 F, les personnes âgées voient s'éroder avec une irrémédiable régularité leur allocation. A croire qu'on reprend par le biais de l'allocation-logement ce qu'on accorde au titre du minimum vieillesse. Avec le nouveau barème de ressources, un retraité qui vit seul peut prétendre à l'allocation-logement s'il dispose au plus 3 000 F par mois et pour un couple les ressources doivent évoluer autour de 3 500 F par mois.

On estime que huit cent mille personnes âgées, environ, bénéficient de l'allocation-logement. Les caisses d'allocation-familiales du régime général versent 1 milliard 248 millions de francs à quelque cinq cent cinquante mille allocataires : 80 % sont des personnes seules et 80 % d'entre elles paient moins de 250 F de loyer mensuel ; sur la totalité des bénéficiaires, 94 % vivent en logement ordinaire, 15 % sont dans des foyers et 1 % accèdent à la propriété.

L'allocation-logement n'a pas encore fait le plein de ses titulaires malgré les campagnes d'information pour les aider. Il est vrai que la perspective des démarches à accomplir, des formulaires à remplir, des documents à fournir, suggère d'embellie des tracasseries que toutes les personnes âgées ne se sentent pas le courage, comme M. T., d'affronter. Mais la caisse d'allocation-familiales de chaque département est à la disposition des personnes âgées pour les conseiller et leur donner tous les renseignements utiles pour présenter une demande.

CHRISTIANE GROLIER.

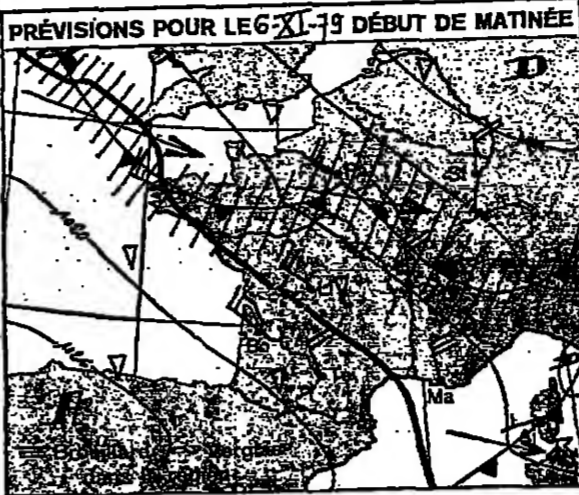
MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 05 NOV 79 A 0 h G.M.T.

Évolution probable du temps en France entre le lundi 5 novembre à 0 heure et le mardi 6 novembre à 24 heures :
La zone de hautes pressions, quasi stationnaire entre les Açores et le Portugal, continuera de diriger sur l'Europe occidentale, et sur notre pays en particulier, un courant perturbé de nord-ouest à ouest. Mardi, seules les régions voisines de la Méditerranée bénéficieront d'écarts assez durables avec l'alabastrage du mistral et de la tramontane. Cependant, des averse orageuses sont à craindre en Corse. Sur le reste de la France, le temps, souvent médiocre, sera très nuageux, avec des pluies ou des averses. Les précipitations seront plus fréquentes sur la moitié nord-ouest du pays. Les vents d'ouest, très irréguliers, mais assez forts en moyenne avec de fortes rafales sur les côtes de l'Atlantique, de la Manche et de la mer du Nord. Les températures maximales seront en baisse.

Le lundi 5 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au



PRÉVISIONS POUR LE 6 NOV 79 DÉBUT DE MATINÉE

niveau de la mer était, à Paris, de 1 009 millibars, soit 756,8 millibars de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le minimum de la nuit du 5 au 6 ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 17 et 1 degré ; Biarritz, 15 et 13 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Brest, 15 et 11 ; Caen, 16 et 9 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 et 9 ; Dijon, 13 et 8 ; Grenoble, 13 et 3 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille, 15 et 7 ; Nancy, 11 et 6 ; Nantes, 16 et 10 ; Nice, 17 et 9 ; Paris-Le Bourget, 14

et 9 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 16 et 10 ; Strasbourg, 1 et 7 ; Toulon, 17 et 9 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Poitiers, 30 et 22.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9 degrés ; Amsterdam, 14 et 6 ; Athènes, 13 et 12 ; Berlin, 8 et 5 ; Rome, 1 et 7 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Le Caire, 24 (max) ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 8 et 4 ; Gênes, 12 et 4 ; Lisbonne, 24 et 13 ; Londres, 15 et 7 ; Madrid, 21 et 4 ; Moscou, -4 et -9 ; Rostov, 22 et 14 ; New-York, 14 et 7 ; Palma-de-Majorque, 19 et 13 ; Rome, 15 et 6 ; Stockholm, 5 et 4 ; Téhéran, 8 et 12.

La météo de Paris rappelle que, tous les quinze jours, le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris publie la liste des demandes. Il en est de même de la liste des demandes de démolition déposées ainsi que des permis de construire et de démolir délaissés.

D'autre part, sont mis à la disposition du public :
1° Le registre d'inscription des demandes de permis de construire comportant le numéro du dossier, la date de recevabilité, le nom et l'adresse du demandeur, l'adresse du terrain, la superficie du terrain, la nature des travaux envisagés, la surface hors œuvre brute des constructions envisagées (s'il y a lieu) ; le cas échéant, la date de la demande de permis modificatif, de transfert ou de prolongation ;
2° Un exemplaire du dossier du projet de construction.

Ces différents documents peuvent être consultés à la mairie de Paris, annexe Morland, bureau de l'information sur la construction (porte 116, 17, boulevard Morland, 75004 Paris) : 277-15-20, postes 34-39, tous les jours ouvrables, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, pendant toute la durée de l'instruction.

Postérieurement à celle-ci, et pendant toute la durée de la construction, le dossier de permis de construire pourra être consulté aussi à l'annexe Morland, bureau administratif de la construction, 17, boulevard Morland à Paris (4^e), sur rendez-vous : 277-15-20, postes 34-39, soit en téléphonant au 277-15-50, postes 32-31 et 30-29.

Enfin, conformément à la réglementation générale sur les permis de construire, il est rappelé que l'arrêté du permis de construire est affiché pendant deux mois à la mairie du lieu des travaux ; des extraits doivent être affichés sur le terrain dès la notification de l'autorisation et jusqu'à l'achèvement du chantier.

Le mardi 6 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, de 1 009 millibars, soit 756,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le minimum de la nuit du 5 au 6 ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 17 et 1 degré ; Biarritz, 15 et 13 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Brest, 15 et 11 ; Caen, 16 et 9 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 et 9 ; Dijon, 13 et 8 ; Grenoble, 13 et 3 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille, 15 et 7 ; Nancy, 11 et 6 ; Nantes, 16 et 10 ; Nice, 17 et 9 ; Paris-Le Bourget, 14

et 9 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 16 et 10 ; Strasbourg, 1 et 7 ; Toulon, 17 et 9 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Poitiers, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9 degrés ; Amsterdam, 14 et 6 ; Athènes, 13 et 12 ; Berlin, 8 et 5 ; Rome, 1 et 7 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Le Caire, 24 (max) ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 8 et 4 ; Gênes, 12 et 4 ; Lisbonne, 24 et 13 ; Londres, 15 et 7 ; Madrid, 21 et 4 ; Moscou, -4 et -9 ; Rostov, 22 et 14 ; New-York, 14 et 7 ; Palma-de-Majorque, 19 et 13 ; Rome, 15 et 6 ; Stockholm, 5 et 4 ; Téhéran, 8 et 12.

La météo de Paris rappelle que, tous les quinze jours, le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris publie la liste des demandes. Il en est de même de la liste des demandes de démolition déposées ainsi que des permis de construire et de démolir délaissés.

D'autre part, sont mis à la disposition du public :
1° Le registre d'inscription des demandes de permis de construire comportant le numéro du dossier, la date de recevabilité, le nom et l'adresse du demandeur, l'adresse du terrain, la superficie du terrain, la nature des travaux envisagés, la surface hors œuvre brute des constructions envisagées (s'il y a lieu) ; le cas échéant, la date de la demande de permis modificatif, de transfert ou de prolongation ;
2° Un exemplaire du dossier du projet de construction.

Ces différents documents peuvent être consultés à la mairie de Paris, annexe Morland, bureau de l'information sur la construction (porte 116, 17, boulevard Morland, 75004 Paris) : 277-15-20, postes 34-39, tous les jours ouvrables, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, pendant toute la durée de l'instruction.

Postérieurement à celle-ci, et pendant toute la durée de la construction, le dossier de permis de construire pourra être consulté aussi à l'annexe Morland, bureau administratif de la construction, 17, boulevard Morland à Paris (4^e), sur rendez-vous : 277-15-20, postes 34-39, soit en téléphonant au 277-15-50, postes 32-31 et 30-29.

Enfin, conformément à la réglementation générale sur les permis de construire, il est rappelé que l'arrêté du permis de construire est affiché pendant deux mois à la mairie du lieu des travaux ; des extraits doivent être affichés sur le terrain dès la notification de l'autorisation et jusqu'à l'achèvement du chantier.

Le mardi 6 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, de 1 009 millibars, soit 756,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le minimum de la nuit du 5 au 6 ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 17 et 1 degré ; Biarritz, 15 et 13 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Brest, 15 et 11 ; Caen, 16 et 9 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 et 9 ; Dijon, 13 et 8 ; Grenoble, 13 et 3 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille, 15 et 7 ; Nancy, 11 et 6 ; Nantes, 16 et 10 ; Nice, 17 et 9 ; Paris-Le Bourget, 14

et 9 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 16 et 10 ; Strasbourg, 1 et 7 ; Toulon, 17 et 9 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Poitiers, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9 degrés ; Amsterdam, 14 et 6 ; Athènes, 13 et 12 ; Berlin, 8 et 5 ; Rome, 1 et 7 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Le Caire, 24 (max) ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 8 et 4 ; Gênes, 12 et 4 ; Lisbonne, 24 et 13 ; Londres, 15 et 7 ; Madrid, 21 et 4 ; Moscou, -4 et -9 ; Rostov, 22 et 14 ; New-York, 14 et 7 ; Palma-de-Majorque, 19 et 13 ; Rome, 15 et 6 ; Stockholm, 5 et 4 ; Téhéran, 8 et 12.

La météo de Paris rappelle que, tous les quinze jours, le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris publie la liste des demandes. Il en est de même de la liste des demandes de démolition déposées ainsi que des permis de construire et de démolir délaissés.

D'autre part, sont mis à la disposition du public :
1° Le registre d'inscription des demandes de permis de construire comportant le numéro du dossier, la date de recevabilité, le nom et l'adresse du demandeur, l'adresse du terrain, la superficie du terrain, la nature des travaux envisagés, la surface hors œuvre brute des constructions envisagées (s'il y a lieu) ; le cas échéant, la date de la demande de permis modificatif, de transfert ou de prolongation ;
2° Un exemplaire du dossier du projet de construction.

Ces différents documents peuvent être consultés à la mairie de Paris, annexe Morland, bureau de l'information sur la construction (porte 116, 17, boulevard Morland, 75004 Paris) : 277-15-20, postes 34-39, tous les jours ouvrables, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, pendant toute la durée de l'instruction.

Postérieurement à celle-ci, et pendant toute la durée de la construction, le dossier de permis de construire pourra être consulté aussi à l'annexe Morland, bureau administratif de la construction, 17, boulevard Morland à Paris (4^e), sur rendez-vous : 277-15-20, postes 34-39, soit en téléphonant au 277-15-50, postes 32-31 et 30-29.

Enfin, conformément à la réglementation générale sur les permis de construire, il est rappelé que l'arrêté du permis de construire est affiché pendant deux mois à la mairie du lieu des travaux ; des extraits doivent être affichés sur le terrain dès la notification de l'autorisation et jusqu'à l'achèvement du chantier.

Le mardi 6 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, de 1 009 millibars, soit 756,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le minimum de la nuit du 5 au 6 ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 17 et 1 degré ; Biarritz, 15 et 13 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Brest, 15 et 11 ; Caen, 16 et 9 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 et 9 ; Dijon, 13 et 8 ; Grenoble, 13 et 3 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille, 15 et 7 ; Nancy, 11 et 6 ; Nantes, 16 et 10 ; Nice, 17 et 9 ; Paris-Le Bourget, 14

et 9 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 16 et 10 ; Strasbourg, 1 et 7 ; Toulon, 17 et 9 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Poitiers, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9 degrés ; Amsterdam, 14 et 6 ; Athènes, 13 et 12 ; Berlin, 8 et 5 ; Rome, 1 et 7 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Le Caire, 24 (max) ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 8 et 4 ; Gênes, 12 et 4 ; Lisbonne, 24 et 13 ; Londres, 15 et 7 ; Madrid, 21 et 4 ; Moscou, -4 et -9 ; Rostov, 22 et 14 ; New-York, 14 et 7 ; Palma-de-Majorque, 19 et 13 ; Rome, 15 et 6 ; Stockholm, 5 et 4 ; Téhéran, 8 et 12.

La météo de Paris rappelle que, tous les quinze jours, le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris publie la liste des demandes. Il en est de même de la liste des demandes de démolition déposées ainsi que des permis de construire et de démolir délaissés.

D'autre part, sont mis à la disposition du public :
1° Le registre d'inscription des demandes de permis de construire comportant le numéro du dossier, la date de recevabilité, le nom et l'adresse du demandeur, l'adresse du terrain, la superficie du terrain, la nature des travaux envisagés, la surface hors œuvre brute des constructions envisagées (s'il y a lieu) ; le cas échéant, la date de la demande de permis modificatif, de transfert ou de prolongation ;
2° Un exemplaire du dossier du projet de construction.

Ces différents documents peuvent être consultés à la mairie de Paris, annexe Morland, bureau de l'information sur la construction (porte 116, 17, boulevard Morland, 75004 Paris) : 277-15-20, postes 34-39, tous les jours ouvrables, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, pendant toute la durée de l'instruction.

Postérieurement à celle-ci, et pendant toute la durée de la construction, le dossier de permis de construire pourra être consulté aussi à l'annexe Morland, bureau administratif de la construction, 17, boulevard Morland à Paris (4^e), sur rendez-vous : 277-15-20, postes 34-39, soit en téléphonant au 277-15-50, postes 32-31 et 30-29.

Enfin, conformément à la réglementation générale sur les permis de construire, il est rappelé que l'arrêté du permis de construire est affiché pendant deux mois à la mairie du lieu des travaux ; des extraits doivent être affichés sur le terrain dès la notification de l'autorisation et jusqu'à l'achèvement du chantier.

Le mardi 6 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, de 1 009 millibars, soit 756,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le minimum de la nuit du 5 au 6 ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 17 et 1 degré ; Biarritz, 15 et 13 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Brest, 15 et 11 ; Caen, 16 et 9 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 et 9 ; Dijon, 13 et 8 ; Grenoble, 13 et 3 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille, 15 et 7 ; Nancy, 11 et 6 ; Nantes, 16 et 10 ; Nice, 17 et 9 ; Paris-Le Bourget, 14

et 9 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 16 et 10 ; Strasbourg, 1 et 7 ; Toulon, 17 et 9 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Poitiers, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9 degrés ; Amsterdam, 14 et 6 ; Athènes, 13 et 12 ; Berlin, 8 et 5 ; Rome, 1 et 7 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Le Caire, 24 (max) ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 8 et 4 ; Gênes, 12 et 4 ; Lisbonne, 24 et 13 ; Londres, 15 et 7 ; Madrid, 21 et 4 ; Moscou, -4 et -9 ; Rostov, 22 et 14 ; New-York, 14 et 7 ; Palma-de-Majorque, 19 et 13 ; Rome, 15 et 6 ; Stockholm, 5 et 4 ; Téhéran, 8 et 12.

La météo de Paris rappelle que, tous les quinze jours, le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris publie la liste des demandes. Il en est de même de la liste des demandes de démolition déposées ainsi que des permis de construire et de démolir délaissés.

D'autre part, sont mis à la disposition du public :
1° Le registre d'inscription des demandes de permis de construire comportant le numéro du dossier, la date de recevabilité, le nom et l'adresse du demandeur, l'adresse du terrain, la superficie du terrain, la nature des travaux envisagés, la surface hors œuvre brute des constructions envisagées (s'il y a lieu) ; le cas échéant, la date de la demande de permis modificatif, de transfert ou de prolongation ;
2° Un exemplaire du dossier du projet de construction.

Ces différents documents peuvent être consultés à la mairie de Paris, annexe Morland, bureau de l'information sur la construction (porte 116, 17, boulevard Morland, 75004 Paris) : 277-15-20, postes 34-39, tous les jours ouvrables, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, pendant toute la durée de l'instruction.

BREF

ANIMAUX

LA TUNISIE ET LE NÉPAL RÉCOM-PENSENT. — La Ligue internationale des droits de l'animal a nommé la République tunisienne et le royaume du Népal chevaliers de l'Ordre de la nature, pour avoir notamment étendu à de nombreuses espèces animales les dispositions de la convention de Washington réglementant le commerce des espèces de faune et de flore menacées d'extinction.

CONSULTATIONS À L'ÉCOLE D'ALFORT. — Les consultations ont repris à l'École nationale vétérinaire d'Alfort (7, avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort, tél. : 375-62-11). Ces consultations ont lieu tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, de 8 heures à 10 heures.

BOUTIQUES

GÂTEAUX COMME CHEZ SOI. — Après la rue Poncelet et la rue des Abbesses, c'est rue Moufflard que vient de s'ouvrir la troisième magasin de la Moule à gâteaux. Le chef travaille au fond de la boutique et les gâteaux cuisent, dans des fours vitrés, sous les yeux des clients. Ce sont des gâteaux « comme on pourrait les faire chez soi » (si on en avait le temps) ; ils sont vendus entiers ou en parts. Nouveaux : le Tom Pouce, un millefeuille du Nord, et le Nolestier, biscuit aux amandes pilées. Innovation aussi avec des entrées aux fruits : mousse au cassis ou crème au fruit de la passion. Des four-nées de croissants très feuilletés sortent plusieurs fois par jour.

★ Le Moule à gâteau, 111, rue Moufflard ; 10, rue Poncelet ; 53, rue des Abbesses.

LOISIRS

L'UTILISATION DU MATÉRIEL VIDÉO. — Média-Jeunesse propose un stage « Fonctionnement et entretien du matériel vidéo » destiné aux éducateurs et formateurs qui utilisent la vidéo (noir et blanc) dans l'action socio-éducative. Il aura lieu à l'INEP, 75100 Marly-le-Roi, du 28 janvier au 2 février 1980.

★ Renseignements et inscriptions : Média-Jeunesse, 33, rue de Clémenceau, 75008 Paris, tél. 274-35-78.

LIBRAIRIE

LE GUIDE DU VOYAGEUR AÉRIEN. — Que sait sur l'avion et tout ce qui s'y rattache le passager qui a choisi la voie des airs pour se déplacer ? Peu de choses. « Le Guide du voyageur aérien » comble heureusement cette lacune et nourrit abondamment la curiosité de ceux qui s'intéressent au monde aérien. Cet ouvrage est didactique ; tout y est expliqué en termes clairs, avec, à l'appui du texte, de nombreux dessins et illustrations.

Le passager aérien est ainsi mis au courant de la conception et de la structure d'un avion, de la réglementation du trafic aérien, de l'anatomie d'un aéroport, etc. Des conseils lui sont donnés pour combattre la peur en avion. Des notions sur l'économie du transport aérien figurent également au sommaire de ce « vade-mecum » ainsi qu'un glossaire.

★ Le Guide du voyageur aérien, 233 pages, éditions du Parnet, 21-23, rue d'Assol, 75008 Paris.

Édité par la S.A.S.I. le Monde. Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie : 1 du « Monde » 5, rue de la Harpe, PARIS-14^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57-437.

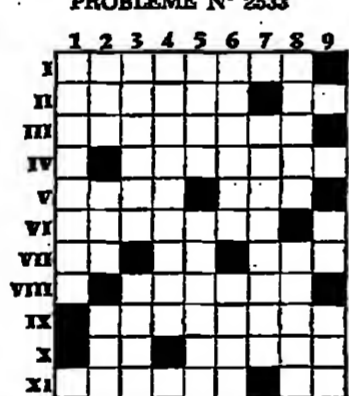
Le Monde
Service des Abonnements
17400 PARIS - FRANCE 99
C.C.P. 4867-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
350 F 650 F 1250 F
TOUTS PAYS STRAN-
GERS
PAR VOIE NORMALE
380 F 750 F 1450 F
STRAN-
GERS
(par avion)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
185 F 355 F 650 F
2. - SUISSE - TONNIE
210 F 400 F 750 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse : les abonnés doivent en informer leur service de rédaction (à l'adresse ci-dessus) et leur demander une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Voudrait avoir l'obligeance de régler tous les notes propres au capitaine d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2533



HORIZONTALEMENT

I. Utiles quand on verse des larmes. — II. N'est pas du bois dont on fait les flûtes ; Rejoignit le troupeau. — III. On l'on ne voit plus d'accidents. — IV. Qui peuvent donc nous blesser. — V. Ne peut pas sentir : Vit la mort d'un poète. — VI. Faire l'inventaire. — VII. Avarié ; Bon quand on adhère. — VIII. Comme la coupe lorsqu'on est allé trop loin. — IX. État toujours à la recherche d'une affaire. — X. Ne semble jamais pressé ; Qui est

devenu incapable de réfléchir. — XI. Petit quand ça a fait un pli ; Canton.

VERTICALEMENT

1. Bête noire, parfois. — 2. Ordre pour un chien ; Ne s'altère rien ; Mot qui prouve qu'on n'a pas été touché. — 3. Courrait des vêtements ; S'écroule au patron. — 4. Qualifie un siège très utile pour les chasseurs. — 5. N'oublie pas naturellement ; Qui a donc pas la parole. — 6. On m'aurait après les malades à déclaration obligatoire, facultative ou à titre d'hygiène générale (à domicile) et dans des stations des (dunes) ; la lutte contre les germes ; préventive et la décontamination des bâtiments, votes et lieux publics ; les prélèvements sanitaires dans le milieu (eau, air) en liaison avec le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris ; les enquêtes de salubrité diverses. Les demandes d'intervention doivent être formulées par lettre à l'adresse suivante : service municipal de la désinfection, 48, rue de la Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Renseignements par téléphone : 277-15-40 (poste 50-32).

Solution du problème n° 2532

Horizontalement

I. Timbale. — II. Socal ; Ase. — III. Ordes ; PL. — IV. Née ; Faire. — V. Réclame. — VI. Elève ; Csa. — VII. Ta ; Iso ; Su. — VIII. Inde ; Rein. — IX. Egards ; Va. — X. Ru ; Su ; Lol. — XI. Sel ; Rol.

Verticalement

1. Bonnetiers. — 2. Tore ; Lan-
gue. — 3. Ichère ; Da. — 4. Mal ; Eviers. — 5. Biettes ; Dur. — 6. Sal ; Ors. — 7. Le ; Ero ; LL. — 8. Expressivo. — 9. Aie ; Aunait.
GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 4 novembre 1979 :

DES DÉCRETS

● Complétant l'article R. 412-64 du code des communes à propos du vote des membres élus du conseil d'administration ;
● Relatif au conseil général des mines ;
● Portant concessions de la médaille militaire.

PARIS EN VISITES

MARDI 6 NOVEMBRE
« La cathédrale russe », 11 h. 12, rue Durr (Commune de la Roche).
« Le Marais », 14 h. 45, façade de l'église Saint-Gervais (M. de la Roche).
« Le Forum des Halles et l'église Saint-Eustache », 15 h. 15, rue Saint-Eustache (Tourisme culturel).
« Le village de Saint-Germain-des-Près », 15 h. 15, maître d'hôtel Marcel (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

15 h. 30, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, prince Charles Debucquoy : Jacques Chatelet, géomètre et géologue (Cercle d'information et d'études sociales françaises).
19 h. 30, rue Madame : « La peinture religieuse au Quattrocento » (Arluc).

MÉTRO

PAS REMBOURSÉ

BREF

LA TURQUIE...
POMES...
L'ALGERIE...
L'ESPAGNE...
L'ITALIE...
L'ALLEMAGNE...
L'URSS...
L'ANGLETERRE...
L'IRLANDE...
L'ISRAËL...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...

LA TURQUIE...
POMES...
L'ALGERIE...
L'ESPAGNE...
L'ITALIE...
L'ALLEMAGNE...
L'URSS...
L'ANGLETERRE...
L'IRLANDE...
L'ISRAËL...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...

LA TURQUIE...
POMES...
L'ALGERIE...
L'ESPAGNE...
L'ITALIE...
L'ALLEMAGNE...
L'URSS...
L'ANGLETERRE...
L'IRLANDE...
L'ISRAËL...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...

LA TURQUIE...
POMES...
L'ALGERIE...
L'ESPAGNE...
L'ITALIE...
L'ALLEMAGNE...
L'URSS...
L'ANGLETERRE...
L'IRLANDE...
L'ISRAËL...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...

LA TURQUIE...
POMES...
L'ALGERIE...
L'ESPAGNE...
L'ITALIE...
L'ALLEMAGNE...
L'URSS...
L'ANGLETERRE...
L'IRLANDE...
L'ISRAËL...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...

LA TURQUIE...
POMES...
L'ALGERIE...
L'ESPAGNE...
L'ITALIE...
L'ALLEMAGNE...
L'URSS...
L'ANGLETERRE...
L'IRLANDE...
L'ISRAËL...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...
L'AUSTRALIE...
L'ARGENTINE...

AUTOMOBILISME

TOUR DE CORSE

Darniche et Mahé, des vainqueurs mécontents

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — La Lancia Stratos bleue de Bernard Darniche et d'Alain Mahé pointe au dernier contrôle avant Ajaccio, terme du Tour de Corse. Par cette superbe journée d'automne, on se balade et on bricole au dimanche. Bernard Darniche devrait être tout sourire. Il vient de gagner son cinquième Tour de Corse (1) et il est le seul à pouvoir se prévaloir d'un tel palmarès. Or, s'il ne boude pas sa victoire et ce qu'elle représente, il est quand même furieux. Darniche et Alain Mahé, son coéquipier, partagent sa mauvaise humeur. C'est qu'ils sont persuadés l'un et l'autre qu'un fou — ils insistent, un détraqué — a tout fait pour leur faire perdre le rallye et, qui plus est, mettre leur vie en danger.

Les expédier dans le ravin. Juste à temps ? Voilà ! A deux reprises, la Lancia a tapé dans la roche et le train avant s'est « ouvert », comme l'on dit, dans l'un des chocs. De sorte que les vainqueurs ont dû rejoindre Ajaccio à petite vitesse et que leur fin de course, excoeurément prudente pour qui ne connaît pas leurs ennemis, a été mal interprétée et qu'ils ont quelquefois été sifflés, conspués. Darniche et Mahé sont bien conscients que leurs propos provoquent de l'émotion. Non que l'on doute de ce qu'ils disent mais on a peine à imaginer que quelqu'un leur veuille autant de mal, à moins que ce ne soit le sport lui-même. Mais n'avez-vous pas remarqué, dans leur habitude et communisme, que c'était à chaque fois que l'un d'eux était victime d'un accident ? Darniche et Mahé ont cherché à deviner les endroits où seraient placées les roches suivantes. Darniche, en le comprenant, tenait en l'air la fond sa voiture dans les lacets corse, caressant en permanence la pédale de frein.

Le Tour de Corse, pour d'autres raisons, ne laisse pas un grand souvenir. Peu d'équipages de renommée internationale ont participé à ce rallye. Les vainqueurs de 1978, Jean-Pierre Nicolas et Jean-Louis Schlesser, ont été contraints d'abandonner à la fin de la première étape, à la suite d'un accident. Les vainqueurs de 1979, Bernard Darniche et Alain Mahé, ont été contraints d'abandonner à la fin de la deuxième étape, à la suite d'un accident. Les vainqueurs de 1980, Bernard Darniche et Alain Mahé, ont été contraints d'abandonner à la fin de la troisième étape, à la suite d'un accident.

Ambiance dégradée

C'est ainsi, d'observation en observation, de recoupement en recoupement, que l'on découvre la carte aussi, qu'il se soit rendu compte que c'était sans doute une seule et même personne qui manifestait une telle malveillance, d'abord par la technique,

identique, de disposer des roches, ensuite parce que les lieux choisis permettaient à cette hypochrisme seule et même personne, en coupant l'itinéraire du rallye, d'être facilement à pied d'œuvre.

TENNIS

Harold Solomon gagne l'Open de Conberntin

Succédant à Bob Lutz, Harold Solomon, le petit Américain aux jambes vives, a enlevé dimanche 4 novembre, la finale de l'Open de Conberntin sur l'italien Barazzutti, lui-même vainqueur du tournoi en 1977. Le match, disputé devant un public venu moins nombreux que la veille pour les demi-finales (quelques mille entrées payantes), dura trois heures et se termina sur le score de 6-3, 3-6, 6-3, 6-4.

Ce fut bien la finale des « crocodiles » entre deux joueurs qui pratiquent l'un et l'autre la régularité au jeu, mais la balle allant jusqu'à franchir souvent plus de trente fois le filet sur des trajectoires invariablement tendues, les boulets répondant au « paquelet ».

A ce jeu sans émotion qui paraissait une super-partie d'entraînement dépourvue d'incertitudes au filet, Solomon se montra le plus coriace. Toujours combattif, Barazzutti donna une réplique de belle qualité dans les échanges où sa ténacité légendaire illustrait la formule : « Il est des morts qu'il faut qu'on tue ».

N'empêche qu'à vingt-six ans l'italien ne paraît pas plus âgé qu'il avait dans les demi-finales de l'Open américain à Forest Hills, en 1977, alors que Solomon, à vingt-sept ans, a gardé la pugnacité du jeune homme. L'autre grand italien, Adriano Panatta, en finale des Internationaux de Roland-Garros en 1976. Citons, pour une fois, la référence électorale de ce classement électronique (octobre) des joueurs professionnels : Solomon n° 9, Barazzutti n° 31.

En demi-finale, Solomon avait éliminé son jeune compatriote Vince Van Patten, celui-ci ne jouant son feu que dans un premier set éblouissant (3-5, 6-3, 6-3), et Barazzutti avait dû batailler ferme pour dominer Brian Gottfried (6-4, 1-6, 6-3).

La finale du Seiko Classic disputée au Metropolitan Gymnasium de Tokyo et dotée de 48 000 dollars de prix au vainqueur a vu le phénomène suédois Björn Borg (vingt-quatre ans) écraser son vieux rival américain, Jimmy Connors (vingt-sept ans), en deux petits sets (6-2, 6-2). Borg fut constamment au commandement, tandis que Connors ne parvint qu'à retrouver la main heureuse qui lui avait permis de remporter la finale de Flushing Meadows 1978 sur l'actuel champion du monde, lequel, au rétro, a poché dans l'affaire, ce qui lui donne une avance de 383 points sur McInroe dans le classement du Grand Prix de la Fédération internationale.

— L'Américain Gene Mayer a gagné le tournoi de Cologne aux dépens du Polonais Wojtek Fibak (6-4, 6-3, 6-1).

— Le Hollandais Tom Okker (trente-cinq ans) a remporté à Londres le tournoi des Vétérans sur Pancho Gonzalez (cinquante et un ans) par 6-1, 7-6.

— L'Américain Gene Mayer a gagné le tournoi de Cologne aux dépens du Polonais Wojtek Fibak (6-4, 6-3, 6-1).

— Le Hollandais Tom Okker (trente-cinq ans) a remporté à Londres le tournoi des Vétérans sur Pancho Gonzalez (cinquante et un ans) par 6-1, 7-6.

— L'Américain Gene Mayer a gagné le tournoi de Cologne aux dépens du Polonais Wojtek Fibak (6-4, 6-3, 6-1).

— Le Hollandais Tom Okker (trente-cinq ans) a remporté à Londres le tournoi des Vétérans sur Pancho Gonzalez (cinquante et un ans) par 6-1, 7-6.

— L'Américain Gene Mayer a gagné le tournoi de Cologne aux dépens du Polonais Wojtek Fibak (6-4, 6-3, 6-1).

— Le Hollandais Tom Okker (trente-cinq ans) a remporté à Londres le tournoi des Vétérans sur Pancho Gonzalez (cinquante et un ans) par 6-1, 7-6.

— L'Américain Gene Mayer a gagné le tournoi de Cologne aux dépens du Polonais Wojtek Fibak (6-4, 6-3, 6-1).

— Le Hollandais Tom Okker (trente-cinq ans) a remporté à Londres le tournoi des Vétérans sur Pancho Gonzalez (cinquante et un ans) par 6-1, 7-6.

LA LANCIA STRATOS

La Lancia Stratos, victorieuse en Corse et qui s'est aussi imposée dans la plupart des grands rallyes, a été construite à 550 exemplaires. Sa fabrication a été arrêtée il y a un an et demi. Faute d'avoir pu avoir succès en France les tests anti-crash, elle n'a jamais été homologuée par la Service des mines, mais quatre voitures ont quand même été vendues par dérégulation. C'est le type même de « bête de course » conçue pour la compétition, peu pratique en utilisation de grand tourisme. La voiture de Darniche et Mahé — qui ont aussi gagné en janvier dernier le Rallye de Monte-Carlo — est engagée par M. André Chardonnet, distributeur officiel en France. Les vainqueurs du Tour de Corse prendront encore part, en 1980, au Rallye de Monte-Carlo avec ce type de voiture qui, la place à la Lancia Monte-Carlo Turbo. Le budget de compétition de M. Chardonnet se monte à 1 200 000 francs, somme à laquelle s'ajoutent 500 000 francs alloués par le constructeur italien. Le budget pour le Tour de Corse est estimé à 250 000 francs. — F. J.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

TOUR DE CORSE
1. Darniche-Mahé (Lancia Stratos); 2. Begotti-André (Renault 5 Alpine); 3. Moreau-Berger (Citroën SM); 4. Coppi-Laloz (Porsche 959); 5. Minet-Monnet (Citroën SM); 6. Coppi-Laloz (Porsche 959); 7. Minet-Monnet (Citroën SM); 8. Coppi-Laloz (Porsche 959); 9. Minet-Monnet (Citroën SM); 10. Coppi-Laloz (Porsche 959); 11. Minet-Monnet (Citroën SM); 12. Coppi-Laloz (Porsche 959); 13. Minet-Monnet (Citroën SM); 14. Coppi-Laloz (Porsche 959); 15. Minet-Monnet (Citroën SM); 16. Coppi-Laloz (Porsche 959); 17. Minet-Monnet (Citroën SM); 18. Coppi-Laloz (Porsche 959); 19. Minet-Monnet (Citroën SM); 20. Coppi-Laloz (Porsche 959); 21. Minet-Monnet (Citroën SM); 22. Coppi-Laloz (Porsche 959); 23. Minet-Monnet (Citroën SM); 24. Coppi-Laloz (Porsche 959); 25. Minet-Monnet (Citroën SM); 26. Coppi-Laloz (Porsche 959); 27. Minet-Monnet (Citroën SM); 28. Coppi-Laloz (Porsche 959); 29. Minet-Monnet (Citroën SM); 30. Coppi-Laloz (Porsche 959); 31. Minet-Monnet (Citroën SM); 32. Coppi-Laloz (Porsche 959); 33. Minet-Monnet (Citroën SM); 34. Coppi-Laloz (Porsche 959); 35. Minet-Monnet (Citroën SM); 36. Coppi-Laloz (Porsche 959); 37. Minet-Monnet (Citroën SM); 38. Coppi-Laloz (Porsche 959); 39. Minet-Monnet (Citroën SM); 40. Coppi-Laloz (Porsche 959); 41. Minet-Monnet (Citroën SM); 42. Coppi-Laloz (Porsche 959); 43. Minet-Monnet (Citroën SM); 44. Coppi-Laloz (Porsche 959); 45. Minet-Monnet (Citroën SM); 46. Coppi-Laloz (Porsche 959); 47. Minet-Monnet (Citroën SM); 48. Coppi-Laloz (Porsche 959); 49. Minet-Monnet (Citroën SM); 50. Coppi-Laloz (Porsche 959); 51. Minet-Monnet (Citroën SM); 52. Coppi-Laloz (Porsche 959); 53. Minet-Monnet (Citroën SM); 54. Coppi-Laloz (Porsche 959); 55. Minet-Monnet (Citroën SM); 56. Coppi-Laloz (Porsche 959); 57. Minet-Monnet (Citroën SM); 58. Coppi-Laloz (Porsche 959); 59. Minet-Monnet (Citroën SM); 60. Coppi-Laloz (Porsche 959); 61. Minet-Monnet (Citroën SM); 62. Coppi-Laloz (Porsche 959); 63. Minet-Monnet (Citroën SM); 64. Coppi-Laloz (Porsche 959); 65. Minet-Monnet (Citroën SM); 66. Coppi-Laloz (Porsche 959); 67. Minet-Monnet (Citroën SM); 68. Coppi-Laloz (Porsche 959); 69. Minet-Monnet (Citroën SM); 70. Coppi-Laloz (Porsche 959); 71. Minet-Monnet (Citroën SM); 72. Coppi-Laloz (Porsche 959); 73. Minet-Monnet (Citroën SM); 74. Coppi-Laloz (Porsche 959); 75. Minet-Monnet (Citroën SM); 76. Coppi-Laloz (Porsche 959); 77. Minet-Monnet (Citroën SM); 78. Coppi-Laloz (Porsche 959); 79. Minet-Monnet (Citroën SM); 80. Coppi-Laloz (Porsche 959); 81. Minet-Monnet (Citroën SM); 82. Coppi-Laloz (Porsche 959); 83. Minet-Monnet (Citroën SM); 84. Coppi-Laloz (Porsche 959); 85. Minet-Monnet (Citroën SM); 86. Coppi-Laloz (Porsche 959); 87. Minet-Monnet (Citroën SM); 88. Coppi-Laloz (Porsche 959); 89. Minet-Monnet (Citroën SM); 90. Coppi-Laloz (Porsche 959); 91. Minet-Monnet (Citroën SM); 92. Coppi-Laloz (Porsche 959); 93. Minet-Monnet (Citroën SM); 94. Coppi-Laloz (Porsche 959); 95. Minet-Monnet (Citroën SM); 96. Coppi-Laloz (Porsche 959); 97. Minet-Monnet (Citroën SM); 98. Coppi-Laloz (Porsche 959); 99. Minet-Monnet (Citroën SM); 100. Coppi-Laloz (Porsche 959); 101. Minet-Monnet (Citroën SM); 102. Coppi-Laloz (Porsche 959); 103. Minet-Monnet (Citroën SM); 104. Coppi-Laloz (Porsche 959); 105. Minet-Monnet (Citroën SM); 106. Coppi-Laloz (Porsche 959); 107. Minet-Monnet (Citroën SM); 108. Coppi-Laloz (Porsche 959); 109. Minet-Monnet (Citroën SM); 110. Coppi-Laloz (Porsche 959); 111. Minet-Monnet (Citroën SM); 112. Coppi-Laloz (Porsche 959); 113. Minet-Monnet (Citroën SM); 114. Coppi-Laloz (Porsche 959); 115. Minet-Monnet (Citroën SM); 116. Coppi-Laloz (Porsche 959); 117. Minet-Monnet (Citroën SM); 118. Coppi-Laloz (Porsche 959); 119. Minet-Monnet (Citroën SM); 120. Coppi-Laloz (Porsche 959); 121. Minet-Monnet (Citroën SM); 122. Coppi-Laloz (Porsche 959); 123. Minet-Monnet (Citroën SM); 124. Coppi-Laloz (Porsche 959); 125. Minet-Monnet (Citroën SM); 126. Coppi-Laloz (Porsche 959); 127. Minet-Monnet (Citroën SM); 128. Coppi-Laloz (Porsche 959); 129. Minet-Monnet (Citroën SM); 130. Coppi-Laloz (Porsche 959); 131. Minet-Monnet (Citroën SM); 132. Coppi-Laloz (Porsche 959); 133. Minet-Monnet (Citroën SM); 134. Coppi-Laloz (Porsche 959); 135. Minet-Monnet (Citroën SM); 136. Coppi-Laloz (Porsche 959); 137. Minet-Monnet (Citroën SM); 138. Coppi-Laloz (Porsche 959); 139. Minet-Monnet (Citroën SM); 140. Coppi-Laloz (Porsche 959); 141. Minet-Monnet (Citroën SM); 142. Coppi-Laloz (Porsche 959); 143. Minet-Monnet (Citroën SM); 144. Coppi-Laloz (Porsche 959); 145. Minet-Monnet (Citroën SM); 146. Coppi-Laloz (Porsche 959); 147. Minet-Monnet (Citroën SM); 148. Coppi-Laloz (Porsche 959); 149. Minet-Monnet (Citroën SM); 150. Coppi-Laloz (Porsche 959); 151. Minet-Monnet (Citroën SM); 152. Coppi-Laloz (Porsche 959); 153. Minet-Monnet (Citroën SM); 154. Coppi-Laloz (Porsche 959); 155. Minet-Monnet (Citroën SM); 156. Coppi-Laloz (Porsche 959); 157. Minet-Monnet (Citroën SM); 158. Coppi-Laloz (Porsche 959); 159. Minet-Monnet (Citroën SM); 160. Coppi-Laloz (Porsche 959); 161. Minet-Monnet (Citroën SM); 162. Coppi-Laloz (Porsche 959); 163. Minet-Monnet (Citroën SM); 164. Coppi-Laloz (Porsche 959); 165. Minet-Monnet (Citroën SM); 166. Coppi-Laloz (Porsche 959); 167. Minet-Monnet (Citroën SM); 168. Coppi-Laloz (Porsche 959); 169. Minet-Monnet (Citroën SM); 170. Coppi-Laloz (Porsche 959); 171. Minet-Monnet (Citroën SM); 172. Coppi-Laloz (Porsche 959); 173. Minet-Monnet (Citroën SM); 174. Coppi-Laloz (Porsche 959); 175. Minet-Monnet (Citroën SM); 176. Coppi-Laloz (Porsche 959); 177. Minet-Monnet (Citroën SM); 178. Coppi-Laloz (Porsche 959); 179. Minet-Monnet (Citroën SM); 180. Coppi-Laloz (Porsche 959); 181. Minet-Monnet (Citroën SM); 182. Coppi-Laloz (Porsche 959); 183. Minet-Monnet (Citroën SM); 184. Coppi-Laloz (Porsche 959); 185. Minet-Monnet (Citroën SM); 186. Coppi-Laloz (Porsche 959); 187. Minet-Monnet (Citroën SM); 188. Coppi-Laloz (Porsche 959); 189. Minet-Monnet (Citroën SM); 190. Coppi-Laloz (Porsche 959); 191. Minet-Monnet (Citroën SM); 192. Coppi-Laloz (Porsche 959); 193. Minet-Monnet (Citroën SM); 194. Coppi-Laloz (Porsche 959); 195. Minet-Monnet (Citroën SM); 196. Coppi-Laloz (Porsche 959); 197. Minet-Monnet (Citroën SM); 198. Coppi-Laloz (Porsche 959); 199. Minet-Monnet (Citroën SM); 200. Coppi-Laloz (Porsche 959); 201. Minet-Monnet (Citroën SM); 202. Coppi-Laloz (Porsche 959); 203. Minet-Monnet (Citroën SM); 204. Coppi-Laloz (Porsche 959); 205. Minet-Monnet (Citroën SM); 206. Coppi-Laloz (Porsche 959); 207. Minet-Monnet (Citroën SM); 208. Coppi-Laloz (Porsche 959); 209. Minet-Monnet (Citroën SM); 210. Coppi-Laloz (Porsche 959); 211. Minet-Monnet (Citroën SM); 212. Coppi-Laloz (Porsche 959); 213. Minet-Monnet (Citroën SM); 214. Coppi-Laloz (Porsche 959); 215. Minet-Monnet (Citroën SM); 216. Coppi-Laloz (Porsche 959); 217. Minet-Monnet (Citroën SM); 218. Coppi-Laloz (Porsche 959); 219. Minet-Monnet (Citroën SM); 220. Coppi-Laloz (Porsche 959); 221. Minet-Monnet (Citroën SM); 222. Coppi-Laloz (Porsche 959); 223. Minet-Monnet (Citroën SM); 224. Coppi-Laloz (Porsche 959); 225. Minet-Monnet (Citroën SM); 226. Coppi-Laloz (Porsche 959); 227. Minet-Monnet (Citroën SM); 228. Coppi-Laloz (Porsche 959); 229. Minet-Monnet (Citroën SM); 230. Coppi-Laloz (Porsche 959); 231. Minet-Monnet (Citroën SM); 232. Coppi-Laloz (Porsche 959); 233. Minet-Monnet (Citroën SM); 234. Coppi-Laloz (Porsche 959); 235. Minet-Monnet (Citroën SM); 236. Coppi-Laloz (Porsche 959); 237. Minet-Monnet (Citroën SM); 238. Coppi-Laloz (Porsche 959); 239. Minet-Monnet (Citroën SM); 240. Coppi-Laloz (Porsche 959); 241. Minet-Monnet (Citroën SM); 242. Coppi-Laloz (Porsche 959); 243. Minet-Monnet (Citroën SM); 244. Coppi-Laloz (Porsche 959); 245. Minet-Monnet (Citroën SM); 246. Coppi-Laloz (Porsche 959); 247. Minet-Monnet (Citroën SM); 248. Coppi-Laloz (Porsche 959); 249. Minet-Monnet (Citroën SM); 250. Coppi-Laloz (Porsche 959); 251. Minet-Monnet (Citroën SM); 252. Coppi-Laloz (Porsche 959); 253. Minet-Monnet (Citroën SM); 254. Coppi-Laloz (Porsche 959); 255. Minet-Monnet (Citroën SM); 256. Coppi-Laloz (Porsche 959); 257. Minet-Monnet (Citroën SM); 258. Coppi-Laloz (Porsche 959); 259. Minet-Monnet (Citroën SM); 260. Coppi-Laloz (Porsche 959); 261. Minet-Monnet (Citroën SM); 262. Coppi-Laloz (Porsche 959); 263. Minet-Monnet (Citroën SM); 264. Coppi-Laloz (Porsche 959); 265. Minet-Monnet (Citroën SM); 266. Coppi-Laloz (Porsche 959); 267. Minet-Monnet (Citroën SM); 268. Coppi-Laloz (Porsche 959); 269. Minet-Monnet (Citroën SM); 270. Coppi-Laloz (Porsche 959); 271. Minet-Monnet (Citroën SM); 272. Coppi-Laloz (Porsche 959); 273. Minet-Monnet (Citroën SM); 274. Coppi-Laloz (Porsche 959); 275. Minet-Monnet (Citroën SM); 276. Coppi-Laloz (Porsche 959); 277. Minet-Monnet (Citroën SM); 278. Coppi-Laloz (Porsche 959); 279. Minet-Monnet (Citroën SM); 280. Coppi-Laloz (Porsche 959); 281. Minet-Monnet (Citroën SM); 282. Coppi-Laloz (Porsche 959); 283. Minet-Monnet (Citroën SM); 284. Coppi-Laloz (Porsche 959); 285. Minet-Monnet (Citroën SM); 286. Coppi-Laloz (Porsche 959); 287. Minet-Monnet (Citroën SM); 288. Coppi-Laloz (Porsche 959); 289. Minet-Monnet (Citroën SM); 290. Coppi-Laloz (Porsche 959); 291. Minet-Monnet (Citroën SM); 292. Coppi-Laloz (Porsche 959); 293. Minet-Monnet (Citroën SM); 294. Coppi-Laloz (Porsche 959); 295. Minet-Monnet (Citroën SM); 296. Coppi-Laloz (Porsche 959); 297. Minet-Monnet (Citroën SM); 298. Coppi-Laloz (Porsche 959); 299. Minet-Monnet (Citroën SM); 300. Coppi-Laloz (Porsche 959); 301. Minet-Monnet (Citroën SM); 302. Coppi-Laloz (Porsche 959); 303. Minet-Monnet (Citroën SM); 304. Coppi-Laloz (Porsche 959); 305. Minet-Monnet (Citroën SM); 306. Coppi-Laloz (Porsche 959); 307. Minet-Monnet (Citroën SM); 308. Coppi-Laloz (Porsche 959); 309. Minet-Monnet (Citroën SM); 310. Coppi-Laloz (Porsche 959); 311. Minet-Monnet (Citroën SM); 312. Coppi-Laloz (Porsche 959); 313. Minet-Monnet (Citroën SM); 314. Coppi-Laloz (Porsche 959); 315. Minet-Monnet (Citroën SM); 316. Coppi-Laloz (Porsche 959); 317. Minet-Monnet (Citroën SM); 318. Coppi-Laloz (Porsche 959); 319. Minet-Monnet (Citroën SM); 320. Coppi-Laloz (Porsche 959); 321. Minet-Monnet (Citroën SM); 322. Coppi-Laloz (Porsche 959); 323. Minet-Monnet (Citroën SM); 324. Coppi-Laloz (Porsche 959); 325. Minet-Monnet (Citroën SM); 326. Coppi-Laloz (Porsche 959); 327. Minet-Monnet (Citroën SM); 328. Coppi-Laloz (Porsche 959); 329. Minet-Monnet (Citroën SM); 330. Coppi-Laloz (Porsche 959); 331. Minet-Monnet (Citroën SM); 332. Coppi-Laloz (Porsche 959); 333. Minet-Monnet (Citroën SM); 334. Coppi-Laloz (Porsche 959); 335. Minet-Monnet (Citroën SM); 336. Coppi-Laloz (Porsche 959); 337. Minet-Monnet (Citroën SM); 338. Coppi-Laloz (Porsche 959); 339. Minet-Monnet (Citroën SM); 340. Coppi-Laloz (Porsche 959); 341. Minet-Monnet (Citroën SM); 342. Coppi-Laloz (Porsche 959); 343. Minet-Monnet (Citroën SM); 344. Coppi-Laloz (Porsche 959); 345. Minet-Monnet (Citroën SM); 346. Coppi-Laloz (Porsche 959); 347. Minet-Monnet (Citroën SM); 348. Coppi-Laloz (Porsche 959); 349. Minet-Monnet (Citroën SM); 350. Coppi-Laloz (Porsche 959); 351. Minet-Monnet (Citroën SM); 352. Coppi-Laloz (Porsche 959); 353. Minet-Monnet (Citroën SM); 354. Coppi-Laloz (Porsche 959); 355. Minet-Monnet (Citroën SM); 356. Coppi-Laloz (Porsche 959); 357. Minet-Monnet (Citroën SM); 358. Coppi-Laloz (Porsche 959); 359. Minet-Monnet (Citroën SM); 360. Coppi-Laloz (Porsche 959); 361. Minet-Monnet (Citroën SM); 362. Coppi-Laloz (Porsche 959); 363. Minet-Monnet (Citroën SM); 364. Coppi-Laloz (Porsche 959); 365. Minet-Monnet (Citroën SM); 366. Coppi-Laloz (Porsche 959); 367. Minet-Monnet (Citroën SM); 368. Coppi-Laloz (Porsche 959); 369. Minet-Monnet (Citroën SM); 370. Coppi-Laloz (Porsche 959); 371. Minet-Monnet (Citroën SM); 372. Coppi-Laloz (Porsche 959); 373. Minet-Monnet (Citroën SM); 374. Coppi-Laloz (Porsche 959); 375. Minet-Monnet (Citroën SM); 376. Coppi-Laloz (Porsche 959); 377. Minet-Monnet (Citroën SM); 378. Coppi-Laloz (Porsche 959); 379. Minet-Monnet (Citroën SM); 380. Coppi-Laloz (Porsche 959); 381. Minet-Monnet (Citroën SM); 382. Coppi-Laloz (Porsche 959); 383. Minet-Monnet (Citroën SM); 384. Coppi-Laloz (Porsche 959); 385. Minet-Monnet (Citroën SM); 386. Coppi-Laloz (Porsche 959); 387. Minet-Monnet (Citroën SM); 388. Coppi-Laloz (Porsche 959); 389. Minet-Monnet (Citroën SM); 390. Coppi-Laloz (Porsche 959); 391. Minet-Monnet (Citroën SM); 392. Coppi-Laloz (Porsche 959); 393. Minet-Monnet (Citroën SM); 394. Coppi-Laloz (Porsche 959); 395. Minet-Monnet (Citroën SM); 396. Coppi-Laloz (Porsche 959); 397. Minet-Monnet (Citroën SM); 398. Coppi-Laloz (Porsche 959); 399. Minet-Monnet (Citroën SM); 400. Coppi-Laloz (Porsche 959); 401. Minet-Monnet (Citroën SM); 402. Coppi-Laloz (Porsche 959); 403. Minet-Monnet (Citroën SM); 404. Coppi-Laloz (Porsche 959); 405. Minet-Monnet (Citroën SM); 406. Coppi-Laloz (Porsche 959); 407. Minet-Monnet (Citroën SM); 408. Coppi-Laloz (Porsche 959); 409. Minet-Monnet (Citroën SM); 410. Coppi-Laloz (Porsche 959); 411. Minet-Monnet (Citroën SM); 412. Coppi-Laloz (Porsche 959); 413. Minet-Monnet (Citroën SM); 414. Coppi-Laloz (Porsche 959); 415. Minet-Monnet (Citroën SM); 416. Coppi-Laloz (Porsche 959); 417. Minet-Monnet (Citroën SM); 418. Coppi-Laloz (Porsche 959); 419. Minet-Monnet (Citroën SM); 420. Coppi-Laloz (Porsche 959); 421. Minet-Monnet (Citroën SM); 422. Coppi-Laloz (Porsche 959); 423. Minet-Monnet (Citroën SM); 424. Coppi-Laloz (Porsche 959); 425. Minet-Monnet (Citroën SM); 426. Coppi-Laloz (Porsche 959); 427. Minet-Monnet (Citroën SM); 428. Coppi-Laloz (Porsche 959); 429. Minet-Monnet (Citroën SM); 430. Coppi-Laloz (Porsche 959); 431. Minet-Monnet (Citroën SM); 432. Coppi-Laloz (Porsche 959); 433. Minet-Monnet (Citroën SM); 434. Coppi-Laloz (Porsche 959); 435. Minet-Monnet (Citroën SM); 436. Coppi-Laloz (Porsche 959); 437. Minet-Monnet (Citroën SM); 438. Coppi-Laloz (Porsche 959); 439. Minet-Monnet (Citroën SM); 440. Coppi-Laloz (Porsche 959); 441. Minet-Monnet (Citroën SM); 442. Coppi-Laloz (Porsche 959); 443. Minet-Monnet (Citroën SM); 444. Coppi-Laloz (Porsche 959); 445. Minet-Monnet (Citroën SM); 446. Coppi-Laloz (Porsche 959); 447. Minet-Monnet (Citroën SM); 448. Coppi-Laloz (Porsche 959); 449. Minet-Monnet (Citroën SM); 450. Coppi-Laloz (Porsche 959); 451. Minet-Monnet (Citroën SM); 452. Coppi-Laloz (Porsche 959); 453. Minet-Monnet (Citroën SM); 454. Coppi-Laloz (Porsche 959); 455. Minet-Monnet (Citroën SM); 456. Coppi-Laloz (Porsche 959); 457. Minet-Monnet (Citroën SM); 458. Coppi-Laloz (Porsche 959); 459. Minet-Monnet (Citroën SM); 460. Coppi-Laloz (Porsche 959); 461. Minet-Monnet (Citroën SM); 462. Coppi-Laloz (Porsche 959); 463. Minet-M

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	58,95
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La page	La page T.E.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

Ministère de l'Enseignement Technique
et de la Formation Professionnelle

Recrute agent correspondant au profil suivant :
DIPLOME : I.S.A., E.S.S.E.C. ou E.S.C., Gestion
Commerciale et Marketing.
FONCTION : Chef Département Centre Ivoirien
Gestion des Entreprises.
Adressez dossier composé des pièces suivantes, à :
AMBASSADE DE CÔTE-D'IVOIRE
Service Recrutement - 2, villa de Saxe, 75007 Paris :
C.V., copies certifiées conformes titres et diplômes,
photos (indiquant l'ancienneté dans la profession,
certificat de résidence (+ titre de séjour pour
étrangers), certificat médical d'aptitude à servir
en Côte-d'Ivoire, 2 photos d'identité, casier judi-
ciaire (ultérieurement) - Date limite réception
des dossiers : vendredi 9 novembre 1979.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

ANGLETERRE

Une Société française - 725 personnes, 520 M
de C.A., fabrique des matériels de chantiers :
grues, dumpers, chariots élévateurs tous terrains.
Pour sa filiale anglaise (35 personnes) réalisant
8.000.000 £, elle recherche un cadre de formation
ESF, âgé de 30 ans au moins, ayant de bonnes
connaissances comptables et ayant exercé pendant
au moins 5 ans une fonction similaire (ou d'adjoint
Anglais courant indispensable).
Lieu de travail : HAMPSHIRE (proximité de
Southampton).
Ne pas adresser de C.V.

22 rue St. Augustin 75002 Paris
vous adressera note d'information
et dossier de candidature
sur demande. Réf. 977 M.

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (GESTION DES ENTREPRISES) CHERCHER UN POSTE DE

CHERCHEUR EXPATRIÉ (basé au CAIRE)

DANS LE CADRE DE SON CENTRE
DE COOPÉRATION AVEC LE PROCHE-ORIENT
Pour développer des travaux de recherche dans
le cadre d'accords passés avec des institutions
égyptiennes. Ces travaux devront déboucher sur
des actions de formation et de conseil.

LE CANDIDAT RETENU
• POSSEDERA UN DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR (GRANDES ÉCOLES OU
DOCTORAT).
• AURA QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE
PROFESSIONNELLE.
• SERA PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS-
ANGLAIS.
LA RÉMUNÉRATION PRÉVUE EST DE L'ORDRE
DE 20.000 F (PRIME D'EXPATRIATION INCLUSE).
Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous
n° T 16485 M à Bâle-Presses,
85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société d'assurances
MADRID
recherche un

informaticien

ayant une expérience DOS-VS, CICS
et DL 1, pour prendre la responsabilité
du secteur études (15 personnes).
La pratique de la langue espagnole est
indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions,
sous réf. 5532, à MEDIA-SYSTEM,
104, rue Réaumur, 75002 Paris,
qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE MINIER

recherche

LE GABON

UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN ÉLECTRIQUE

Responsable de l'ensemble des secteurs électriques
et régulation d'un complexe minier comprenant :
— une exploitation fond;
— une usine de traitement des minerais;
— un réseau électrique, transformation et
distribution.

FORMATION : INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNIQUE
avec quelques années d'expérience dans un service
électrique d'unité industrielle.

Vie en famille — sécurité assurée jusqu'en
classe de 3e.

Avantages sociaux.

Adressez C.V. sous n° 25303 M à BLEU
17, rue Labol, 93300 Vincennes, qui transmettra.

GRANDE SOCIÉTÉ NATIONALE

RECHERCHE D'URGENCE

DES INGÉNIEURS ET AGENTS DE MAÎTRISE DE HAUT NIVEAU POUR L'EXPLOITATION DE COMPLEXES PÉTROCHIMIQUES EN AFRIQUE DU NORD

Les installations, dont la puissance installée est de l'ordre de 500 MW, comportent des générateurs
de vapeur, des machines tournantes (turbo-compresseurs, moteurs électriques,
diesel, etc.), des échangeurs, des tours de séchage, de régénération, de distillation, ainsi qu'un
système de contrôle et de régulation, avec centralisation des données sur ordinateur.
Les postes à pourvoir par des coopérateurs de nationalité française sont les suivants :

CHEF DU DÉPARTEMENT PRODUCTION

- Cet INGENIEUR aura la responsabilité technique et économique de la production et dirigera une équipe d'environ 80 personnes réparties en 2 services : fabrication et utilités.
- Le candidat devra posséder une compétence technique et une expérience acquise dans l'étude, la réalisation ou la conduite d'une installation industrielle d'importance et de complexité comparable.
- Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.
- Logement et voiture de service assurés.

CHEF DU SERVICE FABRICATION

- Cet INGENIEUR, placé sous l'autorité du chef du Département Production, sera responsable du fonctionnement des lignes de production ainsi que des installations de stockage, et dirigera une équipe d'environ 150 personnes.
- Ce candidat devra posséder une bonne formation technique et une solide expérience dans le domaine pétrochimique.
- Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.
- Logement et voiture de service assurés.

CHEF DU DÉPARTEMENT MAINTENANCE

- Cet INGENIEUR aura la responsabilité de l'organisation, du fonctionnement et de la coordination des différents services et ateliers du Département Maintenance. Il dirigera une équipe d'environ 235 personnes.
- Le candidat devra posséder une compétence technique et une expérience acquise dans l'entretien d'une activité similaire aux installations industrielles d'importance et de complexité comparables.
- Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.
- Logement et voiture de service assurés.

Envoyer curriculum vitae détaillé manuscrit, photos, prétentions et date de disponibilité à :
RECH-PRSSER N° 32170 M, 85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

CHEF DU SERVICE ÉLECTRICITÉ

INSTRUMENTATION

- Cet INGENIEUR, placé sous l'autorité du Chef du Département Maintenance, aura la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement des ateliers d'entretien électrique et instrumentation, et dirigera une équipe d'environ 70 personnes.
- Le candidat devra posséder une bonne formation technique et une solide expérience en production d'énergie électrique, en instrumentation pneumatique et électronique.
- Logement et voiture de service assurés.

CHEFS DE ZONE

- Ces 4 INGENIEURS, placés sous l'autorité du Chef du Service Fabrication, seront responsables de la bonne marche des lignes de production.
- Les candidats devront avoir une bonne expérience dans la conduite des installations industrielles de grande taille et posséder des qualités pédagogiques.
- Connaissances de l'anglais technique souhaitées.
- Logement et voiture de service assurés.

CHEFS DE QUART « FABRICATION »

- Ces 10 AGENTS DE MAÎTRISE seront responsables, sous l'autorité d'ingénieurs chefs de zone, de la conduite des lignes de production ; ils dirigeront et contrôleront le travail de conducteurs de tableaux et d'opérateurs spécialisés.
- Les candidats devront posséder une bonne expérience industrielle et être capables de participer à la formation de personnel français et algérien.
- Logement assuré.

Un homme de mesures pour une

MISSION HYDROGRAPHIQUE

Libéré des obligations militaires, formation technique, vous avez déjà acquis une expérience, même brève, du travail à la mer (sondages, ultrasons, mesures bathymétriques...) ou de topographie, à un niveau d'exécution.

Si vous souhaitez participer à ces travaux, qui se déroulent en Afrique Noire, vous voudrez bien écrire (joindre C.V. et votre dernier permis de navigation) sous réf. 246 à MEDIA P.A., 1, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

Le Chef du Département Recherches d'une Société Française d'ingénierie travaillant à l'exportation recherche des

INGÉNIEURS ROUTIERS

Ces ingénieurs, diplômés, ont une large expérience (acquise notamment dans les pays en développement) des problèmes d'infrastructures routières : études, travaux, contrôle de construction, organisation de l'entretien, gestion administrative et financière.

Ces responsables ont entre 5 et 10 ans d'expérience professionnelle et désirent vivre à nouveau une étape de leur carrière dans un pays étranger (notamment anglophone).
Mardi de nous écrire (joindre C.V. et mentionner niveau de votre rémunération actuelle) en précisant sur l'envoi de la réf. 1307 à MEDIA P.A., 1, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ DOUALA recherche

COMPTABLE CAMEROUNAIS

titulaire G.C.S. (certifié comptable), Exp. 15, r. Alibert, 1200 MARSEILLE.
L'AIR LIQUIDE qui fera suivre.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Importante société
construisant des usines et des installations dans
le monde entier et appartenant à l'un des plus
grands groupes industriels français

recherche

INGÉNIEURS DE MISE EN ROUTE POUR L'ÉTRANGER

dans les domaines de la PÉTROCHIMIE et du RAFFINAGE

- Les critères considérés seront :
- expérience d'environ 3 années comme ingénieur d'exploitation
 - participation à la mise en route d'usines pétrochimiques ou de raffinage
 - désir de s'expatrier et aptitudes prononcées pour l'exportation
 - anglais parlé indispensable.

Nous proposons aux candidats retenus un métier avec des responsabilités et une évolution de carrière intéressante.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous le numéro 32348, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS - CEDEX 01, qui transmettra.

CHEF DU SERVICE MATÉRIEL

250-260.000 F

+ avantages

Installations Industrielles

Un groupe industriel français (effectif 5.000 pers., C.A. consolidée supérieure à 1 milliard de francs), spécialisée dans la conception, la réalisation et le montage d'ensembles industriels destinés aux industries pétrolières (recherche, production, transport, stockage, raffinage) et pétrochimiques, recherche le Chef du Service Matériel de sa filiale nigérienne. Sous l'autorité du DIRECTEUR GÉNÉRAL, il devra en toute circonstance gérer, entretenir et administrer le parc de matériels de chantiers (grues, véhicules P.L. et V.L., postes de soudure, compresseurs, barges, groupes électrogènes...) de la société afin de répondre aux besoins des chantiers et d'optimiser les coûts d'exploitation. Il dirigera l'atelier central d'entretien et de réparation, et il veillera à la formation de son personnel. Le candidat retenu sera âgé d'au moins 35 ans, de formation technique type B.P. ou B.T.E. Mécanique avec de solides connaissances diesel et hydrauliques, possédant une expérience de plusieurs années de la direction d'un service matériel de chantiers de T.P. ou Génie Civil à l'étranger. De bonnes notions d'anglais sont requises. La rémunération s'ajoutera aux avantages liés à l'expatriation (logement, véhicule de service, gratuité des soins, indemnité de résidence...).
Ecrire sous référence 300/M à :
G.R.H. Conseils
2, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (GESTION DES ENTREPRISES)

recherche

2 CHARGÉS DE MISSION

- Diplômés de l'enseignement supérieur (grandes écoles ou doctorat) ;
- Avoir quelques années d'expérience professionnelle.

- 1^{er} poste :
- Assurer le suivi administratif des projets de recherche existants.
 - Mettre en place une information permanente auprès des entreprises et des organisations publiques pour aider à la définition de nouveaux projets.
- 2^e poste :
- Gérer des projets d'intervention auprès d'entreprises, d'organisations publiques et de gouvernements étrangers (ADJOINTS FRÉQUENTS À L'ÉTRANGER).

LA SÉLECTION SERA FONCTION DE L'EXPÉRIENCE DES CANDIDATS

Les candidats devront envoyer une lettre manuscrite, indiquant le poste de leur choix et accompagnée d'un C.V. et d'une photo à l'adresse : n° T 16485 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

CABINET ARCHITECTE

recherche

ARCHITECTE

pour durée contractuelle. Bon professionnel, 40 ans environ, dynamique, responsable, célibataire ou marié, pour poste à :

Kinshasa au Zaïre

Adressez C.V. + exigences au CABINET IEU, 9, rue Weber, PARIS-18^e ou tél. au 581-55-37.



emplois régionaux

Filiale d'un important groupe papeter
multinational Kimberly - Clark, la Société
SOPALIN KLEINEX

recherche

Chef du département achats

Lieu de travail : ROUEN

Sa responsabilité : avec son équipe, procéder à tous les approvisionnements de matières premières, fournitures et ingrédients entrant dans nos fabrications et des produits de négoce commercialisés par l'entreprise.

Ce poste rattaché au Directeur de l'usine convient à un diplômé de l'enseignement supérieur possédant au moins 5 ans d'expérience de la fonction achats acquise entre autres dans le domaine des emballages.

C'est une fonction de négociation et de gestion importante. Le montant annuel des achats est supérieur à 100 Millions de francs. Les contacts et déplacements se font aussi bien en France qu'à l'étranger. Ils nécessitent une parfaite connaissance de l'Anglais écrit et parlé.

Voulez-vous adresser votre dossier de candidature à François ROBERT - Société SOPALIN - Bureau de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD. Nous vous assurons d'une réponse dans les 3 semaines.

Ingénieurs Informaticiens

Pour faire face à l'expansion de la Division Logiciel d'un de ses centres d'études Burroughs offre plusieurs postes d'ingénieurs débutants et d'ingénieurs confirmés dans les domaines suivants : logiciel de base - contrôleurs de périphériques - théorie des langages - vérification - définition, synthèse et développement d'applications.

Ces postes conviennent à des universitaires ou des ingénieurs (option informatique) ayant de bonnes connaissances en anglais.

Ces situations sont à pourvoir au sein de l'Établissement de Villettes-Eclisses (près de Rouen) qui emploie 500 personnes dont 100 ingénieurs et cadres.

Pour faire acte de candidature envoyez C.V., photo et prétentions de salaire à D. Lingres S.A. Burroughs, B.P. 5 76360 Barentin.

Burroughs

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	26,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (Production)

RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT ETUDES MARINES AVANCEES :

7 INGENIEURS

FORMATION SUPERIEURE EXIGEE AVEC UN TRES BON NIVEAU D'ANGLAIS

1 INGENIEUR SPECIALISTE EN TELETRANSMISSION

- Formation école supérieure d'électricité ou équivalent.
- Expérience industrielle de 5 ans environ en conception, fabrication, essais, exploitation de systèmes de télécommunications par fil et voie acoustique sous-marine.
- Emploi : développement de systèmes de télécommunication pour installation pétrolière sous-marine.

1 INGENIEUR DE CONCEPTION ET D'ETUDE DE SCHEMAS DE DEVELOPPEMENT SOUS-MARIN

- Formation : Grandes Ecoles — ENSPM si possible.
- 4 à 5 ans d'expérience dans les techniques et opérations de production pétrolière en off shore.
- Notions : de géométrie, d'estimation de coût et d'évaluation économique.

1 INGENIEUR SPECIALISTE EN ASSERVISSEMENTS HYDRAULIQUES

- Formation : Arts et Métiers, Ecole Nationale Supérieure de Mécanique ou équivalent.
- Spécialisé en Commande (ou Télécommande) hydraulique (conception et technologie).
- Plusieurs années d'expérience dans ce domaine.
- Expérience pétrolière ou paraspétrolière en/ou travaux à la mer souhaitée.
- Sera chargé, dans un premier temps, du suivi d'un projet de télémanipulation sous-marine.

1 INGENIEUR "APPLICATION STRUCTURES NOUVELLES OFF SHORE"

- Formation : Centrale, ENSI, A et M.
- Quelques années d'expérience dans le domaine Ingénierie construction et travaux maritimes en off shore.
- Expérience pétrolière ou paraspétrolière appréciée.

1 INGENIEUR SPECIALISTE EN HYDRAULIQUE

- Formation A.M. — génie mécanique ou équivalent.
- Expérience industrielle de 5 ans environ en conception, fabrication, essais, exploitation de systèmes hydrauliques à hautes performances.
- Emploi : développement de centrales hydrauliques et systèmes hydrauliques de télécommandes à séquences de haute fiabilité pour installation pétrolière sous-marine.

1 INGENIEUR SYSTEME

- Formation Grandes Ecoles.
- Expérience industrielle de 5 ans ou moins en conception et mise en œuvre de systèmes sous-marins complexes, faisant appel à des compétences multidisciplinaires.
- Emploi : intégration de systèmes de télécommande d'installation pétrolière sous-marine.

1 INGENIEUR TECHNIQUES NOUVELLES DE PRODUCTION SOUS-MARIN

- Formation AM ou équivalent — ENSPM si possible.
- Quelques années d'expérience en production pétrolière, si possible en off shore.

LIEU DE TRAVAIL : PAU puis ETRANGER

Ces ingénieurs doivent pouvoir travailler sur chantiers en mer.

Ecrire en indiquant la référence du poste choisi avec curriculum vitae, photo et prétentions :

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (Production) D.C./Recrutement - 26, avenue des Lilas (Tour 12-04) - 64000 PAU.

SEMS

Société Européenne de Mini-Informatique et Systèmes

Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion pour sa Direction Technique

Chef de Département Gestion Transactionnelle

Responsable de l'encadrement et de l'animation des services étude et qualification des produits transactionnels développés sur nos matériels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur - grande école - ayant au moins 10 ans d'expérience en :

- gestion transactionnelle
- gestion de contrats et de gros projets chez un constructeur ou dans une SSCI

Lieu de travail : Région de GRENOBLE

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à S.E.M.S., Service du Personnel 1, rue de Provence - 38730 ECHIROLLES

INGENIEUR CHEF DU SERVICE QUALITE

Basse-Normandie
Tuyauteries industrielles
Constructions métalliques

Un groupe industriel français (effectif 5 000 pers. - C.A. consolidé supérieur à 1 milliard de francs), spécialiste dans la conception, la fabrication et le montage de structures métalliques destinées à la recherche et l'exploitation pétrolière « off shore » ainsi que dans la fabrication et la pose de tuyauteries pour l'industrie pétrolière et pétrochimique, recherche pour son établissement principal le Chef du Service « Assurance Qualité ». Il rédigera le « manuel de qualité » de l'entreprise, il déterminera, mettra en œuvre et supervisera les techniques et programmes de contrôle (dimensionnel, des soudures, des peintures et revêtements...). Il préparera les « supports de qualité » destinés aux clients. Il dirigera environ 20 contrôleurs et opérateurs. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation Ingénieur métallurgiste mécanicien ou chimiste et obligatoirement Ingénieur soudeur BSA, possèdera au moins 8 à 10 ans d'expérience professionnelle acquise dans une entreprise de tuyauterie, chaudronnerie ou construction métallique comme Ingénieur soudeur ou comme Responsable d'un service Qualité. Il s'exprimera couramment en Anglais. Ecrire sous réf. 301/M à :

G.R.H. Conseils
1, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

STRASBOURG

Le Directeur de succursale d'une importante Société de Distribution filiale d'un grand groupe international, recherche :

adjoint de direction chargé de l'exploitation

Agé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (BSC ou équivalent) et ayant acquis une première expérience en gestion des commandes, en organisation du travail et en animation des hommes. En étroite relation avec la Direction, le candidat retenu devra coordonner et contrôler l'exploitation de la Succursale (commandes, transports, relations fournisseurs, gestion d'un réseau de revendeurs, etc.). Possibilités d'évolution et rémunération attractive. Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 642 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de l'Avantgarde - 75015 PARIS

ORGANISME FINANCIER

à forme

MUTUELLE

recrutée des

DIRECTEURS

CLASSE VI ou VII

- 1) Implantation : Sud-Ouest.
- 2) Ils auront une expérience de 10 ans minimum en banque, — le sens des responsabilités, — des relations humaines.
- 3) Des conditions intéressantes de rémunération, de vie, sont offertes.

Envoyer C.V., photo et prétentions
à S.E.M.S. PUBLICITEES REUNIES,
112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche pour son

Usine du SUD-OUEST

agent technique en instrumentation industrielle

pour la maintenance des installations d'instrumentation pneumatique et électronique et des analyseurs de qualité de l'usine.

Titulaire BTS en contrôle et régulation industrielle ou DUT génie électrique (option automatique) ou Bac électronique F2 dans tous les cas, une solide expérience professionnelle est exigée.

Rythme de travail par postes 3 x 8. Ecrire avec CV et prétentions sous référence 30.471 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 21 bis, avenue des Lilas Bâtiment Mestresat - 64000 PAU.

LABORATOIRES FOURNIER - DIJON

pour renforcer sa division internationale

recherchant

RESPONSABLE MARKETING INTERNATIONAL

Le candidat souhaité :

- sera pharmacien ou de formation similaire,
- parlera allemand (+ anglais apprécié),
- aura une expérience du marketing pharmaceutique (3/5 ans),
- devra résider à DIJON ou ses environs.

Ce poste — conçu opérationnellement — amènera à de fréquents déplacements.

Postuler avec curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à : Laboratoires FOURNIER S.A. Direction du Personnel, boîte Postale n° 130, 21004 DIJON CEDEX.

cana

COOPERATIVE AGRICOLE DE LA REGION NANTAISE

C.A. 1.8 Milliard de francs
souhaite enrichir son équipe dirigeante et crée la fonction

DIRECTEUR INFORMATIQUE ADJOINT

A VOCATION DE SUCCESSION

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure disposant d'une expérience étendue en informatique de gestion dans :

- la conduite des projets à dominante commerciale ou financière,
- l'utilisation du télétraitement et du SGDB.

Notre service basé à ANCENIS (44) est équipé d'un ordinateur IBM370/158 et de nombreux mini-ordinateurs.

Sur demande nous transmettons une information plus complète sur le poste et l'entreprise.

Ecrire à CANA — BP 102 — 44150 ANCENIS.

Une totale discrétion est assurée.

Important Laboratoire Pharmaceutique

Filiale d'un groupe international

recherche pour son

CENTRE DE RECHERCHE situe dans la REGION LYONNAISE

pharmacologue

pour diriger une unité pluridisciplinaire.

Ce poste conviendrait à un SCIENTIFIQUE (Médecin - Pharmacien - Docteur ES Sciences) ayant une expérience de quelques années dans l'industrie pharmaceutique.

La lettre de candidature, insistant bien entendu sur l'expérience acquise et indiquant la rémunération souhaitée, sera adressée sous No 32.012 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC A VOCATION INTERMINISTRIELLE

recherche

Secrétaire Général

Formation supérieure, possédant l'expérience de l'administration et de la comptabilité publique. Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à l'attention de M. RODRIGUEZ, CEES, 343, boulevard Romain-Rolland, 13009 Marseille.

SM de Conseil d'entreprise

intéressant à

Spécialiste

EN DROIT DES SOCIÉTÉS

sérieuse expérience professionnelle indispensable. Adresser C.V. et réf. 8.330 à P. LICHIAU S.A. B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

INGENIEUR

35 ans environ. Spécialisation génie nucléaire souhaitée. Disponible pour Direction travaux permanent de maintenance sur site nucléaire pour intervention type électromécanique en ambiance ionisante. Récompense 5 ans sur chantiers. Envoyez lettre manuscrite, C.V. : SLS, 4, rue Edouard-Richerand, 69003 LYON.

صكنا من الأصل

صحة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	91,00	58,85
IMMOBILIER	12,00	14,31
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	la semaine	la semaine
OFFRES D'EMPLOI	90,00	56,38
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,33
IMMOBILIER	21,00	27,08
AUTOMOBILES	23,00	27,08
AGENDA	23,00	27,08

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

MAI Constructeur d'ordinateurs de gestion multi-tâches temps réel, est une société internationale de premier plan (6000 ordinateurs dans le monde, 2500 en Europe) et en très forte expansion sur le marché Français par l'introduction de techniques de pointe.

Nous recherchons pour compléter notre force de vente des

ingénieurs commerciaux Paris - Lille - Lyon

Homme de terrain ayant prouvé sa réussite commerciale auprès des PME et PMI dans la vente d'ordinateurs de gestion, homme de terrain ayant prouvé sa réussite commerciale auprès des PME et PMI dans la vente d'ordinateurs de gestion, homme de terrain ayant prouvé sa réussite commerciale auprès des PME et PMI dans la vente d'ordinateurs de gestion.

ingénieurs technico-commerciaux Paris

De formation informatique de gestion universitaire, MIAGE ou équivalent. Expérience 3 à 5 ans auprès d'un constructeur ou d'une société de conseil en informatique. Connaissance du COBOL et BASIC. Nous vous proposons un poste très intéressant et très varié en collaboration avec notre équipe d'ingénieurs commerciaux (Formation et conseils auprès des sociétés de services et clients).

Vous utiliserez un matériel éprouvé permettant de simplifier la programmation et l'exploitation d'applications de gestion temps réel, avec un haut niveau d'intégration et de sécurité.

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

MAI

La Compagnie Générale de Radiologie

recherche

pour son Département TRAITEMENT ET VISUALISATION

dans sa DIVISION SYSTEMES INFORMATION

situé à ISSY-LES-MOULINEAUX (92133)

RESPONSABLE DE LA FABRICATION

- possédant plusieurs années d'expérience en Etudes et Développement de systèmes électroniques digitaux ainsi que dans la production en petites séries de matériels informatiques ;
- connaissant la gestion de planning par PERT ;
- parlant couramment l'anglais ;
- devra faire preuve de son sens de l'organisation, de ses qualités de gestionnaire et d'animateur pour prendre en charge les responsabilités d'une équipe de 20 techniciens et la production organisée autour de deux axes :
 - la production de cartes électroniques ;
 - l'intégration de systèmes.

INGENIEURS ETUDES HARD

- pour études de systèmes digitaux rapides mettant en œuvre les technologies électroniques les plus récentes ;
- formation : Grandes Ecoles (SUPELEC, TELECOM, GRENOBLE) ;
- expérience : 2 à 3 ans en études de systèmes électroniques digitaux rapides ;
- pratique de la programmation assembleur nécessaire ;
- connaissances en microprogrammation très souhaitables.

TECHNICIENS DEVELOPPEMENT HARDWARE (Niveau V)

- pour participer à l'industrialisation d'ensembles électroniques complexes ;
- adaptation technologique ;
- conception des moyens de tests matériels et logiciels ;
- formation : BTS ou DUT électronique ;
- expérience : 2 à 3 ans minimum en études ou développement de systèmes digitaux rapides ;
- connaissance des microprocesseurs et pratique de la programmation assembleur nécessaires.

Pour ces différents emplois, la pratique de l'anglais est utile.

Une aide au logement est possible.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions

au Service du Personnel - C.G.R. - 52, boulevard Collin - Boite Postale 45

92133 ISSY-LES-MOULINEAUX

en précisant la référence du poste qui vous intéresse.

Nous vous remercions d'une réponse rapide et de votre confiance.

DIRECTEUR TECHNIQUE

PARIS OUEST 130 000 F +

est recherché par entreprise de transports.

Formation grande école, 45 ans environ

MISSION :

Responsabilité technique du parc de 600 autobus

ou poids lourds réparti entre plusieurs centres

d'exploitation.

Env. C.V. man. + photo et prêt. s'éc. 420 F

CAMPBELL Boite Postale 57

75024 PARIS CEDEX 17.

GIERS

Schlumberger

Centre de Recherche du Groupe

SCHLUMBERGER pour son activité

MESURE et REGULATION recherche :

ingénieur

électronicien

DIPLOME ESE, ENSI OU EQUIVALENT

CONCEPTEUR EN CIRCUITS HAUTES

FREQUENCES ET HYPERFREQUENCES

Ayant 5 à 10 ans d'expérience dans

l'étude de circuits hybrides analogiques

hautes fréquences et hyperfréquences on

technologie couches minces et couches

épaisses.

Il participera au démarrage de cette acti-

vidé et sera à constituer progressivement

sa propre équipe. Il bénéficiera d'une

assistance adéquate en matière de réalisa-

tion de prototypes hybrides, de CAO,

etc.

Si ce poste vous intéresse,

adressez un C.V. + lettre manuscrite à

Melle Marie-José VILLOING - GIERS

12, place des Etats-Unis - BP. 121

92124 MONTRouGE CEDEX.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MACHINES CHAMON

Groupe International

Leader dans sa branche

recherche

pour son département essais et mise en route

de matériel d'imprimerie

JEUNES INGENIEURS

(AM - INSA-VIOLET-SUDKAT - ENT)

Très bonne connaissance de l'anglais parlé et

indispensable (autres langues appréciées).

Acceptant déplacements à l'étranger

4 à 5 mois par an.

Salaire en fonction des capacités.

Position cadre

Avantages Sociaux correspondants

Adresser C.V. MACHINES CHAMON

Service du Personnel, 5, rue Auguste-Rodin

43000 ORLÉANS - LA SOURCE

IMPORTANT LABORATOIRE

PHARMACEUTIQUE

faisant partie d'un groupe international

recherche le

chef

du personnel

de son unité de fabrication (300 personnes),

implantée dans une ville universitaire de l'Ouest.

Rattaché au Directeur de cette unité, il sera

responsable de l'ensemble de la fonction Per-

sonnel au plan de l'USINE.

Ce poste nécessite une formation supérieure

et une bonne expérience de la fonction, tant

au plan technique qu'humain, acquise en

usine.

La connaissance de l'Anglais peut constituer

un atout supplémentaire.

Ecrire avec C.V. et photo à HAVAS CONTACT

156 Boulevard Haussmann - 75008 Paris,

sous réf. 77.743 M

ET financier Saint-Etienne rech-

un RESPONSABLE PROMOTION

société, nous recherchons une

expérience professionnelle.

Il devra avoir l'esprit créatif, le

sens du travail en équipe, et une

bonne aptitude à assimiler un

minimum de connaissance ban-

caire. Ecr. HAVAS St-Etienne

no 52.525.

Important C.E.

recherche

pour maison familiale montage

UN SECOND DE CUISINE

du 15-12-79 au 15-4-80.

Références exigées.

Ecr. ne TUE 5214, Régie-Presses

85 Bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

METREUR

VERIFICATEUR

en tuyauterie pour devis

et suivi de chantier.

Qualif. H.P. et petite tuyauterie

indust. métaux nobles

indispensable.

Env. C.V. + lettre manusc.

SLS, 4, rue Etienne-Richerand,

69003 LYON.

CHEF CHANTIER

TURBINES

pour travaux de maintenance

sur turbine E.D.P. Expérience

mont. Tuyauterie Soehnle.

Envoyez C.V., lettre manuscrite,

SLS, 4, rue Etienne-Richerand,

69003 LYON.

RECHERCHE

TECHNICIEN SUPERIEUR

BATIMENT.

TRAVAUX PUBLICS.

Industrie Alimentaire Moderne

recherche pour région

MULHOUSE (68)

JEUNE DIRECTEUR

COMMERCIAL

E.S.C. ou similaire

5 à 10 ans d'expérience

de Marketing et de l'animation

des ventes.

MISSION :

Négociation à niveau élevé

avec la clientèle hypermarchés.

Centrales d'achats.

Contrôle et animation de la

force de vente (5 personnes

plus un groupe de démonstra-

trices).

Etudes commerciales, gestion

du budget de publicité.

Une formation théorique et une

expérience précise du Mar-

keting sont indispensables.

Adr. C.V. 48, r. M. 88, à

SELETEC

Conseil en recrutement

67001 STRASBOURG CEDEX.

Entreprise métallurgique

NANCY, recherche un

CHEF DE PERSONNEL

ADJOINT

Expérience industrielle

et Droit trav. exigés.

Ecr. ne 2470 ELIQUET

CONSEIL, 101, avenue de

Strasbourg, 54000 Nancy.

Tél. (03) 35-42-63.

Importante Entreprise

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	58,00	58,00
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	55,00	11,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,00
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Transferts de technologie ou formation des hommes ?...

SICOPE est la structure de développement des activités de formation sur le plan international, comme à un groupe français d'organismes gérés par la recherche.

Aujourd'hui : 40 millions de Francs de nouveaux contrats à l'exportation, une implantation sur l'ensemble du territoire national, 250 ingénieurs de formation à temps plein, plus de 2 000 cadres, techniciens formateurs à temps partiel.

Pour réaliser ce développement rapide, nous souhaitons partager les responsabilités au sein de notre équipe de Direction dans les domaines suivants :

administration, finances, gestion des opérations

Réf. B 1832 170 000 +

Il est indispensable que vous ayez une bonne connaissance et expérience pratique des techniques d'exportation, (financements, assurances, montages de crédit, courtage, etc.) en liaison avec les administrations et organismes d'appui de l'export, français et internationaux. Homme de gestion et d'organisation : vous devez avoir le contrôle étendu de la gestion de nos contrats. Homme de négociation, vous devez faciliter la mise en œuvre commune des pratiques des organismes membres et à les affirmer vis à vis de nos clients internationaux : ingénieurs, entreprises, administrations.

Connaissance nécessaire de l'anglais et/ou espagnol, arabe. Quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir.

développement commercial

Réf. B 1833 130 000 +

Notre objectif est de promouvoir le transfert de nos méthodes, proposer ingénierie et conseil pédagogique adaptés, concevoir et mettre en place avec nos clients des systèmes de formation et de promotion des hommes.

Pour cela, vous devez avoir de bonnes connaissances et si possible l'expérience de la négociation de services au plus haut niveau, du milieu commercial international. Vous devez vous adapter avec créativité aux différents contextes géopolitiques. Bilingue anglais et/ou espagnol, arabe, disponible pour de fréquents déplacements, vous êtes appelé à être notre futur Responsable Développement.

Jean Masson vous remercie de lui adresser vos dossiers de candidature sous référence choisie, 1 rue de Berni 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psychom

Membre de Syntec

FILIALE D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE BANCAIRE PARIS

recherche

FISCALISTE

DIPLOMÉ E.N.I. (si possible) - 30 ans minimum - ayant acquis une bonne expérience de la fiscalité, dans une administration, un cabinet ou une entreprise. Habitude des contacts avec la clientèle indispensable.

JURISTE

D.E.S. de Droit Privé - 30 ans minimum - possédant une bonne expérience dans un cabinet d'avocat ou dans une charge de notaire. Habitude des contacts avec la clientèle indispensable.

COMPTABLE

D.E.C.S. - 5 ans d'expérience minimum - Notions d'Anglais appréciées.

Pour tous les postes ci-dessus, la rémunération de départ tiendra compte de l'expérience acquise.

Ecrire avec Curriculum-vitae, photo et prétentions sous No 79152 M à : BLEU Publicité, 17, rue Lebel-94300 VINCENNES qui transmettra.

Toute une équipe à construire!

Importante société membre d'un groupe international réputé pour ses performances recherche plusieurs collaborateurs appelés à travailler avec un IBM 4331 dont l'environnement technique est caractérisé par :

- DOS/VS - CICS - VTAM/NC - ETSS - VSAM -
- terminaux en locale et à distance.

1 RESPONSABLE D'EXPLOITATION

(Réf. 1.28.32)
Mission : assurer l'encadrement d'une équipe de 8 personnes et l'exploitation BATCH et TP.
Exigences : forte personnalité, expérience de plusieurs années en environnement TP sous DOS/CICS/VSAM.
Rémunération : 120 000 +.

1 RESPONSABLE «SYSTEMES»

(Réf. 1.28.33)
Mission : assurer la maintenance et l'optimisation des systèmes d'exploitation.
Exigences : maîtrise absolue : DOS/CICS et si possible VTAM. Expériences de plusieurs années dans un poste similaire. Rémunération : 120 000 +.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

(Réf. 1.28.34)
Mission : réaliser les programmes correspondant aux projets de l'Entreprise.
Exigences : plusieurs années d'expérience et très solides connaissances en COBOL, CICS et DOS. Rémunération : 90 000 +.

1 PUPIREUR

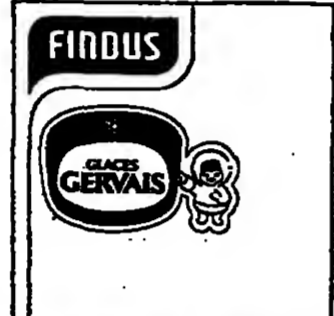
(Réf. 1.28.35)
avant une bonne expérience de montage DOS/CICS et si possible VTAM, sur réseau TP (exigé) et BATCH (souhaité). Rémunération : 60 000 +.

Pour tous ces postes, il est indispensable de présenter des garanties d'adaptation, d'être prêt à se perfectionner, d'accepter de s'installer dans la région CENTRE et d'envisager une mutation éventuelle ultérieure dans l'EST de la France. De plus, la langue anglaise sera un élément valorisant. De nombreux avantages sociaux constituent un complément appréciable aux perspectives de rémunération indiquées ci-dessus.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + C.V. + références + souhaits rémunération + n° téléphone pour contact rapide en indiquant la référence du poste à :



inforsa-Conseils
B.P. 14
38040 CLAIR
Discretion totale garantie
Paris - Grenoble - Bordeaux - Angoulême - Lyon



VOUS ÊTES :

- Diplômé H.E.C., E.S.C.P., E.S.S.E.C., E.S.C.A.E
- Débutant (ou un an d'expérience dans le marketing ou la vente).

Et vous avez déjà prouvé que vous pouvez faire face à des situations difficiles nécessitant puissance de travail et faculté d'adaptation

NOUS VOUS PROPOSONS :

DES POSTES D'

ASSISTANTS CHEF DE PRODUITS

qui vous permettront d'aborder un marketing complet dans une société qui se situe sur des marchés porteurs.

Les candidats intéressés devront envoyer C.V., photo et prétentions à : FRANCE GLACES FINDUS, direction du personnel, 18, Cité Voltaire, 75011 Paris.



Notre entreprise, spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipement, est leader dans sa branche.

Nous recherchons l'homme de notre développement commercial. Vous avez une formation Grande École de Commerce (HEC, ESSEC, ESC), vous justifiez d'une expérience positive à un poste de direction commerciale opérationnelle. Nous vous proposons de prendre en charge la direction de notre réseau, l'élaboration et la mise en œuvre de notre politique marketing. Votre niveau de rémunération sera en relation avec la dimension du poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1093 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTec

analyste 100 000 F/an

Un groupe industriel prestigieux installé à Pantin (93), (500 MF, 1500 p.), souhaite vous confier la réalisation, sur son 370/DOS-VS, de sa nouvelle génération d'applications commerciales.

Vous avez une formation supérieure, maîtrisez le COBOL et avez acquis, en 5 ans, une solide expérience et, en particulier, celle de la mise en œuvre de DLI et de CICS.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3836 LM), à "Carrières de l'Informatique".



MEMBRE DE SYNTec

collaborateur

qui sera chargé :

- de donner les instructions aux transporteurs
- d'assurer le contrôle des transports en liaison avec les entrepôts
- de suivre et de vérifier la facturation

Ce poste conviendrait à un candidat possédant une première expérience dans le secteur transports et dont les qualités d'ordre, de méthode, de bons contacts humains devraient lui permettre d'évoluer.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ss référence 4135M à :



149 Rue St-Honoré-75001 Paris

EDITION D'ART YVON

forte réputation sur plan national dans la carte postale, le bloc éphémère recherche

CHEF SERVICE MARKETING

(H. ou F.)

Pour Arcueil (près R.E.R. Laplace)

30 ans mini. env. Bac + 2 ans études supérieures. Expérience de la gestion, produits et des ventes.

Missions :

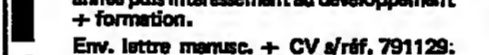
- Analyses des résultats informatiques (ventes et produits)
- Gestion des produits
- Contrôle actif des marges
- Synthèse pour décision d'objectifs en accord avec Direction Générale.

A terme pourrait devenir l'un des responsables marketing et commerciaux de l'entreprise qui assure plus de 15 à 20 % de progression par an.

Nous offrons l'important première année puis intéressant au développement + formation.

Env. lettre manusc. + CV + réf. 791129.

Réponse rapide et discrétion assurées à :



33, rue Carreault 92000 PUTEAUX

Premier entretien en présence du Directeur

THOMSON-CSF

ACTIVITES PERI INFORMATIQUE

Cadre administratif

3 à 5 ans d'expérience.

Chargé :

- établir les prévisions des commandes.
- participer à l'élaboration des plannings de lancement industriel et de livraison.

Ce poste implique des nombreux contacts avec les équipes commerciales et techniques.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence CA à Madame JAULIN, 15 rue de la Baume - 75008 - PARIS.

Une parfaite maîtrise de la langue anglaise écrite et parlée est exigée pour ce poste.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et votre rémunération actuelle, sous réf. 342 M, à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. - Service du Personnel

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

IMPORTANT ORGANISME PUBLIC

recherche pour son futur réseau national de télégestion

INGÉNIEURS ANALYSTES-CONCEPTEURS DE SYSTÈME

ayant au minimum 4 années d'expérience. Formation supérieure souhaitée.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES OU MAÎTRISE SCIENTIFIQUE

Expérience système souhaitée.

Envoyer C.V. à n° 31.856, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

DU PONT

Nous souhaitons, dans le cadre de l'accroissement de nos effectifs, renforcer notre département des Relations Humaines par la création d'un poste de :

Spécialiste Affaires Sociales

que nous souhaitons confier à un(e) jeune diplômé(e) d'Études Supérieures (Sciences Po - Droit - Sciences Eco). Le candidat devra être familiarisé avec la gestion des salaires et avoir bénéficié d'une expérience d'environ deux ans au sein d'un service du personnel.

Il réalisera des enquêtes de salaire et a la responsabilité de l'élaboration du Rapport Social et des tableaux de bord sociaux.

Sensibilisé aux Relations Humaines, il prend en charge l'information du personnel sur la politique sociale de la Société et participe activement à la préparation des réunions avec les Partenaires Sociaux.

Une parfaite maîtrise de la langue anglaise écrite et parlée est exigée pour ce poste.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et votre rémunération actuelle, sous réf. 342 M, à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. - Service du Personnel

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

9, rue de Vienne, 75008 Paris.

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
ANNONCES ENCADEES	32,99	35,28
OFFRES D'EMPLOI	7,50	8,73
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,99
IMMOBILIER	23,00	27,99
AUTOMOBILES	23,00	27,99
AGENDA	23,00	27,99

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Attaché Direction Générale Etudes de Marchés

Composants de l'Industrie Automobile et divers
Notre expérience et notre dynamisme nous ont conféré la première place de notre secteur sur le plan national.
Dans le cadre du développement de notre activité (CA actuel consolidé 130 M de F.), nous recherchons un **INGENIEUR** de formation technique (Arts et Métiers ou équivalent) complétée d'une spécialisation en Marketing acquise aux Etats Unis par exemple.
La personnalité souhaitée aura confirmé sur le terrain son efficacité à accroître des marchés qu'elle aura étudiés.
Agé de 28 ans minimum, il sera capable de dynamisme et d'initiative dans des relations permanentes à tous niveaux commerciaux.
Ce poste débouchera à terme sur une co-direction commerciale du Groupe.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée) en précisant sur l'enveloppe la référence 2333 à

MECA BA
9, rue des Vieux, 75002 Paris
qui vous envoie

(Réponse et discrétion assurées)

BANQUE EN FORTE EXPANSION, FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, cherche

un adjoint au directeur commercial

- diplômé d'enseignement supérieur,
- ayant 8 à 10 ans d'expérience bancaire et la pratique des grandes relations dans le domaine commercial,
- fort potentiel, dynamisme, bon animateur.

cherche également

attachés de direction

- 3 à 4 ans d'expérience bancaire — même profil.
- Adresser C.V. détaillé sous référence ANCEL (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

sema informatique

recherche

organisateur-formateur

Ayant au minimum 8 années d'expérience professionnelle dont 2 ans au moins en formation d'adultes. Bonnes connaissances en matière de comptabilité générale et contrôle de gestion. Notions d'informatique souhaitées. Formation d'origine : HEC, ESSEC, ou titre universitaire à vocation économique et comptable, Ingénieur. Mission à l'étranger à prévoir. (Réf. 10232/M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Sema-Selection : 82126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

AI Applicon

UN LEADER MONDIAL DE LA C.A.O.
FABRICANT DE SYSTEMES GRAPHIQUES CLES EN MAIN EN RAPIDE EXPANSION, RENFORCE SON CENTRE EUROPEEN DE PARIS ET RECHERCHE

INGENIEURS ELECTRONICIENS

CONCEPTION ET FABRICATION DE CIRCUITS INTEGRES ET CIRCUITS IMPRIMES

INGENIEURS ENGINEERING

NUCLEAIRE, PETROCHIMIE ET GENIE CIVIL

Ces INGENIEURS ayant 3 ans d'expérience minimum et la maîtrise de l'Anglais Technique, assureront l'assistance technico-commerciale et réaliseront des Etudes d'Applications.

120 000 F +

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à APPLICON
3, Place Gustave Eiffel - SILIC 218-94518 RUNGIS CEDEX

SMITHKLINE

DIVISION GEOMETRIC DATA/
SMITH KLINE INSTRUMENTS

recrute

électroniciens techniciens après-vente

POSTE : Maintenance et dépannage d'appareils d'électro-médecine : échographie, échocardiographie et système automatique de reconnaissance des formules sanguines.
Basé à PARIS, ces postes impliquent des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

PROFIL : Formation S.T.S., I.U.T., E.N.P.
Expérience Après-Vente appréciée (mais non indispensable).
Anglais indispensable.

Conditions de travail attractives dans un Groupe en pleine évolution.
Avantages sociaux : Voiture de Société, 13e mois, 5 semaines de congé (Hiver - Ete).
Ecrire avec C.V., photo, desiderata à Direction du Personnel - 10, rue de la République - 92015 PUTEAUX.
REPOSE ET DISCRETION ASSUREES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL DE TRANSPORT

recherche

pour son Usine (1.000 personnes) du NOED

DES INGENIEURS D'ETUDES MECANICIENS UN INGENIEUR D'ETUDES ELECTRICIEN

- Sous la responsabilité du Chef du B.E., ils auront chacun à coordonner en tant que CHEFS DE PROJETS une équipe d'une vingtaine de personnes, en vue de :
— planifier et superviser les études de matériels faisant appel à la mécanique, l'électro-mécanique, la traction ;
— animer les discussions techniques avec les autres services, notamment la Qualité, le Service Commercial et les Clients ;
— préparer le choix technique des sous-traitants et fournisseurs ;
— suivre la fabrication et élaborer les documents d'exploitation.

• Les candidats, âgés de 28 ans environ, seront Ingénieurs diplômés (Centrale, Sup-élec, A.M., ENSCM, I.D.N. ou équivalent) et auront une première expérience dans des fonctions similaires. Ils maîtriseront l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 823 à : Le Monde & Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 02

NOVOTEL CHAINE HOTELIERE en expansion, tant sur le plan national qu'international,

recrute pour assister sa
DIRECTION TECHNIQUE
en plein développement située à EVRY 91

INGENIEUR A.M.

ou similaire

Le candidat souhaité sera plus particulièrement chargé de la rénovation, de l'extension et des transformations des hôtels en exploitation en France et dans le monde.
Il devra aussi étudier l'évolution des techniques hôtelières et maintenir à jour les standards de construction et d'équipement. Ce poste nécessite de nombreux déplacements et intéresse un candidat confirmé justifiant d'une expérience professionnelle réussie de 3 à 5 ans.

La connaissance de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser C.V., photo et salaire souhaité au Service du Personnel NOVOTEL SIEH, CE 1405 Autoroute A 6 - 91019 EVRY CEDEX

Important laboratoire pharmaceutique recherche

pour secteur PARIS et banlieue OUEST

un délégué commercial exclusif

- dynamique
 - très bon vendeur
 - niveau bac
 - voiture personnelle indispensable.
- Salaire fixe intéressant + primes sur objectifs - indemnités journalières et kilométriques - avantages sociaux.

Envoyer candidature manuscrite avec photo à Mme LAURIAU 9, Voie Félix Eboué - Echaf 700 - 94023 CRETEIL CEDEX

SG2 Société Générale de Service et de Gestion, filiale de la Société Générale

RECHERCHE POUR PARTICIPER A DE
GRANDS PROJETS INFORMATIQUES BANCAIRES

Ingénieurs Débutants

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions à SG2 sous
réf. MLAB-12, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

PROCHE BANLIEUE OUEST IMPORTANTE SOCIÉTÉ

CADRE HAUT NIVEAU pour assister la Direction

Il sera chargé :
- de coordonner et de contrôler la réalisation de plans d'approvisionnement au niveau de l'ensemble d'une profession,
- d'établir des études de synthèses sur les coûts de distribution en fonction des évolutions économiques,
- de suivre les divers problèmes liés à l'importation,
- d'établir les relations nécessaires à un haut niveau avec les fournisseurs, les clients et l'Administration.
Ce poste qui conviendrait à un homme d'environ 35 ans pratiquant l'anglais ayant une expérience des problèmes de gestion d'une entreprise offre de larges possibilités d'avenir.
Les candidats intéressés voudront bien adresser une lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 4437M.

jean porracchia conseil
149 Rue St-Honoré - 75001 Paris

Important Groupe de Bâtiment et Travaux Publics
recherche pour son siège social en
BANLIEUE OUEST

juriste international

Placé sous l'autorité du Chef du service juridique, le candidat aura pour mission essentielle d'assister, sur le plan juridique et fiscal, les ingénieurs de l'entreprise lors des négociations des contrats internationaux et de leur exécution.
Une pratique de quelques années des marchés de type anglo-saxon ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue Anglaise sont exigées.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 45/01 à :

OP organisation et publicité
2 RUE HAUDECO 75001 PARIS / GUY TRANSMETTRA

SAIT Groupe CGE

INGENIEURS D'AFFAIRES EXPORTATION

Le département générateurs spéciaux produit des générateurs à l'argent de haute technicité et développe d'autres couples pour des domaines de technologie avancée.

Il propose à

2 ingénieurs

de formation grande école, ayant une première expérience de 3 à 5 ans de vente à l'exportation, la possibilité d'élargir leurs activités au niveau mondial.

Il est indispensable de parler anglais couramment.

L'un des 2 postes nécessite en outre la maîtrise de l'allemand.

Adresser votre candidature sous référence SS-41
à Direction des Relations Humaines - SAIT -
119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Gestion et commercialisation

Votre carrière de journaliste ou de praticien vous a permis d'être confronté quotidiennement aux problèmes que posent pour l'entreprise la recherche de débouchés et la commercialisation de produits sur les marchés nationaux et internationaux.
Le management moderne vous est connu et son application à des sociétés de grande, moyenne ou petite dimension vous intéresse.
Par vos études supérieures en économie, peut-être concrétisées par un doctorat en gestion, vous avez démontré votre goût pour la réflexion sur les changements en cours dans le monde et dans l'entreprise.
Notre équipe de rédaction recherche pour animer son département Marché-Gestion un

Journaliste économie d'entreprise

Notre journal est réputé au niveau national pour la qualité, l'objectivité et l'utilité des informations économiques industrielles, sociales et techniques, qu'il apporte aux dirigeants et responsables d'entreprise.
Notre métier suppose des qualités de contacts et d'expression, une bonne maîtrise des langues étrangères, une grande disponibilité pour aller chercher partout les informations dont nous avons besoin.
Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous réf. B 3831 à Michel Collet, 1 rue de Berni 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Pyscom**

membre de Syntec

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,00
IMMOBILIER	12,00	14,00
AUTOMOBILES	35,00	41,00
AGENDA	35,00	41,00
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

ANNUAIRES ENCAISSÉS	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

TRES IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES
renforce son Service Informatique (Région Parisienne) par un :

INGENIEUR INFORMATIQUE CHEF DE PROJET

dont la mission sera de participer à de nouvelles applications de l'informatique, à la gestion de l'entreprise et d'assurer la direction de l'équipe analyse programmation de réalisation.

Ce chef de projet est un ingénieur de formation Grandes Ecoles. Il est débutant ou fait état de 3 à 4 ans d'expérience professionnelle si possible en informatique (gestion, scientifique ou conduite de process).

Adresser lettre, curriculum vitae avec photo et prétentions sous le N° 32025, CONTEXTE Publiée 20, avenue Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ethonics sarl **TENNANT U.S.A.**

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

Pour la vente des produits tels que :

- BULOVA (quartz, oscillateurs, produits électro-optiques, servo-amplificateurs).
- HOWARD (ventilateurs radiaux et axiaux).
- PRODELIN (câbles HF et antennes).
- SEMICOM (redresseurs schotky).
- et autres.

ainsi que pour les composants actifs et passifs.

- Possibilité de déplacement en France ;
- Bonnes connaissances de la clientèle électronique ;
- Anglais indispensable ;
- Conditions de travail très intéressantes.

Envoyer C.V., prétentions et photo à : **ETHONICS SARL**, 2, rue Armada, 92100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, Tél. 974-65-55, à l'attention de M. ROCHER.

Ingénieur en chef

(département DEVELOPPEMENT)

L'un des principaux organismes de formation et de conseil (600 personnes - 20 centres) recherche un ingénieur diplômé dont les tâches seront les suivantes :

- Analyse des produits-formations existantes : "Organisation de la production" et "Conditions de travail".
- Conception, en liaison avec les animateurs des stages, de nouveaux produits.
- Mise en place pratique de ceux-ci.

Les produits étant liés au secteur industriel, il est souhaitable que le candidat, âgé de 35 ans environ, ait une expérience industrielle de la fabrication dans les secteurs mécanique, électro-mécanique ou électronique.

De forte personnalité et possédant de réelles qualités d'animation de groupe, le titulaire du poste pourra évoluer dans l'entreprise.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la réf. 80/010/79 à Adopap, 54, avenue de Versailles, 75016 Paris.

Adopap

T.R.T.

recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX
pour son Département
FAISCEAUX HERTZIENS

Ingénieurs Commerciaux confirmés spécialistes en télécommunication.

Expérience minimum 5 ans dont 3 dans la vente à l'exportation.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants, de formation Grandes Ecoles. Pour études avancées en télécommunication. Postes banlieue Sud Paris et province.

Adresser C.V., prétentions et photo, à T.R.T., 5, av. Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

SOCIÉTÉ 1.500 PERSONNES ENVIRON

leader dans le domaine des instruments et systèmes optiques

recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN D'ETUDES

ayant quelques années d'expérience dans les domaines suivants :

- AUTOMATISMES - LOGIQUE
- OPTO-ELECTRONIQUE
- MICRO-INFORMATIQUE

Adresser curriculum vitae détaillé, à SOPELEM, 121, boulevard Davout - 75020 PARIS.

CENTRAL INTERIM

ENTREPRISE NATIONALE DE TRAVAIL TEMPORAIRE 20 années d'existence
24 AGENCES EN FRANCE - 120.000.000 de C.A. 1978

RECHERCHE : POUR PROCHE BANLIEUE NORD

ADJOINT A CHEF D'AGENCE

• Libre rapidement.

NOUS DEMANDONS :

- Une formation E.N.P. - B.T.S. ou similaire
- Une expérience professionnelle dans un ensemble de production
- La maîtrise des contacts humains à tous les niveaux
- Une expérience réussie de vente de services ou de produits.

LA RESPONSABILITE S'APPLIQUE :

- Au suivi, au développement et à la prospection de la clientèle
- A la sélection, au recrutement et à la gestion du personnel temporaire

NOUS OFFRONS :

- Un statut cadre ; une rémunération fixe + intéressement sur résultats
- et frais.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à : Monsieur SERRE - Service R 150, Champs-Élysées - 75008 Paris

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

recherche pour sa

BRANCHE TRANSPORTS

UN JURISTE CONFIRMÉ

Postulant :

- une solide formation en Droit Maritime,
- une expérience professionnelle dans les domaines :
- soit des Assurances Transports,
- soit de l'Armement Maritime,
- soit du Négociant International.

Bonnes connaissances de la langue anglaise indispensables.

Envoyer C.V., photo et prêt. annuelles sous la réf. 32335 à CONTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui tr.

COMPTABLE, 3 à 5 ans exp.

P.A.E. complet, budgets gest.

diplôme fiscal et social, sou-

haitable expérience ordinaire

de dir. C.V. et prêt. + photo.

à B.T.V., B.P. 20

92017 BOULOGNE

Stage rémunéré par l'état

formation

INGENIEURS D'AFFAIRES

en INFORMATIQUE

• Début du stage : 19 no-

vembre 1979

• Durée : 720 heures

• Conditions d'admission :

— posséder une formation su-

périeure (bac+4 ou équ.) ;

— expérience professionnelle

en entreprises souhai-

ter d'information fixe jeudi

8 novembre à G.F.M.

14, av. de l'Opéra, Paris (1er).

Tél. : 206-123.

P.A.E. 150, Sud Paris rech.

EMPLOI(E) TECHNIQUE-COM.

Bac techn. et solides connais-

sances en électronique et

problèmes d'installation.

Env. C.V. + lettre manuscrite

définissant motivation vis-à-vis

de l'industrie à M. DAVEZAC,

Fondation pour le cadre de vie

21, r. du Louvre, 75002 Paris.

Assoc. Industrielle 1901 rech.

une dipl. (C. Po ou équ.) ;

pour chargés de mission

sur problèmes d'aménagement.

Env. C.V. + lettre manuscrite

définissant motivation vis-à-vis

de l'industrie à M. DAVEZAC,

Fondation pour le cadre de vie

21, r. du Louvre, 75002 Paris.

Assoc. Industrielle 1901 rech.

une dipl. (C. Po ou équ.) ;

pour chargés de mission

sur problèmes d'aménagement.

Env. C.V. + lettre manuscrite

définissant motivation vis-à-vis

de l'industrie à M. DAVEZAC,

Fondation pour le cadre de vie

21, r. du Louvre, 75002 Paris.

Assoc. Industrielle 1901 rech.

une dipl. (C. Po ou équ.) ;

pour chargés de mission

sur problèmes d'aménagement.

Env. C.V. + lettre manuscrite

définissant motivation vis-à-vis

de l'industrie à M. DAVEZAC,

Fondation pour le cadre de vie

21, r. du Louvre, 75002 Paris.

Assoc. Industrielle 1901 rech.

une dipl. (C. Po ou équ.) ;

pour chargés de mission

sur problèmes d'aménagement.

Env. C.V. + lettre manuscrite

définissant motivation vis-à-vis

de l'industrie à M. DAVEZAC,

Fondation pour le cadre de vie

21, r. du Louvre, 75002 Paris.

offres d'emploi

Recherche
HOMME ou FEMME
minimum 25 ans
Formation supérieure école de
commerce ou 4 ans de pratique
service commercial.
Responsabilité clientèle, four-
nisseurs, réseau représentant.
Poste de responsabilité en
contact direct avec
la Direction Générale.
Réponse par écrit C.V., photo.
Nous répondons sous 10 jours.
L.V.T. 1, place d'Estienne-
d'Orves, 75007 PARIS.

GROUPEMENT DE FORMATION PROFESSIONNELLE

proposant un JEUNE HOMME

25 ans min., de très bonne culture
générale, de participation au déve-
loppement de sa politique de
formation aux entreprises.
Nous lui demandons :

- Une formation supérieure ;
- Une bonne capacité de contact et de persuasion ;
- Le sens du concret, le goût de l'analyse ;
- Des déplacements fréquents de courte durée en province.

Env. C.V. et photo à : M. BERTIER, 85 bis, r. Réaumur, Paris (2^e).

CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE, PARIS

recherche

GRADE (EE) CLASSE IV

ayant bonne expérience crédits

commerciaux et opérations

avec l'étranger, capable d'as-

sumer certaines responsabilités

et de s'intégrer dans secteur

existant en plein développen-

Anglais commercial nécessaire.

Salaire en fonction expérience.

Adresser C.V., photo à :

J.-C. MEYER, C.I.B.

19, av. Montaigne, 75008 Paris.

COLLABORATEUR très grand

talent, contact facile, niveau

Ec. M. BERTIER, 149, r. Saint-Honoré, Paris 1^{er}.

P.M.E. EN PLEINE EXPANSION

FILIALE D'UN GROUPE AMERICAIN

LE RESPONSABLE DE SA COMPTABILITÉ

rapportant directement au directeur administratif

et financier

CE POSTE nécessite le niveau D.E.S. B.T.N.

sur une solide expérience en comptabilité tra-

çaise et anglo-saxonne.

Il pourrait convenir à une personne jeune désireuse

évoluer en même temps qu'une société en pleine

croissance.

Dans l'état actuel, il implique la tenue de la

comptabilité (avec un aide-comptable et un outil

informatique) et la préparation d'analyses men-

suelles. Son avenir représente une excellente opor-

tunité pour un candidat très dynamique, suscep-

tible de s'intégrer à une équipe jeune.

Envoyer C.V. + prétentions sous pli confidentiel

à l'attention du directeur financier, Société Allen

Bradley, 51, rue Jules-Ferry, 92170 BAGNOLET.

Chef du personnel Bâtiment

La Société a deux activités : l'une où 50 personnes fabriquent des produits de second-croix et les chantiers, répartis par secteurs sur tout le territoire, et où 350 ouvriers et monteuses les mettent en œuvre. C'est dire qu'à côté des problèmes classiques de la fonction se posent ceux très spécifiques du bâtiment : sécurité, gestion du personnel étranger, paie sur les chantiers, assurances, contentieux...

C'est dire aussi que le jeune chef du personnel qui peut tenir ce poste a une formation de juriste et qu'il connaît particulièrement bien la législation sociale et la réglementation propres au bâtiment pour avoir exercé quelques années dans cette fonction et dans ce milieu.

Sa rémunération prévue est de l'ordre de 80.000 F+ et le groupe peut lui offrir un développement de carrière.

SEFOP remercie les responsables de personnel intéressés de lui adresser leur dossier sous référence CP 1124 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 Paris.

Filiale du Groupe THOMSON

en pleine expansion, leader dans son domaine

recherche

INGENIEURS ANALYSTES

ou

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ayant au moins 3 ans d'expérience en informa-

tique, temps réel sur mini-ordinateur, apte de

faire évoluer les systèmes existants et capables de

prendre en charge la réalisation de nouveaux

projets.

Lieu de travail :

PROCHE BANLIEUE NORD DE PARIS.

Des déplacements de courte durée en France ou

à l'étranger à envisager.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 104 à

J. BORDAT, B.P. 111, 93023 SAINT-DENIS Cedex 01.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche **SPECIALISTE** marché obligataire

français primaire et secondaire

Il sera, en outre, chargé de développer la gestion

de portefeuilles d'institutionnels français et étrangers.

UNE EXPERIENCE DE 5 ANS MINIMUM

SERA EXIGÉE

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé photo et

prétentions à n° 8523, "Le Monde" Publiée, 5,

rue des Italiens - 75017 PARIS CEDEX 09,

qui transmettra.

CAP SOGETI LOGICIEL

Société spécialisée dans les études et la réalisation de logiciels d'applications temps réel industriel, de systèmes d'exploitation spécifiques, de systèmes de télétraitement et de logiciel de base.

recherche

pour des postes à pourvoir rapidement

40 Ingénieurs débutants

(Réf. 945/1)

GRANDES ECOLES ou ENSI
ayant une formation de base informatique
(connaissance d'un assembleur)

15 Ingénieurs confirmés

(Réf. 945/2)

3 à 6 ans d'expérience dans un milieu industriel de développement de logiciel pour prendre des responsabilités de production.

Quelques postes sont à pourvoir dans l'avenir à LANNION

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

CAP SOGETI LOGICIEL

5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTROUGE CEDEX

Métro : PORTE D'ORLÈANS

ISA-Biologie

(Groupe Crouzet-Louis), DANS LE CADRE DE

SON RAPIDE DEVELOPPEMENT, RECHERCHE :

pour ses centres

de CACHAN et d'ARCUEIL

MARKETING :

- Chef de produit : analystes biochimiques (domaine de l'enzymologie plus particulièrement).
- Délégués Techniques-Commerciaux : Paris, province, (Midi-Côte d'Azur, Sud-Est, Nord-E

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



1979 - une division informatique en pleine mutation :
1980 - d'intéressants projets à réaliser dans une importante Mutuelle d'Assurances, nous cherchons des

analystes fonctionnels
et des
analystes organiques

Ils sont intégrés dans un service études à taille humaine et équipé d'un IBM 5032.

Il est demandé :

- aux premiers, une expérience de 5 ans minimum en informatique de gestion dans 3 ans sous IMS, sur matériel IBM et dans le secteur tertiaire;
- aux seconds, 3 années de la même expérience, celle sous IMS étant appréciée.

Pour plus amples informations et rendez-vous éventuels, appelez du lundi au vendredi 609.95.95 sous réf. 410 M. Vous pouvez aussi adresser votre dossier avec photo et prétentions sous réf. 410 M à Emplois et Entreprises - 18, r. Volney 75002 PARIS

Information Téléphonée
Emplois et Entreprises
609.95.95

SOCIÉTÉ DE COSMÉTIQUES ET PARFUMS
créée pour son avenir (500 pers.)
la fonction de

Chef du personnel

LE CANDIDAT :

- Jeune, il a une formation supérieure complétée par de bonnes connaissances en législation du travail et psychologie.
- Volontaire et entreprenant, c'est un homme de personnel conscient de la réalité socio-économique de l'entreprise.
- Pragmatique, c'est un homme de terrain qui possède une solide pratique de la fonction, de 3 ans minimum, en milieu industriel.

LA FONCTION :

Sous la responsabilité du Directeur d'usine, il répond fonctionnellement au Directeur du Personnel.

Il est chargé d'appliquer pour l'usine la Politique Sociale, à laquelle il connaît et dont il est le gardien.

Opportunité intéressante pour forte personnalité voulant intégrer une société en plein développement, ayant le souci permanent de promouvoir une Politique Sociale de Progrès.

LIEU DE TRAVAIL : Région Nord-Est de Paris.
Adresse : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions n° 31.886, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.



FOSTER WHEELER FRANCAISE
Leads mondial fours pétrole et pétrochimie
recherche pour sa
Division Equipements Thermiques

INGENIEUR de PROJET

- (E.C.P., A.M., I.C.A.M. ou équivalent)
 - Age 28 ans minimum ayant 3-4 ans d'expérience.
 - Cette fonction conviendrait à une personne dynamique et en particulier intéressée aux projets pour l'exportation.
 - Il aura la responsabilité technique et financière des projets qui lui sont confiés.
 - Il participera au contact avec les clients et sous-traitants internationaux.
 - Déplacements en France et à l'étranger.
 - A court terme (sorti et parti) obligatoire.
 - Anglais courant nécessaire.
- Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Direction du Personnel, 31, rue des Bourdonnais, 75001 PARIS Cedex 01.

Dans le cadre de son expansion, une importante Société de Service recherche pour ses centres de Paris et de la région parisienne des

INGÉNIEURS et PROGRAMMEURS SYSTÈME

qui s'intégreront dans l'équipe chargée de la mise en place et de la gestion du télétransmission.

Il est indispensable d'avoir une expérience préalable de quelques années et une bonne connaissance de l'O.S. - C.I.C.S. - V.M.

Ad. C.V., prétentions et date de disponibilité, sous le n° 5.297 à PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE T.P.
recherche pour la Direction Administrative au Siège - LA DEFENSE

Cadre Administratif

- Minimum 35 ans.
- Anglais courant.
- Formation juridique exigée d'au moins 4 ans dans le Droit des Affaires.
- Il établira tous les documents fiscaux tant pour la France que pour les filiales à l'étranger, en lien avec la comptabilité.
- Il informera la Direction sur l'évolution des législations fiscales (y compris les fiscalités du type anglo-saxon).

Envoyer C.V. et photo à DTP - Tour Euro - La Défense 92806 PUTEAUX

Société électronique filiale d'une Société internationale cherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

pouvant s'intégrer dans petite équipe pour prendre en main service commercial, développer la vente en France et l'étranger.

Env. C.V. et photo, sous réf. 429 à COPAF, 40, rue de Chatelet, 75010 Paris qui transmettra.

PROGRAMMEUR ASSEMBLEUR

Un groupe industriel de renom (90 PARTIN) équipé d'un 370/DOS-VS, propose à un IUT formé de participer, en particulier, au développement de ses applications sous CICS.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (rue 302 LAM).

ALEXANDRE TIC SA, 10, rue Royale, 75008 PARIS

516 TELECOM
recherche pour service informatique

PROGRAMMEUR
ou **PROGRAMMEUSE**
2 ans expérience souhaitée. Applications gestion, basic gestion (Image) H.P.

Ad. C.V. avec photo et prét. n° 7208 PARFRANCE Annonces, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS qui transmettra.

T.I.T.M.
Société d'engineering INFORMATIQUE pleine expansion sur mini et micro (MITRA 6800, 6800...) recherche

INGÉNIEURS ET ANALYSTES
(Centrale, ESE, Grenoble, Toulouse, DEA, Matrices...) débutants option internationale, ou confirmés.

Pour ses activités sociétales : - temps réel - gestion transactionnelle (base de données) - micro informatique.

Env. C.V. photo, prét. à : T.I.T.M., 71420 MORANGIS sous réf. 04/507.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
banque Sud de Paris recherche pour son

Un important Groupe International de prestations de service (C.A. 600 millions de F.F.), leader européen dans son domaine recherche d'urgence

un responsable consolidations

Pour prendre en charge : - la consolidation des résultats mensuels - la consolidation des bilans trimestriels - la préparation des synthèses des résultats pour présentation à la Direction du Groupe.

Le Responsable des Consolidations trouvera déjà en place un outil informatique en Timesharing pour faciliter son travail, ainsi qu'un système de reporting très développé.

Il travaillera en liaison directe avec le Directeur du Budget et l'Auditeur Interne dans une équipe internationale.

Le candidat devra être âgé au minimum de 25 ans et posséder une bonne expérience dans les techniques de consolidations et les principes de comptabilité anglo-saxonne ainsi qu'en cabinet ou dans l'industrie. La pratique de la langue anglaise ou espagnole est souhaitable.

Bonne possibilité d'évolution dans le Groupe. Lieu de travail NEUILLY SEINE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7768 N à A.M.P., 40, rue d'Orléans-Saint-Marcel 75005 PARIS (qui transmettra)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
banque Sud de Paris recherche pour son

SERVICE MARKETING JEUNE STATISTICIEN DÉBUTANT

Pour utilisation d'outils statistiques en vue d'application marketing.

- Niveau Maîtrise d'économie : ISUP ou équivalent;
- anglais courant;
- goût du travail d'équipe;
- interlocuteur à la fois de l'informatique et du Marketing.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann 75008 PARIS sous référence 33411.

PARIS - FRANCE

Pour réaliser d'importants développements (extension du télétransmission, installation de mini-ordinateurs, remplacement de l'IBM 370/145 par un 370/158).

La Direction Organisation et Informatique recherche

un analyste programmeur

- MIAGE, ou équivalent,
- ou une expérience COBOL.

Adressez C.V. et prétentions au Service du Personnel 137, Bd Voltaire - 75541 PARIS cedex 11

Société 1.500 personnes environ

Leader dans le domaine des INSTRUMENTS et SYSTÈMES OPTIQUES, recherche

INGÉNIEURS OPTICIENS

pour études générales et conception de systèmes OPTICO-MÉCANIQUES.

Adressez C.V. détaillé à SOPELEM, 125, boulevard Davout, 75020 PARIS.

RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

ÉQUIPE DE MATÉRIELS C.I.B. 64/2 ET MINI 6

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Expérience cinq ans

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à la réf. CONTACT, 2, r. du Port, Nanterre 92400.

GROUPE FINANCIER recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ou ÉQUIVALENT

- pour le développement d'une banque privée de dépôts provinciaux et créer une agence à PARIS.

- Le candidat jeune et dynamique sera connu des autorités de tutelle (G. de F. et C.C.S.).

- Sér., réf. et réelle exp. de la banque indispensables.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et photo, références à P. LICHAU SA, B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

Société location véhicules banlieue Nord-Est Paris recherche

JEUNE HOMME AGENT COMPTOIR

dépassé O.M., notions comptabilité et commerce, permis V.L., références exigées. Libre suite. Ecrire à n° 7193 M. BLEU, 17, rue Leclerc, 94 Vincennes.

TELETECHNIQUE GROUPE OTIS FRANCE recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONIC

débutant ou 2 à 3 ans d'exp. Pour Poste Technique Commercial dans une activité commerciale aux Etudes de Réseaux de Télécommunications.

Tel. : 722-76, poste 262.

Recherche professeurs qualifiés Physique et Maths pour province 3 jours par semaine et pour courts séjours à Paris. Ecr. U.B.I. 28, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra.

CONSTRUCT. ORDINATEUR recherche

PROGRAMMEUR ANALYSTE

pour calculateur (logos réel) niv. DUT, MAITRISE, INGEN. Ecrire n° 83.803 PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT CABINET de Commissaires aux Comptes recherche

UN JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour son département Informatique. Expérience au moins 2 ans d'analyse et de programmation d'applications comptables et de gestion, connaissance du COBOL indispensable.

Formation comptable souhaitée. Ecrire avec C.V. et photo en indiquant la rémunération souhaitée à Monsieur MARC MESSIER, 217, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR MICROPROCESSOR

COBOL
TAL. 287-5259 (P. 317)

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons QUELQUES

PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables après un STAGE préalable de travailler dans UN SALAIRE de 5.000 à 7.500 F

Nous leur offrons : - Une formation complète - Une écriture permanente - Un plan de carrière précis

Si vous pensez pouvoir faire "BEAU NOUVEAU"

Tel. 360-31-35 pour rendez-vous

La préférence sera donnée à candidats ayant fait : - une formation complète - soit la preuve de leur personnalité

Filiale française d'un groupe multinational commercialisant produits d'assemblage recherche

CADRE RESPONSABLE COMMERCIAL

Il prendra la responsabilité du service commercial et des approvisionnements tout en participant aux tâches quotidiennes. Ce poste s'adressera à Paris Nord-Est conviendrait à candidat confirmé de formation technique, ayant une expérience de l'organisation et des responsabilités, aptitude au commandement et à la gestion d'un service dans l'ambiance d'une P.A.M.E. Langue anglaise nécessaire. Envoyer C.V. et photo, à n° 78.810 M. BLEU, Publicité, 17, rue Leclerc, 94 Vincennes.

Importante Société Electronique recherche

INGÉNIEUR

E.S.E., E.N.S.T. ou équival.

Pour des études de problèmes liés aux télécommunications et de les modifier sur ordinateur.

- Anglais indispensable - Facilité de contacts

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prét., à THOMSON C.S.F. Serv. Recrutement, 15, rue de Valenciennes, 75001 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

FISCALISTE EXPERIMENTE

(Consultations, vérifications, déclarations), connaissances juridiques et comptables souhaitées. Ecrire avec C.V. et photo, à n° 5.297 à PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS qui transmettra.

STE DE SERVICES ET CONSEILS INFORMATIQUES partenaire d'un groupe industriel de taille internationale recherche

INGÉNIEURS INFORMATIQUES CONFIRMÉS

de 2 à 4 ans d'expérience - CHEFS DE PROJETS - ADJOINTS CHEF DE PROJET

INGÉNIEURS INFORMATIQUES DÉBUTANTS

de 0 à 2 ans d'expérience. Conception et réalisation de systèmes d'information (gestion, temps réel), savoir-faire, lettre manuscrite, C.V., photo et photo, à n° 5.297 à PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS qui transmettra.

AUTOMOBILES FIAT recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS COBOL

Formation DUT Informatique ou équivalent. Expérience 2 ans minimum. Connaissances JCL/OS appréciées.

Env. C.V. dét. et photo, à n° 5.297 à PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS qui transmettra.

Recherches

JEUNE CADRE pour service informatique.

Poste d'avenir pour candidat dynamique, possédant le sens de l'initiative.

Le candidat devra avoir une formation d'ingénieur en informatique, une connaissance de la langue anglaise et du matériel IBM 370.

Ad. C.V. et photo à n° 32253, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}

Centre de Recherche automatique informatique recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

- Mathématiques appliquées - Analyse numérique

Env. C.V. à ADEPSA-GERBIOS, 2, av. du Général, 91180 Palaiseau

Société 1.500 personnes environ, leader dans le domaine des instruments d'optique recherche

PROJETEURS

Ayant de solides références dans le bureau d'études mécaniques d'une forme d'instrumentation ou de mécanique de précision.

Ad. C.V. détaillé à SOPELEM, 125, bd Davout, 75020 PARIS

COMPTABLE

Après avoir obtenu un diplôme de comptabilité (B.T.S. ou D.U.T.), vous avez acquis une expérience dans un service comptable informatisé d'une importante société et à l'âge de 30 ans, voir plus, vous souhaitez élargir vos connaissances de la comptabilité générale et analytique. L'équipe déjà structurée que nous souhaitons renforcer à notre siège social de PARIS doit permettre à un homme possédant bien les bases de son métier de se familiariser avec les problèmes complexes d'une société travaillant pour une large part à l'étranger. Si vous êtes intéressé par une telle perspective, veuillez écrire (joindre votre C.V. et mentionner votre expérience rémunérée) sous référence 2.525 à : MEDIA P.A.

9, boul. des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Rech. PROFESSEUR G.B. ou U.I. pour cours anglais à domicile PARIS (VII^e) 40 F de l'heure. Ecr. : AGES DEER, n° 8 2076, 72, boulevard Sébastien, 75002 Paris, qui transmettra.

P.M.E. région Sud Paris, rech. DESSINATEUR INDUSTRIEL, désirant s'orienter vers secteur technico-commercial. Bases comm. allemandes indispensables, poste sélectif. Ecrire : références n° 7.041.53 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RUF-FRANCE INFORMATIQUE

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

300 PORTE MAILLOTT recherche

AGENT COMMERCIAL

Contrat d'un an descriptif de prérogatives et de responsabilités à partir d'octobre. Qualification confirmée (formation supérieure ou expérience d'un an dans emploi similaire). Commercialisation et contact avec clients et fournisseurs. Indispensable. Disponibilité et dévouement en province. Ecr. avec C.V. et n° 7504 M. BLEU, Publicité, 17, rue Leclerc, 94 Vincennes, qui transmettra.

DESSINATEURS E2 - P1 - P2

CARROSSERIE OU EQUIPE GARNISSAGE pour missions longues durée à ASNIÈRES

GROUPE A.S. - 805-88-75, 8, boul. Voltaire - 75011 PARIS.

Jne Société de Caution Mutuelle

Ch. Analyse de crédit temps part., pour départ de province. Ecr. Mme ZANUCCI, 101, rue de Valenciennes, 75001 Paris, av. C.V. et photo.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

RECRUTEMENT

recherche responsable comptable clients, expérimenté. Envoyer C.V. références et prétentions à : RUF-FRANCE, 50, rue de Valenciennes, 75004 PARIS.

secrétaires

FILIALE FRANCAISE EN FORTE EXPANSION D'UN GROUPE TRANSNATIONAL (origine USA)
proche banlieue Sud recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION GENERALE

Cette collaboratrice doit pouvoir justifier de plusieurs années de secrétariat bilingue de niveau élevé et d'exprimer parfaitement oralement et par écrit en anglais comme en français.

La fonction comporte des contacts internationaux et nécessite un excellent niveau de sténodactylo dans les deux langues, un engagement personnel important et des qualités indiscutables (présentation, vivacité, discrétion, ...).

Des connaissances de langage financier seront appréciées.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo, sous réf. 77.685 M à : HAVAS CONTACT, 156 Bd Haussmann-75008-PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

pour sa Direction Générale

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

La candidate, âgée de 35 ans minimum, devra avoir une formation secondaire ou supérieure, être bilingue Français-Anglais et avoir l'expérience de plusieurs années d'un secrétariat de haut niveau.

Lieu de travail : PARIS (16^e)

Adressez C.V. avec photo et prétentions sous le n° 32.347 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Informatique et Entreprise recrute, une

SECRETAIRE ASSISTANTE EXPERIMENTEE

Responsable d'activités très variées (secrétariat technique, gestion de la documentation...), elle est capable d'une grande autonomie et de bonnes notions d'Anglais.

Lieu de travail : PARIS 8^e

Les candidatures et C.V. sont à adresser à :

GROUPE INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Informatique de Gestion S.r.l. Alfred-de-Vigny-75008 Paris.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE
travaillant en France et à l'étranger recherche pour son Siège de BLANCO-MESNIL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

TRES EXPERIMENTEE

Connaissance anglaise appréciée. Ad. C.V. à n° 51.769, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

UNE SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

de bonne connaissance de la langue anglaise. S'agit d'un poste d'appoint. Expérience de 3 à 5 ans dans poste similaire exigée. Envoyer C.V. à Société POG, 5040 MYENNES.

capitaux ou proposit. com.

CREATEURS D'ENTREPRISES

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	50,88
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La semaine	La semaine
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

INGENIEUR
résident en Belgique, grande expérience industrielle, références et relations premier ordre, offre ses services à :
P.M.I. DISPOSANT DE TECHNOLOGIES EPROUVÉES
ou de produits élaborés
ne possédant pas de moyens propres pour aborder le marché Belge, en vue de :
- Représentation active dans le domaine industriel ;
- Étude faisabilité d'une implantation (usine, agence, etc.) ;
- Représentation commerciale, économique, juridique, fiscale, etc.
Ecrire sous le N° 8321, à LE MONDE - Publicité, 5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 06.

demandes d'emploi

CONDUCTEUR TRAVAUX
cherche emploi à l'étranger en travaux routiers (V.R.O.) partout avec sa famille.
Après 19 h. : (06-72) 44-72-44
ou 06-71 1632 M. Rosta-Presse
85 bis, rue Réaumur, Paris-20

MARKETING, PUBLICITE ET INFORMATION
J'ai 33 ans, I.E.P., Paris, 11e, angl. Je suis responsable pour promouvoir votre efficacité votre image de marque et votre chiffre d'affaires.
TELEPHONEZ AU :
329-97-10
Le service de liaison-études Entreprise du Centre Régional des centres universitaires scolaires de Paris, place sous l'Arcade de la Sorbonne, université, vous propose un stage de 3 semaines.

EMPLOYEURS
AUX ETUDIANTS des TRAVAUX TEMPORAIRES (bureau, vente, manutention, cours particuliers, etc.)
TELEPHONEZ AU :
329-97-10
Le service de liaison-études Entreprise du Centre Régional des centres universitaires scolaires de Paris, place sous l'Arcade de la Sorbonne, université, vous propose un stage de 3 semaines.

ASSISTANTE DE DIRECTION
collaborer à la création d'un service, Publicité, Information, etc.
Ecr. n° 1412, à LE MONDE - Pub., 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

demandes d'emploi

SECRETARIE DIRECTION
française (26 ans), anglais, espagnol, courants, états sup., 10 a. exp. activité interne, laboratoire pharmaceutique, actuellement en poste, ch. emploi à l'étranger, interm. 50555er.
Ecr. n° 1384, à LE MONDE - Pub., 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

Original singer seeks group
no disco no punk.
Tel. : 360-4518.

H. 59 a., DOCTEUR EN DROIT
commerçant et administrateur, actif, honnête, sérieux, mettrait son potentiel au service d'une société ayant besoin d'un élément sûr pour assurer la gestion d'un service ou d'une entreprise. Peut voyager. Connaissance anglaise et italienne.
2200 NEUILLY-SUR-SEINE

H. 45 a., expert en écriture
NOMMES MUSICALES, CRITIQUES DE DISQUES, etc. dans journal ou magazine.
Ecr. n° 1412, à LE MONDE - Pub., 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

J. 40 a., technicien russe
part. franc. et angl. ch. emploi technique ou traducteur.
Ecr. n° 1412, à LE MONDE - Pub., 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

Secrétaire, 25 a., bilingue
n. nat. allem. exp. compt., rech. poste à responsabilité. S'ad. : 1412, à LE MONDE - Pub., 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

Secrétaire, 25 a., bilingue
n. nat. allem. exp. compt., rech. poste à responsabilité. S'ad. : 1412, à LE MONDE - Pub., 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

Secrétaire, 25 a., bilingue
n. nat. allem. exp. compt., rech. poste à responsabilité. S'ad. : 1412, à LE MONDE - Pub., 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES

Vente sur saisis au Palais de Justice à NANTERRE le MERCREDI 21 NOVEMBRE 1979 à 14 heures

DEUX IMMEUBLES

à s'ad. à :
MONTRouGE (92)

Le 1^{er} immeuble :
6 et 8, rue Gossin et 29, bd Romain-Rolland, d'une contenance de 119 m².
Le 2^e immeuble :
20, rue Gossin - 37 et 39, bd Romain-Rolland - 19 à 23, rue de Bagneux, d'une contenance de 241 m².
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adresser à : M. André VALENTIN, Avocat à PARIS, 72, rue Gay-Lussac, tél. 633-74-51, et sous avocats près les Tribunaux de NANTERRE, PARIS, BOIGNY, CRETEIL et VERRILLIERS.

Vente mardi 20 novembre 1979, 14 h.
Pal. Justice d'Evry, rue des Mazières
APPT avec cave, parking, 2 Bds.
Bois-du-Bois - 3, 17, 1^{er} ét.

LES ULIS (Essonne)
MISE A PRIX : 99.000 F. - Bessaignon.
S.C.P. ELIA-GRIMAL, Avoc. Evry
tél. 077-06-10
3, rue du Village, 91000 EVRY.

ENSEMBLE IMMOBILIER LIBRE

à s'ad. à :
PARIS (18e) - 47, Rue Berthe

Comprend :
Trois étages sur trois sous-sol (les deux étages en contrebas) et les parties communes y afférentes.
Sur un terrain d'une contenance de 245 m² 53

MISE A PRIX : 1.500.000 FRANCS

Pour tous renseignements s'adresser à :
Maitre J. LYONNET du MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli, Paris (1^{er}) (tél. : 260-20-49) ; Maitre J.-M. GARNIER, syndic, 63, bd Saint-Germain, Paris (5^e) ; Au Greffe des Crises du Tribunal de Grande Instance de Paris, bd du Palais, où le cahier des charges est déposé ; à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOIGNY, NANTERRE et CRETEIL, et sur les lieux pour visiter. Prêt possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la Banque GRINDLAY OTTOMANE.

APPARTEMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 22 NOVEMBRE 1979, à 14 heures - EN DIX-SEPT LOIS : dans un ensemble immobilier sis à PARIS (10^e arrondissement)

29, rue du Château-Landon
Composé de huit bâtiments dénommés A, B, C, D, E, F, G, H, sur un terrain d'une contenance de 1.012 mètres carrés DIVERS

LOUES - MISES A PRIX :

1 ^{er} lot	102.000 F	7 ^e lot	15.000 F	13 ^e lot	7.000 F
2 ^e lot	102.000 F	8 ^e lot	7.000 F	14 ^e lot	7.000 F
3 ^e lot	102.000 F	9 ^e lot	7.000 F	15 ^e lot	7.000 F
4 ^e lot	102.000 F	10 ^e lot	102.000 F	16 ^e lot	2.000 F
5 ^e lot	102.000 F	11 ^e lot	7.000 F	17 ^e lot	1.000 F
6 ^e lot	102.000 F	12 ^e lot	7.000 F		

S'adresser à : M. J. LYONNET du MOUTIER, avocat à Paris (1^{er}), 182 rue de Rivoli (tél. 260-20-49) ; M. J.-M. GARNIER, syndic à Paris (5^e), 63, boulevard Saint-Germain ; au greffe des crises du Tribunal de Grande Instance de Paris, boulevard du Palais, où le cahier des charges est déposé ; à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOIGNY, NANTERRE et CRETEIL ; et sur les lieux pour visiter. - Prêt possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la Banque GRINDLAY OTTOMANE.

LOCAL à USAGE COMMERCIAL

52, quai Blanqui et 2, 2 bis, rue du 14-Juillet
à ALFORTVILLE (Val-de-Marne)

MISE A PRIX : 280.000 FRANCS

M. TOURAINE, avocat à Paris, 48, rue de Clugny, tél. 874-45-85 ; M. ARABIE, avocat à Paris, 17, rue de l'Université ; M. Alain PERNOT, syndic à Paris, 14, rue de Rivoli, Clamart. Visites : les 15, 19 et 20 novembre de 14 h. 30 à 16 h. 30

TERRAIN - conten. 5.597 m² - ERMONT (95)

84, rue GAMBETTA - MISE A PRIX : 600.000 FRANCS
S'adr. M. BUSSON, avocat à Fontainebleau, 28, rue P.-Budin, 022-51-82 ; M. Alain PERNOT, syndic à Paris, 14, rue de Rivoli, Clamart. Visites : les 15, 19 et 20 novembre de 14 h. 30 à 16 h. 30

MAISON D'HABITATION avec UN ETAGE à SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (Essonne)

23, RUE DE L'AMERIQUE
MISE A PRIX : 180.000 FRANCS (Consommation obligatoire pour anachor.)
Pour tous renseignements, s'adresser à : M. AKOUN et TEUKILO, avocats associés à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champollion (tél. : 496-14-18) ; et au Greffe du Tribunal d'Evry pour consulter le cahier des charges.

UN MANOIR entouré d'un PARC de 3 ha 18 ca avec, UNE MAISON et JARDIN, le tout situé à LINTOT-LES-BOIS

par LONGUEVILLE-SUR-SEINE (Seine-Maritime)
MISE A PRIX 550.000 F. Adjudication le mercredi 21 novembre à 14 h. 30, Pal. Just. à Dieppe, Clamart.
Pr ts renseign. s'adr. S.C.P. d'AVOCATS MARCILLE et CATARSI, 48, boulevard du Général-de-Gaulle à 75003 DIEPPE (tél. 84-28-49) ; M. CORNU, avocat, 10, rue de Sygonne à DIEPPE (tél. 84-28-49).

ENSEMBLE IMMOBILIER à us. INDUSTRIEL

7.338 mètres carrés - LIBRE DE LOCATION
à SEDAN (Ardennes)
2, 4 et 6, rue Labouchère, 5, rue Leclerc-Adam et 15, rue Fleurance
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
S'adresser à : M. de SARIAC, avocat à Paris, 70, avenue Marceau (tél. 720-32-38) ; M. FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli ; à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOIGNY, NANTERRE et CRETEIL - Prêt possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la Banque GRINDLAY OTTOMANE.

L'immobilier

appartements vente.

4^e arrdt.
BEAUQUOT DE CLASSE
RUE DU CLOITRE M. DAME
50 m², 100 m², 150 m², 200 m², 250 m², 300 m², 350 m², 400 m², 450 m², 500 m², 550 m², 600 m², 650 m², 700 m², 750 m², 800 m², 850 m², 900 m², 950 m², 1000 m², 1050 m², 1100 m², 1150 m², 1200 m², 1250 m², 1300 m², 1350 m², 1400 m², 1450 m², 1500 m², 1550 m², 1600 m², 1650 m², 1700 m², 1750 m², 1800 m², 1850 m², 1900 m², 1950 m², 2000 m², 2050 m², 2100 m², 2150 m², 2200 m², 2250 m², 2300 m², 2350 m², 2400 m², 2450 m², 2500 m², 2550 m², 2600 m², 2650 m², 2700 m², 2750 m², 2800 m², 2850 m², 2900 m², 2950 m², 3000 m², 3050 m², 3100 m², 3150 m², 3200 m², 3250 m², 3300 m², 3350 m², 3400 m², 3450 m², 3500 m², 3550 m², 3600 m², 3650 m², 3700 m², 3750 m², 3800 m², 3850 m², 3900 m², 3950 m², 4000 m², 4050 m², 4100 m², 4150 m², 4200 m², 4250 m², 4300 m², 4350 m², 4400 m², 4450 m², 4500 m², 4550 m², 4600 m², 4650 m², 4700 m², 4750 m², 4800 m², 4850 m², 4900 m², 4950 m², 5000 m², 5050 m², 5100 m², 5150 m², 5200 m², 5250 m², 5300 m², 5350 m², 5400 m², 5450 m², 5500 m², 5550 m², 5600 m², 5650 m², 5700 m², 5750 m², 5800 m², 5850 m², 5900 m², 5950 m², 6000 m², 6050 m², 6100 m², 6150 m², 6200 m², 6250 m², 6300 m², 6350 m², 6400 m², 6450 m², 6500 m², 6550 m², 6600 m², 6650 m², 6700 m², 6750 m², 6800 m², 6850 m², 6900 m², 6950 m², 7000 m², 7050 m², 7100 m², 7150 m², 7200 m², 7250 m², 7300 m², 7350 m², 7400 m², 7450 m², 7500 m², 7550 m², 7600 m², 7650 m², 7700 m², 7750 m², 7800 m², 7850 m², 7900 m², 7950 m², 8000 m², 8050 m², 8100 m², 8150 m², 8200 m², 8250 m², 8300 m², 8350 m², 8400 m², 8450 m², 8500 m², 8550 m², 8600 m², 8650 m², 8700 m², 8750 m², 8800 m², 8850 m², 8900 m², 8950 m², 9000 m², 9050 m², 9100 m², 9150 m², 9200 m², 9250 m², 9300 m², 9350 m², 9400 m², 9450 m², 9500 m², 9550 m², 9600 m², 9650 m², 9700 m², 9750 m², 9800 m², 9850 m², 9900 m², 9950 m², 10000 m², 10050 m², 10100 m², 10150 m², 10200 m², 10250 m², 10300 m², 10350 m², 10400 m², 10450 m², 10500 m², 10550 m², 10600 m², 10650 m², 10700 m², 10750 m², 10800 m², 10850 m², 10900 m², 10950 m², 11000 m², 11050 m², 11100 m², 11150 m², 11200 m², 11250 m², 11300 m², 11350 m², 11400 m², 11450 m², 11500 m², 11550 m², 11600 m², 11650 m², 11700 m², 11750 m², 11800 m², 11850 m², 11900 m², 11950 m², 12000 m², 12050 m², 12100 m², 12150 m², 12200 m², 12250 m², 12300 m², 12350 m², 12400 m², 12450 m², 12500 m², 12550 m², 12600 m², 12650 m², 12700 m², 12750 m², 12800 m², 12850 m², 12900 m², 12950 m², 13000 m², 13050 m², 13100 m², 13150 m², 13200 m², 13250 m², 13300 m², 13350 m², 13400 m², 13450 m², 13500 m², 13550 m², 13600 m², 13650 m², 13700 m², 13750 m², 13800 m², 13850 m², 13900 m², 13950 m², 14000 m², 14050 m², 14100 m², 14150 m², 14200 m², 14250 m², 14300 m², 14350 m², 14400 m², 14450 m², 14500 m², 14550 m², 14600 m², 14650 m², 14700 m², 14750 m², 14800 m², 14850 m², 14900 m², 14950 m², 15000 m², 15050 m², 15100 m², 15150 m², 15200 m², 15250 m², 15300 m², 15350 m², 15400 m², 15450 m², 15500 m², 15550 m², 15600 m², 15650 m², 15700 m², 15750 m², 15800 m², 15850 m², 15900 m², 15950 m², 16000 m², 16050 m², 16100 m², 16150 m², 16200 m², 16250 m², 16300 m², 16350 m², 16400 m², 16450 m², 16500 m², 16550 m², 16600 m², 16650 m², 16700 m², 16750 m², 16800 m², 16850 m², 16900 m², 16950 m², 17000 m², 17050 m², 17100 m², 17150 m², 17200 m², 17250 m², 17300 m², 17350 m², 17400 m², 17450 m², 17500 m², 17550 m², 17600 m², 17650 m², 17700 m², 17750 m², 17800 m², 17850 m², 17900 m², 17950 m², 18000 m², 18050 m², 18100 m², 18150 m², 18200 m², 18250 m², 18300 m², 18350 m², 18400 m², 18450 m², 18500 m², 18550 m², 18600 m², 18650 m², 18700 m², 18750 m², 18800 m², 18850 m², 18900 m², 18950 m², 19000 m², 19050 m², 19100 m², 19150 m², 19200 m², 19250 m², 19300 m², 19350 m², 19400 m², 19450 m², 19500 m², 19550 m², 19600 m², 19650 m², 19700 m², 19750 m², 19800 m², 19850 m², 19900 m², 19950 m², 20000 m², 20050 m², 20100 m², 20150 m², 20200 m², 20250 m², 20300 m², 20350 m², 20400 m², 20450 m², 20500 m², 20550 m², 20600 m², 20650 m², 20700 m², 20750 m², 20800 m², 20850 m², 20900 m², 20950 m², 21000 m², 21050 m², 21100 m², 21150 m², 21200 m², 21250 m², 21300 m², 21350 m², 21400 m², 21450 m², 21500 m², 21550 m², 21600 m², 21650 m², 21700 m², 21750 m², 21800 m², 21850 m², 21900 m², 21950 m², 22000 m², 22050 m², 22100 m², 22150 m², 22200 m², 22250 m², 22300 m², 22350 m², 22400 m², 22450 m², 22500 m², 22550 m², 22600 m², 22650 m², 22700 m², 22750 m², 22800 m², 22850 m², 22900 m², 22950 m², 23000 m², 23050 m², 23100 m², 23150 m², 23200 m², 23250 m², 23300 m², 23350 m², 23400 m², 23450 m², 23500 m², 23550 m², 23600 m², 23650 m², 23700 m², 23750 m², 23800 m², 23850 m², 23900 m², 23950 m², 24000 m², 24050 m², 24100 m², 24150 m², 24200 m², 24250 m², 24300 m², 24350 m², 24400 m², 24450 m², 24500 m², 24550 m², 24600 m², 24650 m², 24700 m², 24750 m², 24800 m², 24850 m², 24900 m², 24950 m², 25000 m², 25050 m², 25100 m², 25150 m², 25200 m², 25250 m², 25300 m², 25350 m², 25400 m², 25450 m², 25500 m², 25550 m², 25600 m², 25650 m², 25700 m², 25750 m², 25800 m², 25850 m², 25900 m², 25950 m², 26000 m², 26050 m², 26100 m², 26150 m², 26200 m², 26250 m², 26300 m², 26350 m², 26400 m², 26450 m², 26500 m², 26550 m², 26600 m², 26650 m², 26700 m², 26750 m², 26800 m², 26850 m², 26900 m², 26950 m², 27000 m², 27050 m², 27100 m², 27150 m², 27200 m

Le Monde

ILE-DE-FRANCE

Point de vue

LA CONSTRUCTION DU PALAIS DES SPORTS DE BERCY

Les voix du stade

Pour concilier la pratique de vingt-deux disciplines sportives et l'accueil de manifestations de masse les plus diverses, sept bureaux d'études spécialisés ainsi que les services de la Ville ont travaillé pendant plus de sept mois de façon très approfondie pour mettre au point un dossier de consultation qui a abouti à la maîtrise incontestable de ces difficultés par les seize architectes concurrents sans aucune exception.

M. Chirac, dépassant largement ses obligations légales ou réglementaires, a soumis les propositions, présentées par les architectes, à la commission du douzième arrondissement qui s'est réunie trois fois et notamment en présence des associations locales comprises dans l'association non déclarée dite « Collectif Bercy » (ou voisinent curieusement deux associations : la C.G.T. et le comité de boycott des Jeux olympiques de Moscou) — mais également aux commissions extra-municipales de l'environnement, de l'architecture et des sports, de même qu'à l'ensemble des conseillers de Paris représentés élus de la population parisienne.

Une partie des membres de la commission de l'environnement ont accepté de visionner les seize projets et d'émettre un avis. D'autre part, la commission extra-municipale des sports s'est prononcée de manière massive en faveur de l'opération.

M. Jacques Chirac a créé — sans qu'aucun texte l'y contraigne — une commission spéciale où siègent de grands noms de la culture, des sports, de l'architecture, les directeurs compétents des trois ministères plus particulièrement concernés et les quatre adjoints spécialement intéressés. Cinq séances présidées personnellement par le maire furent tenues. Les seize architectes furent tous entendus. Une très large majorité s'est prononcée pour le projet de MM. Andraud et Parat.

Non seulement le projet actuel n'est pas cause du départ d'emplois, mais c'est au contraire le

par MAURICE DOUBLET (*)

départ des entrepreneurs de vins et la libération correspondante des terrains qui ont incité, il y a plusieurs années, le Conseil de Paris à demander une étude de réaménagement globale et cohérente de l'ensemble de cette zone. Ce fut l'objet du « schéma de secteur Seine sud-est » approuvé dans ses grandes lignes en 1973.

En second lieu, parce que quatre cents emplois de manutentionnaires risquent d'être partiellement touchés, le maire a fait voter par le Conseil de Paris un crédit de 17 millions de francs d'ailleurs complètement utilisé — pour s'assurer qu'effectivement tout licenciement serait évité.

Enfin, il n'est pas inutile de souligner que le schéma directeur de Paris et le schéma de secteur affiné par la municipalité actuelle précisent clairement que, dans la partie des entreprises comprises entre la rue de Dijon et la rue de Charenton, les emplois artisanaux et secondaires seront développés et que l'activité vinicole sera favorisée.

Des options connues et approuvées

On dit, en outre, que ce projet n'aurait pas sa place à Bercy, et l'on invoque, à cet égard, un lieu chargé d'histoire, marqué de rues bordées de magnifiques platanes et de maisons simples et belles.

A cela, je répondrai en me référant tout simplement au « schéma de secteur Seine sud-est », dont les options sont connues et approuvées depuis 1973 et qui dément l'opposition artificielle ainsi faite. En effet, le schéma de secteur, après inventaire minutieux des églises et points forts de cette zone (alignements plantés, cheminements), prévoit dans la partie ouest du terrain un équipement majeur tel que le Palais des sports, devant s'ouvrir sur un vaste parc de 10 hectares organisés autour d'un réseau de rues intérieures ainsi

mises en valeur, bordé au nord par des programmes de logements et laissant place à l'est à une zone d'activités préservant la vocation traditionnelle de Bercy.

Ces données faisaient partie intégrante du dossier de consultation remis à chaque architecte concurrent et l'ajoute qu'elles avaient déjà fait, en 1973, l'objet d'une très large information auprès du public venu nombreux, lors de la grande exposition ouverte dans le hall d'accueil de l'hôtel de Ville comprenant une immense maquette et de nombreux panneaux explicatifs fournissant toutes précisions souhaitables.

C'est assez dire que les termes d'incompatibilité, d'incohérence ou de précipitation s'appliquent peu en la matière, et que même l'opération, dont le centre omnisports est un élément, répond très précisément au vœu de créer là un véritable cœur de ville, doté de sa personnalité particulière et satisfaisant aux besoins des citadins dans tous les domaines (habitat, travail, loisirs...).

M. Chirac a annoncé au Conseil de Paris — les élus étant seuls responsables — que son choix s'était porté sur le projet de MM. Andraud et Parat. L'accord mis sur la végétation, l'insertion dans le site, le respect des arbres existants, et l'amorce du futur parc de 10 hectares prévu entre les rues de Macon et de Dijon ont été au centre de la décision du maire.

Dans quelques mois, l'assemblée municipale se prononcera sur l'avant-projet détaillé qui sera mis au point par ces hommes de l'art. Oui, le projet de Palais des sports est aujourd'hui bien engagé.

(*) Commissaire à l'aménagement du centre omnisports de Paris.

Evasion à Rome
week-end à partir de
1090 F.



Escapade romaine, pour 1 090 F, un week-end entier, avion-jet, hôtel touristique, petits déjeuners et une visite guidée de la ville compris.

De quoi faire rêver les amoureux de la Ville Eternelle.

Départ vendredi d'Orly-Ouest sur vol régulier, retour dimanche.

Possibilité de séjour d'une semaine à partir de 1 290 F.

Adressez-vous vite à votre agent de voyages.

Alitalia
70 vols vers l'Italie par semaine.

LOTO
c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros

Clôture des jeux mardi après-midi

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

CONSTAT D'UN SOCIOLOGUE

Les villes nouvelles ont oublié leurs adolescents

Les adolescents sont exclus des villes nouvelles, où rien n'est prévu pour les accueillir. Telle est la conclusion d'une enquête réalisée par un sociologue, M. Lagrée, sur la ville nouvelle d'Evry (Essonne).

C'est à la demande du syndicat communautaire d'aménagement (super conseil municipal de l'agglomération) que cette étude a été engagée en 1976. Les adolescents sont encore rares dans ces villes nouvelles, car ce sont des familles très jeunes qui viennent s'y installer. Mais, forte de l'expérience de la banlieue traditionnelle, les élus d'Evry ont décidé d'analyser et de prévoir les problèmes que soulèvera leur présence.

Si peu nombreux qu'ils soient, les adolescents rencontrent des difficultés d'insertion à Evry. La zone d'attraction de la ville nouvelle dépasse les quarante communes voisines. Or ces communes manquent d'équipements collectifs.

Insuffisants, les équipements sont également inadaptés. « Les élus ont voulu créer des Maisons des jeunes et de la culture (M.J.C.) polyvalentes qui pourraient utiliser les tout-petits, les mères de famille et les adolescents », dit M. Jean-Charles Lagrée, auteur de l'enquête. Or, l'expérience montre que des conflits d'appropriation naissent inévitablement, car une catégorie ou l'autre finit par régner au détriment des autres. C'est ainsi

qu'une quinzaine d'adolescents ont bloqué le fonctionnement d'une maison de jeunes durant trois ans.

Demière constatation : les activités proposées par les maisons de jeunes (théâtre, jazz), ne répondent pas aux attentes de la plupart des adolescents de cette banlieue. « Bon nombre de ceux que j'ai rencontrés, affirme M. Lagrée, ont quitté l'école à seize ans après des études difficiles. Ils veulent faire de la moto, écouter de la musique, mais ne se sentent pas attirés par des activités culturelles. D'autre part, les M.J.C. n'offrent que des activités de loisirs alors que ces jeunes sont sans travail donc sans argent ».

« Ici, il y a tout, mais je ne peux pas payer »

Rejetés de leur commune d'origine, les jeunes de l'Essonne se sentent, en revanche, attirés par l'animation de l'Agora, centre commercial et culturel d'Evry. Ils n'ont pas tardé, dès l'ouverture de l'équipement, à être domiciliés sur la place centrale, à mobiliser les tables de ping-pong mises à la disposition des visiteurs.

Mais des difficultés ne tarderont pas à apparaître. « Dans ma commune, il n'y a rien : ici il y a tout. Mais je ne peux pas me payer ce dont j'ai

envie, car je n'ai pas d'argent », affirme l'un des jeunes qui a « occupé » l'Agora.

Voici quelques mois, les jeunes furent chassés de « leur » place, les tables de ping-pong furent enlevées, les bancs ont disparu. Ils ont, aujourd'hui, élu domicile un peu plus loin.

Les adolescents n'ont donc pas leur place dans la ville nouvelle où il n'existe aucune structure d'accueil qui leur soit adaptée. A cet égard, certaines expériences menées actuellement mériteraient sans doute d'être étendues : le succès de certains clubs d'Evry à vocation « scientifique » et technique (radio-amateur, aéromodélisme) a prouvé que ce type d'activité mobilisait l'attention des jeunes. D'autre part, certaines associations proposent aux adolescents des petits travaux informatiques qui leur permettent de « financer » leur loisir.

Sans doute les solutions « classiques » ne sont-elles pas adaptées aux adolescents de banlieue, sans doute aussi les « louards » font-ils mauvais ménage dans les maisons de quartier avec les mères de familles qui viennent au cours de yoga... Il reste à inventer des solutions qui leur conviennent.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

* On pourra obtenir des renseignements sur le travail de M. J.-C. Lagrée auprès de l'Evry Animation, Agora d'Evry (Essonne). Tél. 877-83-34.

Trop de monde dans la vallée de Chevreuse ?

DES PROMENEURS, PAS D'AUTOMOBILISTES

Une curieuse controverse s'est engagée à Gif-sur-Yvette, dans l'Essonne. Il est rare que des associations locales, fussent-elles des adversaires déclarés et vigoureux de la municipalité en place, refusent d'approuver les subventions dont peut bénéficier leur commune.

C'est pourtant ce qui se passe à propos du « contrat » conclu entre le conseil régional d'Ile-de-France et Gif-sur-Yvette, pour une vaste opération d'aménagement prévue dans le centre-ville. Ce projet, contesté dans ses modalités comme dans sa finalité, engage, il est vrai, l'avenir même de Gif.

CETTE cité résidentielle, au calme privilégié, est plus que jamais un point d'attrait sur la vallée de Chevreuse pour les Parisiens en mal d'oxygène. D'où une croissance démographique constante et spectaculaire (3 800 habitants en 1968, quinze (13 000 actuellement) qui doit beaucoup à la construction, sur les plaines en hauteur, du quartier de Chevry II. Or, selon le maire, M. Robert Trimbach (favorable à la majorité), « la structure du centre qui est encore celle du village d'antan n'est plus adaptée. L'automobile a chassé les piétons des rues ».

C'est à partir de ce constat alarmant que le maire confie une étude, en 1978, au laboratoire d'analyses de l'espace de l'université Paris-I. Cette étude dégage quatre grandes priorités d'aménagement : retourner aux piétons leur place dans le village ; organiser le stationnement des véhicules grâce à des parkings gratuits ; rendre plus fluide la circulation dans le centre ; créer des pôles d'activité avec des bureaux, mais aussi avec des équipements socio-culturels.

« La population floue »

En conséquence, le programme que M. Trimbach fait adopter par son conseil municipal prévoit le doublement de la rue centrale par une voie parallèle, la mise en valeur de divers passages et cours intérieures, la remise en état du marché public, la construction de parkings et d'une salle polyvalente, en accord avec le C.N.R.S., propriétaire du terrain. Le maire a obtenu que le conseil régional, le Fonds d'aménagement urbain et le conseil général participent à une partie de la dépense, pour un peu moins de 13 millions de francs, la commune ayant financé 15 millions de francs à dépenser.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Sept associations de quartier et le GAM (Groupe d'action municipale) écrivirent au président de l'assemblée régionale : « Ce que nous dénonçons, c'est la hâte à réaliser ce projet avant d'avoir mené quelques expériences simples et peu coûteuses ».

« Le contrat est présenté comme le réaménagement du centre de la commune », explique Mme Jacqueline Esclé, du Comité de défense et de sauvegarde du site de la vallée de Gif. « Mais, continue-t-elle, tous ceux qui ont été consultés pensent que le problème d'encombrement tient essentiellement à une circulation de transit. Ce n'est donc pas en doublant les voies du centre qu'on pourra le résoudre. » Toutefois, ce qui arme la contestation, c'est la manière dont le maire a élaboré son projet. « La population a toujours l'impression d'être flouée », remarque M. Jacques Prince, du GAM. Et de citer l'exemple du questionnaire distribué à cinq mille cinq cents exemplaires avec des questions « ambiguës, aussi peu scientifiques que possible et, pour certaines, franchement orientées ». Surtout, ce que les associations craignent à la suite d'un tel aménagement, c'est l'apparition de nouvelles opérations immobilières déjà inscrites, disent-elles, dans les plans des architectes.

STEPHANE BUGAT.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACROIX, PARIS-9
Téléphon. (le soir) : 707-83-64



le goût du Sheraton

Nos clients ont le goût du SHERATON. Hommes d'affaires ou touristes visitant Montparnasse, le quartier le plus fascinant de la Rive Gauche, ils ont un point commun : le goût, le meilleur, celui qui leur permet d'apprécier des chambres vastes et silencieuses dominent Paris, de travailler ou de recevoir dans nos salons et salles de réception.

Le goût du « Montparnasse 25 », table gourmande animée par le Chef Georges Buitou, de la restauration en chambre (room service), du « Corail », bar lounge et d'ambiance musicale, où il fait bon s'attarder, de la « Ruche », élégant restaurant, des boutiques luxueuses, des mille et un détails qui font du SHERATON un endroit unique à Paris.

Ajoutons, enfin, un service gratuit de réservation pour les 400 hôtels de la chaîne SHERATON (tel. : 078.23.00), un parking de 2000 places.

Décidément, nos clients ont bien du goût, notamment celui d'avoir au chaperon le plus grand hôtel de la Rive Gauche.

L'hôtel SHERATON, votre adresse à Paris...

Tél. : 260.35.11

Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARSE - RUE DU COMMANDEANT BOURGEOIS - 75006 PARIS

POUR LOUER UN VEHICULE 10 POSSIBILITES MILLEVILLE

Vous réservez, éventuellement par téléphone, vous arrivez à la station MILLEVILLE de votre choix et vous prenez, sans attendre, le volant du véhicule que vous avez choisi :

ASNIÈRES
790.31.31
35, rue de Chanzy

AULNAY SOUS-BOIS
866.07.55
138, route de Mitry
GARONOR - Bât. C

BOBIGNY
844.18.34
165, avenue de Paris

BOULOGNE
604.68.68
20, Bd Jean-Jaurès

MELUN
439.03.09
6, rue de la Rochette

MONTREUIL
808.13.95
4, rue Diderot

MONTROUGE
656.14.18
34, rue de la Vierge

RUNGIS
686.90.15
14, rue des Roudiers

SAINT-DENIS
820.92.43
170, Bd Anatole France



EN PROVINCE, 107 POSSIBILITÉS SUR VOTRE ROUTE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS L'EXPLOITATION MINIÈRE ET DANS L'AGRO-INDUSTRIE LANÇE UN AVIS D'APPEL D'OFFRES

pour ses nouvelles implantations en Afrique

- Les prestations incombant aux intéressés sont les suivantes :
 - matériel approprié pour l'exploitation minière et aurifère (prospection, lavage, triage, etc.),
 - matériel agro-industriel pour le décorticage et le traitement du café, du cacao, du riz, du manioc, etc.
- Par ailleurs la société procède au recrutement :
 - de techniciens spécialisés dans l'exploitation du diamant et de l'or,
 - de techniciens des industries agricoles.

Les dossiers de candidature comprendront photocopies de diplômes, curriculum vitae, prétentions salariales chiffrées et délai de disponibilité du candidat.

Les dossiers de candidature ainsi que les offres doivent être envoyés en lettre française et sous enveloppe fermée portant l'adresse suivante :

Marie LANSADE, 4, rue Edouard-Quenu, 75005 Paris (qui transmettra).

N.B. — Inutile de se présenter.

ENVIRONNEMENT

Les nouvelles techniques d'épuration La tourbe contre le béton

Les fonctionnaires du ministère de l'environnement et du cadre de vie, les spécialistes des agences de l'eau et des dirigeants de la société SECMAFF viennent de présenter à Lalonde-les-Maures (Var) une station d'épuration d'un genre nouveau dit « à lagunage sur tourbe ».

Trois petits étangs au fond garni de tourbe et couvrant 1 000 mètres carrés, une maisonnette abritant un filtre et quelques tuyaux de plastique, le tout niché dans le maquis au creux d'un vallon. Telle est la station « dernier cri » du domaine de Valence. Sur cette propriété de 120 hectares située à quelques kilomètres de la mer, sur la commune de Lalonde-les-Maures, sont en construction plusieurs hameaux de résidences secondaires qui, dans quelques années, abriteront plus de 10 000 estivants. Comment épurer l'eau qu'ils utiliseront ?

La solution classique aurait conduit à enterrer des kilomètres de canalisations et à construire à leur extrémité une station de dimensions imposantes capable de fonctionner par à-coups : donc coûteuse et sophistiquée. Les promoteurs ont décidé de faire l'inverse, c'est-à-dire d'innover complètement. Chaque hameau aura son propre équipement d'épuration. Les deux premiers, l'un pour 500 ré-

idents, l'autre pour 3 000, viennent d'être en service.

Le principe paraît simple : les eaux usées descendent par gravité vers des bassins creusés au bulldozer. Elles se débarrassent de leurs plus grosses impuretés sur une grille, lâchent leurs boues sur un filtre et se déversent enfin sur des îlots de tourbe où elles s'épurent. Elles terminent leur périple dans un étang où les rayons ultra-violet du soleil et l'appât de plantes aquatiques achèvent le nettoyage. On peut alors les relâcher dans le ruisseau qui court à la mer. Il n'y a dans tout ce dispositif ni pompe ni mécanisme, donc aucun réglage et pas la moindre consommation d'électricité.

L'installation coûte moitié moins cher qu'une station avec un bassin de béton, et son efficacité est équivalente. Elle entraîne son travail, dès qu'on l'alimente et l'arrête d'elle-même lorsque les vacanciers bouclent leurs valises.

Le « lagunage » sur tourbe, puisque c'est ainsi que l'appellent les spécialistes, est un procédé d'épuration qui occupe trente fois moins d'espace que le lagunage simple, où les eaux usées doivent « se débrouiller » toutes seules dans un étang assez vaste. Il convient aux communes de moins de 5 000 habitants, aux lotissements isolés, aux terrains de camping. Couramment employé en Finlande, aux États-Unis et au Canada, il était pratiquement inconnu en France jusqu'à ces dernières années. Les constructeurs de stations d'épuration trouvaient-ils le procédé trop économique en béton, en kilowatts-heures et en ingénierie ?

Trois stations par lagunage sur tourbe fonctionnent déjà de manière expérimentale, notamment à Magny-en-Vaux (Nièvre) et à Lalonde-les-Maures (Var). Elles fonctionnent à la satisfaction des collectivités locales et avec la bénédiction des agences de bassin, des services d'hygiène, des directions de l'agriculture et du ministère de l'environnement et du cadre de vie. Ces expériences intéressent vivement, et pour cause, les maires de nombreuses communes rurales. Voici enfin revenu le temps de la simplicité, des économies et du bon sens.

MARC AMBROISE-RENDU.

CONJONCTURE

« L'ÉCONOMIE FRANÇAISE CONNAÎT UNE REPRISE MAIS L'INCERTITUDE DEMEURE EN CE QUI CONCERNE 1980 » estime M. François Ceyrac

M. François Ceyrac, qui participait il y a quelques jours à Brive à un débat avec les chefs d'entreprise de la Corrèze, a déclaré que l'économie française connaissait une reprise certaine qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Cette reprise, a ajouté M. Ceyrac, n'a pas encore eu les effets espérés sur l'emploi.

Le président du C.N.P.F. s'est montré très réservé en ce qui concerne 1980 : « La situation peut évoluer rapidement dans un sens comme dans l'autre », ajoutant : « Actuellement, les demandeurs d'emploi peuvent se classer en trois catégories : 400 000 à 450 000 hommes économiques, qui constituent une puissance de travail importante et pour lesquels nous devons multiplier les efforts ; un nombre de jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui sont souvent désorientés par les

possibilités qui s'offrent à eux mais pour lesquelles ils ne sont pas toujours formés ; c'est pour eux que le pacte de l'emploi a été créé et ses résultats sont déjà très importants ; enfin, les autres demandeurs d'emploi, qui sont souvent des femmes qui peuvent se satisfaire parfois d'une indemnité de chômage. »

D'autre part, à Périgueux, M. Ceyrac a précisé : « Un nombre considérable de femmes et quelques hommes sont là en attendant et trouvent dans le chômage une situation qu'ils jugent acceptable, voire confortable. »

M. Ceyrac a souhaité que soit reporté le problème de la mère de famille. En conclusion, il a souligné l'importance des petites et moyennes entreprises qui ont résisté et qui résisteront mieux que d'autres aux fluctuations économiques. — (Corr. part.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE DÉVELOPPEMENT RURAL, LES TRANSPORTS ET L'ENSEIGNEMENT ABSORBENT L'ESSENTIEL DES BUDGETS DES RÉGIONS.

L'ensemble des budgets des établissements publics régionaux de France (départements hormis l'Ile-de-France, dépense en 1978, 3 milliards de francs, soit une croissance de 23,4 % par rapport à 1976).

Sur ce total, selon la direction générale des collectivités locales, au ministère de l'intérieur, les dépenses d'investissement des budgets régionaux représentent 33,8 % du total. Les principales catégories de dépenses sont : le développement rural et l'aménagement de l'espace naturel, les transports, l'action économique, l'enseignement et la formation. En revanche, la recherche et le logement ne représentent respectivement que 1,05 % et 0,53 % des dépenses d'investissement.

Au chapitre des recettes, on note que la contribution fiscale par habitant représente 43,8 francs contre 34,5 francs en 1976.

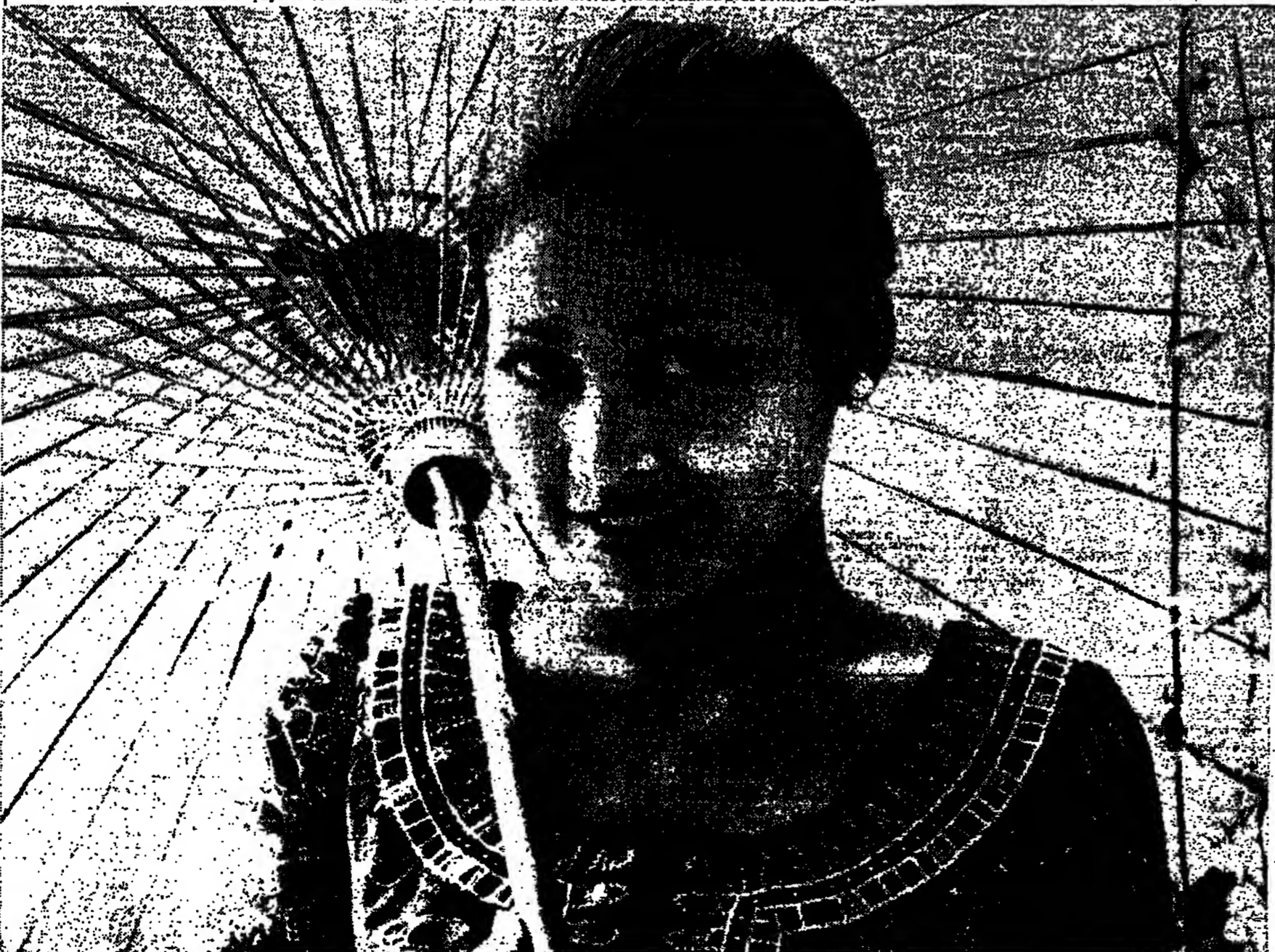
TOURISME

« LE BUDGET DE 1980 COMPORTE UNE DIMINUTION DE CRÉDITS DE 13 % » estime Tourisme et Travail

L'association Tourisme et Travail vient d'adresser à tous les députés et à tous les sénateurs une lettre leur demandant de repousser par leur vote le budget du tourisme pour 1980. En s'appuyant sur l'analyse INSEE de la construction, elle considère qu'en tenant compte de l'inflation prévisible, le budget du tourisme réel sera en régression de 13 % par rapport à 1979.

Selon M. Jean Faucher, président de Tourisme et Travail, « jamais une telle régression n'avait été enregistrée au moment où les familles ont de plus en plus de mal à partir en vacances ». Il a rappelé que le rapport Blanc sur le tourisme familial prévoyait, dès 1975, la création de quinze mille lits en villages de vacances et cent cinquante mille places de camping par an en plus des équipements existants. Tourisme et Travail dénonce l'absence de 11,9 % des interventions publiques destinées à financer le fonctionnement de France Information Loisirs (FIL) et du G.I.E. Bienvenue France, il réagit, selon T.T., de deux types de dépenses en faveur d'un tourisme de luxe sur les sites privilégiés et d'un tourisme de pauvres en espaces ruraux.

SIA dessert 38 villes dans 29 pays. Avec ses Boeings 707, 727, 747B, et le Concorde (en association avec British Airways).



Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou de Singapore Airlines, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris, Tél. : 261.53.00.

Découvrez avec nous plus de la moitié du monde. Nos avions relient l'Europe au Moyen-Orient, à l'Extrême-Orient, au Pacifique, à l'Ouest Américain. Nous vous offrons un service à bord dont même les autres parlent. Et nos hôtes, drapés dans leurs Sarongs Kebaya, prendront soin de vous comme elles seules savent le faire.

Le meilleur voyage
SINGAPORE AIRLINES

هكذا من الأصل

INVESTISSEZ DANS LE TENNIS

Chaque année le cœur des français bat pour le tennis au moment de Roland Garros. 15 jours d'émotions, de projets fous.

Chacun, Parisien que nous sommes se plaît à espérer. "Ah! si je pouvais jouer régulièrement, sans me bousculer, aux heures de mon choix, dans un endroit digne de ce jeu". Et à un prix abordable.

Nous sommes à Paris, chaque jour, un peu plus nombreux à penser ainsi mais cela ne multiplie pas les terrains de tennis, n'en facilite pas l'accès, ne raccourcit pas les files d'attente. Alors que faire?

Achetez l'heure de tennis qui vous convient. Et devenez membre à part entière du T centre de ce genre autour de Paris.

La formule que propose les Tennis Courts des Hauts-de-Seine est tout à fait nouvelle. Elle est unique. De quoi s'agit-il?

Vous achetez une heure ou plusieurs heures de tennis par semaine, à la Défense. Aussi l'argent que vous investissez devient un placement et non pas une dépense.

En plus de ce placement, et en plus du court de tennis dont vous profitez 1 heure, 2 heures, 3 heures par semaine... ou plus, de 7 heures à minuit, cela dépend de vous! vous bénéficiez aux Tennis Courts des Hauts-de-Seine d'un environnement et de services d'un niveau exceptionnel. Installations ultra-modernes, squash, piscine, saunas, musculation, boutiques, restaurant, bar...

Vous êtes chez vous, vous pouvez inviter les partenaires que bon vous semble à venir jouer sur votre terrain en terre battue, entretenu très régulièrement. Vous pouvez prêter votre heure, la vendre, la louer, l'échanger, la garder pour que vos enfants en héritent.

Un placement judicieux.

L'achat d'une ou plusieurs heures de tennis autour de Paris, est (vous vous en doutez

Si vous êtes intéressé par cette nouvelle formule de Tennis et impatient d'en savoir plus: Appelez vite: 261.81.00. Certaines heures sont déjà très demandées.

bien) un placement particulièrement intéressant. Le terrain est une denrée rare, le tennis par contre est un jeu de plus en plus pratiqué. Les simples lois de l'offre et la demande vous donnent gagnant dès aujourd'hui.

L'heure de tennis que vous achetez, est à un prix abordable. Et il vous est possible de bénéficier de multiples formules de crédit, pour que cet achat ne pèse pas inconsidérément dans votre budget.

Un calcul financier simple et rapide, montre que votre investissement, charges d'entretien annuelles comprises, est enrichissant par rapport à une location à fonds perdus sur la même durée.

Enfin, membre d'un véritable centre de tennis.

En devenant membre des Tennis Courts des Hauts-de-Seine, vous trouverez tout ce qui fait un véritable centre de tennis.

- 12 courts couverts en terre battue, entretenus toute l'année ■ 2 courts de squash ■ Une piscine chauffée
- Un bain tourbillon pour la relaxation après votre partie ■ Deux saunas pour vous détendre et éliminer les toxines de la journée
- Des vestiaires spacieux et bien équipés ■ Une salle de musculation pour entretenir votre condition physique générale ■ Une boutique de sport où se trouve tout le matériel dont on peut avoir besoin ■ Un restaurant, un bar, pour dîner entre amis, se retrouver en famille, ou traiter une affaire délicate après une heure de détente.

Pour connaître tous les détails sur les Tennis Courts des Hauts-de-Seine, leur localisation exacte. Renvoyez ce coupon. Ou appelez vite: 261.81.00

Je suis très intéressé par la formule des Tennis Courts des Hauts-de-Seine, je souhaite recevoir des informations.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

Renvoyez ce coupon à l'adresse:
CICA 45, rue de Courcelles 75008 Paris 227.04.30.

**TENNIS COURTS
DES HAUTS DE SEINE**

UNE REALISATION

CICA

LA RESPONSABILITE

**PARIS
AGOS**

FSAS

ÉCONOMIE

POINT DE VUE

A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

UNE RESPONSABILITÉ PARTICULIÈRE

par PIERRE BERNARD-REYMOND (*)

L'Assemblée des Communautés européennes élit au suffrage direct son premier budget.

Les débats qu'elle a organisés depuis son élection au mois de juin ont porté sur des matières à propos desquelles elle ne possède pas un réel pouvoir de décision. Dans ces cas, son rôle a consisté essentiellement à proposer des orientations, à dénoncer des situations à ses yeux critiques et à donner des avis à l'usage du conseil des ministres.

En revanche, en matière budgétaire, elle détient certains pouvoirs qui lui confèrent une responsabilité particulière. Il sera donc intéressant d'analyser l'attitude qu'elle adoptera à cette occasion, car elle sera significative du rôle qu'elle entend jouer au sein de la Communauté.

Deux voies s'ouvrent à elle. La première, regrettable, consisterait à utiliser le budget pour lancer une guerre institutionnelle contre la Commission et surtout contre le conseil.

La seconde, souhaitable, viserait à utiliser le pouvoir budgétaire qu'elle partage avec le conseil, dans un esprit de dialogue avec les autres institutions, en tenant compte de la situation économique internationale et bien entendu en respectant scrupuleusement le traité.

Il est indéniable que la tentation de la première attitude existe chez certains représentants de cette assemblée. Elle est le fait de quelques nostalgiques des années 50 dont les conceptions européennes se sont accrétées à une supranationalité de type fédéral qui ne correspond plus au contexte actuel. Ceux-ci confondent le progrès de la construction européenne avec l'extension des pouvoirs de l'Assemblée. Ils sont rejoints par les représentants des dépenses agricoles et qui souhaitent rééquilibrer le budget en augmentant sensiblement les dépenses d'aménagement du ter-

ritoire et les dépenses sociales parce que leur nation en est la première bénéficiaire. Si cette tendance devait l'emporter, ce serait au détriment de la France et de l'Europe.

Il doit être clair en premier lieu que, au moment où tous les États traversent une période de sérieuses difficultés économiques, les mêmes contraintes de rigueur qui pèsent sur les budgets nationaux doivent s'appliquer au budget communautaire : les citoyens de chacun de nos États qui sont aussi des contribuables européens ne comprendraient pas qu'il en soit autrement.

S'il est tout à fait justifié que, dans une communauté en formation, la part du budget de la C.E.E. augmente chaque année par rapport aux budgets nationaux ou par rapport à la production intérieure brute des neuf États, il reste non moins vrai que cette expansion doit suivre un rythme modéré, compatible avec les conditions économiques actuelles en cohérence avec le rythme de progression de la

construction européenne, c'est-à-dire avec celui de l'établissement de la politique commune.

C'est d'ailleurs cette conception qui avait inspiré les auteurs de la procédure budgétaire : ces derniers avaient prévu que, chaque année, l'augmentation du budget de la C.E.E. ne pourrait pas dépasser un taux maximum calculé objectivement à partir de données économiques.

Cette année ce taux est de 13,3 % : c'est un niveau convenable qui ne devrait pas être dépassé ; il ne peut d'ailleurs l'être sans l'accord du conseil des ministres de la Communauté ; or, au sein de ce dernier, plusieurs États n'envisagent pas un tel dépassement.

Quant à la structure interne, il faut se garder de rayer de l'importance d'une politique à la seule place qu'elle y occupe.

Par exemple, la politique commerciale, dont l'intérêt est aussi grand que celui de la politique agricole commune, n'entraîne guère de dépenses malgré son importance décisive pour le fonctionnement de l'économie de la Communauté.

Un domaine très spécifique

La politique agricole commune est un succès parce qu'elle assure la sécurité d'approvisionnement alimentaire de l'Europe, l'élevation constante du niveau de vie de ses agriculteurs et parce qu'elle crée une réelle solidarité entre les États sur le plan commercial et financier. Mais il s'agit d'un domaine très spécifique ; ce serait une grave erreur d'imaginer que ses mécanismes sont transposables systématiquement dans d'autres secteurs et que l'on doit, par conséquent, juger de l'importance relative des politiques communes à travers la seule place qu'elles occupent dans le budget de la C.E.E.

Les représentants français à l'Assemblée de Strasbourg ne doivent pas tomber dans ce piège qui leur est tendu au nom de l'approfondissement de la politique communautaire et qui vise en fait à attiser la politique agricole qui profite à la France. Cela tendrait évidemment pas que se poursuivent actuellement un effort de réflexion visant à mieux contrôler le marché de certains produits excédentaires et à im-

primer de nouvelles inflexions à la politique agricole commune dont le fondement ne peut être remis en cause.

Dans la discussion qui s'engage, les membres de l'Assemblée de Strasbourg ont donc une responsabilité particulière. Selon qu'ils saisisseront cette occasion pour faire dévier le débat sur le terrain institutionnel ou qu'ils au contraire ils utilisent leur pouvoir budgétaire, mais rien que leur pouvoir budgétaire, pour poursuivre la construction de l'Europe en proposant les orientations qu'ils estiment nécessaires, le climat au sein de la Communauté entre les différentes institutions pourra être très différent.

Le gouvernement français, qui souhaite la consultation et le dialogue, ne doute pas que c'est bien cet état d'esprit qui anime la grande majorité des représentants de tous les États à l'Assemblée des Communautés européennes.

(*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENTÉ ET INOX
ORFÈVRE
Craquelé 25 ans d'expérience
Bijoux
FRANOR 70 R. AMELUT
75011 PARIS
TEL. 700.87.94 - Fermé le samedi

créez
votre société
sans frais fixes
à nous de vous fournir
SIEGE SOCIAL
PERMANENCE TELEPHONIQUE
TELEX-SECRETARIAT
et démarches administratives
G.E.I.C.A. 296.41.12
58 bis rue de Lantier - 75002 Paris

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

En France, au niveau le plus élevé, un programme de formation à la gestion pour diplômés du deuxième cycle et jeunes cadres :

- une préparation personnalisée de 18 mois à plein temps permettant d'acquies dans tous les domaines de la gestion les connaissances et méthodes de travail nécessaires à l'accélération et au développement de leur carrière ;
 - une pédagogie active en milieu pluridisciplinaire et la possibilité d'effectuer certaines parties du programme à l'étranger ;
 - un corps professoral permanent commun à HEC, à l'ISA et au CFC, rassemblant sur le campus du CESA des hommes faisant autorité dans les diverses branches de la gestion ;
- L'admission est prononcée en tenant compte des aptitudes et des motivations des candidats.

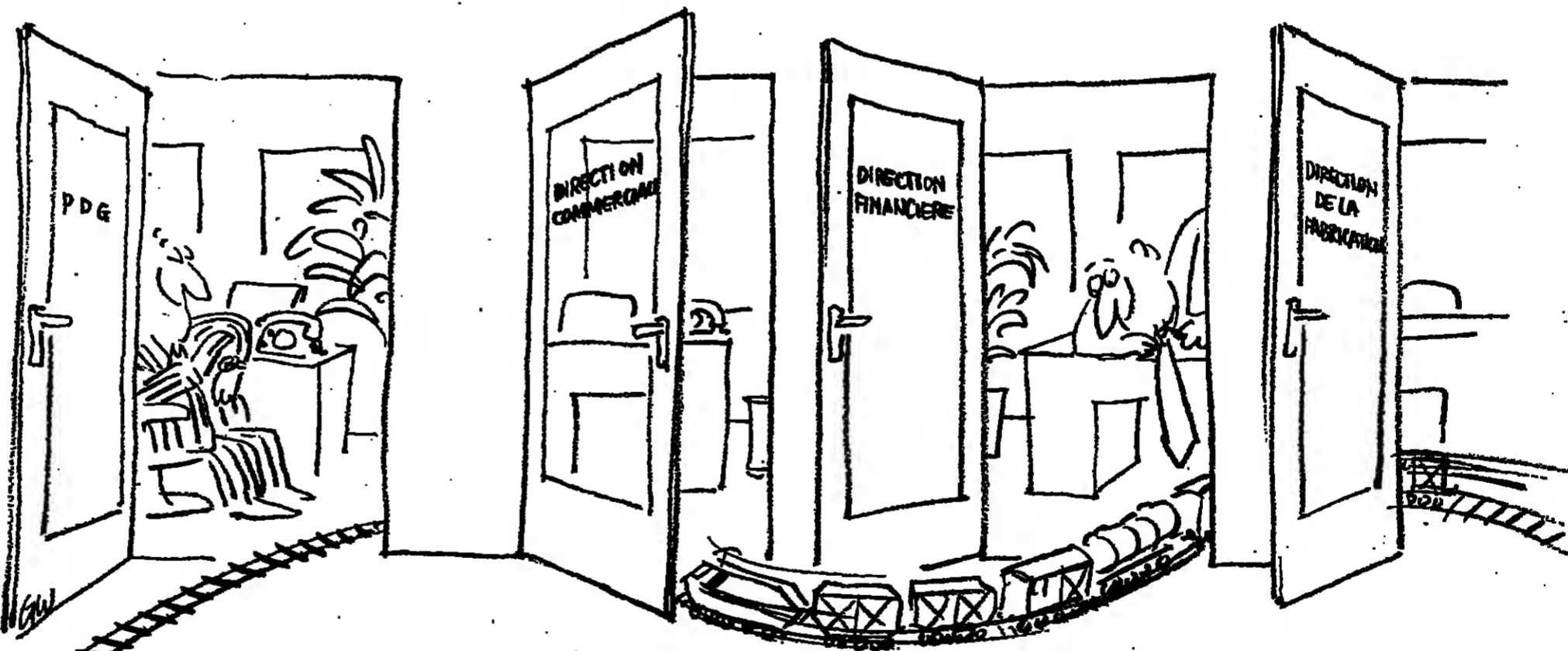
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. : LIGNE DIRECTE (0) 958.43.81
ou (0) 958.80.00, postes 430, 434, 455, 478, 482
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

3 sessions d'admission (pour la rentrée de septembre 1980).
Date limite de dépôt des candidatures : pour la première session : lundi 26 novembre 1979.

réunions d'information, avec la participation d'anciens ISA :

PARIS - 15 nov. - Hôtel Sofitel - 32, rue St-Dominique (7^e)
NANTES - 8 novembre - Hôtel Framat - 3, rue Dr-Zaimhof
ST-ETIENNE - 12 novembre - Hôtel Mercure - 92, rue Bergson
CLERMONT-FERRAND - 13 nov. - Hôt. Framat - 82, bd Gergovie
NICE - 13 novembre - Hôtel Framat - 28, avenue Notre-Dame
BOURGES - 14 novembre - Mairie d'Angoulême - 1, pl. des 4 Piliers
AVIGNON - 14 novembre - Hôtel d'Europe - 12, place Cailhon
AUX-EN-PROVENCE - 14 nov. - Hôt. Roy René - 14, bd du Rot-René
MARSEILLE - 15 novembre - Hôtel Framat - rue Neuve-St-Martin
ANGOULEME - 20 novembre - Hôtel Les 3 Piliers - 3, bd Bory
POITIERS - 21 novembre - Hôtel de France - 28, rue Carnot
LIMOGES - 22 novembre - Hôtel Framat - Place du République
MULHOUSE - 27 novembre - Hôtel Framat - 4, pl. Charles-de-Gaulle
BELFORT - 28 novembre - Hôtel du Lion - 2, c. Georges-Clemenceau
BESANCON - 4 décembre - Hôtel Framat - avenue Edouard-Droz
DIJON - 5 déc. - Novotel-Dijon Sud - 21800 Marsannay-la-Côte
AMIENS - 11 décembre - Grand Hôtel de l'Université - 2, r. de Noyon
CHARLEVILLE - 12 déc. - Hôtel Mercure - 08340 Villers-Semeuse
Toutes ces réunions se tiendront à 18 h 30.

Une bonne idée, ça part dans toutes les directions.



Une idée capable de faire l'unanimité dans l'entreprise est toujours la bienvenue. Snct marchandises présente un tel registre d'avantages qu'elle peut séduire toutes les directions, dans toutes les entreprises.

Aux directeurs financiers, elle

offre des tarifs très concurrentiels et négociables. Et des coûts fiables qui facilitent la planification.

Aux directeurs du marketing, elle présente un service-conseil dès la création des produits : palettisation, chargement, transport, conditionnement.

Aux directeurs de fabrication, elle propose un moyen de transport souple, qui peut patienter pendant des heures pour le chargement et dont la mise à disposition est facilement programmable.

Aux directeurs d'exportation,

elle garantit un réseau étendu franchissant aisément les frontières.

Ne vous privez pas d'une idée qui mettra tout le monde d'accord.

Ne vous privez pas de Snct marchandises. **SNCT marchandises**

Snct marchandises, l'entreprise qui fera l'unanimité dans l'entreprise.

صك: من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ROUSSEL UCLAF

des activités homogènes

Depuis de nombreuses années, Roussel-Uclaf applique ses compétences scientifiques et industrielles aux domaines de la santé, de l'agriculture, de l'élevage et aussi à la dermatologie, à la cosmétologie, à la parfumerie; c'est-à-dire une gamme d'activités qui contribue directement à l'amélioration du cadre et de la qualité de la vie.

une implantation mondiale

Roussel-Uclaf est présent dans 110 pays et a réalisé, en 1978, 60% de son chiffre d'affaires consolidé à l'étranger.

la capacité d'innover

Roussel-Uclaf gère un portefeuille de plus de 1670 brevets en France et de plus de 9760 brevets à l'étranger.

3 des atouts du Groupe pour maîtriser son avenir.

AUGMENTATION DE CAPITAL

de F 334.166.300 à F 445.555.000
par émission de 1.113.887 actions nouvelles de F 100 nominal

- Prix d'émission : F 220 par action
- Jouissance : 1^{er} janvier 1979
- Droit préférentiel de souscription : UNE action nouvelle pour TROIS actions anciennes
- Avantage fiscal : exonération dans les conditions et limites prévues par la loi n° 78-741 du 13.7.1978

Une note d'information qui a reçu le visa n° 79-123 en date du 2.10.1979 de la Commission des Opérations de Bourse est mise à la disposition du public.

CLOTURE LE 13 NOVEMBRE 1979 INCLUS

ROUSSEL UCLAF 35, boulevard des Invalides, 75007 Paris

BANQUE FRANCO-YOUGOSLAVE

Dans sa séance du 15 octobre 1979, le conseil de la Banque franco-yougoslave a pris à sa présidence M. J.-M. Taulier, directeur adjoint de la société générale à la direction des affaires internationales et de la trésorerie, en remplacement de M. Louis Buitay, démissionnaire en raison des obligations professionnelles qu'il assume par ailleurs.

Rappelons que la Banque franco-yougoslave a été créée en 1978, au capital de 10 millions de francs, par : — La Société générale et la Banque de Paris et des Pays-Bas, d'une part ; — Et Beogradska Banka Beograd, Jugobanka Udrusna Banka, Osnovna Privredna (Investiciona) Banka Beogradu (Investiciona) Banka Beogradu, Ljubljanska Banka Ljubljana, Zbirna Privredna Banka Zagreb, Privredna Banka Sarajevo Udrusna Banka, d'autre part.

La Banque franco-yougoslave a essentiellement pour objet de concourir au développement des relations commerciales, financières et économiques entre la Yougoslavie, la France et d'autres pays, et notamment en facilitant les opérations de coopération entre la France et la Yougoslavie ou des opérations de coopération commune entre ces deux pays et des pays tiers.

INTERBAIL

Étant le 25 octobre 1979 sous la présidence de M. Jean Martinet, le conseil de surveillance a pris connaissance des résultats de la société au 30 juin 1979, ainsi que du développement de ses activités.

Les résultats dégageant au 30 juin 1979, après constitution des amortissements et provisions des articles 64, s'élevaient à 34 081 000 francs contre 18 683 000 francs au 30 juin 1978. Le capital à rémunérer étant dans l'intervalle passé de 180 450 000 francs à 207 500 000 francs.

Cet accroissement des résultats et l'évolution constatée durant le troisième trimestre devraient permettre la distribution d'un dividende unitaire supérieur à celui de l'année précédente.

Par ailleurs, au cours des neuf premiers mois de l'année, Interbail a conclu 102 millions d'opérations nouvelles se répartissant en 51 millions de locations et 51 millions de crédits-bail immobiliers.

Le total des engagements atteint 1 123 000 000, se répartissant en 198 millions de locations simples et 925 millions d'opérations en crédit-bail immobilier.

SICAV DU GROUPE CIC

	28.09.79 29.06.79	Actif net (en millions de F)	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur liquidative (en francs)	Coupon (dernier payé)
Sicav (A vocations)					
S.N.I. (Générale)	1.303 1.258		2.224 2.320	586,1 542,2	
CREDINTER (Internationale)	202,7 185,5		1.191 1.212	170,2 153,0	F 5,75 (24.7.79)
OBLISEM (de Rendement)	555,3 558,6		4.207 4.257	132,0 131,2	F 9,90 (22.12.78)
UNIJAPON (Valeurs Japonaises)	173,8 169,3		596 581	291,5 281,1	F 5,77 (2.7.79)
SICAVIMMO (Valeurs Immobilières)	245,5 220,0		757 684	324,1 321,2	F 13,84 (2.7.79)
(FRANCIS) (Sicav Monor)	256,4 199,4		1.566 1.369	163,6 145,6	F 2,61 (2.7.79)

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE (C.M.M.)

L'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 1979 a approuvé les résolutions relatives aux opérations de fusion-absorption par C.M.M. de ses filiales : Société des Forges de Chelles, SOCHIM et S.O.E. Le capital de C.M.M. se trouve, à la suite de ces opérations, augmenté de 1 271 500 F et ainsi porté à 5 281 500 F. Les fonds propres de la société, compte tenu de la prime de fusion et de la provision pour hausse des prix, s'élevaient à 7 910 816 F avant affectation des résultats de l'exercice au cours duquel la date de clôture reste fixée au 31 décembre.

Le conseil d'administration s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale. Sur la proposition du président M. Roland Elze, il a désigné M. Pierre Collantier comme directeur général, plus particulièrement chargé de la division forge et activités connexes. M. Alain Gugenheim demeure également directeur général et M. Roland Sametli a été confirmé dans ses fonctions de directeur des Forges de Chelles.

SAUDI-OGER LIMITED

Nouveaux concours bancaires
Une nouvelle facilité bancaire pour l'émission de cautions de marchés d'un montant de 385 millions de riyals saoudiens a été concédée le 25 octobre dernier, à la société Saudi-Oger LTD, Riyadh (détenue à 69 % par M. Saïf B. Al Hariri) en relation avec la construction d'un hôpital ophtalmologique à Riyadh et celle d'une résidence à Taïf.

Une facilité bancaire d'un montant de 975 millions de riyals saoudiens avait déjà été accordée à la même société, le 5 juillet, pour un autre marché, opération montée et dirigée par Arab Bank LTD.

M. Saïf B. Al Hariri, président du conseil d'administration de Saudi-

Oger LTD, a signé pour l'obtention de ce concours bancaire au nom de sa société, L'Arab Bank LTD a monté l'opération au travers de sa filiale « Oghura » de Bahrein et a joué le rôle de chef de file et d'agent. Les cautions ont été émises par l'Arab Bank, la S.N.P. et l'Indonésien, contreparties par un pool bancaire dont les commanditaires étaient : l'Américain Express International Group, l'Amro Bank, la Bank of America N.A. et S.A., Le Chase Marchand pour Banking Group, la S.N.P., la Croci National Bank, le Chicorp International Group, l'Indonésien, la Kuwait Foreign Trading Contracting and Investment Company, le Kreditbank du International Group et l'UBAF.

P.S.A. PEUGEOT-CITROËN

Les revenus bruts perçus par la société P.S.A. Peugeot-Citroën au cours du premier semestre 1979 se sont élevés à 280 500 000 F ; par rapport à ceux de la même période en 1978, leur progression dépasse 30 % et est essentiellement due à celle des dividendes distribués par les principales filiales.

Après dotations aux amortissements et provisions et après impôt sur les sociétés, la situation provisoire au 30 juin 1979 fait ressortir un bénéfice net de 225 000 000 F, supérieur de 10 % à celui du premier semestre 1978.

Automobiles Peugeot
La situation provisoire au 30 juin 1979 fait apparaître, après amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net proche de 302 000 000 F, en hausse de 34 % sur celui réalisé à fin juin 1978.

Automobiles Citroën
La situation provisoire au 30 juin 1979 se solde, après amortissements, provisions et impôts, par un bénéfice net de 189 500 000 F, en augmentation de 24 % sur celui du premier semestre 1978.

Chrysler-France
(dénomination future : Automobiles Talbot)
La situation provisoire au 30 juin 1979 n'a pu encore être établie en raison du retard intervenu dans l'arrêté des comptes de 1978. Ceux-ci viendront faire l'objet d'un accord avec la société américaine Chrysler Corporation ; ils font ressortir une perte de 81 500 000 F après une contribution de 125 400 000 F prise en charge par Chrysler Corporation au titre de la garantie des résultats prévue par l'accord conclu le 10 août 1978 avec P.S.A. Peugeot-Citroën.

De son côté, la société Chrysler United Kingdom Ltd dégage une perte de 5 164 000 livres après inscription en résultats de subventions reçues du gouvernement britannique et de Chrysler Corporation pour un montant de 15 000 000 livres ; enfin, la société Chrysler España a réalisé un bénéfice net de 874 500 000 pesetas et les filiales de Belgique, des Pays-Bas et d'Autriche ont subi des pertes diverses, qui ont été partiellement compensées par les bénéfices obtenus en Suisse et en Italie.

En total, les comptes de Chrysler-France et de ses filiales se soldent pour l'exercice 1978, par une perte globale de l'ordre de 110 000 000 F, qui correspond aux indications prévisionnelles précédemment données.

Chiffre d'affaires consolidé et à l'exportation
Au cours du premier semestre 1979, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe P.S.A. Peugeot-Citroën dans sa structure actuelle (branche Talbot comprise) s'est élevé à 33 867 millions de francs, en progression de 38 % sur celui des six premiers mois de l'année précédente, qui avait été de 24 520 millions de francs. À structure identique (branche Talbot non comprise), la progression aurait été de 14,8 %.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1979 a été réalisé pour 44 % en France et pour 56 % à l'étranger.

Par ailleurs, les ventes totales réalisées à l'exportation par l'ensemble des sociétés françaises du groupe au cours du premier semestre 1979 se sont élevées à 13 767 millions de francs.

L'abolition des privilèges.

Fonds Communs de Placement : c'est plus qu'une nouvelle façon d'investir. C'est l'abolition d'un privilège. Maintenant, même avec un capital faible vous pouvez bénéficier des conseils des Agents de Change.

1. Le droit à la compétence : Grâce aux Fonds Communs de Placement, même avec un capital faible, chaque Français peut désormais bénéficier au moindre coût des conseils de l'un des 100 Agents de Change dont la compétence était jusqu'ici réservée aux détenteurs des plus gros portefeuilles.
2. Le droit à l'individualité : Les Fonds Communs de Placement, c'est le droit de chaque Français à des placements individualisés, personnalisés. Parce qu'aujourd'hui l'Agent de Change, spécialiste du "sur mesure", vous guide en fonction de votre situation et de vos objectifs propres.
3. Le droit à la rentabilité : Pour un risque égal, les Fonds Communs de Placement offrent à tous les Français une meilleure espérance de gain. Une performance qui implique une maîtrise complète des données de l'économie et du marché boursier. C'est l'aboutissement d'un métier de spécialiste : Agent de Change.
4. Le droit à la meilleure fiscalité : Les Fonds Communs de Placement sont assortis d'avantages fiscaux. Votre Agent de Change vous aidera à en tirer parti. Il vous dira si votre intérêt se limite à la déduction pure et simple.



Fonds Commun de Placement.
Chez votre Agent de Change
Révolutionnez vos placements.

Vous voulez en savoir plus ? Rencontrez dès aujourd'hui un des 100 Agents de Change de Paris ou de Province. 4, place de la Bourse Paris 2^e. Bureau d'Accueil de la Compagnie des Agents de Change, du lundi au vendredi de 10 à 19 h. Vous pouvez également écrire, ou téléphoner à 297.55.55.

LE CREDIT COOPERATIF

Banquier de l'économie sociale**Coopératives**

Production
Consommation
Détailants
Artisans
Transporteurs
Habitation
Pêche

Associations

Santé
Loisirs
Formation

Organismes sociaux

Comités d'entreprises
Organismes H.L.M.
Établissements publics
Collectivités locales
et toutes œuvres
à but non lucratif

Sociétés mutualistes**Groupements professionnels**

EMPRUNT 11,70%

GARANTI PAR L'ÉTAT

200 MILLIONS DE FRANCS

Novembre 1979



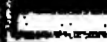








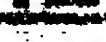




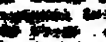

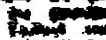

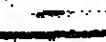



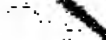
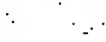
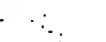
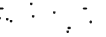
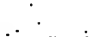
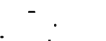
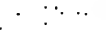
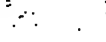
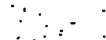
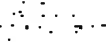
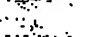


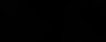
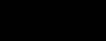
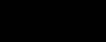
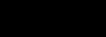


Taux de rendement actuariel brut à l'émission : **11,75%**



Rapport annuel sur demande :
18 bis, av. Hoche, 75008 Paris
tél. 561.99.68

هكذا من الأصل

IN DU GROUPE CIC

Year and Production (t)	Number of trucks (per million)	Value (1980-1985)
1980 1.200		1.200
1981 1.300		1.300
1982 1.400		1.400
1983 1.500		1.500
1984 1.600		1.600
1985 1.700		1.700
1986 1.800		1.800
1987 1.900		1.900
1988 2.000		2.000
1989 2.100		2.100
1990 2.200		2.200
1991 2.300		2.300
1992 2.400		2.400
1993 2.500		2.500
1994 2.600		2.600
1995 2.700		2.700
1996 2.800		2.800
1997 2.900		2.900
1998 3.000		3.000
1999 3.100		3.100
2000 3.200		3.200
2001 3.300		3.300
2002 3.400		3.400
2003 3.500		3.500
2004 3.600		3.600
2005 3.700		3.700
2006 3.800		3.800
2007 3.900		3.900
2008 4.000		4.000
2009 4.100		4.100
2010 4.200		4.200
2011 4.300		4.300
2012 4.400		4.400
2013 4.500		4.500
2014 4.600		4.600
2015 4.700		4.700
2016 4.800		4.800
2017 4.900		4.900
2018 5.000		5.000
2019 5.100		5.100
2020 5.200		5.200
2021 5.300		5.300
2022 5.400		5.400
2023 5.500		5.500
2024 5.600		5.600
2025 5.700		5.700
2026 5.800		5.800
2027 5.900		5.900
2028 6.000		6.000
2029 6.100		6.100
2030 6.200		6.200
2031 6.300		6.300
2032 6.400		6.400
2033 6.500		6.500
2034 6.600		6.600
2035 6.700		6.700
2036 6.800		6.800
2037 6.900		6.900
2038 7.000		7.000
2039 7.100		7.100
2040 7.200		7.200
2041 7.300		7.300
2042 7.400		7.400
2043 7.500		7.500
2044 7.600		7.600
2045 7.700		7.700
2046 7.800		7.800
2047 7.900		7.900
2048 8.000		8.000
2049 8.100		8.100
2050 8.200		8.200
2051 8.300		8.300
2052 8.400		8.400
2053 8.500		8.500
2054 8.600		8.600
2055 8.700		8.700
2056 8.800		8.800
2057 8.900		8.900
2058 9.000		9.000
2059 9.100		9.100
2060 9.200		9.200
2061 9.300		9.300
2062 9.400		9.400
2063 9.500		9.500
2064 9.600		9.600
2065 9.700		9.700
2066 9.800		9.800
2067 9.900		9.900
2068 10.000		10.000
2069 10.100		10.100
2070 10.200		10.200
2071 10.300		10.300
2072 10.400		10.400
2073 10.500		10.500
2074 10.600		10.600
2075 10.700		10.700
2076 10.800		10.800
2077 10.900		10.900
2078 11.000		11.000
2079 11.100		11.100
2080 11.200		11.200
2081 11.300		11.300
2082 11.400		11.400
2083 11.500		11.500
2084 11.600		11.600
2085 11.700		11.700
2086 11.800		11.800
2087 11.900		11.900
2088 12.000		12.000
2089 12.100		12.100
2090 12.200		12.200
2091 12.300		12.300
2092 12.400		12.400
2093 12.500		12.500
2094 12.600		12.600
2095 12.700		12.700
2096 12.800		12.800
2097 12.900		12.900
2098 13.000		13.000
2099 13.100		13.100
2100 13.200		13.200
2101 13.300		13.300
2102 13.400		13.400
2103 13.500		13.500
2104 13.600		13.600
2105 13.700		13.700
2106 13.800		13.800
2107 13.900		13.900
2108 14.000		14.000
2109 14.100		14.100
2110 14.200		14.200
2111 14.300		14.300
2112 14.400		14.400
2113 14.500		14.500
2114 14.600		14.600
2115 14.700		14.700
2116 14.800		14.800
2117 14.900		14.900
2118 15.000		15.000
2119 15.100		15.100
2120 15.200		15.200
2121 15.300		15.300
2122 15.400		15.400
2123 15.500		15.500
2124 15.600		15.600
2125 15.700		15.700
2126 15.800		15.800
2127 15.900		15.900
2128 16.000		16.000
2129 16.100		16.100
2130 16.200		16.200
2131 16.300		16.300
2132 16.400		16.400
2133 16.500		16.500
2134 16.600		16.600
2135 16.700		16.700
2136 16.800		16.800
2137 16.900		16.900
2138 17.000		17.000
2139 17.100		17.100
2140 17.200		17.200
2141 17.300		17.300
2142 17.400		17.400
2143 17.500		17.500
2144 17.600		17.600
2145 17.700		17.700
2146 17.800		17.800
2147 17.900		17.900
2148 18.000		18.000
2149 18.100		18.100
2150 18.200		18.200
2151 18.300		18.300
2152 18.400		18.400
2153 18.500		18.500
2154 18.600		18.600
2155 18.700		18.700
2156 18.800		18.800
2157 18.900		18.900
2158 19.000		19.000
2159 19.100		19.100
2160 19.200		19.200
2161 19.300		19.300
2162 19.400		19.400
2163 19.500		19.500
2164 19.600		19.600
2165 19.700		19.700
2166 19.800		19.800
2167 19.900		19.900
2168 20.000		

SAUDI-GER LIMITED

[illegible]

P.L.A. PEUGEOT-CITROEN

[illegible][illegible][illegible]

1. The agent of the ...
 2. The ...
 3. The ...
 4. The ...
 5. The ...
 6. The ...
 7. The ...
 8. The ...
 9. The ...
 10. The ...


LE CREDIT

COOPERA
Banquier
de l'économie
sociale
Coopératives

Associations

Organismes sociaux
 Groupements
 Sociétés mutualistes
 Groupements

**EMPRUNT 1975
GARANTI PAR L'ETAT
300 MILLIONS DE FRANCS**



B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté 5 novembre, publie notamment les insertions suivantes :

Caisse centrale de crédit coopératif. — Emission d'un emprunt de 200 millions de francs représenté par 100 000 obligations de 2 000 F, portant intérêt de 11,70 % et amortissable en quinze ans.

Caisse centrale des banques postales. — Emission de 100 000 obligations de 2 000 F portant intérêt de 11,90 % amortissables en treize ans.

Amitié. — Cotation des 52 165 obligations convertibles de 385 F. Intérêt 8,40 %. Ces obligations sont offertes aux actionnaires des Doctes ardennais en échange de leurs propres titres.

Forges de Gueugnon. — Emission au pair de 1031 400 actions de 50 F jouissance le 1^{er} janvier 1968, opération devant porter le capital à 103 14 à 154,71 millions de francs (1 pour 2).

Grands Moulins de Paris. — Répartition à partir du 14 novembre d 74 762 actions de 100 F, jouissances 1^{er} janvier 1979, créées en représentation de l'augmentation du capital de 100 millions de francs par l'incorporation de réserves (1 pour 2).

Benque savantistique. — Répartition à partir du 14 novembre d 50 000 actions gratuites de 100 F (1 pour 2) et émission, à partir de la même date, de 50 000 actions de numéraire, au prix de 135 F (1 pour 2 anciennes). Cette distribution augmente le capital de 20 et 37,5 millions de francs par l'incorporation de réserves et l'émission de ces actions nouvelles: 1^{er} juillet 1979.

Imprimerie strasbourgeoise. — Cotation des 9 073 actions émises en 1977.

Majorette. — Cotation des 137 actions, créées dans le cadre du contrat de participation.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE**
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger

LONDRES

La physionomie de l'ouverture de la séance du 5 novembre ne nous est pas parvenue.

Dr (ouverture) (dollars) 3/78		centre 3/72 85	
VALEURS	CLOTURE 2/11	COURS 5 11	
Beckman	125	124	
Bruno Peyronieus	376	370	
Casadevall	22	22	
De Beers	7 58	7 55	
Imperial Chemical	332	323	
Nio Tinto Zinc Cor.	267	264	
Shell	113	114	
Victore	114	108	
War Long 3 1/2 %	23 3/8	23 1/2	
West Distribution	53 1/8	52 5/8	
Western Holdings	41 5/8	37 1/8	

(*) Ex dollar U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ACIERS ET OUTILLAGE FEU — Bénéfice net provisoire des six premiers mois de l'exercice 1978 : 713 millions de francs contre 2,83 millions un an plus tôt.

NOUVELLES GALERIES. — Le résultat intégral après impôt du premier semestre 1978 a déjà subi une perte de 17,7 millions de francs contre un bénéfice de 1,2 million au 30 juin 1978.

S.A. DES USINES CHAUSSON. — Bénéfice net du premier semestre de 1979 : 5,22 millions de francs contre 4,73 millions.

USINES DE LA CHAUSSE. — Résultat après amortissements et provisions au 30 juin 1978 : 24,09 millions de francs.

contre 16,88 millions un an plus tôt.

MATSUSHITA ELECTRIC. — Bénéfice net consolidé du troisième trimestre (au 30 août) : 26,25 milliards de yens contre 22,77 milliards un an plus tôt.

SADE. — Le dividende global proposé à l'assemblée du 7 décembre s'élèvera à 13,91 F contre 13,64 F pour les actions anciennes et 6,82 F pour les nouvelles.

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1973)	31 oct.	2 nov.
Valeurs françaises ..	116,7	116,2
Valeurs étrangères ..	123,1	123,4
C ^o DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	101	101,7

Taux du marché monétaire

LES INDICES HERDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

[illegible]

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Sala 100 : 29 décembre 1967

Unidos general	101,7	101,7
Productos de base	97,9	93,1
Construcción	132	133,4
Bienes de equipamiento	180,7	188,8
Bienes de consumo durables	90,4	89,6
Bienes de cons. no durables	83,1	82,1
Bienes de consumo masivos	107,8	102
Servicios	144,1	144,8
Servicios financieros	108,6	110,2

Societas (separatim)	100,0	100,0
Societas de la zona franca		
- expul. principal. & P&E....	180,8	180
Valeurs industrielles	53,4	53,3

COURSES REGIONALES

Sess 190 : 23 decembre 1972

Indice general	131,8	121,5
----------------------	-------	-------

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens)	2/11	5/11
--------------------	------	------

1 dollar (ex. year) ..	236 54	235 30
------------------------	--------	--------

PRE COMPTANT

BOURSE DE PARIS - 2 NOVEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

MARCHE À TERRE

[illegible]

هكذا من الله على

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. UNIVERSITÉ : la grève du zèle, par Maria-Claire Pasquier ; le nouveau public des universités littéraires.

ÉTRANGER

3-4. ASIE

— CORÉE DU SUD : M. Cyns Vasca se déclare « rassuré » par l'attitude loyale de l'armée.

4-5. AFRIQUE

— CENTRAFRIQUE : toute opposition paraît réduite au silence à Bangui.
— L'Éthiopie reprise en main. « Un pouvoir central restauré » (1), de notre envoyé spécial Jean-Claude Pomeroy.

6. EUROPE

6. AMÉRIQUES

— ÉTATS-UNIS : quatre militants anti-racistes sont tués par le Ku Klux Klan au cours d'une manifestation.
— BOLIVIE : le nouveau gouvernement militaire affronte une opposition interne généralisée.

7. PROCHE-ORIENT

— ISRAËL : M. Burg a été vivement critiqué pour avoir évoqué une possible reconnaissance de l'O.L.P.

8. DIPLOMATIE

— La Yougoslavie et l'Albanie sont décidées à augmenter leurs échanges.

POLITIQUE

9-10. Le suicide de Robert Boulin et ses prolongements.

— POINT DE VUE : « La paré de l'ours », par Marcel Mathis.

10. Les difficultés des municipalités de gauche.

11. Un livre de M. Edouard Balladur, « Mai 68, vu de Matignon ».

SOCIÉTÉ

12. « Bourse » policière à Strasbourg.

13-14. JUSTICE : faut-il supprimer le ministère de la justice ? par François Luchaire.

— Le congrès du syndicat des avocats de France.

16. SCIENCES

18. DÉFENSE

28. INFORMATIONS « SERVICES »

29. SPORTS

— AUTOMOBILISME : Tour de Corse : Damich et Mahé, des vainqueurs méconnus.

CULTURE

25. CINÉMA : Camouflage, de K. Zavanou ; Quelque part en Europe, de G. Kadyanov.

— THÉÂTRE : Dove au bord de la mer.

EUROPA

19. LA PROSPECTIVE EUROPÉENNE : un futur conditionnel ; une croissance rigide ; les nouvelles filières de l'emploi ; un entretien avec M. Saint-Gerons.

19. Non au doublement du chômage d'ici à 1985, par Michel Godet.

19. « Je suis prêt à rendre le premier une visite au chef de l'Etat allemand », nous déclare M. Helmut Schmidt.

20. Les clés de la conjoncture.

24. Le débat sur la politique agricole commune.

REGIONS

38. H.E.-DE-FRANCE : Point de vue : « Les voix du stade », par Maurice Doublet.

ÉCONOMIE

39. SOCIAL : le conflit aux usines Alstom.

41. ÉNERGIE : hausse des prix du pétrole au Nigeria.

43. A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE : « Une responsabilité particulière », un point de vue par Pierre Bernard-Raymond.

LIBRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27) : Annonce classées (30 à 37) ; Carnet (17) ; « Journal officiel » (28) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (28) ; Programme spectacles (28-27) ; Bourse (46).

Le numéro du « Monde », daté 4-5 novembre 1979 a été tiré à 540 482 exemplaires.

A B C D E F G

A L'EXTREME GAUCHE

La L.C.R. retrouve une majorité, mais perd des militants

Le congrès de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), consacré à la préparation du onzième congrès de la IV^e Internationale, s'est achevé, le dimanche 4 novembre, par le vote des projets de résolution soumis à l'examen des différentes sections de l'Internationale. Les débats ont fait apparaître, après la scission intervenue à l'ouverture du congrès (« le Monde » du 1^{er} novembre), l'existence, au sein de la L.C.R., d'une majorité constituée par la

tendance qu'animent MM. Alain Krivine et Daniel Bensaid.

L'organisation, dont MM. Krivine et Bensaid semblent retrouver le contrôle après l'avoir perdu au congrès de janvier dernier, est aujourd'hui affaiblie, numériquement, par le départ de nombreux militants au cours des derniers mois, et, politiquement, par l'échec de la perspective d'unification du mouvement trotskiste, dans laquelle la direction de la L.C.R. continue toutefois de situer son action.

Le départ de quarante et un délégués sur cent soixante, le jeudi 1^{er} novembre, avait pour origine l'adhésion des tendances qu'ils représentaient à l'initiative prise par un autre courant trotskiste, les lambertistes de l'organisation communiste internationale (O.C.I.), de convoquer, pour le mois de janvier, des assises internationales. L'O.C.I. et ses partisans dans le mouvement trotskiste international s'affirment ainsi, à l'occasion d'une divergence sur l'attitude à adopter vis-à-vis du régime mis en place au Nicaragua par la révolution sandiniste, comme plus aptes que le secrétariat unifié de la IV^e Internationale, dont la L.C.R. est la section française, à réaliser la synthèse entre les courants qui se réclament du trotskisme dans le monde, en particulier en Amérique latine.

Amputé du quart de ses délégués, qui ont annoncé leur intention de créer leur propre organisation, le congrès de la L.C.R. a examiné les textes élaborés par le secrétariat unifié de la IV^e Internationale en vue de son propre congrès, dont la réunion est toujours prévue pour la fin de ce mois. La tendance animée par M. Gérard Floche, qui avait recueilli 18 % des votes précédant le congrès de la L.C.R., a souffert du départ des délégués lambertistes, qui représentaient

24 % de l'organisation, et avec lesquels une dynamique majoritaire aurait pu, pour certains sujets, être créée. Cette dynamique s'est manifestée, en fait, au tour de la tendance dirigée par MM. Bensaid et Krivine, appuyés, sur la plupart des questions traitées, par les délégués les plus hostiles à un rapprochement avec l'O.C.I.

Cette majorité s'est traduite par l'adoption d'amendements qui tendent à supprimer des textes initiaux, l'idée qu'il existe un mouvement trotskiste dont l'unification serait une tâche prioritaire pour les militants qui s'inscrivent des analyses de Trotski, et à indiquer qu'une fusion avec le courant lambertiste ne peut pas être envisagée actuellement. Le congrès s'est également prononcé pour l'autonomie du mouvement des femmes au sein des organisations et des forces révolutionnaires. En revanche, le débat sur les parités communistes occidentales a opposé ceux qui estiment que ces parités demeurent essentiellement stalinienne et ceux qui mettent l'accent sur les facteurs nationaux dans la détermination de la politique de ces parités. La tendance de MM. Bensaid et Krivine a fait adopter le maintien du texte initial selon lequel les P.C. occidentaux tendent de plus en plus à agir en fonction des données nationales auxquelles ils sont

confrontés, leur politique étrangère restant alignée sur celle de l'Union soviétique.

Le départ de la tendance lambertiste donne à MM. Krivine et Bensaid, qui maintiennent l'objectif d'un rapprochement avec l'O.C.I., la majorité dans leur organisation (51 % au congrès). Mais ils doivent tenir compte du fait que leur tendance est composée en partie d'anciens membres de la tendance que dirige M. Michel Lequenne, et qui s'était constituée en résistance à l'évolution de la L.C.R. vis-à-vis de l'O.C.I. MM. Krivine et Bensaid vont-ils tenter à présent de constituer une majorité avec leurs seuls partisans, ou de s'entendre avec cet autre courant ? La réponse à cette question déterminera l'évolution de la L.C.R. dans les prochains mois et son aptitude à attirer de nouveaux militants qui s'en étaient séparés, à intégrer les anciens adhérents de l'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.) qui souhaitent la rejoindre et à réaliser la « prolétariats » inscrite en priorité sur son programme des prochaines années.

PATRICK JARREAU.

L'enquête sur les méfaits de Jacques Mesrine ne fait que commencer

Après la fusillade de vendredi 2 novembre, au cours de laquelle Jacques Mesrine devait être tué, la direction centrale de la police judiciaire a fait remarquer que l'enquête ne faisait que commencer. « Il convient en effet de reconstituer d'une part tous les méfaits commis par ce malfaiteur durant ses dix-huit mois de cavale, dit-on, d'autre part d'appréhender ses complices, notamment Michel Schayewski, soupçonné d'avoir participé au rapt de M. Henri Lelièvre, et François Besse. »

Charles Bauer, trente-six ans, appréhendé à son domicile, 101, rue Saint-Lazare, après la mort de Mesrine, a été inculpé dimanche 4 novembre par M. Michel Salzman, juge d'instruction à Paris, de recel de vols, vol et falsification de documents administratifs, usage de documents falsifiés et infraction à la législation sur les armes et les munitions. Les enquêteurs ont en effet découvert 101, rue Saint-Lazare, des billets provenant de la rançon de M. Henri Lelièvre et des papiers d'identité volés et falsifiés. Il a été écroué ainsi que son amie, Mlle Renée Gindrat, trente-quatre ans, ancien professeur de lettres, poursuivie pour les mêmes faits.

M. Salzman a également notifié à Charles Bauer un mandat d'arrêt délivré par son collègue, M. Jean Trocheris, juge d'instruction à Paris, le 9 mars dernier, à propos d'un trafic de stupéfiants entre la France, l'Espagne et la Suède.

Charles Bauer, condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour hold-up, placé en liberté conditionnelle après huit ans de détention, s'était, en effet, reconverti dans le trafic de drogue. C'est grâce à ce malfaiteur que les policiers ont pu retrouver Mesrine. Identifié comme ayant participé à l'agression contre le journaliste de Minute, M. Jacques Tilière, le 10 septembre, ce qu'il aurait d'ailleurs reconnu, Jacques Bauer était en fuite. Les enquêteurs le localisèrent après avoir identifié son amie, Mlle Renée Gindrat. Ils se sont ensuite installés dans un appartement situé en face de leur domicile, 101, rue Saint-Lazare. Dix jours plus tard, le 31 octobre, malgré la méfiance du couple, les enquêteurs parvinrent à suivre leur véhicule et à repérer Mesrine et son amie. La fusillade se poursuivit pendant deux jours, jusqu'à la fusillade du vendredi 2 novembre, qui a coûté la vie à Jacques Mesrine.

La fouille de l'appartement du célèbre gangster, au 35-37, rue Belliard, dans le dix-huitième arrondissement, a permis, outre une somme de 200 000 F provenant de la rançon de M. Henri Lelièvre, de découvrir un important arsenal, des lingots d'or, une corde pour lui permettre de s'échapper, et des cassettes, celles destinées à son amie Sylvia Jeanjaquet, où il avait en quelque sorte imaginé sa mort. Cette dernière a été communiquée à la presse par M. Christian Le Guehac, procureur de la République, dimanche 4 novembre.

La parquettage, en effet, estimé que cette communication ne constituait pas une violation de l'enquête et du secret de l'instruction. Elle pourrait tout au plus concerner, selon le parquet, l'enquête relative à la maîtresse de Mesrine, laquelle est maintenant hors de danger. De ces extraits enregistrés, la plupart du temps avec, comme fond sonore, la bande musicale du film Midnight Express (qui relate les tribulations, dans les prisons turques, d'un jeune Américain condamné pour trafic de drogue), il ressort que le truand abattu par la police a voulu conforter son image de marque de bandit marginal.

« Je vais rester un exemple, peut-être un mauvais exemple, dit-il. Ce qui est terrible, c'est que certains vont faire de moi un héros. En fin de compte, il n'y a pas de héros dans la criminalité. Il n'y a que des

LES CASSETTES DE MESRINE

ET LA PRESSE AUDIO-VISUELLE

Sur Antenne 2, dimanche soir 4 novembre, Léon Zitronne a lu un texte préparé par Paul Lefèvre et déclarant : « Ces cassettes, nous avons décidé de ne pas les diffuser pour deux raisons : d'abord parce qu'elles ne présentent aucun intérêt, aucune information nouvelle sur l'enquête en cours. Et que, s'agissant d'enregistrements personnels destinés par Jacques Mesrine à sa maîtresse toujours vivante, elles relèvent du domaine de la vie privée d'un homme, quel qu'il soit, et d'une femme. Ensuite parce qu'il est apparu à la rédaction d'Antenne 2 que ce genre de diffusion relèverait du domaine trouble dont on accuse souvent la presse de se repaître. »

Europe 1 n'a pas diffusé la « voix » de Mesrine, mais des journalistes ont lu à l'antenne, au cours de la soirée, des passages des cassettes entendues chez le procureur de la République. Au journal de 18 h. 30, Pierre Lescaux a déclaré :

« Il y a déjà longtemps que la direction d'Europe 1 (et Etienne Mougeotte avait eu l'occasion de s'en expliquer sur l'antenne) avait décidé de ne jamais donner la parole à Jacques Mesrine, le gangster et malfaiteur. Il nous a semblé et il nous semble que ces principes restent valables même après la mort de Mesrine. »

DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification d'un diplôme en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

— Chambres de Commerce Étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;

— B.T.S. Traducteur Commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;

— Université de Cambridge (anglais), certificats de l'information, édition, tourisme, littérature, etc.

Examinez chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiterez de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à Langues et Affaires, Service 2186, 35, r. Cassini, 92085 Paris - Levallois, tél. 270-81-83 (enseignement privé à distance).

Quand la beauté est aussi la sagesse.

Chaumet
Joaillier depuis 1780

12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82

Diamants, émeraudes, saphirs, rubis montés ou non montés, je propose toujours le meilleur rapport qualité prix.

Le Directeur

Solitaires de 5000 à 100.000 F et plus

200 Alliances diamants à moins de 5.000 F

Diamants placements quelques exemples			
poils en carat	couleur	pur à la loupe	prix ttc.
0.50	blanc except E	10 fois	23.300 F
0.81	blanc extra G	10 fois	37.500 F
1.00	blanc H	10 fois	68.900 F
1.25	blanc extra G	10 fois	110.000 F

MP
Joaillier-Conseil

Tél. 260.31.44
Paris 8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

Documentation gratuite sur demande.

Achat facilité avec le crédit diamant personnalisé

Piano center

vous offre la location-test

Piano bail

EN CAS D'ACHAT récapitulation totale des versements (caution, transport, location)

PIANOS : Paris - Ouest 71, rue de l'Église, 82201 LA GARENNE - Tél. 242.28.20 & 702.15.67

COSTUME
Mesure industrielle
895 F

Offre spéciale inter-saisons du 6 au 24 novembre

MESURE INDUSTRIELLE
23, rue des Mathurins, Paris 8

DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification d'un diplôme en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

— Chambres de Commerce Étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;

— B.T.S. Traducteur Commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;

— Université de Cambridge (anglais), certificats de l'information, édition, tourisme, littérature, etc.

Examinez chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiterez de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à Langues et Affaires, Service 2186, 35, r. Cassini, 92085 Paris - Levallois, tél. 270-81-83 (enseignement privé à distance).

Lucien La Duc